Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14517 – 6 F

MARDI 1er OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

THE UNIVERSITY OF JORDAN SERIALS DIVISION

Double pari algérien

JOURS ordinaires en Algérie ? Instauré, le 5 juin, pour juguler l'agitation islamiste, l'état de siège a été levé, dimanche matin 29 septembre. Ce faisant, l'armée, qui avait procédé, vendredi, à l'arrestation d'un nouveau dirigeant intégriste, M. Abdelkader Hachani, porte-voix de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, aujourd'hui sous les verrous, a clairement laissé entendre qu'elle demeurerait vigilante. A toutes fins utiles, un projet de loi est à l'étude, qui permettra au gouvernement de faire de nouveau appel aux militaires en cas d'atteintes à l'ordre public.

Le soutien de l'armée à l'équipe de M. Sid Ahmed Ghozali pour mater les « durs » du Front islamique du salut (FIS) n'a pas encore porté ses fruits. Certes, la grève de la faim des prisonniers intégristes n'a pas contraint le gouvernement à leur accorder le statut de détenus politiques ni à dessaisir le tribunal militaire qui aura à les juger. Il n'empêche que le calme est loin d'être revenu dans les rangs des « Verts », même s'ils ne peuvent plus exprimer au grand jour leurs sentiments.

[illegible] gronde sourde de [illegible] celle non moins virulente du FLN, qui mène contre le gouvernement une guerre de tranchées pour sauver le maximum de privilèges que lui ont conférés plus de trente ans d'exercice du pouvoir.

Ghozali, qui a récemment dénoncé les tentatives de « certains cadres » de l'ancien parti unique pour déstabiliser son gouvernement, se heurte, aujourd'hui, à la mauvaise humeur d'une majorité parlementaire monocolore, devant laquelle il défend un projet de révision des lois électorales avant de fixer la date des élections législatives promises par lui « avant la fin de l'année ». Déjà, la commission juridique a refusé de réduire à 370 le nombre des circonscriptions et de limiter le vote par procuration, comme « allant à contre-courant des traditions locales ».

POUR mener à bien sa politique économique, M. Ghozali, qui s'emploie à « reprofiler » une dette extérieure de 25 milliards de dollars, dont les trois quarts viennent à échéance avant la fin de 1993, a aussi besoin du concours de l'Assemblée nationale. Or celle-ci a refusé de supprimer les subventions aux produits de base, préalable, entre autres mesures d'assainissement – le dinar vient d'être dévalué de 22 % – à un accord général en cours de discussions avec le Fonds monétaire international.

A la recherche de devises, M. Ghozali veut négocier avec les compagnies pétrolières l'« ouverture » des puits algériens, moyennant droits d'entrée. Mais, là encore, il a besoin du Parlement pour amender les lois en vigueur et permettre la participation étrangère dans le secteur-clé des hydrocarbures. Si les députés n'y voient pas matière à « brader le patrimoine national », les premiers accords pourraient être signés avant la fin de l'année. Vouloir ainsi assainir de pair politique et économie est un pari plus qu'ambitieux.

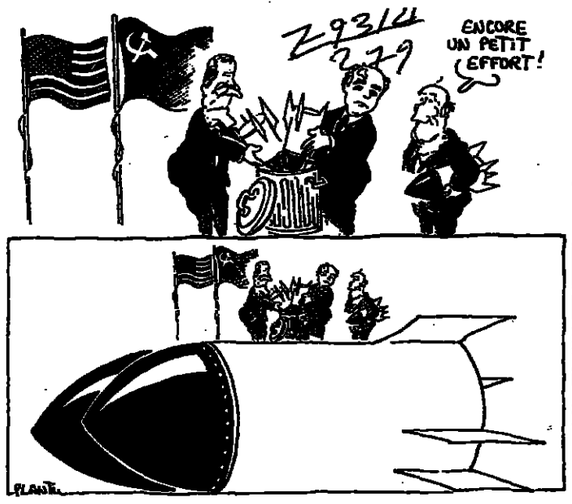
Lire nos informations page 19

M 0147 - 1001 0 - 6,00 F

La réponse de M. Mikhaïl Gorbatchev aux initiatives de M. George Bush

L'URSS prendra à son tour des mesures de désarmement nucléaire

L'URSS a annoncé le samedi 28 septembre des « mesures de réciprocité » en réponse aux initiatives de désarmement prises par M. George Bush. M. Gorbatchev reste toutefois prudent et pose la question du devenir des armes nucléaires françaises et britanniques. Les Etats-Unis ont commencé dès samedi à mettre hors d'état d'alerte permanente les bombardiers stratégiques. Des experts américains se rendront en URSS et une réunion des quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe aurait lieu prochainement.



La mort du Dr Folamour

par Jacques Amalric

La parenthèse nucléaire ouverte en 1945 par la vitrification d'Hiroshima est-elle en train de se refermer à la suite de l'initiative du président Bush ? Certainement pas, si l'on a en tête la disparition totale des armes nucléaires. Oui, si on a à l'esprit la gesticulation nucléaire permanente et obsessionnelle ainsi que la course systématique aux armements de ce type, si bien incarnées par l'inquiétant personnage du Dr Folamour, embarqué à bord de ces superbombardiers stratégiques qui ne vont plus être en alerte constante.

Les armes nucléaires ont peu de chances de disparaître à court terme de la planète, pour une bonne raison : elles existent et elles ont contribué, quoi qu'on en dise, au maintien de la paix en Europe pendant plus de quarante ans. La prolifération en direction du Sud aidant, leur élimination totale ne dépend plus seulement des cinq puissances nucléaires officielles, même – ce qui est improbable à ce stade – si celles-ci le voulaient sincèrement. Ce dont il est question et ce qui est possible aujourd'hui, entre partenaires du Nord, c'est seulement – mais c'est déjà beaucoup – d'arriver à une réduction massive de ces armes, en commençant par les plus dangereuses, et de mettre un terme à leur banalisation.

Ce n'est pas un hasard si la mesure unilatérale la plus spectaculaire annoncée par M. Bush concerne les armes nucléaires tactiques. Elles représentent aujourd'hui, à l'heure du démantèlement de l'empire soviétique et tant qu'il ne se sera pas recomposé sous une forme ou une autre, un très grave danger.

Lire la suite page 6

Lire aussi les articles de ALAIN FRACHON, JAN KRAUZE et LAURENT ZECCHINI, pages 4 et 6

Après le succès de la manifestation paysanne

M. Mermaz souhaite alléger les charges des éleveurs

Après le succès de la manifestation du dimanche 29 septembre à Paris, qui a rassemblé quelque deux cent mille paysans et représentants du monde rural et qui s'est déroulée sans incident, le gouvernement prépare une série de réponses. M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, désireux de faire entendre le « message très fort » des agriculteurs à Bruxelles, recevra, le 1er octobre, comme chaque premier mardi du mois, les responsables des organisations professionnelles agricoles.

Jeudi 3 octobre, à l'issue d'un comité interministériel consacré essentiellement à l'Ile-de-France, Mme Edith Cresson devrait annoncer une relance de la décentralisation. Un débat d'orientation sur l'agriculture est en outre prévu au Sénat le 10 octobre.

Avant qu'il ne présente à ses collègues de la Communauté européenne des contre-propositions sur la politique européenne, M. Louis Mermaz compte obtenir de MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances et Michel Charasse, ministre du budget, un allégement de l'impôt foncier non bâti qui freine l'élevage extensif.

Le territoire des autres

par François Grosrichard

L'histoire parfois se donne d'étranges rendez-vous. Presque dix ans après la manifestation qui, en mars 1982, avait rassemblé des dizaines de milliers d'agriculteurs à Paris, le gouvernement affronte à nouveau le malaise paysan. Mme Cresson, alors ministre de l'agriculture, a pris du galon. Le remuant président de la FNSEA de l'époque, M. François Guillaume, est retombé aujourd'hui dans un semi-anonymat. Les cultivateurs et éleveurs [illegible] associés que jamais, rêvent [illegible] au même endroit crier [illegible] demander solidarité. Les [illegible] reculent dans l'économie mais la paysannerie reste vaillante dans la société. Qui n'en a pas dans sa famille ou n'en découvre pas dans les litanies des monuments aux morts de villages ? Bousculés par les lois modernes de l'économie, l'ouverture des frontières, les progrès de la productivité, les paysans comptent un peu moins, d'année en année, dans le produit intérieur brut.

Lire la suite page 21

Lire aussi

« Vive la campagne ! »
par CORINE LESNES et AGATHE LOGEART
page 20

Rébellion militaire à Haïti

Le gouvernement du Père Aristide menacé

page 34

Un entretien avec André Glucksmann

« Aidons l'Est pour éviter le chaos. »

page 2

Nouveaux combats en Croatie

Une colonne de blindés de l'armée fédérale a pris position à la frontière serbo-croate.

page 6

La crise roumaine

Offensive de M. Roman contre M. Iliescu.

page 6

La pauvreté augmente aux Etats-Unis

Trente-trois millions de personnes appartiennent à des ménages dont le revenu annuel est inférieur à 76 500 francs par an.

page 19

Mme Chamorro à Paris

Le Nicaragua souhaite l'aide de la France.

page 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

La conversion de M. Savimbi

L'ancien chef de la rébellion angolaise fait son entrée en politique

LUANDA
de notre envoyé spécial

Luanda devait marquer l'apothéose de la rentrée officielle en politique de Jonas Savimbi, le président de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). L'accueil de la capitale angolaise fut chaleureux, sans plus. Dimanche 29 septembre, ils étaient quelques milliers à l'aéroport, moins nombreux qu'à Huambo, à Lubango et à Lobito.

Jonas Savimbi n'a pas fait mieux que le président Dos Santos, qui, en juin, avait réussi à remplir la place du 1er-Mai, à son retour de Lisbonne, où il venait de signer l'accord de paix qui mettait fin à plus de quinzeannées de guerre civile. Environ cinquante mille personnes étaient là pour l'écouter. Beaucoup avaient été acheminées, de province, en camion et en bus. Certaines venaient même de Jamba, le quartier général de l'UNITA, dans l'extrême sud-est du pays.

M. Savimbi a répété un discours déjà bien rodé. Sans la paix « *rien* » ne sera possible. Elle est l'affaire de « *tous* » les Angolais, et le chef suprême des FAPLA, l'armée de l'UNITA, s'est engagé à coopérer avec le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir), pour maintenir le processus de paix.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite page 8

Miles Davis, l'éternel retour

Le fabuleux trompettiste est mort le 28 septembre à Los Angeles. Il était âgé de soixante-cinq ans

par Francis Marmande

Un jour, de but en blanc, c'était en 1975, Miles Davis a disparu. Ce n'était pas la première fois qu'il faisait le coup. Déjà en 1955, à Newport, on célébrait son *come back*. On s'était habitué à parler du retour de Miles Davis. Notre vie aura été scandée par les retours de Miles Davis. Duke Ellington le comparait à Picasso. Mais aux débordements incessants de Picasso, Miles ajoutait la dimension tragique du retrait, et cette faculté de si brutalement s'absenter que chacun se demande s'il n'est pas en train de le faire à soi-même. Pendant une de ces étranges absences, on l'avait entendu grommeler de sa voix de rocaille, sa voix définitivement cassée par la colère après une opération pourtant anodine des cordes vocales : « *Ils croient tous que je me défonce, que je suis en train de mourir. Et quoi encore ? Mais je vais étonner le monde entier !* » On ne le verra plus, installant en scène ses musiciens, ses gamins, comme une équipe qui reprendrait tranquillement l'ouvrage après la pause. Désinvolte, arrogant, leur glissant à l'oreille des vacheries ou des histoires drôles, voyou, dandy, portant l'élégance comme son rôle de trompettiste à la dimension d'un mythe.

Lire la suite page 15

CLAUDE DUNETON

Marguerite devant les pourceaux

roman

Grasset

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Prague et la transition de velours

Le passage à l'économie de marché est plus progressif que ne l'avait annoncé le très hatchérien ministre des finances Vaclev Klaus.

« Evolution et révolution en URSS : le retour de la société : un système à séculariser. » La chronique de Paul Fabra : « Les métiers de l'économiste. »

pages 23 à 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (other), 2,50 $.

هكذا من الأصل

DÉBATS

Un entretien avec M. André Glucksmann

« Si nous ne réussissons pas à développer l'Est, nous irons vers le chaos moral, ethnique et nucléaire »

André Glucksman, cinquante-trois ans, philosophe, rentre d'URSS. Venus du communisme, et devenu critique passionné du marxisme et d'une philosophie allemande inspiratrice du totalitarisme, il s'était fait connaître comme l'un des chefs de file des « nouveaux philosophes » après avoir, comme beaucoup d'intellectuels de sa génération, transité par le maoïsme.

Ses livres* (« la Cuisinière et le Mangeur d'hommes », « les Maîtres penseurs », *et aujourd'hui* « le Onzième Commandement ») *ont été ou sont encore des événements* (le Monde *du 27 septembre).

Moraliste, esprit libre, sans cesse aux aguets, il évoque dans l'entretien qu'il nous a accordé les leçons qu'il tire de la nouvelle révolution russe et interpelle vivement les élites françaises, responsables à ses yeux de la déprime collective actuelle.

« Vous rentrez d'URSS. En dehors du constat de la confusion, que retirez-vous de ce séjour ?

– Il y a l'angoisse du présent : comment passer l'hiver ? Un nouveau putsch, plus sérieux, se prépare-t-il ? Le camp démocratique va-t-il éclater ? Mais les Russes pensent plus large et plus profond. Les relations entre Eltsine et Gorbatchev les obsèdent moins que nous. Quelques mots de Pouchkine circulent sur toutes les lèvres : « *Dieu nous garde de la révolte du peuple russe : elle sera horrible et sans pitié !* » Les armes abondent, les ouvriers les fabriquent en douce sur les chaînes, ils les échangent contre aliments et boissons, les entrepôts militaires participent à ce marché noir. Les Russes se savent sur un volcan. On ne sort pas indemne de soixante-quatorze ans de communisme. D'où leur prudence, patience et inquiétude.

– Ici, justement, on parle de « syndrome yougoslave ».

– La menace n'est pas ignorée. Lorsque, après le putsch, Eltsine souleva la question des frontières, Elena Bonner, Timofeev, Afanassiev, etc., protestèrent publiquement, lui intimant de geler la question, ce qui fut fait. Pour les intellectuels démocrates, le renversement du parti inaugure une grande révolution, laquelle ne fait que débuter. Une première sphère est bouleversée, celle de la gestion centrale. Reste, dans une perspective braudélienne, à transformer la sphère deux, celle de la production et des échanges, la vie économique au sens large. Là, l'appareil militaro-industriel, inentamé, paralyse toute réforme (80 % de la production, selon l'académicien Ryjov, conseiller de Gorbatchev). Reste, enfin, à révolutionner le niveau trois, celui des mœurs, des us et des coutumes, pour que la population puisse se déshabituer du communisme. Il convient donc de désamorcer les conflits ethniques qui bloqueraient tout.

– Tout de même, la rapidité avec laquelle un mouvement émancipateur peut devenir régressif risque une nouvelle fois de se vérifier. Dans vos écrits, vous opposez d'ailleurs la société aux communautés, lesquelles resurgissent et mettent en péril la société.

– L'intégrisme est la maladie spécifique des périphéries en ébullition. L'Allemagne du dix-huitième siècle se sentit séduite et agressée par les « Lumières » venues de France et d'Angleterre. La réaction nationale, intellectuelle et populaire, prôna l'Etat « fermé » à la Fichte. Même réflexe en Russie tout au long du dix-neuvième siècle. Aujourd'hui, situation géopolitique analogue pour les « tiers-mondes ». L'Occident suscite sur ses marges des révolutions conservatrices, hostiles mais fascinées par les métropoles qu'elles rêvent de « rattraper et dépasser ». Pour la première fois, en Russie, le désir de s'occidentaliser est devenu une volonté massive. Un adolescent sur cinq, d'après un récent sondage, préférerait quitter son pays pour vivre en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis. Les Russes craignent de moins en moins un Occident satanique censé (en instaurant la libre circulation des biens, des idées, des images) désintégrer et « humilier » les communautés traditionnelles. Le rejet du communisme l'emporte sur le rejet de l'Occident, or toute pulsion intégriste se veut profondément anti-occidentale, en se réclamant d'une fraternité supposée saine, sainte et pure. La communauté allemande, celle du sang, de la race, la communauté prolétarienne, celle de la classe, la communauté des fidèles, ou la communauté nationale, sont glorifiées comme des unités compactes, capables de régénérer la civilisation et de se préserver de la corruption. Au nom de la communauté, on construit les murs.

« La question des Russes aujourd'hui est : comment devenir bourgeois ? »

– Y a-t-il, sous nos yeux, l'édification de nouveaux murs, en URSS ?

– L'échec du putsch entraîna la fracture du Mur des Murs, le Saint Empire soviétique ne passe plus pour intangible. Neuf mois auparavant, présentant un visa purement lituanien (numéro : 9, s'il vous plaît !), je fus refoulé sur l'aéroport de Vilnius. Méprisant le tampon apposé par le ministre des affaires étrangères de Lituanie lui-même, l'officier soviétique avait franchement rigolé : « *Chocolate Republic !* » Il plastronnait : la Lituanie, combien de divisions ? Imaginez son désarroi désormais.

» Bien entendu, la faculté d'ériger de nouveaux murs subsiste. L'exemple géorgien, où un authentique dissident menace d'instaurer une dictature nationaliste, ne laisse pas d'inquiéter les uns et de servir de modèle à d'autres, en particulier aux nomenklaturistes en mal d'idéologie de rechange. A Moscou, on oppose le national intégrisme (à variante nationale-communiste ou nationale-religieuse) et un nationalisme démocratique respectueux des droits des minorités et des individus.

» Face au chaos, il est naturel de faire appel à des sentiments de solidarité municipale, régionale, historique et culturelle. La ligne de partage ne passe pas entre un cosmopolitisme utopique, inexistant et le nationalisme, mais entre la démocratie et l'intégrisme. L'éclatement de l'Empire, au grand dam de Gorbatchev, s'est avéré condition *sine qua non* de la démocratie. Reste à inaugurer la seconde étape : on appelle « gauche » en Russie les partisans de l'établissement urgentissime de la propriété privée ! La « gauche » russe veut le capitalisme avec les droits de l'homme. L'an dernier, l'URSS connut la meilleure récolte depuis dix ans et, six mois plus tard, la plus grande pénurie dans les magasins depuis vingt ans. Hors la privatisation des circuits commerciaux point de salut !

– Comment expliquez-vous ce peu d'attrait de la social-démocratie, dont on pouvait penser qu'elle pouvait retrouver sa place ?

– Avant le putsch, Gorbatchev se réclamait d'une telle option : « *Plutôt me passer sur le corps ! Jamais je n'abandonnerai le socialisme* », proférait-il. Les atermoiements, hésitations et compromissions conservatrices du numéro un ont pour le moins permis le coup d'Etat, œuvre de ses proches collaborateurs. D'homologues ambiguïtés grèvent le modèle réformiste du socialisme à visage humain, abandonné, depuis Prague 68, par la plupart des dissidents. La révolution d'août 91 veut en finir avec les demi-mesures et les solutions mi-chèvre et mi-choux, elle incline vers un capitalisme à visage humain.

» Nous ne voulons plus changer de l'intérieur la forme de la coquille, il faut briser l'œuf, résume l'historien Afanassiev, qui fut conseiller de Gorbatchev, travailla dans le groupe interrégional de Sakharov et se situe « à gauche » d'Eltsine. Dans ses entretiens avec Jean Daniel, voilà quelques années, il se référait encore à un socialisme non bolchevique mêlé d'égalitarisme chrétien. Aujourd'hui, il justifie la nécessité d'une rupture radicale par une méditation de la « longue durée » au sens de l'Ecole des Annales) de l'histoire russe. Dès l'origine, deux lignes s'opposent, celle de Moscou et celle de Kiev-Novgorod. D'un côté une Russie autoritaire prétend se moderniser par des méthodes brutales, féodales ou « asiatiques » (Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Staline). De l'autre, la Russie européenne des grandes villes marchandes, presque toujours battue, dont l'espérance réémerge avec les grands mouvements réformateurs (Alexandre II, Witt, Stolypine). Ces considérations recoupent souvent celles d'un Soljenitsyne et même d'un Marx (dont la « Russie et l'Europe » fut rééditée par les Américains au temps de la guerre froide à titre de propagande anti-soviétique).

» La question des Russes, aujourd'hui, est comment devenir bourgeois ? Comment accepter les risques, les inégalités et les insécurités du capitalisme ? Leur réponse, me semble-t-il, est qu'on s'européanise à reculons, plus par rejet que par projet. En élargissant la critique du communisme à toutes les tentatives intégristes de sauter par-dessus le présent en sauvant un passé rêvé idyllique au nom d'un avenir promis radieux.

– Votre regard sur nos démocraties a-t-il été changé par ce voyage en Russie ? Parce que, d'un côté, la démocratie triomphe, de l'autre nous vivons une véritable dépression nerveuse.

– Méfiez-vous, peut-être suis-je prisonnier d'une illusion d'optique, la tête prise par le livre que je viens d'achever, en expliquant avec *le Onzième Commandement* l'entrée russe en un Dallas capitaliste. A moins qu'il ne s'agisse d'un rendu pour un prêté, puisque Soljenitsyne et la pensée dissidente nourrissent ma réflexion depuis près de vingt ans. Quant à la dépression, elle est l'effet, à l'Est, d'une glasnost (traduisons lumière, mais depuis Tchernobyl : lumière sur les horreurs et les dévastations) dépourvue de la panacée gorbatchévienne des perestroïkas (restructuration, reconstruction). La dépression russe est le prix d'une neuve lucidité. La dépression française semble s'épuiser dans le regret nostalgique d'anciens aveuglements.

« Dans la course à la déprime le pompon revient aux élites françaises »

– On cherche à retrouver une société close.

– A droite comme à gauche, panique : les Japonais sont des « fourmis », les Anglo-Saxons des homosexuels, les immigrés des envahisseurs...

– Donc on exagère le « danger » que représenterait l'immigration venue de l'Est ?...

– Pour l'instant, l'Europe de l'Est ne nous envahit pas, elle réclame au contraire que nous l'envahissions, avec notre savoir, nos capitaux, etc. Depuis 1989, 110 millions d'Européens se sont libérés. Maintenant, 280 millions de « Soviétiques ». Constatons qu'ils ne déferlent pas ! Si nous manquons de considération pour les gens de l'Est, eux respectent nos usages et nos règles de droit, par exemple l'obligation du visa. Exception numéro un, les 20 000 Albanais qu'on aurait dû, au minimum, raccompagner avec décence et civilité au lieu de les obliger à camper dans leurs déjections. Exception numéro deux : 14 000 « Roumains » dont l'intrusion incite les autorités de Bonn à modifier les règles constitutionnelles du droit d'asile. En fait, il s'agit de Tziganes. Peut-être revendiquent-ils un droit de séjour sur une terre où fut proclamée la solution finale qui gaza leurs grands-parents et parents. Vous souvient-il ?

» Dans la course à la déprime, le pompon revient aux élites françaises. A l'époque où le Mur fut construit à Berlin, de Gaulle clôturait l'aventure coloniale ; il dotait la France d'un armement nucléaire et d'une économie équilibrée. La France devint géopolitiquement la première puissance de l'Ouest européen. Dès la chute du Mur, brutale rétrogradation. L'Allemagne réunifiée prend la tête. Trente années de statut privilégié pour rien ? La droite et la gauche marinent dans leur blessure narcissique, elles ont perdu leur temps, elles ont ignoré superbement le mouvement profond de l'Allemagne. Elles se sont désintéressées à l'exception de rares politiques, intellectuels et syndicalistes du fantastique renouveau moral et mental de la dissidence. Face à l'appel de l'Est, nous nous terrons à tort frileusement derrière la muraille de nos mélancolies.

– Pour répondre à cette dépression, on entend dire, par un certain nombre d'hommes politiques, que la société française manque d'un « grand dessein ». Dans votre livre, vous mettez en cause cette démarche.

– Le « grand dessein » soviétique s'est terminé au Goulag. Le grand dessein allemand donna Hitler. Le grand dessein islamique flotte entre Khomeiny et Saddam Hussein. Le grand dessein « black » évoque la ghettoïsation, les bagarres de Brooklyn et Washington, vingt ans après Martin Luther King. Faut-il continuer ?

– Comment faire confiance aux politiques qu'ils font route ?

– En les incitant à se confronter aux risques au lieu de s'épuiser en promesses. Si nous ne réussissons pas à développer l'Est, nous irons vers le chaos, moral, ethnique et nucléaire. La révolution d'août 91 ouvre, à l'horizon d'une ou deux générations, la perspective d'une Russie démocratique dans une Europe, à la Emmanuel Kant, républicaine et pacifiée. Pour la première fois depuis trois siècles. Ne parions pas sur l'échec en nous paralysant par l'évocation des grandes invasions à venir. »

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 0 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne.

Reproduction interdite de tout article sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33.
Imprimerie du « Monde », 12, r. M.-Gunsbourg, 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75502 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télécopieur : 46-62-98-75 - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

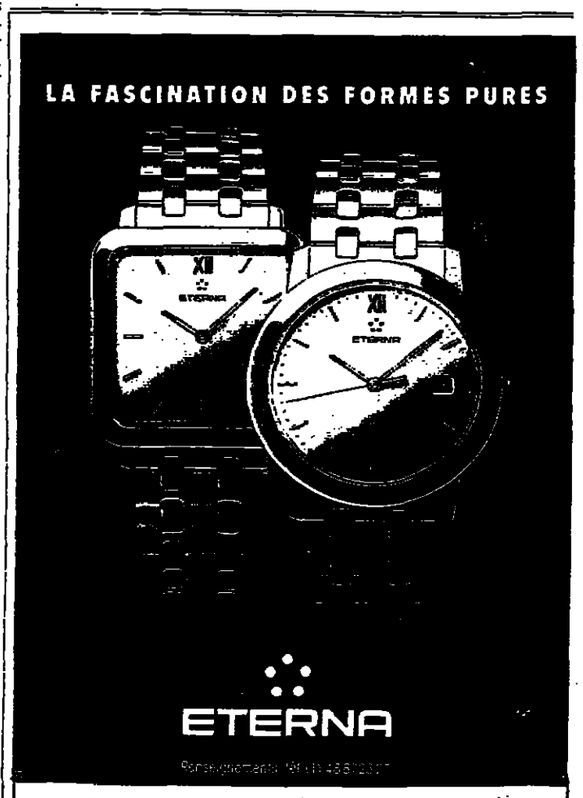
BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03 PP.Paris RP



LES MONTRES
58, rue Bonaparte
75006 PARIS
6, rue Gustave-Courbet
75016 PARIS

ELEN LARCEBEAU
11, rue Voltaire
33000 BORDEAUX
Tél. : 56-48-17-86

هكذا من الأصل

SER. 77314
DATE 16 DEC 1991

YOUGOSLAVIE : malgré le cessez-le-feu

Les combats ont redoublé d'intensité en Croatie

La CEE pourrait décider, lundi 30 septembre, à Bruxelles, où étaient réunis les douze ministres européens des affaires étrangères, de renforcer la mission de ses deux cents *observateurs en Yougoslavie* en les faisant accompagner d'hommes armés, a-t-on indiqué *de sources diplomatiques*, relevant qu'il s'agissait du « maximum » que pouvait faire l'Europe après l'échec d'une tentative franco-allemande *d'envoi d'une force d'interposition*.

Par *ailleurs*, *rapporte notre correspondant* à La Haye, Christian Chartier, une nouvelle séance plénière de la conférence sur la Yougoslavie sera convoquée vendredi 4 octobre. Lord Carrington espère que les trois groupes d'experts constitués *lors de la dernière* réunion de la conférence (le Monde du 28 septembre) pourront faire rapport dès ce jour-là de leurs travaux.

Alors que, *dimanche*, les *combats* avaient redoublé d'intensité, une nouvelle colonne de l'armée fédérale a pris position, lundi matin 30 septembre, à la frontière serbo-croate. Près de quatre cents véhicules militaires, dont une soixantaine de blindés, des dizaines de camions ainsi que des canons tractés sont arrivés à Sid, à 130 *kilomètres à l'ouest de* Belgrade. La colonne comprend également de nombreux véhicules de transmission et des unités sanitaires, une dizaine de bus ainsi que plusieurs dizaines de camions transportant des soldats, drapeau yougoslave flottant au vent.

Malgré le nouveau cessez-le-feu, conclu le 22 septembre entre l'armée fédérale et les autorités croates, les combats ont repris en intensité ces derniers jours en Croatie, faisant au moins vingt-quatre morts en vingt-quatre heures. Dans un entretien diffusé samedi par la télévision yougoslave, le vice-ministre de la défense, le général Marko Negovanovic, a indiqué que l'armée serait amenée à prendre *« les mesures nécessaires »* si le blocus de ses casernes par les *forces croates se poursuivait* en Croatie, en dépit de l'accord du 22 septembre.

De son côté, Radio-Zagreb a annoncé que les forces croates s'étaient emparées dimanche d'une caserne de l'armée fédérale à Bjelovar (70 kilomètres à l'est de Zagreb), faisant quatre cents prisonniers. *Trois personnes ont été tuées et* vingt-deux blessées dans les combats qui ont préludé à la chute de la caserne, selon la radio croate. En outre, quinze personnes blessées samedi dans les bombardements d'artillerie de l'armée fédérale et des *forces serbes sur Pakrac (ville croate* située à 100 kilomètres à l'est de Zagreb) sont décédées dimanche, a-t-on précisé de même source.

Lourdes pertes matérielles

Tandis que de nombreux témoignages concordants font état d'importantes pertes matérielles de l'armée au cours des deux dernières semaines, le quotidien croate *Vjesnik* en a ainsi établi le bilan : 41 avions *abattus par les Croates*, 132 *chars* et 76 transports de troupes détruits et près de 200 chars et transports de troupes pris à l'armée yougoslave. Au cours des combats qui les opposent à l'armée et aux autonomistes serbes, les Croates se sont également emparés de 15 000 tonnes de munitions et d'explosifs ainsi que de plusieurs dizaines de lance-roquettes, selon le journal. Par ailleurs, les autorités de Bosnie-Herzégovine ont lancé dimanche un véritable défi à l'armée yougoslave en appelant tous les réservistes de cette République (où vivent une majorité de musulmans et une importante communauté serbe et croate) à déserter les champs de batailles de Croatie. Nombre d'entre eux auraient déjà *déserté ou se seraient rendus aux* forces croates. Cet appel intervient alors que se multiplient les désertions au sein de l'armée : *Tanjug*, qui avait annoncé samedi que 600 réservistes serbes avaient déserté en Bosnie-Herzégovine, a fait état dimanche de la désertion de 250 autres réservistes serbes envoyés en Bosnie – deux informations confirmées par l'armée. Enfin, les délégués du Comité international de *la Croix-Rouge (CICR) ne se déplacent* plus en Croatie après l'attaque, *vendredi*, de l'un de leurs convois qui évacuait des malades d'un *hôpital pris sous* les tirs serbes. *Trois* membres suisses du CICR ont été blessés lors de cette attaque. – *(AFP, Reuter.)*

□ **RECTIFICATIF.** – Contrairement *à ce qui était indiqué dans* notre article de La Haye publié dans *nos éditions du* samedi 28 septembre, les deux commissions de la *Conférence sur la Yougoslavie qui* fonctionnent depuis le début des travaux *de cette instance – d'une part* sur la question des droits de *l'homme et des minorités, d'autre* part sur les questions économiques *et constitutionnelles – sont présidées* respectivement par le diplomate *néerlandais Carlo Barkman* et le diplomate espagnol Nuno Aguirre de Carcer.

ROUMANIE : les suites de la crise politique

M. Petre Roman déclenche l'offensive contre le président Iliescu

La capitale roumaine a renoué, lundi 30 septembre, avec les délices de la cuisine *politique pour former le gouvernement* d'*« ouverture »*, d'*« union »* ou de *« transition »* nationale qui doit mettre un terme à la crise déclenchée par les trois jours de sanglants affrontements entre les forces de l'ordre et les mineurs en grève descendus à Bucarest. Selon un dernier bilan officiel, ces *heurts se sont soldés par 5 morts* (2 jeunes et 3 policiers) et plus de 130 blessés graves (dont 23 mineurs et 83 policiers).

Les négociations à l'issue encore incertaine avaient débuté vendredi à Cotroceni alors que les mineurs en colère marchaient sur le palais du président Ion Iliescu. Elles *se sont poursuivies samedi*, quand les « gueules noires » reprenaient le train pour la vallée houillère du Jiu. Mais pour cause d'épuisement et de retour à la normale, les pourparlers étaient interrompus dimanche.

BUCAREST

de notre correspondant

Dans son palais de la Victoire aux vitres brisées encore entouré par des blindés de l'armée, l'ex-premier ministre, M. Petre Roman, qui expédie les affaires courantes, a profité de cette trêve dans les négociations pour la formation d'un gouvernement d'« union » pour déclarer la guerre. *Parce que le président* Iliescu avait signé vendredi avec l'énigmatique leader des mineurs, M. Miron Cosma, un *« accord-communiqué »* qui consacrait sa perte. Ainsi, M. Roman a *« regretté »*, lors d'un entretien à TF 1, que le président Iliescu *« soit allé jusqu'à signer des documents avec les hors-la-loi »*. *« Il fallait sauvegarder jusqu'au bout la dignité des institutions »*, a ajouté M. Roman.

A la télévision roumaine qui, – *les temps ont changé* – ne lui accordait qu'un créneau après 22 heures, sur un ton plus doux, l'ex-premier ministre disait combien cette *« triste page »* lui avait *« laissé un goût amer »*. Assurant qu'il ne serait pas premier ministre du gouvernement d'ouverture pour une *« question de dignité »*, qu'il ne *« cédait pas devant la force »* mais *« ouvrait une solution politique »*, M. Roman promettait pour bientôt son retour dont, finalement, *« le pays décidera »*. *« Je suis le leader du premier parti de Roumanie »*, répétait l'ex-premier ministre qui, sage précaution, avait fait main basse sur le Front de salut national (FSN) le 17 mars dernier. Le FSN est *« quatre à cinq fois plus puissant encore que le second parti »* politique de Roumanie, précisait le *« leader national »* du FSN, qui estimait pouvoir en *« assurer la suprématie »* dans les urnes.

A nouveau la Securitate

M. Petre Roman, à qui le président Iliescu refusait, il y a peu, des élections anticipées, s'est déjà positionné pour la prochaine campagne. Se prétendant victime de *« ceux qui veulent maintenir le vieux système »* et notamment des hommes de la Securitate, *« qui ont employé tous les moyens contre nous quand ils ont compris que notre chemin était irréversible »*, M. Roman s'est posé en garant de *« la démocratie, de la réforme »*, tout en avançant l'*« idée d'unité nationale, de peuple et de conscience »*. Car, pour l'ancien premier ministre le prochain gouvernement, né dans *« des conditions non démocratiques »*, *« a une légitimité fragile »*, et il ne peut être que *« transitoire pour très peu de temps »*, parce que *« nous avons besoin d'élections rapidement »*.

M. Roman, dont le parti risque de perdre de sa puissance s'il est trop longtemps isolé des structures de l'Etat dans lesquelles il s'était coulé après la disparition du PC roumain, rejoignait de cette façon *les formations les plus intransigeantes* de l'opposition. Comme le Parti paysan ou l'Alliance civique, qui demandent la formation d'un gouvernement de *« techniciens »* pour organiser les élections au plus vite.

Alors que le président Iliescu semble moins pressé que jamais, une autre partie de l'opposition emmenée par M. Radu Campeanu, le président du Parti libéral qui avait fait le meilleur score contre M. Iliescu (10 %), préfère, elle, un véritable gouvernement d' *« union nationale »* où les partis seraient représentés par des ministres avec d'importants portefeuilles. M. Campeanu proposait comme premier ministre *« neutre »* exigé depuis longtemps par l'opposition, soit un *« ecclésiastique »* (le métropolite de Moldavie), soit un *« représentant de l'armée »* (vraisemblablement le général Stanculescu), soit un *« scientifique »* (inconnu, de Timisoara).

Le président Iliescu a enregistré toutes ces propositions cacophoniques pour en tirer, *« à l'issue des négociations avec toutes les forces politiques, une synthèse et des points de convergence »*. La tâche ne sera pas mince. Cela a permis à M. Iliescu de justifier le *« report »* de sa visite prévue, lundi *« sans faute »*, dans des mines de la vallée du Jiu, violant ainsi un des termes présenté comme essentiel de l'accord signé avec les mineurs vendredi pour ramener le calme.... Selon un envoyé spécial de l'AFP *dans la vallée du Jiu*, les mineurs, prétendument rendus furieux au *début de la semaine* parce que M. Roman n'était pas venu les rencontrer, ne s'en sont pas émus.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

« Il faut accélérer les réformes »

nous déclare M. Adrian Severin, vice-premier ministre sortant

Vice-premier ministre, chargé des réformes économiques et des relations avec le Parlement, dans le gouvernement Roman, M. Adrian Severin, trente-huit ans, était considéré comme le moteur de la réforme dans l'équipe sortante. Dans un entretien accordé dimanche 29 septembre au « Monde », il tire les leçons de la crise de la semaine dernière.

« Comment jugez-vous le rôle du président Iliescu pendant cette crise ?

– Je citerai à son propos le mot de Talleyrand : *« Plus qu'un crime, c'est une faute »*. (...) Il a cru qu'en sacrifiant le gouvernement il sauverait la situation. Ce n'était pas réaliste, puisque les troubles ont continué après la démission du gouvernement, et que c'est finalement le gouvernement qui y a mis fin en décidant d'utiliser les forces de l'Etat. Sacrifier le gouvernement n'a pas seulement été inutile, cela a aussi porté un coup à la crédibilité de la nouvelle démocratie et à la confiance de la population dans les institutions de l'Etat. Il va être d'autant plus difficile maintenant de former un gouvernement fort. Iliescu reste président ; ce qui me préoccupe, c'est la capacité du gouvernement à poursuivre les réformes : l'aide financière va être ralentie, sinon stoppée.

– Pourquoi la décision de faire intervenir les forces de l'ordre n'a-t-elle pas été prise plus tôt ?

– Parce que certains d'entre nous, essentiellement les conseillers du président (Iliescu), pensaient que l'on pouvait résoudre cette crise par la négociation. Or les représentants syndicaux des mineurs n'étaient pas parmi les manifestants, et on ne négocie pas avec des gens qui se mettent hors la loi. Les réticences à faire appel aux forces de l'ordre ont eu ensuite un effet sur l'efficacité de ces forces.

– Quelles sont les chances du général Stanculescu (1) de devenir premier ministre ?

– Cela me paraît improbable, dans la mesure où le premier ministre doit être approuvé par le Parlement, où le FSN est majoritaire ; beaucoup de gens au FSN préféreraient quelqu'un de plus jeune, et pas seulement en termes d'âge... Samedi après-midi, la direction du FSN s'est réunie et a exprimé le souhait que le futur premier ministre ne soit pas un militaire. A défaut de la base, la *direction du FSN, dont le* leader est Petre Roman, est dominée par les réformateurs.

– Quelles leçons pour les réformes tirez-vous de cette crise ?

– La seule leçon à tirer, c'est qu'il ne faut pas ralentir la réforme mais au contraire l'accélérer. Les demi-mesures, c'est fini. La transition doit être réalisée aussi vite que possible : nous nous déplaçons d'une chaise à l'autre, et la position entre les deux chaises est la plus *inconfortable. Le* coût de la transition est d'autant *plus élevé que la réforme n'est pas* assez rapide, que ce soit dans le *domaine économique*, politique ou social. L'autre leçon à retenir, c'est *que l'on ne doit pas négocier* avec des hors-la-loi, mais seulement avec *les syndicats et les organisations* légales. Si l'on est déterminé à utiliser avec *fermeté* les moyens étatiques et démocratiques, alors le pays *peut être dirigeable*. Le fait que le gros de la population ne se soit pas *jointe aux mineurs* est encourageant. En revanche, la manière dont le *gouvernement a été « démissionné »* n'est pas de bon augure. »

Propos recueillis par
SYLVIE KAUFFMANN

(1) *Ministre de l'industrie après avoir* occupé le portefeuille de la défense, le général Victor Stanculescu était déjà actif du temps de Ceausescu.

URSS

Rupture des négociations entre le pouvoir et l'opposition en Géorgie

TBILISSI

de notre envoyé spécial

Les négociations menées durant le week-end entre le pouvoir et l'opposition ne devaient pas reprendre, lundi 30 septembre, a *annoncé le président Zviad Gamsakhourdia*, lors d'une conférence de *presse. Les principaux responsables* de l'opposition, gardés par plusieurs centaines de membres armés de la garde nationale, étaient toujours retranchés dans le bâtiment de la télévision, qui a été ébranlé, dimanche soir, par une forte explosion.

Selon l'opposition, elle a été causée par un projectile antichar tiré contre l'immeuble, qui aurait fait cinq blessés. M. Gamsakhourdia, en revanche, a accusé l'opposition d'avoir *« fait exploser cette bombe elle-même »*, affirmant qu'elle *« ne sait plus que faire et voit que la catastrophe est proche »*.

Les opposants n'ont pas pu en effet obtenir satisfaction sur les *quatre points qu'ils jugent* essentiels : la possibilité pour les « rebelles » de la garde nationale de quitter leur réduit sans être inquiétés, la libération des prisonniers politiques, l'instauration d'une véritable liberté d'information et la convocation d'une session extraordinaire du Parlement.

Pas de garanties

Les négociateurs du président semblent avant tout refuser d'accorder un sauf-conduit à la garde nationale cantonnée à la télévision. *« C'est inacceptable... Il est évident que les autorités veulent que la garde nationale soit dissoute pour pouvoir réprimer l'opposition »*, a déclaré M. Thenguiz Sigoua, l'ex-premier ministre, qui *a pris la tête des opposants*. Ce dernier a en outre démenti que des divergences soient apparues au sein de l'opposition. La négociation semblait en tout cas d'autant *plus hypothétique* que M. Gamsakhourdia n'a apparemment donné *aucune caution à ses négociateurs* et qu'il pourra toujours, le cas échéant, *revenir sur un éventuel* accord.

C'est en tout cas ce que craignent les opposants, dans la mesure où ce sont la personnalité du président et ses méthodes autoritaires *qui se trouvent au centre* du débat politique.

M. Gamsakhourdia a toutefois laissé entendre qu'il ne serait pas *défavorable à l'organisation* de nouvelles élections. La rentrée universitaire, *lundi, risque d'aggraver* les tensions, puisque de nombreux étudiants *pourraient rejoindre* le camp retranché de la télévision. Les opposants qui s'y trouvent auraient reçu du matériel en provenance des pays baltes et devraient être capables dorénavant de diffuser leurs propres émissions.

L'agence Tass *affirmait, lundi*, de Tbilissi, avoir constaté que des éléments de la garde nationale rebelle s'étaient aussi installés sur une colline dans le centre de la ville, avec des positions d'artillerie, des abris et un poste de transmission. En revanche, les forces fidèles au président étaient renforcées par des volontaires regroupés en unités paramilitaires, venus, selon l'agence, de l'ouest de la Géorgie.

JOSÉ-ALAIN FRALON

□ **Deux morts en Ossétie du sud.** – Une nouvelle nuit d'affrontements inter ethniques en Ossétie du sud – une région dont l'autonomie a été supprimée par le pouvoir nationaliste géorgien – a fait deux morts. Des blessés et des personnes ont été prises en otage, a annoncé, dimanche 29 septembre, l'agence de Russie *RI.I.* – *(AFP.)*

ALLEMAGNE : aux élections régionales à Brême

Le débat sur l'immigration a profité à l'extrême droite

***L'extrême droite*, sous la bannière de l'Union du peuple allemand (DVU) de l'éditeur Gerhard Frey, a fait une percée marquante lors des élections régionales, *dimanche 29 septembre*, à Brême. Elle a obtenu 6,5 % *des voix et 6 sièges (+ 5) à la* Diète locale. Ce succès s'explique par le durcissement du débat sur l'immigration en Allemagne, thème qui sert de cheval de bataille depuis des années déjà à cette formation *proche du NPD (Nationaldemokratische Partei Deutschland)* et qui avait été l'un des sujets dominants de la campagne électorale. *Les sociaux-démocrates* du SPD ont perdu leur majorité absolue au Parlement.**

BERLIN

de notre correspondant

Le Parti social-démocrate (SPD) du bourgmestre sortant, M. Klaus Wedemeier, a essuyé un revers cuisant, perdant 11,7 % des voix et une majorité absolue qu'il détenait depuis vingt-et-un ans. Avec 38,8 % des voix, il obtient même son plus mauvais résultat depuis la guerre et devra maintenant chercher des partenaires, chez les Verts ou les libéraux, pour former une coalition. M. Wedemeier s'est vu reprocher d'avoir jeté de l'huile sur le feu en lançant cet été le débat sur l'immigration avec des prises de position plus dures que celles de son parti. Il a été dépassé par les surenchères de l'extrême droite et du Parti chrétien-démocrate. Le SPD perd plus de 13 points dans ses fiefs ouvriers traditionnels au profit de la CDU et de plus de 13 points dans ses fiefs *ouvriers traditionnels au profit de* la CDU et de la DVU, qui réalise *10 % des voix dans les quartiers* populaires et 9,2 % dans les cités.

La DVU, qui représente une extrême droite traditionaliste, réclame un arrêt total de l'immigration. Elle avait déjà obtenu lors des élections de 1987 plus de 5 % des voix *dans le port de Bremerhafen* et un siège à la Diète de Brême. Un *sondage publié par l'hebdomadaire Der Spiegel* avait montré à la mi-septembre que plus de 30 % des Allemands, surtout à l'Ouest, avaient de la compréhension pour l'attitude de l'extrême droite sur l'immigration. Depuis, le débat s'est considérablement durci, suscitant une brusque flambée de violence contre les foyers d'accueil, à l'Ouest comme à l'Est. L'affaire d'Hoyerswerda, en Saxe, où les autorités ont, la semaine dernière, fait évacuer les foyers d'immigrés sous la pression de quelques dizaines de casseurs soutenus par une partie de la population, a révélé la gravité de la *situation*.

L'inquiétude grandit et le président de la *République*, M. Richard von Weizsacker, a condamné, *dimanche*, la *montée de la xénophobie*. A Brême, le résultat des *élections a provoqué, dans la soirée*, une manifestation spontanée contre l'extrême droite devant l'hôtel de ville. A Hoyerswerda, une marche contre le fascisme a eu lieu dans la journée. Quelques milliers de personnes, venues pour beaucoup de Berlin et de l'Ouest, y ont participé. Des affrontements ont eu lieu entre les forces de sécurité et des manifestants d'extrême gauche masqués qui brisaient des vitrines et des voitures.

La police, restée très en retrait lors des attaques de l'extrême droite contre les foyers d'immigrés et de demandeurs d'asile, avait cette fois reçu des renforts d'unités spécialisées équipées de canons à eau. Le ministre de l'intérieur de Saxe, M. Krause, a remis sa démission, dimanche, au ministre-président, le chrétien-démocrate Kurt Biedenkopf. Mis en cause depuis quelque temps déjà pour ses anciennes relations avec la Stasi communiste, il avait été accusé ces derniers jours *d'avoir laissé la situation* s'envenimer. Son successeur aura pour *tâche notamment* de réorganiser la police saxonne, dont l'état d'esprit est particulièrement malsain et dont une partie des membres sont soupçonnés d'être souvent complices des activistes de droite.

HENRI DE BRESSON

... des pays de l'Est européen.

PAUL FABRA

DIPLOMATIE

Les réductions de l'armement nucléaire annoncées par M. Bush

Les initiatives de désarmement prises vendredi 28 septembre par M. George Bush ont été *saluées dans le monde par un concert de* louanges. Le chancelier Kohl a remercié en termes *particulièrement chaleureux le président américain « au nom de tous les Allemands »*. Les armes *nucléaires à courte portée dont M. Bush a* annoncé l'élimination, pour la plupart stationnées en Allemagne, faisaient en effet l'objet depuis plusieurs années d'une vive contestation.

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a lui aussi souligné la portée particulière de cette décision pour son pays et rappelé que les missiles à courte portée étaient braqués *« sur d'autres Allemands »*, ceux de l'ex-RDA.

Le SPD de son côté a de nouveau appelé la France à arrêter la construction des missiles Hadès, par la voix notamment du président de sa commission des affaires étrangères, M. Karstens Voigt. *« La France et la Grande-Bretagne devraient maintenant reconsidérer leur potentiel nucléaire »* a pour sa part estimé le président du SPD, M. Bjoern Engholm.

Dans un communiqué publié samedi à l'issue d'une réunion spéciale des ambassadeurs, l'OTAN affirme que les mesures américaines sont appuyées par tous les Etats membres et qu'elles vont *« dans le sens de l'actuelle rénovation »* de l'Alliance atlantique.

Le projet de réforme de l'OTAN actuellement en cours d'élaboration prévoit cependant le maintien d'armes nucléaires en Europe; les décisions de M. Bush risquent, selon certains experts, de remettre plus tôt que prévu sur le tapis la question du nouveau missile aéroporté (TASM) que les *Etats-Unis envisagent de déployer en 1995 et qui* fait l'objet d'une controverse dans l'Alliance.

Pékin a réagi tardivement aux mesures américaines. Dimanche *le Quotidien du peuple* en faisait état sans commentaires. Un peu plus tard, le ministre des affaires étrangères manifestait sa satisfaction, tout en exprimant certaines réserves. Les Etats-Unis et l'URSS, estimait-il notamment, *« doivent montrer la voie vers la fin des essais, de la production et du déploiement des armes nucléaires et réduire d'une manière substantielle »* leurs arsenaux.

Conformément à sa position traditionnelle, la Chine n'envisage toujours pas de s'engager dans la voie du désarmement avant des réductions plus amples des armements américains et soviétiques.

Le président sud-coréen Roh Tae-Woo s'est félicité de la décision américaine d'éliminer les *armes nucléaires tactiques déployées dans son pays et a « vivement encouragé tous les pays voisins de la péninsule coréenne et d'Asie du Nord-Est à retirer leurs armes nucléaires »*, selon un *porte-parole. Il a également appelé la Corée du* Nord à cesser immédiatement le développement *d'armements nucléaires et à soumettre ses installations aux inspections internationales.*

« M. Bush doit jouer son rôle pour faire de l'Asie du sud une zone dénucléarisée », a pour sa part déclaré le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif. Il en a profité pour lancer un appel à son homologue indien, M. Narasimha Rao : *« engageons-nous vers la non prolifération nucléaire et réglons nos problèmes pacifiquement »*.

Les Etats-Unis mettent fin à l'état d'alerte de certains de leurs armements stratégiques

WASHINGTON

de notre correspondant

Sans même attendre la réponse soviétique à l'initiative de réduction des armements du président Bush, l'état-major américain a commencé les 28 et 29 septembre à désarmer ses bombardiers stratégiques nucléaires, plusieurs centaines de fusées et certains de ses missiles de croisière.Geste sans précédent depuis l'ère de la dissuasion nucléaire : de gros engins de *plusieurs mégatonnes ont été* précautionneusement mis au hangar sans que les Soviétiques aient eu simultanément à faire de même. Dans cette affaire, ce n'est pas tant la promptitude de l'état-major qui frappe : elle fait partie de l'orchestration médiatique de l'initiative présentée vendredi 27 septembre par M. Bush (*le Monde* daté 29-30 septembre).

Dès samedi matin, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, montrait à la presse une copie de l'ordre de « relâche» adressé à certaines des unités assurant vingt-quatre heures sur vingt-quatre la « garde nucléaire» du monde libre. Ce qui frappe davantage, c'est le côté unilatéral de la décision américaine, qui constitue l'élément le plus symbolique de l'ensemble annoncé par le président.

L'une des deux superpuissances nucléaires va ainsi, pour la première fois, procéder à l'amputation d'une partie de son arsenal atomique sans avoir la garantie que l'autre agira de même. M. Bush l'a voulu ainsi pour marquer que le processus du désarmement entre les deux Grands n'obéissait plus aux mêmes règles dès lors que l'on était dans l'après-guerre froide.

De l'affrontement à la gestion en commun

Jusqu'à présent, le désarmement avait progressé par le biais de longues et laborieuses négociations d'accords prévoyant de complexes et méticuleuses procédures de contrôle. C'était le *« on vous fait confiance, mais on vérifie »*, pour reprendre une formule chère au président Ronald Reagan. La règle valait pour les périodes de détente, ces phases d'accalmie dans l'affrontement Est-Ouest.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'affrontement, plus de menace soviétique contre l'Europe, a dit M. Bush, et le président américain traite l'URSS – du moins le pouvoir qui prend place à Moscou – comme un allié dans la *gestion des arsenaux nucléaires.* D'où la décision de procéder unilatéralement, comme un geste de confiance, une belle manière faite à MM. Mikhael Gorbatchev et Boris Eltsine, dont on ne doute pas qu'ils rendront la pareille. *« C'est le désarmement par l'exemple »*, écrit joliment le *New York Times*.

Dans un registre moins angélique, les experts à Washington faisaient aussi remarquer que cette décision s'imposait pour des motifs plus terre à terre. Les bouleversements intervenus dans le paysage politico-stratégique en Europe, notamment l'effondrement du pacte de Varsovie, rendent missiles à courte portée (850 fusées *Lance*) et obus d'artillerie à charge nucléaire (1 300 unités) quelque peu inutiles.

Ces armes étaient destinées à compenser la supériorité en forces conventionnelles d'un pacte de Varsovie qui n'existe plus. Entamer une négociation sur leur élimination aurait été une affaire longue et complexe. Or les Etats-Unis avaient tout intérêt à aller vite pour placer les Soviétiques au pied du mur, c'est à dire leur donner le prétexte idéal afin de démanteler à leur tour les engins du même type en leur possession et dont la dissémination dans les Républiques donne des cauchemars aux responsables occidentaux.

Parer à la dissémination dans les Républiques

Ce sont les milliers d'armes nucléaires tactiques – de courte portée – entreposées en Biélorussie, en Ukraine et au Kazakhstan, voire dans d'autres Républiques, qui nourrissent les scénarios-catastrophe du Pentagone : engins nucléaires échappant au contrôle du pouvoir central, utilisés dans un chantage politique quelconque, voire vendus à des pays ou à des groupes aux intentions peu pacifiques. Les Soviétiques disposeraient d'au moins 12 000 armes de ce type.

S'ils accèdent aux demandes de M. Bush, qui a souhaité la réciprocité, ils devront détruire 10 000 armes nucléaires de courte portée : aux termes de l'initiative américaine, il ne devrait plus rester, en effet, que quelque 2 000 engins tactiques à la disposition des Etats-Unis (notamment bombes nucléaires aéroportées, maintenant les seules armes à assurer le «couplage» ou « lien » stratégique entre l'Europe et les Etats-Unis).

Ces considérations relativisent sans doute la décision américaine de procéder à un désarmement *partiel unilatéral. Il reste* qu'elle n'a peut-être pas été prise très facilement. Si l'on en croit le quotidien *Washington Post* et la chaîne de télévison *ABC*, certains hauts responsables militaires, comme le général John Galvin, en charge du secteur Europe, très réticents, auraient préféré un traité en bonne et due forme avec des procédures de vérification. La démarche de M. Bush a, en revanche, été saluée par une *presse américaine à peu près* unanime et, en général, par les experts.

Démobilisation des bombardiers stratégiques

Dès samedi, et en soignant sa préparation médiatique, l'état-major américain a donc commencé à mettre en œuvre l'initiative de M. Bush. Les premières mesures concernent surtout l'échelon stratégique du programme. Les 40 bombardiers stratégiques à très long rayon d'action B-52 ou B-1B – sur une flotte de 280 appareils de ce type – qui assurent en permanence la « veille nucléaire », *équipages aux commandes et* bombes dans les soutes, ont été démobilisés : ils ne sont plus en état d'alerte. Les équipages sont au repos et les bombes au hangar. Précision : il ne faudrait que 24 heures pour revenir au *dispositif de la « veille nucléaire »* permanente, a souligné M. Cheney.

La même mesure a été prise *concernant les sites abritant* 450 missiles intercontinentaux Minuteman-2 équipés d'une tête nucléaire. Cela veut dire que les missiles vont être désarmés et que leurs servants – deux hommes enterrés dans un bunker *pour chaque fusée – ne sont* plus mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Précision : le traité Start prévoit de toute façon le démantèlement de ces engins qualifiés de *« vieillots »* par les experts.

Enfin, toujours au chapitre stratégique, les Etats-Unis abandonnent *unilatéralement les projets* destinés à accroître la mobilité de leurs missiles MX (devant être placé sur rail) et Midgetman (sur camion). Précision : l'administration avait relativement peu de chance d'obtenir le feu vert du Congrès pour le financement de ces deux projets.

L'élimination des armes de courte portée prendra plus de temps. Selon M. Cheney et son chef d'état-major, le général Colin Powell, il faudra de dix-huit mois à trois ans pour neutraliser les quelque 2 400 armes tactiques visées par l'initiative de M. Bush . Pour discuter de l'ensemble de l'initiative, des experts américains devraient *incessamment se rendre en* URSS, cependant qu'une réunion des quatre puissances nucléaires de l'Europe (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France) pourrait prochainement avoir lieu, conformément aux souhaits de M. Mitterrand.

Le reste du programme relève de la procédure habituelle du désarmement. M. Bush propose une négociation aux Soviétiques pour éliminer les missiles à terre équipés de têtes nucléaires multiples, encore dits à ogives multiples (MIRV pour Multiple independantly targeted re-entry vehicle). Au même titre que les armes nucléaires tactiques soviétiques, ces engins sont considérés comme particulièrement dangereux, mais pas pour les mêmes raisons. Ce n'est pas le contrôle du pouvoir central sur ces fusées qui fait problème mais le fait que leur extrême précision et puissance en font des cibles tentantes de première frappe.

Difficiles négociations en vue

La proposition américaine ne concerne que les fusées « mirvées » basées à terre, secteur dans lequel les Soviétiques ont l'avantage; M. Bush a exclu de son initiative les fusées « mirvées » armant les sous-marins, secteur dans lequel les Etats-Unis dominent. Si une négociation s'engage, elle risque donc d'être particulièrement ardue sur ce point. Elle ne sera pas plus facile sur la question des systèmes de défense antimissiles que M. Bush veut développer, proposition qui suppose une renégociation du traité ABM (limitant lesdits systèmes) auquel les Soviétiques sont très attachés.

Si les Etats-Unis vont au bout de ce programme, ce qui suppose un certain degré de réciprocité à Moscou, et si s'engage une négociation sur les MIRV, il restera tout de même plusieurs milliers de têtes nucléaires sur des vecteurs stratégiques dans les arsenaux des deux pays, même en tenant compte des coupes prévues par le traité START. Le conseiller de la Maison Blanche *pour les questions de sécurité, le* général Brent Scowcroft, l'a rappelé dimanche : la base de la défense des Etats-Unis reste la dissuasion nucléaire, pour la bonne et simple raison que l'URSS est toujours la seule *puissance au monde capable de* détruire les Etats-Unis.

ALAIN FRACHON

Malgré une réponse prudente de M. Gorbatchev

L'URSS s'apprête à prendre des mesures de réciprocité

MOSCOU

de notre correspondant

Applaudir des deux mains, tout en évitant de crier hourra et de donner l'impression qu'il est prêt à emboîter le pas à M. Bush les yeux fermés : M. Gorbatchev a soigneusement calibré sa réponse à l'initiative unilatérale du président américain, tout en laissant entendre *que l'URSS s'apprêtait à prendre*, après un temps de réflexion, des mesures de réciprocité.

En réalité, la réponse du président soviétique a été présentée sur deux registres légèrement différents. D'une part, M. Gorbatchev est intervenu samedi 28 septembre en fin d'après-midi au cours de ce qu'il est convenu ici d'appeler une *« interview à la télévision soviétique »* (en fait *c'est son propre porte-parole*, M. Andreï Gratchev, qui lui servait de faire-valoir). Il s'agissait pour le président soviétique d'afficher sa satisfaction mais aussi une certaine prudence. Parallèlement un «officiel» de son entourage, faisant moins de détours, annonçait que *« l'URSS allait répondre par la réciprocité à la partie américaine »*.

Les armes françaises et britanniques

Sous les apparences de l'improvisation, et en dépit d'une expression un peu hésitante, l'intervention de M. Gorbatchev s'est organisée autour de quatre thèmes : d'abord, l'initiative américaine mérite une appréciation *« très positive »*. Cependant, et le président soviétique insiste sur ce point, cette initiative bienvenue est la conséquence de la transformation radicale des relations soviéto-américaines ces dernières années, et elle se situe dans le droit fil des divers sommets auxquels M. Gorbatchev a participé : *en un mot il s'agit de* faire comprendre que le mérite en revient pour une bonne part au président soviétique lui-même...

Troisièmement, il convient d'examiner soigneusement le détail des décisions annoncées par Washington; M. Gorbatchev fait savoir à ce propos qu'au cours de son entretien téléphonique avec M. Bush, il lui a déjà demandé certaines précisions : en particulier, l'élimination des armes nucléaires tactiques doit-elle aussi concerner *« les autres puissances nucléaires européennes »*, c'est-à-dire la France et la Grande-Bretagne?

Même chose à propos de l'élimination totale des essais nucléaires, autre cheval de bataille de l'URSS : M. Gorbatchev a fait remarquer à M. Bush que son initiative ignorait cet aspect des choses et le président américain lui a répondu qu'il faudrait en effet se pencher sur ce problème mais, si l'on comprend bien, à un stade ultérieur.

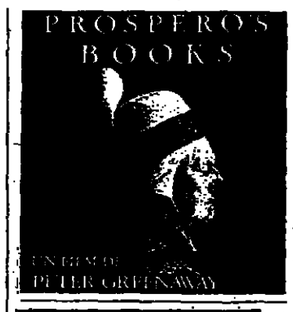
Enfin, le président soviétique s'emploie à « recadrer » l'initiative américaine de manière qu'elle apparaisse comme un pas dans la direction souhaitée de longue date par Moscou. L'élimination totale des armes nucléaires, c'est un projet que M. Gorbatchev avait déjà essayé de « vendre » sans succès à *Ronald Reagan et il sait fort* bien que ni M. Bush ni, à plus *forte raison*, la Grande-Bretagne et la France, ne souhaitent s'engager dans cette voie-là. Mais, ici encore, il s'agit pour le président soviétique de montrer qu'il n'en est pas réduit à subir les événements mais que ceux-ci s'organisent conformément à ses propres souhaits.

En pratique, Américains et Soviétiques vont engager à court terme des consultations destinées à expliciter en détail le contenu de l'initiative américaine. C'est alors que la réponse soviétique devrait intervenir. Une réponse forcément positive *dans son principe : avant même* que M. Gorbatchev n'ait eu le temps de réagir, M. Boris Eltsine, qui lui aussi avait été honoré d'un coup de téléphone préalable de M. Bush, avait fait savoir qu'il souhaitait voir l'URSS *« prendre une importante mesure »* de réciprocité.

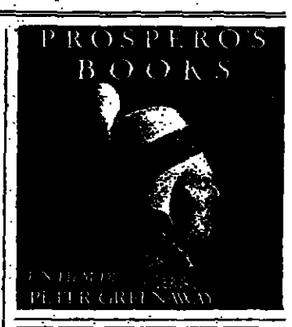
De plus l'initiative américaine a, de toute évidence, été calculée pour répondre – fût-ce sous une forme conforme aux intérêts de *Washington – à un souhait déjà* exprimé par des responsables soviétiques : le maréchal Chapochnikov, ministre de la défense de l'URSS, avait déjà indiqué qu'il était favorable à une élimination complète des armes nucléaires tactiques et à des coupes supplémentaires dans les armements stratégiques. Et dimanche soir, la télévision russe estimait que l'offre américaine donnait à l'ex-URSS une excellente occasion de se débarrasser d'un souci de taille : le contrôle, dans la confuse situation actuelle, d'armements nucléaires tactiques moins solidement verrouillés que les vecteurs stratégiques.

JAN KRAUZE

Plus vite, moins cher !
1000 véhicules en stock permanent.
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !
NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE



Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

LANSON PÈRE ET FILS
DEPUIS 1760.

JEAN-BAPTISTE

VICTOR-MARIE

HENRI

HENRI (MARIE)

VICTOR

HENRI-MARIE

ETIENNE

JEAN-BAPTISTE

PIERRE

CHAMPAGNE

Lanson
BLACK LABEL
BRUT

SAATCHI & SAATCHI ADVERTISING

PAUL FABRA

DIPLOMATIE

Les réactions aux réductions de l'armement nucléaire annoncées par M. Bush

« Nous sommes peut-être à un tournant historique »

estime M. Joxe au « Grand jury RTL-le Monde »

Invité du «Grand jury RTL-*le Monde*», dimanche 29 septembre, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a jugé *«compréhensible»* que la réaction de M. Mikhaïl Gorbatchev aux propositions de désarmement de M. George Bush ait été *«prudente»*, sachant que les négociations START *«envisageaient, dans la meilleure hypothèse, une réduction de 25 % à 30 %»* et que le président américain suggère, à présent, de *«diviser par deux les armes nucléaires stratégiques»*. *«J'ajoute*, a-t-il dit, *qu'il y a différents types d'armes nucléaires stratégiques. Il y a, notamment, celles qui sont sur les sous-marins. M. Bush n'en parle pas.»*

M. Joxe a continué : *«La France, qui a un très petit nombre de sous-marins lanceurs d'engins, qui a un très petit nombre d'armes nucléaires tactiques, approuve les propositions de M. Bush, qui valident nos analyses et nos propositions récentes, mais elle est en droit d'ajouter : «Encore un effort!» Les Soviétiques, eux, ont besoin d'examiner cela de plus près. [...] Devant une situation qui, après avoir sans cesse évolué vers le pire pendant des dizaines d'années, semble s'améliorer, je dis : un peu de patience! Nous sommes peut-être à un tournant historique. Ce sont les prochaines semaines qui le confirmeront.»* Pour le ministre de la défense, *«la prolifération la plus dangereuse, qui est implicitement citée dans la déclaration de M. Bush, c'est la prolifération balistique»*.

M. Joxe a expliqué que *«dès que le niveau du désarmement des principales puissances nucléaires aura atteint un ordre de grandeur significatif, la France pourra se joindre à de telles discussions»*, mais que, *«pour le moment, la France n'est pas dans ce jeu-là»*. Interrogé, d'autre part, sur les critiques du général Jean Salvan, ancien commandant de la région militaire de défense Atlantique (*le Monde* daté 29-30 septembre), le ministre a déclaré que cet officier *«perd un peu la tête»* et que *«tous ceux qui liront* [son article] *comprendront qu'il était temps qu'il s'en aille»*.

Pour M. Chirac, la France doit « augmenter » son budget militaire

Interrogé dimanche soir 29 septembre sur la Cinq, M. Jacques Chirac a déclaré : *«Tout désarmement est souhaitable. (...) Avant que la France ne se sente impliquée dans un processus de cette nature, il faudrait que l'ensemble des Deux Grands – enfin, des ex-Deux Grands – aient réduit très sensiblement leur arsenal colossal et fou actuel, et enfin cela suppose une stratégie par rapport à un monde en voie de développement (...) où la prolifération des armes à destructions massive et des missiles pour les transporter est un vrai danger.»* Le président du RPR estime, pour le moment, que la France doit *«augmenter, pas énormément, mais augmenter»* son budget militaire; il a indiqué qu'il votera pour le projet de loi visant à réduire à dix mois la durée du service national.

M. Edouard Balladur a expliqué lui aussi, lundi matin, sur RTL, que *«l'armement classique français doit être modernisé et, sans doute, augmenté»*, car *«si les temps sont propices à un certain désarmement nucléaire, d'autres risques vont se manifester»*. L'ancien ministre de l'économie estime, en outre, nécessaire de *«donner à l'Europe un contenu politique et militaire»*, étant donné que *«le désarmement nucléaire souhaitable, en Europe, redonnera beaucoup plus d'importance à la défense classique et* [qu'] *aucun pays ne peut y faire face par ses propres moyens»*.

M. Mitterrand : « Encore un effort messieurs ! »

M. François Mitterrand a commenté les réductions de l'armement nucléaire américain annoncées par le président des Etats-Unis en disant notamment, samedi 28 septembre, au cours de sa visite à Evry : *« Nous nous sommes téléphoné quatre fois sur les cinq premiers jours de la semaine, George Bush et moi, (...) et je me réjouis des initiatives du président américain proposées au monde qui s'appelait récemment soviétique. Il y a là un effort remarquable* (...).

» Le président américain, comme l'avait fait avant lui M. Gorbatchev, a accepté ma proposition d'une réunion à quatre des puissances nucléaires disposant de forces en Europe. Il y aura donc bientôt une conférence où se retrouveront les représentants de l'Union des républiques souveraines – on simplifiera en disant la Russie et autre, – les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

» Nous sommes vraiment sur le bon chemin et l'on doit remercier les dirigeants étrangers qui ont pris cette initiative. Je répète que la France s'associera à la destruction des forces nucléaires dès lors que l'effort de nos principaux partenaires russe et américain aura atteint un niveau comparable.

» Pour l'instant, les réductions ramènent les deux plus puissants pays, sur le plan de cet armement, à quelques milliers de charges nucléaires tandis que nous n'en sommes, nous, qu'à quelques centaines. J'ai envie de leur dire : encore un effort messieurs! Et nous serons heureux de vous retrouver autour de la table. Nous serons autour de la table pour la sécurité nucléaire dans le monde, je l'espère, d'ici peu.»

Londres ne renoncera pas aux missiles Trident

LONDRES

de notre correspondant

Le premier ministre britannique, M. John Major, s'est fait confirmer que les missiles nucléaires Trident ne faisaient pas partie des propositions de désarmement américaines, avant d'apporter son soutien global à l'initiative de M. Bush. Le programme consistant à remplacer les missiles Polaris qui équipent les sous-marins nucléaires britanniques par des missiles Trident à têtes multiples, ne sera donc pas remis en cause.

La vente de missiles américains Trident à l'armée britannique a fait l'objet d'un accord au début des années 80. Le ministre de la défense, M. Tom King, a expliqué que sur les quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dont dispose la Grande-Bretagne, un seul est en permanence à la mer, les autres étant soit en révision, soit en préparation d'une mission. Contrairement aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, a-t-il souligné, la Grande-Bretagne ne dispose donc que du strict minimum en matière de dissuasion. De même, il est également exclu que le programme visant à remplacer les armes nucléaires tactiques dont sont équipés les avions Tornado, soit remis en cause.

Le gouvernement britannique, soucieux d'appuyer l'initiative américaine, a cependant annoncé que les navires de la Royal Navy ne transporteront plus en permanence d'armes nucléaires. D'autre part, les armes à courte portée basées à terre dont disposent les forces britanniques en Allemagne, de même que les obus d'artillerie nucléaire, seront éliminés. Cette décision était toutefois déjà prévue et devait être annoncée au prochain sommet de l'OTAN.

Le parti travailliste, qui a ouvert son congrès annuel, dimanche 29 septembre, à Brighton, a critiqué la réponse extrêmement prudente du gouvernement de M. Major aux initiatives de la Maison-Blanche. Il a cependant rejeté, à une forte majorité, une motion émanant des représentants les plus à gauche du parti, visant à mettre un terme au programme Trident. La bataille sur les questions de défense n'est pourtant pas achevée : le chef de file du parti travailliste, M. Neil Kinnock, devra également résister à une nouvelle tentative de demander la réduction des dépenses militaires, d'au moins 4 milliards de livres. L'année dernière, une motion semblable avait été adoptée à une courte majorité.

LAURENT ZECCHINI

La mort du Docteur Folamour

Suite de la première page

Aucun responsable occidental n'a voulu trop insister publiquement sur cet aspect des choses, mais il est clair pour tous les experts que les armes nucléaires tactiques soviétiques (d'une portée inférieure à 600 ou 700 kilomètres) doivent être éliminées : disséminées sur tout le territoire de l'ancienne Union soviétique, elles procèdent d'une chaîne de commandement imprécise (les stratèges soviétiques les ont toujours considérées comme un prolongement des armes conventionnelles, dont l'emploi pourrait être laissé à la discrétion des commandants en chef des fronts de bataille). Elles peuvent enfin faire l'objet d'un chantage nucléaire dans un contexte de guerre civile, voire de vente clandestine à quelque pays du Sud prêt à tout.

Une « coopération » imposée

Les armes nucléaires tactiques, devenues obsolètes puisqu'elles étaient destinées d'un côté à appuyer une offensive conventionnelle soviétique en Europe, de l'autre à lui résister (*exit* la doctrine de la riposte graduée de l'OTAN), seront sans aucun doute au centre de la conférence des quatre puissances détenant des armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS) dont M. Mitterrand a demandé la réunion. Se ralliant, après quelques hésitations, à cette idée, M. Bush a pratiquement dressé dans son discours de vendredi soir l'ordre du jour de cette conférence, qui devrait être précédée par des consultations entre les trois Occidentaux; il s'agit selon lui – et les Français sont d'accord – de mettre sur pied une *«coopération»* (euphémisme, pour ne pas parler de contrôle) avec les Soviétiques sur *«les conditions de stockage, de transport, de démontage et de destruction des têtes nucléaires»*. *«Deuxièmement*, a dit *M. Bush, nous devons discuter avec les Soviétiques de l'amélioration des conditions actuelles régissant la sécurité physique des armes nucléaires. Enfin, il nous faut discuter de la chaîne de commandement nucléaire et l'améliorer pour éviter un emploi non autorisé ou accidentel d'armes nucléaires.»*

Par sa décision unilatérale d'en finir avec les armes tactiques et par sa proposition d'amputer largement les panoplies stratégiques, M. Bush veut forcer les dirigeants de Moscou à abandonner leurs tergiversations et à trancher sans attendre une lointaine décantation du pouvoir. Il espère aussi renforcer la sécurité des Etats-Unis à bon compte, en proposant à Moscou un échange inégal : le sacrifice des missiles stratégiques à têtes multiples basés à terre coûterait infiniment plus à l'URSS qu'aux Etats-Unis.

M. Eltsine, « allié » de Washington

M. Bush sait très bien que M. Gorbatchev et M. Eltsine ont deux approches différentes du problème nucléaire. Celle du premier n'a guère évolué malgré la situation nouvelle créée par l'échec du putsch du mois d'août : pour lui, semble-t-il, il faut argumenter, négocier, calculer au plus près comme on le fit pendant des mois et des années à propos des armes conventionnelles et stratégiques, soulever d'entrée de jeu la question des essais nucléaires et de l'avenir de l'OTAN, cette alliance qui pourrait être bientôt privée d'ennemi.

Pour M. Eltsine et ses conseillers, il faut consentir d'énormes réductions stratégiques et en finir avec les armes tactiques, bref ne conserver qu'une force minimale de dissuasion à la française. Faut-il le préciser, le président américain compte sur l'influence de M. Eltsine et de ses amis pour faire prévaloir son point de vue et dégeler rapidement une situation de blocage. Il s'agit aussi de faire parvenir un message clair aux Républiques comme l'Ukraine et le Kazakhstan qui pourraient être tentées de «jouer» avec les armes nucléaires stationnées sur leur territoire : il n'est pas question que la restructuration du pouvoir soviétique se traduise par l'apparition de nouvelles puissances nucléaires.

La lutte contre la prolifération constitue d'ailleurs la toile de fond du discours de M. Bush, car elle deviendra la priorité des priorités lorsque sera définitivement écarté le risque d'une confrontation nucléaire planétaire. Non seulement la prolifération nucléaire à l'irakienne, à l'indienne, à l'israélienne ou à la pakistanaise, mais aussi la prolifération balistique, qui atteint aujourd'hui une quinzaine de pays et qui peut être hautement déstabilisante.

Là encore, M. Bush propose à Moscou – sans doute pour la plus grande joie de M. Reagan, hier encore brocardé pour avoir eu l'idée de la «guerre des étoiles» – la *«coopération»* des Etats-Unis dans le domaine de la détection et de la lutte anti-missiles. Mais il s'agit, évidemment, de la coopération du fort avec le faible. M. Eltsine n'en a cure. M. Gorbatchev n'a pas le choix, le sait, mais hésite encore. Quant à l'Europe, qui vient de perdre l'essentiel de son parapluie nucléaire américain, elle se tait encore une fois, exception faite de la France, qui avait vu, cette fois-ci, venir l'événement.

JACQUES AMALRIC

Réunis à Bruxelles

Les Douze tentent de débloquer les négociations sur l'union politique

Les ministres des affaires *étrangères des Douze, réunis* lundi 30 septembre et mardi 1er octobre à Bruxelles, vont s'efforcer de relancer les négociations sur l'union politique, actuellement bloquées, et qui devraient en principe être achevées dans deux mois, pour le sommet européen de Maastricht. L'ordre du jour est très chargé puisque sont également *au menu la Yougoslavie et l'aide* à l'URSS.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Ecartant le projet de traité mis au point en juin dernier par la présidence luxembourgeoise, les Pays-Bas, qui assument actuellement la présidence de la Communauté, ont rédigé, sans concertation (allant jusqu'à décommander deux séances de négociations au niveau des représentants personnels des ministres), un nouveau projet de traité sur l'union politique (*le Monde* du 25 septembre). Ce texte est d'inspiration plus «supranationale» que le précédent et prévoit en particulier un accroissement plus net des pouvoirs du Parlement européen. Sur le fond, et notamment en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), le niveau d'ambition de l'exercice est cependant sensiblement réduit.

«Ils (les Néerlandais) *sont responsables d'une belle pagaille. Le passage sur la défense apparaît comme une véritable provocation à l'égard des Français»*, estimait voici quelques jours un diplomate espagnol. Le texte néerlandais stipule en effet que les actions communes en matière de sécurité devront être «complémentaires» de celles conduites dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, organisations qui, à l'évidence, selon les Pays-Bas, doivent jusqu'à nouvel ordre rester les piliers de toute défense européenne. Les autorités de La Haye ont oublié que l'idée d'instaurer une union politique trouvait son origine dans une initiative franco-allemande d'avril 1990; elles en ont en tout cas complètement négligé l'esprit.

D'autre part, l'obsession des Pays-Bas, partagée à des degrés divers par plusieurs Etats membres, en particulier la Belgique et l'Italie, et encouragée par la Commission européenne, semble être de faire ainsi barrage à une montée en puissance du « Conseil européen » rassemblant les chefs d'Etat et de gouvernement, auquel les Français et les Allemands souhaitent voir jouer un rôle central dans la définition de la future politique étrangère et de sécurité commune.

Tout en recommandant une «structure unique», le projet néerlandais prévoit le maintien de filières différentes les unes des autres, et cloisonnées, notamment celle de la coopération politique (qui fonctionne en matière de politique étrangère, en dehors des institutions communautaires). *« La PESC serait de la sorte complètement éclatée »*, déplore-t-on du côté français.

Quels étaient les objectifs des Néerlandais? Obéir à la pression exercée par le Parlement européen. Apporter au moins formellement un appui à la Commission qui craint, en matière de politique étrangère, une dérive à son préjudice et au profit du Conseil européen. Rassurer les Anglais que l'ensemble de l'opération laisse tout à fait circonspects en faisant ressortir plus clairement que jamais que les velléités européennes en matière de sécurité et de défense ne visent d'aucune manière à prendre le pas sur l'alliance américaine.

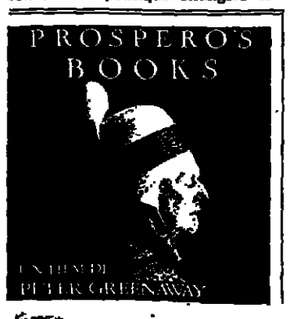
Mauvaise humeur britannique

S'agissant au moins de ce troisième point, l'erreur d'appréciation est totale. Londres a bien davantage relevé dans le projet néerlandais ce qui continue de lui déplaire – renforcement des institutions supranationales, mise en œuvre d'actions diplomatiques communes – plutôt que les points favorables à ses thèses.

Au reste, la mauvaise humeur manifestée par les Britanniques ne les empêche probablement pas de se réjouir du désordre suscité par la démarche hollandaise. Sans compter qu'un échec des négociations sur l'union politique pourrait compromettre la signature du traité instaurant une union économique et monétaire. L'Allemagne, on s'en souvient, a constamment fait valoir qu'elle subordonnait son feu vert au programme d'UEM à des progrès sur le plan de l'intégration politique. Voilà une perspective seconde qui peut-être ne déplaira pas aux Britanniques dont l'adhésion en cours au projet d'UEM est dépourvue d'enthousiasme.

« Il faut très vite sortir de cette impasse de procédure. Si elle se transforme en impasse sur les questions de fond, la conférence intergouvernementale sera compromise », souligne-t-on du côté français. Il reste à savoir si la présidence néerlandaise, qui conduit les débats, et détient donc de ce fait une marge de manœuvre appréciable, se prêtera à l'exercice de sauvetage ; comme M. Wim Kok l'a fait voilà dix jours sur le terrain de l'UEM. Le fait que la Commission, présidée par M. Delors, considère avec bienveillance l'initiative néerlandaise n'est peut-être pas de nature à faciliter ce changement de cap.

PHILIPPE LEMAITRE



A TRAVERS LE MONDE

MAURICE

Nouveau gouvernement pour une future république

Un projet de loi visant à faire de Maurice une république à l'intérieur du Commonwealth, sera discuté au cours de la présente session parlementaire, a indiqué, samedi 28 septembre, le gouverneur général de l'île, sir Veerasamy Ringadoo, qui a, d'autre part, annoncé la création d'un port franc. Le premier ministre, sir Anerood Jugnauth, grand vainqueur des élections du 15 septembre – la coalition composée du Mouvement militant mauricien (MMM) et du Mouvement socialiste mauricien (MSM) a remporté 57 des 62 sièges en jeu – a formé un nouveau gouvernement au sein duquel M. Paul Béranger, quarante-six ans, fondateur du MMM, occupe le poste de ministre des affaires étrangères. – (*AFP.*)

SALVADOR

Un colonel est reconnu coupable de l'assassinat de six jésuites en 1989

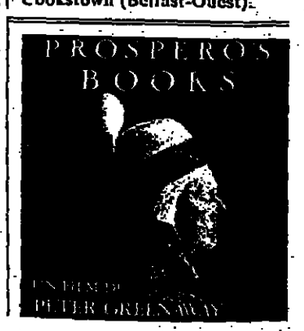
Le colonel Guillermo Benavides, premier militaire d'un grade aussi élevé à être jugé au Salvador dans une affaire de violation des droits de l'homme, a été reconnu coupable, samedi 28 septembre, d'avoir été l'*«instigateur»* de l'assassinat de six prêtres jésuites et de deux femmes en novembre 1989. Il est passible d'une peine maximum de trente ans de prison. Le lieutenant Yussy Rene Mendoza a par ailleurs été reconnu coupable du meurtre d'une des employées des jésuites, âgée de quinze ans. Les sept autres militaires inculpés dans cette affaire, qui avaient admis leur culpabilité, ont été acquittés. A l'issue du procès, le supérieur de la Compagnie de Jésus pour l'Amérique centrale, le Père José Maria Tojeira, a estimé qu'il était impossible de croire à la thèse d'un instigateur unique. – (*AFP, Reuter, UPI.*)

TUNISIE

Le gouvernement dénonce un nouveau complot islamiste

Le mouvement islamiste Ennahdha projetait d'assassiner, en octobre, le président Ben Ali, a affirmé, samedi 28 septembre, le ministre de l'intérieur. M. Abdallah Kallel a révélé que, selon ce *«plan terroriste»*, le premier ministre ainsi que d'autres membres du gouvernement et le président du Parlement étaient aussi visés, afin *«de créer un vide constitutionnel»*. D'après M. Kallel, *«ce projet criminel»* est l'ultime étape d'un plan en cinq phases, qui prévoyait *«la prise du pouvoir par la force»* et la formation d'un *«gouvernement provisoire composé de dirigeants d'Ennahdha»*. Selon le ministre, les *«conspirateurs»* auraient même envisagé de tirer un missile Stinger sur l'avion de M. Ben Ali, à l'occasion d'un de ses voyages officiels. Le mouvement intégriste *«n'a pas désarmé»*, a ajouté M. Kallel, précisant que certains dirigeants *d'Ennahdha, essayaient «par tous les moyens, d'exécuter»* leurs projets. M. Kallel avait déjà dénoncé, le 22 mai, un *«complot terroriste fomenté par Ennahdha pour établir un régime confessionnel»*. Près de trois cents personnes avaient alors été arrêtées. – (*AFP.*)

□ **IRLANDE DU NORD : un homme tué par la police à Belfast-Ouest.** – Un homme a été tué par la police et deux autres ont été arrêtés dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 septembre à Cookstown (Belfast-Ouest).



Nouveaux PC HP.
Ces petites choses qui changent la vie.

Le petit guide Hewlett-Packard de la micro-informatique en toute confiance.

1 Consultez dans votre magazine informatique les résultats d'une enquête sur le constructeur le plus fiable.

2 Appelez votre distributeur et commandez un des nouveaux PC Hewlett-Packard.

3 Branchez-le.

4 Mettez-vous au travail.

5 Faites une pause. Appuyez sur la touche prévue à cet effet: l'écran s'efface et le clavier est verrouillé.

6 Dégustez votre café en admirant l'élégance et l'ergonomie du nouveau design. Appréciez le silence et le scintillement atténué de l'écran.

7 Remettez-vous au travail.

8 Décidez de vous connecter au réseau de votre entreprise.

9 Connectez-vous. Votre PC est opérationnel en moins de 60 secondes grâce à la carte réseau intégrée.

10 Arrêtez de travailler.

11 En rentrant chez vous, méditez sur la raison qui pousse Hewlett-Packard à se donner autant de mal pour concevoir des ordinateurs si fiables.

SAATCHI & SAATCHI ADVERTISING

Il est temps de passer à Hewlett-Packard.

Pour tout renseignement:
3616 HP MICRO ou tél.: 46.92.16.36.

HEWLETT PACKARD

PAUL FABRA

AFRIQUE

ZAIRE : le président Mobutu restant au pouvoir

L'un des dirigeants de l'opposition a été chargé de former un nouveau gouvernement

L'ambassadeur de France à Kinshasa, M. Henri Réthoré, a indiqué samedi 28 septembre que les forces françaises ne resteraient *pas plus « d'une semaine ou deux »* au Zaïre, mais que leur départ dépendrait des progrès enregistrés dans les négociations politiques zaïroises. Le Quay d'Orsay a mis en garde les Français qui n'étaient pas encore partis contre le danger qu'il y aurait à rester dans le pays, où les émeutes des 23 et 24 septembre ont fait, selon un bilan officiel, 117 morts et 156 blessés. Dimanche, le président Mobutu a limogé le chef d'état-major de l'armée, le général Manzembe Mayibanga, et l'a remplacé par l'un de ses fidèles, le général Mahele Liyeko.

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Ceux qui, à Bruxelles, à Paris, et peut-être même à Kinshasa, espéraient que, à l'issue de deux jours de négociations «historiques» entre le président Mobutu et l'union sacrée de l'opposition, une solution politique claire aboutirait auront été déçus.

Le «consensus» qui s'est finalement dégagé, dimanche 29 septembre, après dix heures de débat à huis clos a certes permis de désigner M. Etienne Tshisekedi, chef de file de l'opposition, comme futur «formateur» du nouveau gouvernement. Mais, dans le jargon politique zaïrois (hérité des anciens colons belges), celui qui «forme» le gouvernement n'en est pas forcément le chef : M. Tshisekedi, tout en portant la lourde responsabilité de nommer la future équipe dirigeante, ne sera pas automatiquement le prochain premier ministre du Zaïre.

Sa nomination au poste de «*formateur*» doit d'ailleurs, et avant toute chose, être confirmée : par le *maréchal Mobutu, « sur la base d'une ordonnance présidentielle »*, par le Parlement – où domine le Mouvement pour la révolution (MPR, *ex-parti unique*) – qui doit lui donner *« l'investiture officielle »*, et enfin par la Conférence nationale, censée lui accorder *« l'approbation »* populaire.

Le très elliptique communiqué rendu public dimanche soir ne fixe aucune échéance. Selon certains participants aux négociations, la composition du nouveau gouvernement pourrait être annoncée *« dès mercredi »*, à l'issue des travaux d'une conférence nationale qui risque, cette fois, d'être menée à grande allure. Aucune indication n'a été fournie sur le rôle du futur gouvernement (l'ancien n'a pas été officiellement dissous), sur ses prérogatives, et sur celles que conservera le chef de l'Etat.

Le président Mobutu est reparti de Kinshasa comme il était venu, avec sa toque de léopard, sa Mercedes blindée, sans un mot de commentaire. M. Tshisekedi, tout comme M. Karl I. Bond et les autres dirigeants de l'opposition, d'ordinaire si bavards et si acerbes contre le régime, ont également quitté la place sans faire la moindre déclaration. *« Ils ont traité les problèmes à la belge : sans rien résoudre sur le fond et en créant dans la forme des nouveaux sacs de nœuds... »*, sourit un journaliste de Bruxelles.

Le compromis politique qui s'esquisse vise, apparemment, à sauver la face de chacun. Le président Mobutu, s'il n'a pas accepté de gaieté de cœur de s'asseoir à la table de ses contradicteurs, n'en garde pas moins, jusqu'à preuve du contraire, et sa place et son titre. Les notables du MPR, dont les performances parlementaires n'ont jamais ébloui les citoyens zaïrois, voient également leur autorité publiquement reconnue par l'opposition. Quant à cette dernière, elle peut légitimement crier victoire : après plus de vingt-cinq ans de «mobutisme absolu», la voici autorisée à monter sur la scène et à s'asseoir, sinon sur le trône, du moins tout à côté du roi.

« Ils ont tous volé ensemble »

Dans un autre décor, il y aurait de quoi sourire mais celui qu'offre le Zaïre est pitoyable. *« Depuis six jours, on mange du pain avec du lait : les enfants ont maigri un peu »*, dit un fonctionnaire, pour qui l'arrivée au pouvoir de M. Tshisekedi représente *« le dernier espoir »*. *« Si la situation ne s'améliore pas, les gens vont marcher dans les rues : manifester, c'est un droit : le feu s'éteint par le feu... »*, insiste-t-il.

Ce dimanche matin, alors que le second round des négociations n'a pas encore démarré dans les salons du Palais du marbre, chacun à Kinshasa y va de son pronostic et de ses espérances. *« Ces vieux de l'opposition, ils ont tous volé ensemble – et même Tshisekedi : il a été ministre, c'était une huile du MPR : lui aussi, il a « mangé » avec Mobutu. Mais n'empêche que c'est grâce à eux qu'on peut parler aujourd'hui, qu'on n'a plus la peur ! »* explique, pragmatique, un chauffeur de taxi. *« Ce qu'il faut, c'est un vrai gouvernement. S'il n'y a pas ça, il n'y aura pas l'aide des partenaires occidentaux »* précise-t-il.

Paradoxalement, le discours qu'on entend à Matongue, un des quartiers populaires de la capitale, rejoint celui de certains employeurs européens, restés à Kinshasa en stand-by, dans l'attente d'un dénouement. *« La seule chose que j'espère, c'est que les Zaïrois se trouvent un gouvernement. Qui il y aura dedans, je m'en fiche ! Et il faut qu'on ait surtout une garantie de sécurité. La seule façon d'avoir la sécurité, c'est le maintien des militaires belges et français. S'ils s'en vont, tous les patrons européens feront leurs valises... »*, affirme un directeur de société d'import-export. *« Seulement, il faut que les Zaïrois fassent vite. Moi, je leur donne une semaine. S'ils ne sont pas capables de ça, d'exiger le maintien des troupes étrangères, alors, assure-t-il, le pays est foutu et ce sera le Liberia... »*

CATHERINE SIMON

La conversion de M. Savimbi

Suite de la première page

M. Savimbi a également expliqué que, *dans un pays aussi riche*, il n'était pas *« normal »* que la population soit *« si pauvre »*. La *« guerre fratricide n'explique pas tout »*, a-t-il dit, avant de présenter *« l'alternance »* comme un moyen de mettre fin à la *« corruption »*.

Ainsi qu'il l'avait fait précédemment en province, M. Savimbi a affirmé que c'en était fini des clivages religieux, tribaux, raciaux, politiques et militaires. Pour lui, *« tous les Angolais sont des patriotes »* et devraient avoir à cœur de *« voter pour ceux qui sont les plus à même de diriger l'Angola »*. Le message est clair et les ambitions sont mises au jour.

C'est donc fait ! Jonas Savimbi a quitté son sanctuaire de Jamba. Pour la première fois depuis quinze ans, le vieux lion s'aventure loin de son fief. Il a fière allure, sanglé dans un impeccable treillis vert foncé, béret rouge de commando frappé des quatre étoiles de *généralissime* vissé sur la tête, revolver au côté et canne à pommeau d'ivoire à la main. Chaleureux et courtois, il sait trouver un mot pour chacun, une formule juste pour les amis depuis longtemps perdus de vue. Des yeux sans cesse en mouvement jaugent sans complaisance ses interlocuteurs.

Des années de privation

« J'ai bien fait de commencer par l'intérieur du pays pour me rendre compte », lance-t-il à la vingtaine de journalistes qui le suivent dans sa « marche » vers Luanda. De Huambo où il livra son dernier combat, le 7 février 1986, avant de fuir devant les troupes du MPLA, il fustige le gouvernement responsable à ses yeux du délabrement d'une ville qui fut jadis le grenier de l'Angola. *« Huambo que je connaissais n'existe plus. L'incompétence l'a ruinée »*, déplore le *Commandante*, comme si dans cette guerre fratricide il n'y avait eu qu'un seul belligérant.

C'est de Johannesburg, en Afrique du Sud, que le *Freedom Fighter* (le Combattant de la liberté), comme l'ont surnommé les Américains, est rentré à Huambo. Le Fokker-100 mis à sa disposition par le président ivoirien Houphouët-Boigny touche le sol de sa région natale au moment précis où les éclairs d'un orage africain déchirent le ciel, sans décourager ceux qui attendent, depuis des heures, le retour de l'enfant du pays.

Jonas Savimbi ne les déçoit pas. C'est devant eux qu'il donne le coup d'envoi de sa campagne présidentielle. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Après la signature de l'accord de paix, il ne pouvait plus différer sa rentrée politique. Il le répétera à Lubango, à Lobito et finalement à Luanda. *« La guerre est finie et nous respecterons scrupuleusement les accords de paix. Mais l'UNITA fonctionne désormais comme un parti politique d'opposition au gouvernement. »* L'échéance électorale est fixée à septembre 1992. Il n'y a plus de temps à perdre pour celui qui jouit d'une solide réputation dans le Sud et les campagnes mais qui doit séduire le Nord et les grandes villes du pays.

Celui qui se vante d'avoir tenu tête aux Soviétiques et aux Cubains ne perd pas une occasion d'enfoncer le clou. *« Rien n'a été fait au cours des seize dernières années. Le gouvernement ne peut rien inscrire de positif à son actif »*, se plaît-il à dire ici et là. Le pouvoir en place est comptable de sa gestion aux yeux d'une opinion publique lassée par tant d'années de privations. Jonas Savimbi le sait, qui en a fait un cheval de bataille.

« Les Angolais en ont ras le bol. Ils veulent un changement de régime », explique le pasteur Elias, directeur d'un groupe scolaire et d'un séminaire adventiste à Huambo. Certes, la ville et sa région ont toujours été favorables à l'UNITA. Mais la guerre n'a pas épargné la cité. Il n'y a plus ni électricité ni eau courante. Les chaussées sont défoncées, le parc immobilier inexistant. Les responsables locaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont beaucoup de mal à héberger les médecins européens dont la population a cruellement besoin.

Lubango, plus à l'ouest, n'a pas connu le déluge de la mitraille. Les canons ont bien tonné dans les environs mais seules les cicatrices laissées par le temps et les défauts de maintenance défigurent cet ancien lieu de villégiature où les colons portugais aimaient venir s'abriter de la chaleur et de l'humidité, au cœur de l'été. Dans le terrain vague derrière le Pensao Ritz, un hôtel privé dont le nom n'est pas en rapport avec le standing, deux carcasses de chars soviétiques, abandonnées sous les jacarandas en fleur, sont prises d'assaut par des hordes d'enfants dégenillés.

Lubango a pourtant la chance d'avoir été, pendant des années, placé sous la responsabilité du gouverneur Lopo de Nascimento, un ancien premier ministre, tête pensante du MPLA dans les négociations avec l'UNITA, qui passe pour être un gestionnaire sensible au chant des sirènes du libéralisme. Les hommes d'affaires locaux ont fait d'y avoir trouvé leur compte.

José Lelis, un revendeur de matériaux de construction, trouve que *« les affaires vont bien »* et apprécie *« la liberté totale »* dont jouissent maintenant *« les privés »*. Son fils est parti, cette année, étudier aux Etats-Unis. M. Fernandes est, lui, à la tête de six boulangeries et du Huilapao, le seul bar-restaurant «branché» du lieu où, malgré la pénurie générale, rien ne manque. Arrivé à la fin de la seconde guerre mondiale en Angola, il tient, comme José Lelis, un discours haineux contre le communisme et le gouvernement.

Tous deux sont parmi les premiers arrivés dans la salle des fêtes où Jonas Savimbi a convié les responsables économiques de la région. Discours libéral devant une assistance acquise à sa cause. *« Le secteur public ne doit pas intervenir dans la vie économique »*, affirme le chef de l'UNITA, pour qui *« le développement d'une économie de marché interne »* est la condition *sine qua non* pour arriver à *« des échanges fructueux avec l'étranger »*.

A chacune de ses étapes, le champion de la lutte anti-communiste en Afrique fait vibrer la corde nationaliste : *« L'Angola aux Angolais ! »*. *« Nous sommes ici pour vous garantir que plus jamais notre pays ne sera dirigé par des étrangers »*, déclare-t-il aux travailleurs du port côtier de Lobito, terminus de la ligne du chemin de fer de Benguela qui traverse l'Angola d'est en ouest.

Sauveur et démon

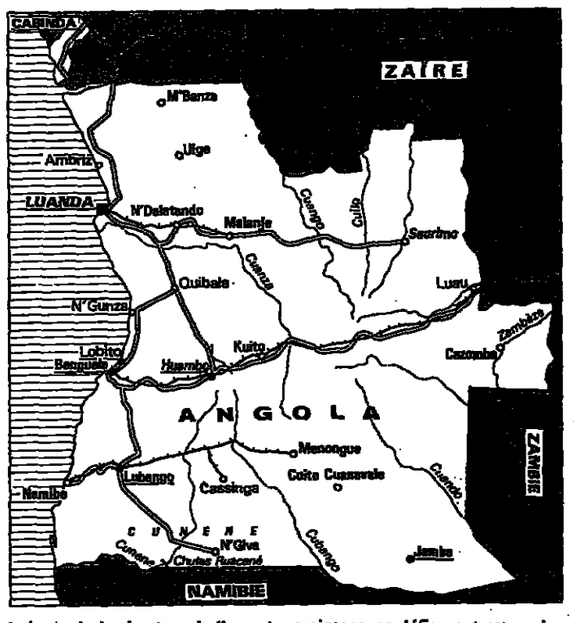
Lobito réserve un accueil délirant au *« président Savimbi »*. Plusieurs milliers d'inconditionnels et de jeunes en quête de distraction ont bien failli ravager l'aéroport. Le chef de l'UNITA est contraint de faire l'économie d'un discours. Des contre-manifestants surgissent ici et là. Quelques centaines de jeunes sur leurs bicyclettes chinoises, d'autres juchés sur des camions asthmatiques sillonnent les rues de la ville en arborant des portraits du président Dos Santos et des drapeaux angolais aux couleurs du MPLA.

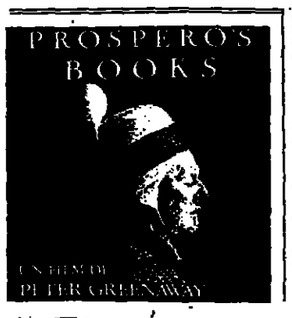
A la porte du Grand Hôtel, deux jeunes employés dissimulent mal leur désarroi. *« C'est incompréhensible. Ils vont et viennent sans problème, alors qu'ils ont tué nos pères et nos frères. »* L'avenir cependant ne leur paraît pas trop sombre. *« Savimbi n'est soutenu que par les analphabètes et les plus basses couches sociales de la population. Ceux qui ont de l'instruction savent le mal que ce bandit a fait au pays. Dos Santos gagnera les élections l'an prochain. »*

Savimbi et Dos Santos, tour à tour sauveur ou démon. Les deux hommes incarnent bien la bipolarisation de la vie politique. La fameuse «troisième force» de tendance socio-démocrate qui se dessinait après la proclamation du multipartisme, est toujours balbutiante, ce qui réduit à néant l'espoir de ceux qui ne se reconnaissent ni dans l'UNITA ni dans le MPLA nouvelle manière.

Jonas Savimbi l'admet : *« Les risques de friction sont grands là où l'Unita et le MPLA sont bien implantés. »* Pour l'heure, plus décisif encore que la marche qui l'a conduit par étapes à Luanda, paraît être, pour le chef de l'UNITA, son rendez-vous, le 7 octobre, à Washington, avec le président Bush.

FRÉDÉRIC FRITSCHER





PROCHE-ORIENT

Alors que M. Arafat réclame la reprise du dialogue avec Washington

M. Baker se dit «très heureux» du soutien palestinien au processus de paix

Le secrétaire d'Etat américain James Baker s'est déclaré *« très heureux »* samedi 28 septembre du vote du Conseil National Palestinien (CNP, parlement en exil), en faveur de la conférence de paix pour le Proche-Orient qu'il tente d'organiser.

Cette conférence représente *« une réelle opportunité pour tous, mais particulièrement pour les Palestiniens, surtout ceux des territoires occupés qui ont probablement le plus à gagner du processus de paix et le plus à perdre s'il n'y en a pas. C'est pourquoi à chaque fois que nous voyons un soutien (exprimé) pour la perspective de créer un processus de paix, nous sommes très heureux »*, a dit M. Baker.

Le secrétaire d'Etat américain a estimé cependant que la décision du CNP ne réglait pas tous les problèmes et que de nombreux points devraient encore être examinés avant la convocation de la conférence de paix. Il a indiqué en outre qu'il ne rencontrerait pas à Washington ses deux principaux interlocuteurs palestiniens M. Fayçal Husseini et Mme Hanane Ashraoui, contrairement à ce qu'avait annoncé l'OLP.

A Alger, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait réclamé samedi, au cours d'une conférence de presse, la reprise du dialogue palestino-américain (suspendu en 1990), *« maintenant que le prétexte de sa suspension a été levé »* avec le retrait de Aboul Abbas du Comité exécutif de la centrale palestinienne. M. Arafat a souligné qu'il *« attendait la réaction de l'administration américaine et espérait qu'elle reprendra le dialogue »*. Le dirigeant palestinien, qui faisait le bilan des travaux du CNP, a répété à plusieurs reprises que son organisation avait *« choisi la voie de la paix »* et que *« la balle est désormais dans le camp des Américains, des Israéliens, de la CEE et des Nations Unies »*. *« Tout dépend de leur capacité à imposer la paix »*, a-t-il dit, ajoutant : *« Nous avons tendu la main à la paix des braves et non à une paix de capitulation »*. *« La crédibilité des Etats-Unis est à l'essai »*, a-t-il encore dit. *« Nous ne demandons que ce que le président George Bush, le secrétaire d'Etat James Baker et le conseiller à la sécurité Scowcroft ont dit »*, a-t-il poursuivi.

Jérusalem n'a pas commenté officiellement la décision du CNP. L'extrême droite israélienne, en revanche, est revenue à la charge en menaçant de faire tomber le gouvernement si l'Etat hébreu participe à la conférence de paix. *« La corde se resserre autour de notre cou, il faut dire non aux Etats-Unis et organiser des élections anticipées »*, a déclaré le ministre des Sciences, M. Youval Neeman, dirigeant du mouvement ultra-nationalistes Tehiya.

Aide saoudienne à l'OLP

Dans le monde arabe, tandis que les Palestiniens *« durs »* accusaient le CNP de *« brader leurs droits »*, l'Egypte et la Jordanie, qui ont proclamé leur soutien aux efforts de paix américains, ont qualifié de *« positive »* la décision du Conseil palestinien. L'Arabie Saoudite, qui avait gelé ses relations avec l'OLP en raison de son attitude pro-irakienne durant la crise du Golfe, a débloqué une aide financière limitée à la centrale palestinienne en effectuant un versement d'environ 9 millions de dollars au profit du Fonds national palestinien, organisme relevant de l'OLP, représentant la taxe de cinq pour cent prélevée sur les salaires de plus de 100 000 Palestiniens travaillant dans Royaume wahabite. L'OLP a qualifié ce geste de *« premier pas positif »*, en souhaitant que Ryad reprenne totalement son aide financière annuelle de 85,5 millions de dollars à la centrale palestinienne. – *(AFP, Reuter, AP.)*

IRAK : la mission d'inspection de l'ONU

Des documents confirment l'implication de sociétés occidentales dans le programme nucléaire de Bagdad

Les documents saisis à Bagdad par la sixième mission d'experts nucléaires de l'ONU contiennent des copies de contrats passés avec des sociétés occidentales qui ont contribué au programme nucléaire irakien, a indiqué dimanche 29 septembre M. David Kyd, responsable de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA) à Vienne.

Selon *Newsweek*, parmi ces pièces figurent des lettres à en-tête de plusieurs sociétés européennes et américaines importantes. M. Brent Scowcroft, conseiller du président Bush, a affirmé dimanche que, au vu des derniers documents, la *« taille »* du programme nucléaire développé par l'Irak semble *« beaucoup plus importante »* que prévu.

Au Caire, l'officieux *Al Ahram* a appelé samedi les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU *« à cesser de menacer l'Irak d'un recours à la force »* pour l'amener à accepter l'inspection des sites d'armements non conventionnels sur son territoire. *« Il incombe aux grandes puissances de cesser d'humilier l'Irak »*, souligne l'éditorialiste, pour qui *« une telle attitude menace la sécurité dans la région, et affecte les pays arabes qui ont été hostiles à l'agression irakienne contre le Koweït »*. *« L'intérêt accordé à l'élimination des armes de destruction massive devrait également concerner Israël qui*, souligne le journal, *est considéré comme étant la seule force nucléaire dans la région, alors que toutes les armes non conventionnelles de l'Irak ont été détruites »*. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : assassinat d'un dirigeant de l'ANC.** – Un dirigeant du Congrès national africain (ANC), M. Sam Ntuli, a été assassiné par des inconnus, dimanche 29 septembre, à son domicile, dans le ghetto noir de Tokoza, à l'est de Johannesburg. M. Nelson Mandela a réagi en affirmant que le gouvernement avait introduit des tueurs dans le pays et qu'il refusait de *« dissoudre les escadrons de la mort »*. Le président de l'ANC a également accusé les forces de sécurité de violer l'accord de paix destiné à mettre fin au conflit qui oppose le mouvement zoulou Inkatha aux militants de l'ANC.

□ **CANADA : moins de Québécois en faveur de la « souveraineté ».** – D'après un sondage publié samedi 28 septembre dans le quotidien *le Soleil* de Québec, au lendemain de la présentation par Ottawa de nouvelles propositions pour tenter de renouveler le système fédéral canadien, 47 % des Québécois se sont déclarés favorables à la «souveraineté» de leur province ; 41 % y sont opposés. L'idée de la souveraineté était appuyée par plus de soixante pour cent de Québécois, avant ces offres. *(AFP.)*

□ **KÉNYA : des ministres suggèrent d'expulser tous les opposants.** – Tout en proposant de nommer le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, président à vie, trente-six ministres et quatorze parlementaires kényans, réunis samedi 28 septembre, ont demandé que tous les sympathisants de l'opposition, les défenseurs des droits de l'homme et les tenants du multipartisme soient expulsés de Nairobi. Nommément cité, l'un des principaux opposants, l'ancien vice-président Oginga Odinga, a qualifié ces propositions de *« démentielles »*. – *(AFP.)*

□ **MAURITANIE : légalisation d'un quatrième parti politique.** – Le ministère de l'intérieur a avalisé, samedi 28 septembre, la création d'un nouveau parti politique, l'Union populaire socialiste et démocratique (UPSD). Dirigé par M. Mohamed Mahmoud Ould Mah, économiste, ancien maire de Nouakchott et secrétaire général de l'Union des économistes maghrébins, l'UPSD est la quatrième formation créée depuis l'instauration du multipartisme en juillet. – *(AFP, Reuter.)*

ASIE

Avec l'entrée des deux Corées à l'ONU

Une des dernières banquises de la guerre froide a commencé à fondre

Alors que partout ailleurs on ne parlait que de détente, la Corée est longtemps restée, avec l'Afghanistan, une des dernières banquises de la guerre froide. Là aussi, pourtant, l'heure du dégel est venue. Le 17 septembre, les deux Républiques rivales ont été admises à l'ONU.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

L'événement coïncidait curieusement avec le dixième anniversaire de la journée des Nations unies pour la paix, occasion de la tenue à Séoul, sous les auspices de l'université Kyung Hee, d'un séminaire international sur cet âge « post idéologique » qu'est supposé être le prochain siècle.

En marge de débats le plus souvent de très bonne qualité, les participants, dont certains venus des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France, ont donc été conviés à assister, dans un décor de collines miraculeusement épargnées par la frénésie bétonnière, à différentes célébrations : l'éclectisme était leur règle, puisque les majorettes y coexistaient harmonieusement – la notion d'« harmonie » est le *nec plus ultra* de la philosophie coréenne – avec de jeunes musiciennes en costume national, tout droit sorties de l'imagerie séraphico-stalinienne en honneur au Nord.

Le colloque, naturellement, a retenti des échos de la décision de l'ONU, mais aussi des incidents dont une fois de plus la capitale venait d'être le théâtre. Ce qui était fêté ici avait, en effet, été ressenti par les étudiants contestataires comme un deuil.

Pour eux, c'est un crime de consentir à ce qu'il y ait deux délégations coréennes rivales à l'ONU. De toute façon, rien ne trouve grâce à leurs yeux de ce que fait le gouvernement du président Roh Tae-woo. Lequel complique au demeurant sa tâche en s'obstinant à leur interdire de se rendre au Nord, alors qu'un bref séjour suffirait à leur faire mesurer l'écart existant entre la triste réalité et la touchante idée qu'ils s'en font.

En tout cas les étudiants sont descendus dans la rue dire, avec leur passion habituelle, leur colère habituelle. La police a réagi avec une brutalité elle aussi malheureusement trop fréquente. Un universitaire a été tué. Autant dire que la situation est une fois de plus plutôt tendue sur les campus de nombre des quelque trente universités de la capitale.

Le coût de la réunification

On se tromperait de toute façon en imaginant la Corée du Sud en proie à l'euphorie. Son économie a beau continuer de connaître une expansion ultra rapide – 9,1 % de croissance du PNB au premier trimestre – et le chômage d'être inexistant, l'inflation menace de dépasser la barre des 10 % et l'on parle ouvertement, dans les milieux bancaires, de surchauffe. Et surtout Séoul est en passe, avec ses onze millions d'habitants, de devenir la ville la plus engorgée du monde. Chaque jour, six cents voitures supplémentaires viennent ajouter à la paralysie du trafic et à la pollution du ciel. Les maires des grandes métropoles de la planète seraient bien inspirés de venir voir ici ce qui leur pend au bout du nez s'ils ne prennent pas, à brève échéance, les mesures nécessaires pour éviter la « séoulisation » de leurs administrés. Moyennant quoi, on continue à Séoul comme si de rien n'était, et les bulldozers effacent méthodiquement, pour faire place à la floraison des HLM, les vieux quartiers, un peu bidonvillesques, où s'étalaient les vieilles maisons basses aux gracieux toits arrondis de tuiles vernissées. Compte tenu, d'autre part, de ce qui se passe en Allemagne, l'espoir de voir approcher le jour de la réunification se mêle de craintes de plus en plus sérieuses concernant son coût.

L'état de l'économie du Nord est en effet préoccupant. Le PNB, de l'ordre du dixième de celui du Sud, alors que le rapport de populations est exactement de un à deux (21,7 millions contre 42,8) a diminué de 3,7 % en 1990. Tant et si bien que les dirigeants sudistes évaluent actuellement à un minimum de 18 milliards de dollars la charge budgétaire que la réunification imposerait à Séoul.

Personne, de toute façon, ne s'attend à voir la coupure de la péninsule disparaître comme par enchantement. Honecker, à Berlin-Est, ne tenait que par la peur du gendarme soviétique. Le jour où Gorbatchev a décidé de le laisser tomber, il est, effectivement, tombé dans l'heure. Kim Il-sung est le chef d'un régime autocéphale, et il n'y a plus de troupes étrangères sur son sol depuis le retrait, déjà très ancien, des « volontaires » chinois. C'est le même homme que celui qui, en accord avec Staline, a lancé la totalité de son armée, il y a quarante et un ans, à l'assaut du Sud. Et rien n'indique qu'il ait la moindre intention de remettre à l'« impérialisme » la forteresse surarmée qu'il a bâtie au nord du 38e parallèle. Bien au contraire, puisqu'à l'instar de Saddam Hussein il refuse l'accès de ses usines aux missions d'inspection des spécialistes des Nations unies, au risque d'étayer les rumeurs persistantes qui courent sur la possibilité pour lui de se doter de moyens nucléaires. Il ne fait pas le moindre effort pour camouffler la centrale nucléaire de Yongbong, construite, au nord de Pyongyang, à partir de réacteurs français.

Si l'on en croit un jeune diplomate qui a fait récemment défection, il y aurait un autre réacteur, celui-là souterrain. Détenait-il vraiment, à un poste modeste, de tels secrets d'Etat ? Sans doute peut-on se poser la question. De même est-on en droit d'estimer, à la lumière de ce qui s'est passé en d'autres lieux, que dans l'entourage du vieux « papa-maréchal » il doit exister une majorité de gens essentiellement occupés à chercher le meilleur moyen de survivre à l'inéluctable « dékimisation ». Personne ne se sent pourtant en droit d'écarter complètement l'hypothèse d'un dernier sursaut de la bête blessée.

Que la situation générale se soit considérablement détériorée, au cours de ces dernières années, pour le régime du Nord, tombe en effet sous le sens. L'économie n'est pas seule en cause. Gorbatchev n'a pas hésité à se rendre à Séoul, où, en contrepartie de jolis crédits, il a installé une ambassade. Il a obligé Kim Il-sung à engager enfin avec le Sud un dialogue digne de ce nom. Pas question pour lui, ni d'ailleurs pour la Chine, d'aider financièrement la Corée communiste.

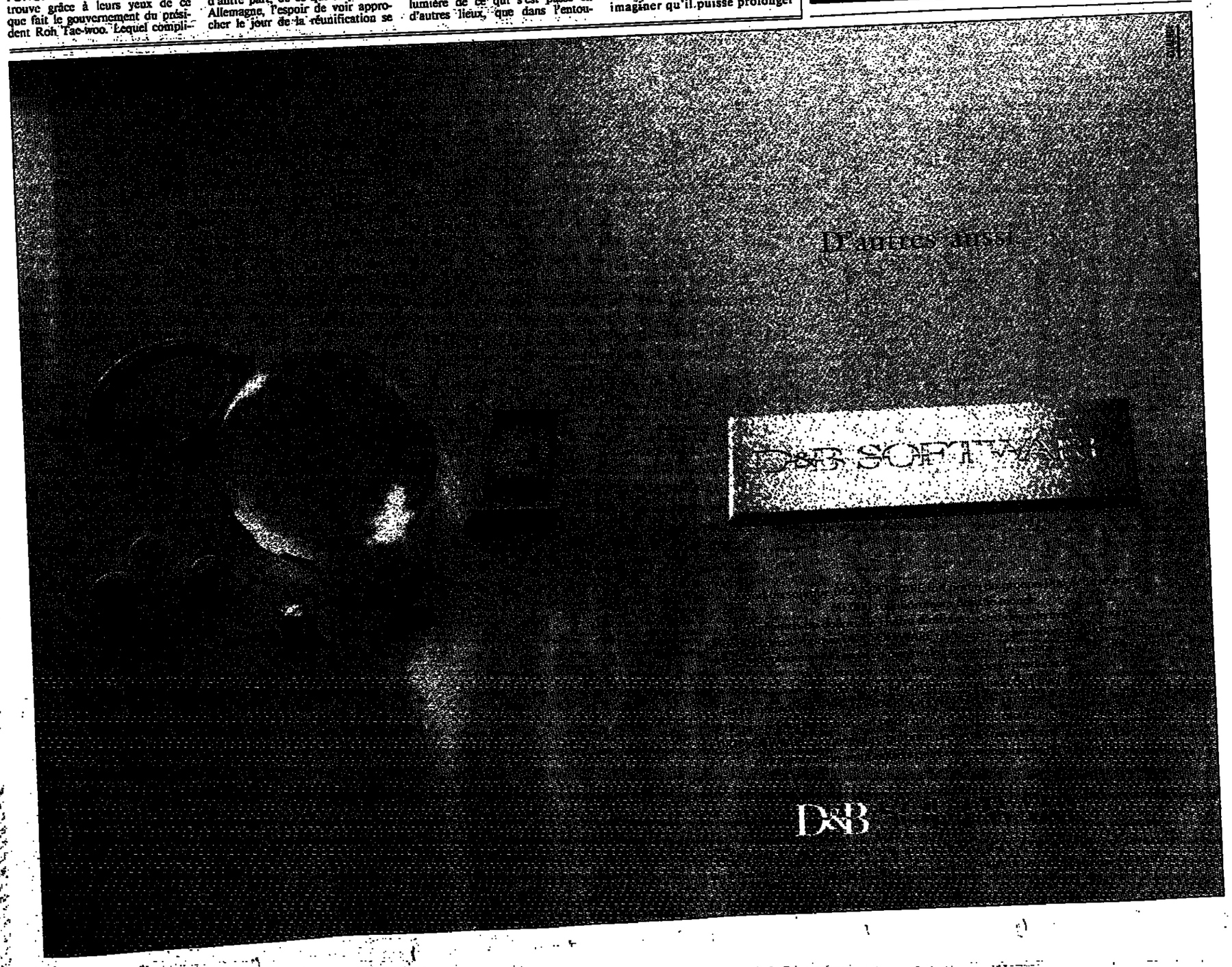
Un moment d'espoir pour le grand leader

Le putsch de Moscou a rendu un moment espoir au grand leader. A preuve l'éditorial de son journal, le *Rodong Sinmum*, écrivant le 20 août qu'il prouvait l'inéluctabilité de la victoire du socialisme. Mais, depuis, il lui a fallu déchanter. L'URSS n'a aujourd'hui qu'une idée : acquérir au maximum les bonnes grâces du capitalisme international. Le discours, centré sur le nouvel ordre mondial, du représentant soviétique au colloque de l'université Kyung Hee, était à cet égard on ne peut plus significatif : un Américain ne l'aurait pas désavoué, d'autant plus qu'il était prononcé en anglais par un homme qui se donnait beaucoup de mal pour respecter les règles de prononciation en honneur outre-Atlantique. Pour la plupart des observateurs, dans ces conditions, la question n'est pas de savoir si le régime du Nord disparaîtra, mais quand. Kim vivant, il paraît difficile d'imaginer que, à moins d'être contraint à l'abdication, il soulève beaucoup le couvercle de la marmite. De là à imaginer qu'il puisse prolonger indéfiniment, en la personne d'un fils qui n'a ni son intelligence ni son charisme, sa dinosauresque dictature, il y a un pas trop considérable pour pouvoir être sérieusement envisagé.

En dehors du risque d'une aventure militaire nécessairement sans lendemain, le Sud, d'où les Etats Unis vont petit à petit se retirer, doit donc se préparer à diverses hypothèses : celles-ci vont d'une confédération provisoire à ce qui a toutes chances d'aboutir en fin de compte, comme en Allemagne, à une absorption pure et simple. Le fait que l'opposition au régime de Séoul ait maintenant enfin unifié ses forces devrait faciliter le dialogue tant entre le Sud et le Nord qu'à l'intérieur du Sud, en attendant que les habitants du Nord se voient eux aussi reconnaître le droit de dire leur mot.

ANDRÉ FONTAINE

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS
NUMÉRO SPÉCIAL 16 PAGES
15 F
OCTOBRE 1991
L'EXPLOSION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



PAUL FABRA

POLITIQUE

En visite à Evry

M. Mitterrand exhorte les « combattants pour l'égalité » à se montrer « de plus en plus vigilants »

Quand l'actualité l'y invite, M. François Mitterrand ne rate jamais l'occasion de discourir sur les libertés. Venu samedi matin 28 septembre à Evry, chef-lieu de l'Essonne, pour inaugurer une place des Droits-de-l'homme et le nouvel hôtel de ville, réalisé par la municipalité que dirige M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, le président de la République a brossé une longue fresque sur l'évolution des libertés individuelles et collectives de 1789 à nos jours.

M. Mitterrand a d'abord évoqué la liberté de la presse et ce qu'il en a dit renvoyait au débat sur le pouvoir, et, parfois, les abus de pouvoir des médias : *« Jamais, dans l'histoire du pays, le droit d'expression n'a été aussi libre (...). C'est un grand champ de liberté que la France. Ce champ atteint vite la cacophonie, ce qui apprend, au demeurant, que la liberté doit se discipliner elle-même (...). Ceux qui s'en servent devraient s'imposer à eux-mêmes les règles de morale et de respect des autres. »*

Il a ensuite déploré que le Sénat ait refusé, en 1990, la possibilité d'élargir aux justiciables, comme il l'avait suggéré à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, la possibilité de saisir directement le Conseil constitutionnel : *« Je regrette très vivement qu'une assemblée parlementaire ait jusqu'ici bloqué le moyen qui nous permettrait d'offrir aux citoyens français de disposer d'une saisine constitutionnelle chaque fois qu'ils sentiraient que leur droit est atteint. Cela se fera un jour. Il eût mieux valu que cela eût été accompli au cours de ces dernières années. Je n'en abandonne au demeurant nullement le projet. »*

Réponse à M. Giscard d'Estaing

Il a alors souligné que si l'égalité des droits était inscrite, comme la liberté, dans les textes fondamentaux, il subsistait inévitablement, compte tenu de l'évolution des choses, *« des inégalités objectives qui sont comme le résidu des siècles ». « A l'égalité de droits, il faut ajouter la notion de dignité,* a-t-il notamment déclaré. *Comment l'écrire? C'est la vie de tous les jours. C'est une certaine façon de considérer l'égalité fondamentale entre les personnes humaines sur tout le pourtour de la planète. Ce qui veut dire qu'une vraie notion de l'égalité devrait naturellement écarter de notre langage et de nos controverses un certain nombre d'expressions et d'attitudes, spécialement appliquées – parce que c'est plus facile, et fâcheusement plus populaire – aux étrangers, surtout aux étrangers très différents, d'autres cultures, aux étrangers plus pauvres, bref, aux immigrés. Je pense qu'il y a là un grand péril et qu'il devrait être facile de s'accorder entre gens qui prétendent à la civilisation et au respect de la République et de ses lois pour qu'on fasse ce qui doit l'être sans s'enfoncer davantage dans des querelles qui ne grandissent personne. »*

Bien qu'il n'ait pas cité son nom, tout le monde a immédiatement compris que le chef de l'Etat visait les récents propos de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'*« invasion »* de la France.

Sur sa lancée, M. Mitterrand a appelé à redoubler d'effort contre les inégalités : *« L'inégalité, on la voit partout. Il faut donc que partout il y ait des combattants pour l'égalité, de plus en plus nombreux, de plus en plus vigilants. Et, croyez-moi, je suis prêt de nouveau à m'enrôler dans les rangs des volontaires. »*

Enfin, le président de la République a fait observer que le *« formidable phénomène de liberté »* provoqué dans les pays de l'Est par la chute de l'empire soviétique ne va pas sans risques : *« Ces libertés-là, elles me font penser à ces tortues qui vont pondre leurs œufs dans le sable, sur la terre (...). Quelle fécondité! Mais c'est bien nécessaire parce que cela permet ensuite aux petites tortues qui naissent de commencer leur vie dangereusement puisqu'elles doivent faire quelques centaines de mètres sur la plage avant de rejoindre la mer et que bien peu y réussissent. De tous les côtés les prédateurs ne précipitent.*

» *C'est ce qui arrive aussi le plus souvent aux libertés. Il y a beaucoup de prédateurs qui surveillent (...). Il y a des systèmes politiques, il y a des hommes aussi, il y a des groupes sociaux dont l'appétit est immense et qui fondent sur tout ce qui passe. Quand la liberté passe par là, il faut avoir des jambes rapides pour échapper au sort qui nous est réservé. »*

A. R.

□ **M. Chirac contredit M. Giscard d'Estaing.** – Invité à commenter le récent article de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration, M. Jacques Chirac a affirmé dimanche 29 septembre sur la Cinq : *« Je crois que le droit du sang* stricto sensu, *ou un droit du sang essentiel, n'est conforme (...) ni à la tradition républicaine ni à la tradition historique de la France. »* Le président du RPR a ajouté qu'il était *« hostile à toute alliance ou à tout compromis ou à toute négociation avec les dirigeants du Front national ».*

Nominations à l'Elysée

Par arrêtés parus dimanche 29 septembre au *Journal officiel*, M. Jean-François Bureau, administrateur civil, est nommé conseiller technique à la présidence de la République, chargé de la presse et de la communication, et Mme Muriel de Pierrebourg est nommée attachée de presse en remplacement de Mme Nathalie Duhamel qui occupait ces fonctions auprès de M. François Mitterrand depuis 1973 et qui a souhaité les abandonner pour convenances personnelles.

[Né le 25 novembre 1953, à Paris, sous-préfet, M. Bureau exerçait jusqu'à présent des fonctions similaires au cabinet du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Ancien conseiller technique de Charles Hernu au même ministère de la défense de 1983 à 1985 et ancien secrétaire général de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, il avait dirigé ensuite le service d'information et de relations publiques du ministère de l'intérieur.]

[Née le 20 octobre 1950, Mme de Pierrebourg a dirigé le service de presse de RMC, avant de devenir chef de cabinet de M. Georges Duby, président de la Sept. Elle était, depuis 1988, chargée de mission à l'Elysée pour les relations avec la presse étrangère.]

La réunion du comité central du PCF

M. Marchais veut organiser des « débats ouverts et constructifs »

Le Parti communiste français a réuni son comité central, lundi 30 septembre et mardi 1er octobre à Paris, pour lancer *« dans tout le pays, au grand jour, sur toutes les questions, des débats ouverts et constructifs ».* Le rapport introductif de cette session a été présenté par M. Pierre Blotin, membre du secrétariat du comité central, chargé de la propagande et de la communication du parti. Ce souci de « glasnost à la française » intervient dans un climat avancé de morosité interne.

Depuis l'effondrement en cascade des régimes de l'Est, et plus encore depuis l'échec du coup d'Etat conservateur à Moscou et la mise hors la loi du PC d'Union soviétique, le PCF semble traversé par d'ultimes convulsions contestatrices. Cependant, il est exclu que le comité central mette en péril la survie politique de M. Georges Marchais. Mis à part une quinzaine de contestataires, dont les derniers venus appartiennent à la section économique dirigée par M. Philippe Herzog, l'écrasante majorité des cent trente-quatre membres de cette instance tiennent leur pouvoir du secrétaire général lui-même et, pour bon nombre d'entre eux, sont des permanents du parti.

Cette contestation, qui s'est accentuée avec la prise de position de la direction au moment du putsch du 19 août, s'est également exprimée, d'une manière inhabituelle, lors de la journée de rentrée des parlementaires communistes (*le Monde* du 27 septembre). M. Alain Bocquet, député du Nord, notamment, aurait reproché à ses collègues « refondateurs » de vouloir recréer le PSU.

Le Parti communiste français est *« une souche dont la dominante est la décomposition »*, a estimé, à la veille de cette réunion, M. Anicet Le Pors, ancien ministre communiste et animateur du courant refondateur au comité central. Répondant aux questions de Radio J, M. Le Pors a estimé que le parti *« reste accroché à une idée de classe contre classe qui ne rend pas compte de la réalité »*, tandis que la direction *« s'est auto-exclue du mouvement de la société française ».* Considérant que la *« décomposition »* du PS *« n'est pas moindre »*, il a estimé que *« la nécessité d'une refondation de la gauche se justifie au moins autant par le désarroi et les renoncements du PS que par ce qui arrive au PC ».*

Sur le thème « Communistes et chrétiens : même combat! », nous indique notre correspondant dans les Hautes-Pyrénées, Jean-Jacques Rollat, la fédération communiste départementale a organisé récemment une rencontre avec ceux vers qui, à intervalles réguliers depuis 1937, le PCF tend la main, selon l'expression de Maurice Thorez. Quelques centaines de militants et de sympathisants ont ainsi débattu de valeurs qu'ils partagent en commun : la justice, la liberté et la paix. M. Antoine Casanova, membre du bureau politique, chargé de superviser les activités du parti parmi les intellectuels, a souligné que *« la question centrale des chrétiens autour de la libération et du salut a été comme un miroir grossissant pour les communistes marqués par le culte de l'Eglise au point de sécréter deux des valeurs essentielles : l'autogestion et le partage ».* D'autre part, notre correspondant dans le Tarn, Jean-Pierre Barjou, rapporte que la fédération communiste locale invite M. Roger Garaudy, ancien député, à revenir sur sa terre d'élection originelle, samedi 5 octobre, à l'occasion d'une manifestation commémorative en l'honneur d'un compagnon du philosophe-militant exclu en 1970. M. Roland Foissac, secrétaire fédéral du PCF, s'est même déclaré *« prêt à lui rendre sa carte... s'il la redemande ».*

O. B.

POINT DE VUE

L'« autre » droit du sol...

par Paul Graziani

A la veille du dixième anniversaire des lois de décentralisation – c'est-à-dire du transfert des pouvoirs de décision du représentant de l'Etat aux exécutifs locaux élus – est-il encore possible de considérer, en principe et en fait, qu'un fonctionnaire de l'Etat est plus légitime qu'un élu, national et local, pour représenter et prendre en compte, « l'intérêt général »? Les élus locaux et nationaux sont-ils considérés par l'Etat comme les représentants d'intérêts particuliers, inaptes, en droit et en fait, à prendre en compte l'ensemble des données qui *concourent à la réalisation du bien* commun – alors même que la loi leur confie depuis toujours certaines *missions d'Etat* (notamment, aux échelons locaux, en matière de sécurité publique), et que les lois Defferre sont censées les avoir transformés en décideurs responsables?

C'est, semble-t-il, peu ou prou, l'opinion du ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, qui vient de signifier à la ville de Boulogne-Billancourt que l'Etat serait le seul meneur de jeu dans la phase d'élaboration du programme et du projet d'urbanisme concernant l'aménagement de l'île Seguin et des terrains qui vont être libérés par le départ des usines Renault – soit près de 10 % du territoire de la ville. Certes, le ministre se propose d'« associer » et de « consulter » les élus locaux – mais semble décliner clairement le partenariat proposé tant par la ville que par le rapport Roullier, qui permettrait, dans le respect des principes de la décentralisation, et dans le cadre d'une société d'économie mixte d'étude et de programmation présidée par un élu, d'associer réellement l'ensemble des parties concernées (ville, Etat et Régie Renault) pour le pilotage d'un des principaux pôles du réaménagement de l'Ile-de-France.

Depuis de longues années, Boulogne-Billancourt s'est montrée exemplaire en matière d'urbanisme, notamment s'agissant des normes d'équilibre décidées par l'Etat en matière de construction de bureaux et de logements. Elle est aujourd'hui l'une des rares villes de la région parisienne a avoir fait le choix stratégique de cet équilibre. Ses élus admettent parfaitement que, compte tenu de l'importance de la zone libérée par Renault, grande entreprise nationale, l'Etat soit un partenaire direct, obligé, à part entière; ils sont naturellement prêts à prendre, avec lui, toutes les orientations et les décisions conformes à l'intérêt général.

Mais ils ne peuvent pas admettre, au bout de dix ans de décentralisation, alors que l'urbanisme fait partie des compétences transférées aux collectivités locales, que l'Etat décide seul de l'avenir de 10 % du territoire de leur commune – ce qui, dans les faits, ne manquera pas d'être le cas en l'absence de toute procédure partenariale claire – et alors même qu'ils auront à gérer les conséquences financières des choix opérés ainsi que les équipements publics qu'ils entraîneront...

Comment ne pas voir dans cette attitude un nouveau témoignage de l'incapacité de l'Etat à assumer, pour lui-même, la logique de la décentralisation – et de son obstination quasi pathologique à tenir les élus locaux pour éternels mineurs, nécessairement irresponsables?

➤ **Paul Graziani est sénateur (RPR) des Hauts-de Seine, maire de Boulogne-Billancourt et président de l'Institut de la décentralisation**

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...
Emplois d'avenir : LANGUES ETRANGERES exigées !
Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.
Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langue des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNEE - FORMATION CONTINUE
Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES – Sce 5212, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +

Dans la région des Pays de la Loire

Conflit entre le RPR et l'UDF

NANTES

de notre correspondant

En rassemblant samedi 28 septembre, à Ancenis, sept cents élus de l'opposition des cinq départements de la région des Pays de la Loire dont il est le président, M. Olivier Guichard (RPR) n'aura pas complètement réussi son entreprise de mobilisation et d'union. En présence de MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Alain Madelin, vice-président de l'UDF, cette réunion a été marquée par un incident bref mais symptomatique de l'état des relations, sur place, entre les deux grandes formations de l'opposition.

A l'origine de cet incident : M. Hervé de Charette, député UDF de Maine-et-Loire et délégué général des Clubs perspectives et réalités. *« J'aimerais que cette fête soit sans partage,* a-t-il lancé, *qu'aucune ombre ne vienne en ternir l'éclat. Hélas! ce n'est pas le cas. La situation créée en Maine-et-Loire par certains conduit tout droit à une confrontation déplorable ».* Silence dans la salle. Le différend est connu.

Le département est aux couleurs de l'UDF (neuf parlementaires sur dix, le dixième étant RPR). Or, Mme Roselyne Bachelot, jeune député gaulliste, entend conduire la liste commune pour les élections régionales de 1992. *« Et voilà maintenant que les maires des chefs-lieux de cantons de Maine-et-Loire reçoivent des lettres leur annonçant des réunions des élus régionaux RPR de notre département,* a poursuivi M. de Charette. *Je fais donc le constat d'évidence. Le RPR a décidé de faire sa liste. Il est déjà en campagne. Nous ne pouvons pas accepter ce spectacle lamentable. L'union, ce n'est pas la loi de la jungle. Elle ne se fait pas à la carte. Il faudra m'expliquer comment on veut gagner les élections législatives et présidentielles de cette façon. »*

Un maire d'un petit village de l'Anjou résumait ainsi le sentiment général : *« Les électeurs n'ont plus confiance. Veut-on faire une union qui s'arrête au soir du deuxième tour ? Vous ne serez crédibles que si vous prouvez que cette union a des lendemains... »*

YVES ROCHCONGAR

Une élection cantonale partielle

CALVADOS : canton de Livarot (1er tour).

Inscr., 4 626; vot., 2 248; abst., 51,40 %; suffr. expr., 2 118. MM. Robert Halley, m. de Moutiers-Hubert, cons. rég., div. d., 731 voix (34,51 %); Jacques-Yves Cavrois, m. du Mesnil-Durand, RPR, 357 (16,85 %); Maurice Lucas, m. d'Heurtevent, div. d., 300 (14,16 %); Mme Marie-José Mahias, m. de Cheffreville-Tonnencourt, UDF-PR, 294 (13,88 %); MM. Robert Timmermann, adj. au m. de Livarot, div. d., 228 (10,76 %); Jean-Claude Lelaizant, PS, 119 (5,61 %); Alain Planté, PC, 89 voix (4,20 %). *Il y a ballottage.*

[Le canton de Livarot n'a plus de conseiller général depuis le 1er juillet, à la suite de la dissolution de M. Jean Prado, div. d., élu en mars 1985, qui a été condamné à sept mois de prison avec sursis pour fraude fiscale, le 23 juillet par le tribunal de grande instance de Lisieux. Depuis son échec aux municipales de 1989, M. Prado ne résidait plus à Livarot.

Avec un taux de participation proche de 50 %, la multiplication des candidatures, particulièrement à droite, aboutit à un éparpillement des voix. Seul M. Halley, soutenu par le CDS, tire son épingle du jeu avec 34,5 % des suffrages. A gauche, le Parti socialiste perd 4,2 points de pourcentage. Le Parti communiste, avec 20 suffrages de moins qu'en 1985, augmente son score de près de un point.

En 1985, M. Prado, div. d., l'avait emporté au second tour avec 1 807 voix (51,71 %) sur M. Rioult de Neuville, conseiller général sortant, div. d., qui avait recueilli 1 687 voix, sur 4 798 inscrits, 3 625 votants (soit 24,44 % d'abstentions) et 3 494 suffrages exprimés. Au premier tour les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 798; vot., 3 404; abst., 29,05 %; suffr. expr., 3 284; MM. Rioult de Neuville, 1 476 voix (44,94 %); Prado, 1 374 (41,83 %); Lelaizant, PS, 325 (9,89 %); Piquet, PC, 109 (3,31 %).]

□ **M. Madelin *« attristé »* par M. Léotard.** – Se félicitant dans un entretien au *Figaro* du lundi 30 septembre que l'ancien président de la République ait *« rouvert le dossier de l'immigration »* en disant des choses *« de bon sens »*, M. Alain Madelin se dit *« attristé par le ressentiment qu'éprouve François Léotard contre Valéry Giscard d'Estaing ».*

□ **M. Léotard en Tunisie.** – M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, en visite en Tunisie, du 26 au 29 septembre, où il a rencontré le président Ben Ali, a affirmé que le débat sur l'immigration *« doit être dépassionné »* et *« être traité avec responsabilité et dans le respect mutuel ».* – (*Corresp.*)

M. Blotin : « Les événements d'URSS ne contredisent pas nos orientations »

Dans le rapport qu'il a présenté lundi matin 30 septembre devant le comité central du parti communiste, M. Pierre Blotin, membre du secrétariat, a indiqué, à propos des *« événements survenus en Union soviétique » : Si ces événements appellent un approfondissement de nos réflexions, de nos orientations, ils ne les contredisent pas. « Nous ne sommes pas une secte devisionnaires,* a-t-il précisé. *Si nous n'avons aucune nostalgie, aucun regret des régimes de grisaille hier tout-puissants à l'Est, nous sommes plus que quiconque sensibles à leur faillite et soucieux d'un essor de la démocratie, dans les pays concernés comme chez nous et dans le reste du monde. »*

« Nous ne pensons pas que le capitalisme – a-t-il ajouté – *c'est l'immobilisme,* a notamment souligné M. Blotin. *Alors que les pays socialistes s'enlisaient dans l'impasse du modèle unique et de la stagnation, le capitalisme a su trouver des formes tenant compte de ce que sont les différents peuples, les différentes nations, mais pour toujours mieux les exploiter et les tenir en sujétion. » « Toutes les tentatives pour amender le capitalisme en en gérant loyalement les affaires se sont soldées par un échec »,* a-t-il déclaré avant de conclure : *« Affirmant que le capitalisme n'est pas corrigible, nous ne sommes pas pour autant partisans du tout ou rien. »*

Des communistes de Pointe-à-Pitre créent un nouveau parti

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Plus de cinq cents militants du Parti communiste guadeloupéen (PCG, autonome du PCF), soit près de la moitié de ses membres, ont décidé, samedi 28 septembre, au terme d'une réunion de la section de Pointe-à-Pitre, de rompre avec leur parti et de créer un Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG) sans référence marxiste. Cette décision a été prise, au cours d'un vote, par 575 voix contre 1 sur proposition de M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre, sénateur apparenté communiste.

C'est M. Bangou qui, avec l'un de ses adjoints, M. Daniel Genès, avait pris l'initiative de proposer à la section PCG de Pointe-à-Pitre de se saborder. Cette initiative avait été aussitôt approuvée par le maire communiste de Basse-Terre, chef-lieu du département, M. Jérôme Cléry, qui a annoncé, vendredi 27 septembre, sa démission du PCG, expliquant sa décision par *« la crispation de la direction du parti sur des conceptions condamnées par l'histoire et les masses populaires ».*

En juin dernier, la section communiste de Pointe-à-Pitre s'était prononcée, par 459 voix, lors d'une assemblée réunie malgré l'opposition de la direction du parti, contre le mot d'ordre d'indépendance et pour *« un statut spécifique accordant une large autonomie à la collectivité guadeloupéenne, dans le cadre de la République française ».*

M. Ernest Moutoussamy, député apparenté communiste de la deuxième circonscription, qui avait accepté une mission de bons offices pour essayer de conserver au PCG un semblant d'unité jusqu'aux prochaines élections, et qui n'a pu la mener à bien, ne fait plus mystère de ses propres divergences avec l'état-major du PCG, auquel il reproche une attitude de *« blocage ».* Toutefois il n'a pas rallié, pour le moment, MM. Bangou et Cléry. Ceux-ci ont reçu le soutien de M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, député (apparenté PS), qui avait rompu en 1956 avec le PCF et fondé, ensuite, le Parti progressiste martiniquais (PPM). *« Si nous n'avons pas ouvert les yeux plus tôt, si nous n'avons, alors, pas écouté Césaire,* s'est interrogé M. Bangou en justifiant sa rupture avec le PCG, *n'est-ce pas parce que le fonctionnement du parti contient un vice qui nous conduit à nous enfermer? »* Les débats de la section communiste de Pointe-à-Pitre ont été suivis par M. Gaston Viens, maire d'Orly, exclu du PCF en 1989, et par M. Félix Dametto, ancien membre du comité central du PCF, qui font tous deux partie, en métropole, des communistes dissidents et contestataires partisans de créer, à gauche, une nouvelle structure de rassemblement.

EDDY NEDELJKOVIC

Réunis à Vizille

Des maires de droite et de gauche appellent à la lutte contre le racisme

GRENOBLE

de notre correspondant

Plusieurs maires de grande ville, membres fondateurs du Forum des maires, se sont engagés, samedi 28 septembre, à *« secouer le joug de l'indignité et de l'intolérance »*. Ils ont adopté à Vizille (Isère) une déclaration qui, au-delà des clivages partisans, réaffirme leur volonté de combattre, sur leur propre terrain, la ville, les idéologies et les partis *« qui propagent et pratiquent la haine de l'autre »*.

« Cette journée est une bouffée d'oxygène dans le débat politique », constatait M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, venu s'asseoir devant la tribune où débattaient Mme Catherine Trautmann (PS), M. Georges Frêche (PS) et M. André Diligent (UDF-CDS), sur le thème des *« nouveaux droits de l'homme dans la cité »*. Dans une autre salle du château de Vizille, transformé en 1989 en Musée de la Révolution, MM. Jacques Chaban-Delmas (RPR), Michel Noir (RPR), Robert Jarry (ex-PCF) et Robert Vigouroux (majorité présidentielle) rendent compte des *« nouveaux défis de la décentralisation »*. Ils seront rejoints un peu plus tard par le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, maire de Meyzieu (Rhône), M. Jack Lang, ministre de la culture et maire de Blois, qui avait annoncé sa visite (*le Monde* daté 29-30 septembre), s'est décommandé à la dernière minute.

Cette journée très œcuménique a produit, au-delà d'un texte affirmant que *« le combat contre le racisme exige un traitement social »*, une prise de conscience

du rôle de la ville comme lieu essentiel d'apprentissage de la citoyenneté. *« Les maires sont en première ligne pour le renouvellement et l'enracinement du débat démocratique en France »*, souligne la résolution, en écho aux propos de M. Carignon, président du Forum. Le maire de Grenoble s'est inquiété des risques d'autodestruction du système politique *« sous les coups répétés que lui porte l'indifférence grandissante des Français »*. *« Il y a longtemps, me semble-t-il, que la crise de l'autorité publique n'a atteint un tel paroxysme, que les critères qui fondent l'autorité n'ont été aussi discutés et contestés »*, a-t-il ajouté. Aussi les menaces que font peser toutes les formes d'extrémisme et, à travers elles, le racisme et l'intolérance doivent être combattues avec la plus grande énergie possible. *« Notre règle de base* (adoptée par les signataires de la déclaration de Vizille) *est qu'il n'y ait pas d'alliance avec le Front national »*, a indiqué M. Carignon.

CLAUDE FRANCILLON

Un entretien avec M. Laurent Cathala

« Une politique familiale efficace doit être globale » nous déclare le secrétaire d'Etat à la famille

Après les propositions du Conseil économique et social (« le Monde » du 26 septembre), le secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, M. Laurent Cathala, se déclare favorable à une politique familiale globale fondée sur la solidarité à l'égard des plus démunis, mais le gouvernement n'envisage pas une augmentation des prestations sociales dans l'immédiat, comme le souhaite le Conseil économique et social dans son rapport.

« Quelle politique familiale comptez-vous mener ?

– La politique familiale que j'entends soutenir repose sur trois principes : permettre à ceux qui composent la famille (enfants, adultes, «aînés») une liberté de choix dans la vie quotidienne comme dans les moments importants de leur existence ; assurer, au nom d'un principe de solidarité nationale dont l'Etat est garant, des aides aux enfants, aux personnes âgées les moins favorisés ou les plus vulnérables ; soutenir, encourager et accompagner les solidarités au sein des familles, entre générations, ainsi que dans les réseaux de voisinage.

» Une politique familiale efficace doit être globale, toucher tous les secteurs. Elle doit également tenir compte de tous les partenaires : organismes de Sécurité sociale, collectivités territoriales (qui, depuis la décentralisation, ont vu leur champ de compétence s'élargir), ainsi que les associations et les entreprises.

– Quelles initiatives comptez-vous prendre en faveur des enfants ?

– Je suis chargé au sein du gouvernement de coordonner les actions pour l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant. Pratiquement, une étude sur l'harmonisation de la législation française avec la convention a été confiée à une équipe d'universitaires. Un texte en cours d'élaboration vise à définir une « prémajorité » pour les adolescents. Le but est d'aider les jeunes à passer progressivement à l'âge adulte, à devenir des citoyens responsables. Ces 16-18 ans devraient pouvoir ouvrir, seuls, un compte en banque et avoir des responsabilités dans le monde associatif. Les mesures prévues découlent de la même philosophie que celle des conseils municipaux d'enfants : créer les conditions d'une meilleure participation à la vie sociale.

» Enfin, dans le secteur de l'enfance maltraitée, une journée nationale, programmée en décembre, sera consacrée au rôle des médecins et à leurs possibilités d'intervention.

– Et pour les parents ?

– Afin de mieux aider les parents à concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale, nous allons poursuivre nos actions d'incitation financière à la création de crèches et autres modes de garde. L'enveloppe financière de la Caisse nationale des allocations familiales consacrée aux investissements et aux prestations de services dans ce secteur s'élève actuellement à 1,7 milliard de francs : les contrats crèche qui existaient entre 1983 et 1988 ont été remplacés par des contrats enfance permettant de soutenir une plus grande diversité d'initiatives. Six cents ont été signés en 1989 et en 1990. Quatre cents supplémentaires devraient l'être en 1991. Le secrétariat d'Etat à la famille, qui a aidé directement en 1990 plus de trois cents projets enfance à voir le jour, en aidera probablement autant en 1991.

– Où en est le projet de statut d'assistante maternelle ?

– J'entends le présenter au Parlement dans les mois à venir. Cet avant-projet, actuellement soumis à l'arbitrage, supprimerait l'agrément préalable qu'elles devaient obtenir. Les candidates auraient à faire une déclaration qui ne sera acceptée que sous réserve du respect de certaines conditions d'accueil. Le but est d'insérer dans la structure des assistantes maternelles toutes les «nourrices» qui travaillent actuellement au noir et de leur garantir une formation et un suivi professionnel. En ce qui concerne les assistantes maternelles de l'aide sociale à l'enfance, les mesures avancées concernent la formation et prévoient une rémunération plancher équivalant à un demi-SMIC par enfant. Ce serait un premier pas vers la mensualisation qu'elles demandent.

– Pourrait-on parvenir aux mêmes objectifs autrement ?

– Bien sûr ! l'entreprise peut aussi aider les parents salariés. Plusieurs mesures législatives ou réglementaires touchant la vie professionnelle seront prises prochainement : autorisation d'absence du travail sans perte de rémunération pour les femmes enceintes lors des examens médicaux de la grossesse ; possibilité pour les femmes enceintes de choisir la répartition de leur congé de maternité avant et après la naissance, dans la limite de quatre semaines de repos obligatoires avant la date prévue de l'accouchement ; incitation aux comités d'entreprise à verser des aides financières pour les aider à supporter les frais de garde de leurs enfants de moins de six ans.

– Que pensez-vous du rapport du Conseil économique et social sur la politique familiale ?

– Il existe un vieux débat sur les objectifs des prestations familiales. Doivent-elles être une incitation à la natalité, une aide liée à l'éducation de l'enfant et cela quels que soient les revenus de la famille, ou un soutien aux familles les plus démunies ? Le débat sur la natalité a été tranché depuis longtemps. L'expérience montre qu'un taux de natalité ne se décrète pas et ne s'achète pas non plus. La polémique entre les deux autres approches est loin d'être tranchée. Le Conseil économique et social, où la voix des associations familiales a été entendue, penche pour la deuxième approche. Je suis favorable à une politique de solidarité et donc partisan de l'aide aux familles défavorisées. On peut s'interroger sur la philosophie qui consiste à accorder des allocations familiales à des familles dont les revenus dépassent les 30 000 francs mensuels. Il faut dans ce domaine avancer avec prudence : chaque système peut comporter des effets pervers.

– Etes-vous favorable à la création d'un indice de coût moyen d'entretien et d'éducation de l'enfant, suggérée par le CES, qui servirait de base au calcul des allocations familiales ?

– Cet indice ne pourrait avoir qu'un intérêt statistique pour éventuellement affiner les politiques de prestations. Déterminer un coût moyen ne règle en rien le problème de l'attribution des prestations. De plus, il semble difficile à établir car les charges varient suivant les communes, les modes de garde, etc.

– Les propositions de reculer à vingt ans l'âge limite pour le versement des allocations familiales et de maintenir des allocations familiales pour le dernier enfant vous semblent-elles souhaitables et possibles ?

– Nous avons récemment repoussé de seize à dix-huit ans, la limite d'âge du versement des allocations familiales. Passer à vingt ans me semble prématuré. Maintenir une allocation pour le dernier enfant serait introduire une discrimination entre le dernier d'une famille et l'enfant unique puisque les allocations familiales ne commencent qu'au deuxième. Nous pourrions créer une allocation dès le premier, mais ce n'est pas envisageable actuellement. De même nous comprenons la préoccupation du CES de voir relever substantiellement les allocations familiales mais, ces derniers temps, la branche famille a dû supporter le coût de nombreuses nouvelles prestations.

– Pourtant l'excédent de la branche famille de la Sécurité sociale devrait être de 6 milliards en 1991 et de près de 11 milliards en 1992 !

– C'est exact, mais nous avons opté pour une solidarité entre branches. Nous pourrions faire jouer les cotisations, augmenter celles des secteurs déficitaires, diminuer les autres. Le système serait trop lourd. Nous préférons la solidarité. Il fut un temps où la branche vieillesse alimentait les caisses famille ; à présent, c'est à la branche famille d'aider les autres, sauf si la reprise économique nous donne de nouveaux moyens financiers. »

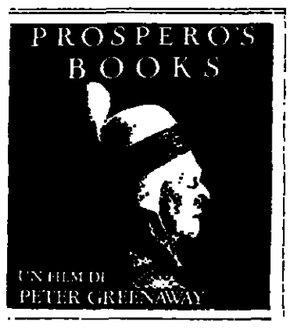
Propos recueillis par
CHRISTIANE CHOMBEAU

REPÈRES

PRISONS

La chancellerie fait de nouvelles propositions aux surveillants

Les principaux syndicats de surveillants de prison ont été reçus, vendredi 27 septembre, par le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Karsenty, pour la seconde fois depuis le début du mouvement de protestation lancé par l'UFAP. La chancellerie a proposé une nouvelle revalorisation de la prime de nuit, qui passerait de 31,40 F à 45 F, et le déblocage d'une enveloppe de 11 millions de francs destinée à l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels. Onze mille postes bénéficieraient de l'indemnité différentielle pour charge de détention. L'UFAP a jugé ces offres *« nettement insuffisantes »*, mais Force ouvrière, la CGT, et l'USP, qui ont été reçues ensemble, invitent les personnels à *« réfléchir sur ces propositions »*. Ces trois syndicats, qui souhaitent *« un large rassemblement »*, devaient se rencontrer à nouveau lundi 30 septembre.



SECURITE CIVILE

Les pompiers annoncent des actions spectaculaires

Le colonel Bernard Janvier, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, réunie en congrès à Compiègne (Oise), a annoncé, samedi 28 septembre, que des *« opérations spectaculaires de mécontentement où les capacités physiques et techniques des pompiers seront mises en jeu »* pourraient avoir lieu si le ministère de l'intérieur ne répond pas aux préoccupations de la profession. Il a accusé le ministre de vouloir *« faire fonctionner cahin-caha une sécurité civile d'après-guerre »*. M. Philippe Marchand s'était prononcé auparavant pour un service national civil dans le corps des sapeurs-pompiers, comparable à celui des policiers auxiliaires.

IMMIGRATION

Incidents dans un foyer Sonacotra

Des affrontements entre des résidents africains et des policiers ont fait une dizaine de blessés, samedi 28 septembre, au foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines). Les incidents ont débuté lorsque des locataires ont tenté de s'opposer à l'installation d'un système de contrôle électronique des entrées. Ils s'en sont pris au personnel du foyer et à des policiers. Une soixantaine de CRS sont intervenus en renfort, provoquant la fureur d'une quinzaine d'Africains qui ont alors saccagé le hall d'entrée.

FAITS DIVERS

Des assassinats à Montpellier et à Strasbourg

« Missions divines »

Pascale Perez a froidement exécuté sa *« mission divine »*. Vendredi soir 28 septembre, elle a pris son revolver 22 long rifle muni d'un silencieux, avec lequel elle s'entraînait dans le garage de l'appartement familial de Montpellier, et elle a tiré. Une seule balle sur sa sœur Sabine, vingt-neuf ans ; une autre sur son père, un militaire retraité de soixante et un ans. Puis, samedi soir, elle a sonné chez le voisin pour lui demander de l'aider à *« transporter deux cadavres dans un local de la résidence parce qu'elle avait encore deux personnes à tuer »*.

« Elle parlait très vite, froidement et m'a tendu une bouteille de jus de fruits en disant « ma sœur n'en aura plus besoin », a déclaré M. Eric Papin qui a alerté les policiers. A ceux-ci, qui la décrivent comme *« une intellectuelle au discours froid »*, Pascale a expliqué son geste : *« Je suis Dieu et j'ai tué deux êtres malfaisants. »*

La jeune femme a été internée, dimanche, à l'hôpital spécialisé de la Colombière, près de Montpellier. Des expertises devront déterminer ultérieurement si la jeune femme est accessible à une sanction pénale.

D'autre part, à Illkirch-Graffenstaden, dans la banlieue de Strasbourg, se croyant *« investi d'une mission divine »*, un homme de trente ans a battu à mort son amie, avant de la mutiler, dans la nuit du 28 au 29 septembre. Selon lui, elle *« incarnait le mal »*. Ce chômeur disait vouloir entrer dans les ordres. Le couple avait décidé de se séparer, la femme, âgée de trente-cinq ans, trouvant son compagnon *« trop mystique »*.

DÉFENSE

Des officiers des armées de l'Est en stage dans les écoles de guerre françaises

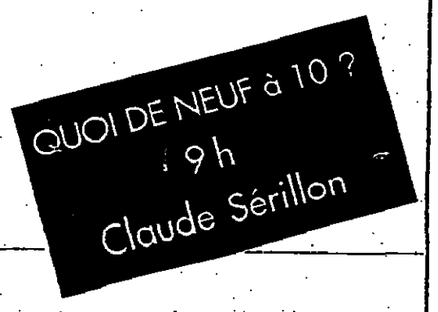
Des officiers de plusieurs armées de pays de l'Est ont été admis à la rentrée des cours, au début de ce mois de septembre, de l'Ecole supérieure de guerre interarmées (ESGI) à Paris. Cette information est donnée dans le dernier numéro de la lettre *Objectif Défense* que le ministère de la défense adresse chaque mois aux commandants des diverses formations dans les trois armées françaises et qui consacre un long article à la coopération avec *« l'ancien bloc communiste »*.

L'ESGI, qui forme en deux ans des commandants et des lieutenants-colonels des trois armées françaises (terre, air et marine) et leurs homologues étrangers, accueille ainsi pour la première fois cinq officiers des pays de l'Est : deux Polonais, un Tchèque, un Roumain et un Hongrois. Ces hommes ont été proposés par leurs états-majors respectifs et ils ont été choisis, en raison de leur connaissance de la langue française, par l'attaché de défense de l'ambassade française. *Objectif Défense* précise encore qu'un élève-officier roumain a aussi été admis à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. En échange, des officiers français devraient partir faire un stage dans les écoles de guerre de ces quatre pays de l'Est.

Outre l'organisation de ces stages croisés dans les écoles militaires, la coopération avec l'Est a pris un autre aspect. *Objectif Défense* cite le cas de l'assistance apportée par la France à la formation de plusieurs armées en Europe centrale et orientale. Une délégation tchécoslovaque a été reçue par les armées françaises dans le but d'aider le gouvernement de Prague à réorganiser l'enseignement militaire de son armée. Des échanges ont eu lieu avec l'armée polonaise pour savoir comment organiser une armée efficace dans un Etat qui s'est engagé à garantir des droits aux soldats. En novembre, la France accueillera une délégation de l'état-major roumain.

La lettre du ministère ajoute qu'un projet est à l'étude pour permettre à des officiers de l'Est qui le voudront de séjourner un ou deux mois dans les forces armées françaises.

QUOI DE NEUF à 10 ?
un regard unique sur les faits divers
par Claude SERILLON
avec la chronique d'André BALLAND (les années 60) et la chronique politique de Kathleen EVIN
France inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.



هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

ILE-DE-FRANCE

Manifestation de sans-logis à Paris

La balade de Mamadou

Il pleuvait ce samedi 28 septembre quand Mamadou, sept ans, est arrivé place de la République. Quelques minutes plus tôt, il avait quitté le terrain du Quai de la Gare (13e arrondissement) où, avec ses parents, il campe depuis plus de deux mois, coincé entre le chantier de la Très Grande Bibliothèque et les voies de chemin de fer de la gare d'Austerlitz.

Déjà, à l'entrée de la rue du Temple, des petits groupes se sont formés pour exiger *«le droit au logement»*. Il y a là Mgr Gaillot, le professeur Théodore Monod, Alain Krivine et Arlette Laguiller. On déploie les banderoles, on distribue des tracts, on se regroupe, le cortège se forme. Soudain Mamadou est appelé, saisi sans ménagement et entraîné, avec une nibambelle de copains, vers la tête de la manifestation, aux côtés d'Abdoulaye et de Fankoudiou. Ils agitent, sous le ciel gris, des petits drapeaux jaunes sur lesquels sont dessinés grossièrement des maisons. Un gros Malien s'approche. *«Attention les enfants, on y va.»*

Mamadou et ses amis, pas plus hauts que lui, prennent le chemin de Belleville et de Barbès. On est très sage. On scande *«Chirac, un bail, une clé»*, *«Mitterrand, des logements»*. *«Plus fort, plus fort»*, hurle un adulte. Derrière, les femmes dans leurs boubous multicolores réclament, elles aussi, bruyamment, un toit *et l'arrêt des expulsions dans la* capitale. En queue de cortège, les habitués du pavé parisien : le MRAP, les Verts et les bataillons de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire. Le cortège se hérisse de pancartes : *«Non aux hôtels meublés»*, *«Réquisition des HLM vides»*, *«Chirac moins de bureaux, des logements sociaux»* et *«La TGB pour le Président, la rue pour les habitants»*.

Mamadou, Abdoulaye, Fankoudiou sont fatigués. Barbès est bien loin. On traîne la patte, on se laisse glisser dans le cortège. Les organisateurs de la manifestation décident alors d'abandonner le cap «Barbès» pour retrouver la République par la rue du Faubourg-du-Temple. *«Ouf ! ça descend»*, murmure un garnin. Dernier effort : *«Non aux expulsions. Oui aux logements»*, s'époumonnent encore Mamadou et Fankoudiou. Ils ont quitté la tête de la manifestation et traînent leurs drapeaux entre les militants du MRAP et de la Ligue des droits de l'homme. On se bouscule un peu. On chahute, mais les petites jambes sont bien lourdes. Enfin, la place de la République. Discours. Dispersion. Et Mamadou regagne le Quai de la Gare, ses toiles de tante, sa boue, sa poussière.

JEAN PERRIN

ÉDUCATION

Dans la région parisienne

Les fermetures de classes primaires continuent de susciter des protestations

Quinze jours après la rentrée scolaire, des actions de protestation de parents d'élèves et d'enseignants se poursuivent dans un certain nombre d'écoles primaires, notamment dans la région parisienne.

Occupation de locaux, opération «école morte», manifestations de rue et goûters d'enfants dans les locaux des inspections académiques, voire «séquestration» d'instituteur comme à l'école primaire Jacques-Laurent de Vichy (Allier) : quinze jours après la rentrée scolaire, la situation semble difficile dans un certain nombre d'écoles primaires.

La région parisienne est particulièrement touchée, notamment le département du Val-de-Marne où une délégation des parents d'une quinzaine d'écoles a été reçue, jeudi 26 septembre, à la direction des écoles du ministère de l'éducation nationale. Les fermetures de classes et les suppressions de postes d'instituteur sont à l'origine de ces mouvements. Les associations de parents d'élèves sont en première ligne. Dans la plupart des établissements concernés, en effet, ce sont les parents, soutenus discrètement par les enseignants, qui multiplient les démarches auprès des inspections académiques et alertent la presse.

La rénovation de l'école primaire et la mise en place des nouveaux cycles, qui doit, théoriquement, être généralisée à la rentrée de janvier 1992, ne sont pas étrangères à ces divers mouvements d'humeur. Les parents d'élèves comprennent mal, par exemple, qu'on leur propose, comme à l'école Gustave- Courbet de Gentilly (Val-de-Marne) ou à l'école primaire de la rue Saint-Maur à Paris (11 ème), pour «disséminer» les effectifs des classes dans leur école, de composer des classes à double niveau CE1-CE2... alors que ces deux classes sont à cheval sur deux cycles dans la nouvelle organisation pédagogique prévue par M. Jospin.

Une école parisienne, située rue Guénégaud dans le quatrième arrondissement, qui protestait contre un effectif atteignant 34 élèves en cours préparatoire (CP) – au lieu du seuil de vingt-cinq recommandé par les textes – s'est même vu proposer de mettre sur pied une classe à double niveau CP-CM2 (cours moyen deuxième année). Les parents d'élèves de l'école ont finalement obtenu un demi poste d'instituteur qui devrait permettre de dédoubler la classe à mi-temps.

Plusieurs écoles primaires du Val-de-Marne sont en ébullition. Les parents d'élèves de l'école Jean-Zay de Fontenay-sous-Bois occupent l'école pour protester contre une fermeture de classe. Ceux de l'école Gustave-Courbet à Gentilly estiment *«incompatible avec la mise en place des cycles un effectif dépassant trente élèves au cours moyen»*. Ceux de l'école de l'Orme-au-Chat, à Ivry-sur-Seine, réclament l'ouverture d'une classe d'adaptation et s'élèvent contre les listes d'attente en maternelle.

Au rectorat de Créteil, on reconnaît avoir procédé, à la rentrée, à un rééquilibrage des postes d'instituteurs en faveur des deux autres départements de l'académie, la Seine- Saint-Denis et la Seine-et-Marne, où les taux d'encadrement sont moins favorables et les prévisions d'effectifs d'élèves plus importants. Vingt-quatre postes d'instituteurs ont ainsi été retirés au Val-de-Marne, tandis que 136 postes supplémentaires étaient attribués à la Seine-Saint-Denis et à la Seine-et-Marne.

Des mouvements sporadiques affectent les autres départements. En Seine-et-Marne, l'école des Sapins de Roissy- en-Brie et l'école primaire de Dammartin-en-Goelle réclament des ouvertures de classes. Et dans les Hauts-de-Seine, à l'école La Fontaine de Nanterre, classée en ZEP, parents et enseignants se mobilisent pour conserver l'instituteur supplémentaire qui leur permet de faire «tourner» la bibliothèque centre documentaire (BCD).

Plus calme, la province n'est pas totalement à l'abri des accrocs de la rentrée. Ainsi, comme à Nanterre, les parents de l'école Jacques-Laurent à Vichy (Allier) s'accrochent pour conserver les moyens supplémentaires affectés, jusqu'à l'an dernier, au fonctionnement de la BCD. *Mais l'inspection, de son côté, fait* valoir les faibles effectifs de cette école (vingt par classes en moyenne). Une tendance générale dans un département qui a perdu près de mille élèves, dans le primaire, à cette rentrée.

CHRISTINE GARIN

MÉDECINE

Après la polémique sur le diplôme des infirmières du Doubs

La directrice de la santé de Franche-Comté a été sanctionnée

BESANÇON

de notre correspondant

Mme Geneviève Levert ne retrouvera pas son poste de directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Franche-Comté et fera l'objet d'une mutation. Ce poste a été déclaré vacant au *Journal officiel* par le ministère de la santé dès le 17 septembre, douze jours après la victoire des deux cent cinquante infirmières de Franche-Comté dont le diplôme, annulé dans un premier temps (le sujet avait été traité, avant l'examen officiel, par une partie des candidates), avait finalement été validé par M. Bruno Durieux, ministre de la santé. La sanction prise à l'encontre de Mme Levert, responsable du service régional de la santé, survient avant même que soient connus les résultats des enquêtes menées par l'inspection générale.

Dans une lettre ouverte au ministre de la santé, le personnel de la DRASS (direction régionale des affaires sanitaires et sociales), dont les positions sont soutenues par les instances locales et régionales des syndicats FO, CFDT, CGT et CGC, se déclare *«indigné»* et met en cause l'inadéquation des textes réglementaires.

«Amertume et découragement»

Avant de procéder au choix des sujets, la DRASS aurait dû réunir les quelque trois cents membres (directeurs d'établissement, enseignants, infirmières praticiennes) du jury, mais elle n'avait convoqué que les chefs d'établissement et les équipes enseignantes. Cette faute a-t-elle été déterminante, demande-t-on à la DRASS, dans le fait que les élèves d'une école (dont les représentants participaient à la réunion de choix des sujets) ont pu traiter avant l'examen l'un des sujets retenus? Et, malgré deux lettres du préfet de région suggérant au ministère le maintien du diplôme, fallait-il décider, depuis un cabinet ministériel, de sanctionner les deux cent cinquante candidates d'une région, alors que seules les élèves de l'école de la Croix-Rouge de Lons-le-Saunier avaient bénéficié d'un avantage. *«A un moment où vous demandez à vos agents de se mobiliser pour le* «renouveau du service public», demandent les auteurs de la lettre ouverte à M. Durieux, *une telle attitude peut, pour le moins, susciter leur amertume et leur découragement»*.

CLAUDE FABERT

JUSTICE

Devant la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine

Maurice Locquin a été condamné à huit ans de prison

RENNES

de notre correspondant

Les jurés de la cour d'assises d'Ille-et-Vilaine ont condamné, dimanche 29 septembre, à huit ans de réclusion criminelle, Maurice Locquin, cinquante-trois ans, reconnu coupable d'avoir participé, le 14 mai 1987, à un hold-up commis à Janzé (Ille-et-Vilaine) dans une agence du Crédit mutuel de Bretagne, où deux malfaiteurs avaient dérobé 184 700 F.

Les dénégations constantes de l'accusé et l'absence d'un témoin important de l'accusation, une prostituée, n'ont en rien ébranlé la conviction des jurés qui, après deux jours d'un procès marqué par de multiples incidents, ont retenu la culpabilité de l'accusé.

Lors du hold-up, l'un des malfaiteurs utilisait une arme très particulière, un fusil USM 1 Underwood de type Trooper, qui sera découvert en septembre 1987 au domicile d'un truand, Gérard Huber, abattu à Créteil dans une fusillade avec la police. L'enquête s'oriente alors vers les amis de Gérard Huber, dont Maurice Locquin avec lequel il avait été incarcéré au centre de détention de Melun.

Un prisonnier célèbre

Sorti de prison le 17 décembre 1981, Maurice Locquin a déjà passé dix-sept ans derrière les barreaux pour neuf condamnations. En 1979, il s'amputa une phalange de l'auriculaire gauche et l'envoie au garde des sceaux pour appuyer sa dénonciation des quartiers de haute sécurité. Devenu projectionniste de cinéma, il milite en faveur des «sortants» de prison, donne des conférences et explique, dans une émission de télévision en 1989, comment il est facile de commettre un hold-up. La cassette de ce *«reportage tronqué»*, selon le mot de son défenseur, Me Raphaël Constant, a été visionnée à l'audience par les jurés.

Le 24 août 1987, dans la voiture volée utilisée pour le hold-up, les policiers trouvent un itinéraire de fuite qui, selon deux experts en graphologie, est de la main de Maurice Locquin. Arrêté sur son lieu de travail, à Paris, en septembre 1988, il restera dix-sept mois en détention préventive. Un comité de soutien dénonce la machination policière. *«Le 14 mai 1987, Maurice Locquin était à Paris avec moi à 12 heures à la brasserie Les Ondes près de la Maison de la Radio, et je lui ai remis 15 000 F»*, assure à la barre le comédien Denis Manuel. Les policiers ont prouvé qu'il était matériellement possible d'être à Janzé à 8 h 30 et à la Maison de la Radio à 12 heures.

Pour l'avocat général qui requiert huit ans de réclusion criminelle, *«chez Locquin, il y a le meilleur et le pire»*. Les avocats de la défense, Me Raphaël Constant, du barreau de Paris, et Yann Choucq, du barreau de Nantes, protestent contre *«l'acharnement judiciaire»*, mettent en cause la fiabilité des expertises graphologiques et plaident l'acquittement de leur client. Après deux heures quinze de délibéré, les jurés retiennent la culpabilité de l'accusé, qui est condamné à huit ans de réclusion criminelle.

CHRISTIAN TUAL

Les dons de sang aux Etats-Unis

La FDA recommande le dépistage systématique du «deuxième» virus du sida

La Food and Drug Administration (FDA) américaine a annoncé, vendredi 27 septembre, qu'elle autorisait la mise sur le marché du test combinant le dépistage des deux virus du sida (VIH 1 et VIH2) mis au point par la société Genetic Systems, la filiale américaine de Diagnostics Pasteur. Ce test combiné est le premier de ce type à recevoir une autorisation de mise sur le marché américain.

Aux Etats-Unis, le dépistage du VIH2 n'est jusqu'à présent pas obligatoire dans les dons de sang. Mais la FDA a décidé, ce même 27 septembre, d'en recommander dorénavant le dépistage systématique. 27 cas de contamination par le VIH-2 – isolé en 1985 par l'équipe du professeur Luc Montagnier à l'Institut Pasteur de Paris – ont été observés pour le moment aux Etats-Unis

Emotion en Grèce

Un moine du Mont-Athos victime du sida

ATHÈNES

de notre correspondant

Un moine de la communauté religieuse du Mont-Athos, sur la péninsule orientale de la Chalcidique, au nord de la Grèce, a été hospitalisé dans un état grave à Salonique. Agé de trente ans, il est atteint du sida. Révélée par la presse locale, cette nouvelle a provoqué une vive émotion dans tout le pays. C'est la troisième fois en quatre ans qu'un moine de la célèbre communauté doit être ainsi hospitalisé. L'un d'eux est mort l'an dernier.

En novembre 1987, le virus du sida avait été découvert chez un détenu de la prison de Salonique qui avait séjourné six mois au Mont-Athos en 1986. Il avait été condamné, en janvier 1987, à deux ans de prison pour avoir volé divers objets et parchemins avec la complicité d'un autre moine. De nombreux détenus avaient reconnu avoir eu avec lui des rapports sexuels et avaient subi des tests de dépistage. L'affaire avait bouleversé une première fois la montagne sacrée. Le journal de Salonique a également publié un texte, datant de mai 1990 et signé par un ancien responsable de la Sainte-Inspection du Mont-Athos, Théoclitos Dionysiatis, révélant qu'un moine de vingt-six ans était décédé du sida en mai 1990 dans un hôpital d'Athènes. *«Le Mont-Athos n'est ni souillé ni contaminé»*, ont répondu, offusqués, les supérieurs de la Sainte-Inspection. Ceux-ci ont exprimé leur *«douleur»* face au *«dénigrement»* de la presse qui s'est emparée de l'affaire. *«Quand un jeune demande à être moine, on ne lui demande pas un certificat médical. C'est le salut de l'âme, et non du corps, qui nous intéresse»*, ont-ils souligné.

Quatre députés socialistes ont déposé au Parlement une question écrite visant à défendre la *«dignité»* du Mont-Athos, mise en cause *«à un moment critique pour l'orthodoxie et l'hellénisme»*. Quant aux milieux religieux de la capitale, ils font remarquer que ce ne sont pas trois cas de sida en quatre ans qui peuvent attenter à la réputation des 1 732 moines et employés vivant dans la vingtaine de monastères encore en activité.

DIDIER KUNZ

Le Monde Dossiers & Documents d'octobre 1991

L'explosion scolaire et universitaire

L'accroissement du nombre de lycéens et d'étudiants bouleverse tout le système éducatif. L'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat suscite des ondes de choc qui se répercutent à plusieurs niveaux.

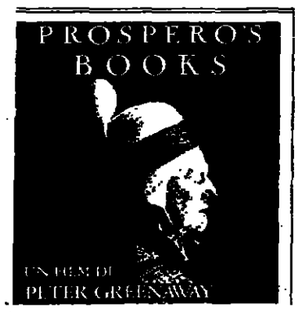
L'état des lieux est complexe, on y trouve le meilleur et le pire, des bâtiments vétustes et des équipements modernes, des enseignants de qualité ou découragés, des classes surchargées d'élèves inquiets. La menace du chômage domine une forte demande sociale et s'accompagne de frustrations et d'incompréhensions qui mènent parfois à la violence.

Les enseignants doivent souvent jouer des rôles auxquels ils sont mal préparés, les réformes, les projets ne rassurent plus personne. L'enseignement de masse génère ses propres contradictions.

A l'université, les mêmes problèmes se retrouvent et suscitent des solutions d'urgence, parfois bâclées, parfois créatives. Les améliorations nécessaires se heurtent trop souvent à une administration rigide qui laisse désemparés les nouveaux étudiants. Les disparités sont fortes, d'une région à une autre, d'une classe sociale à une autre. Le modèle classique du campus est remis en question.

Face à la croissance sans précédent du nombre d'étudiants, à la pénurie d'enseignants, aux difficultés de gestion, le gouvernement multiplie les paris : construction tous azimuts, ouvertures de postes par milliers. Des coopérations impensables il y a quelques années se mettent en place. En outre, communes, départements et régions se veulent de plus en plus parties prenantes. Ce nouveau plan de rénovation vise à mieux adapter les formations supérieures aux évolutions économiques.

► En vente chez tous les marchands de journaux. 15 F.

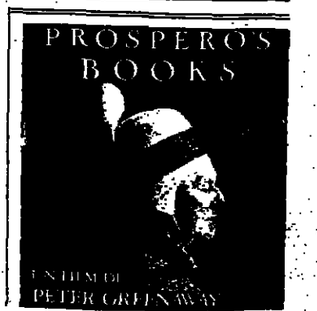


□ **Manifestation à Forbach contre un projet de centre de traitement de déchets industriels.** – Plus d'un millier de personnes ont manifesté, samedi 28 septembre à Forbach (Moselle), pour protester contre un projet de centre de traitement de déchets industriels. Le projet de la compagnie américaine Waste Management, annoncé en avril dernier, consiste à construire une *usine pour le traitement* de 95 000 tonnes de déchets industriels et de 35 000 tonnes d'ordures ménagères par an.

□ **Le typhon Mireille sur le Japon : 51 morts.** – Le typhon Mireille, qui a balayé d'abord le sud-ouest, puis le nord de l'archipel nippon les 27 et 28 septembre, a provoqué la mort de 51 personnes. Il en a blessé 777 autres. Inondant plus de 10 000 maisons et privant d'électricité près de 6 millions d'habitations, le typhon a sérieusement endommagé le célèbre *sanctuaire de Miyajima sur* l'île d'Itsukushima, dans la mer intérieure, non loin d'Hiroshima. – *(UPI.)*

□ **Les cendres de Klaus Barbie ont été emportées en Autriche.** – Klaus Barbie, décédé mercredi 25 septembre, a été incinéré samedi 28 septembre au crématorium du cimetière de la Guillotière, à Lyon. A l'issue de la crémation, l'urne funéraire contenant ses cendres a été remise à sa fille, Mme Ute Messner, qui l'a emportée en Autriche, où elle réside.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE



SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix d'Espagne de formule 1

Cinquième victoire pour Nigel Mansell

Vainqueur du Grand Prix d'Espagne de formule 1 automobile disputé dimanche 29 septembre sur le nouveau circuit de Catalogne, le Britannique Nigel Mansell (Williams-Renault) a obtenu son cinquième succès de la saison et préservé ses ultimes chances de devenir champion du monde.

Après un meilleur départ des deux McLaren-Honda de Gerhard Berger et d'Ayrton Senna sur une piste encore humide de l'averse tombée quelques minutes avant la course, Mansell a montré sa détermination en revenant à la hauteur du Brésilien dès le quatrième passage sur la ligne. Dans l'interminable ligne droite de 1 047 mètres, les deux monoplaces sont longtemps restées côte à côte, les pneus gauches de Mansell à quelques centimètres des pneus droits de Senna, mais c'est le Britannique qui a freiné le dernier pour passer son rival.

Profitant d'un meilleur arrêt au stand pour chausser les pneus pour piste sèche, Ayrton Senna a brièvement pris la tête mais Gerhard Berger, qui l'avait relayé au onzième tour, n'a pu résister plus de dix tours aux attaques du Britannique. Ayrton Senna, avec des pneus dégradés lors d'un tête-à-queue, n'a pu empêcher Alain Prost (Ferrari), Riccardo Patrese (Williams-Renault) et Jean Alesi (Ferrari), de s'intercaler entre Nigel Mansell et lui. Avant d'aborder le grand prix du Japon, Ayrton Senna reste toutefois en position de force dans la course au titre. Même si le Britannique s'imposait dans les deux dernières courses de la saison, il lui suffirait d'obtenir un total de cinq points en ces deux occasions pour être assuré d'une troisième couronne mondiale. Ce duel pourrait toutefois être influencé par l'affrontement de leurs écuries et de leurs motoristes pour le titre mondial des constructeurs.

Avant le Grand Prix du Japon où Honda a essuyé trois échecs en quatre éditions, Williams-Renault s'est, en effet, emparé de la première place avec un point d'avance.

L'enfant terrible de Franck Williams

BARCELONE
de notre envoyé spécial

Impassible sur son fauteuil roulant avancé dans le box de son écurie, devant l'écran de télévision et le moniteur donnant au fil des tours les positions et les temps de tous les pilotes, Franck Williams a attendu le dernier passage sur la ligne de Nigel Mansell pour laisser enfin échapper un sourire au milieu des applaudissements de ses amis. *«Je ne crois pas être plus froid qu'avant mon accident mais, avec l'âge, je suis sans doute devenu plus sage,* dit-il en esquissant un autre sourire. *Et puis, j'ai appris de Bernie* (Ecclestone, le grand patron financier de la formule 1) *qu'il ne faut jamais laisser deviner aux autres ce que l'on est en train de penser.»*

Le regard bleu devient pourtant plus appuyé, sa malice s'estompe lorsqu'on évoque Nigel Mansell. Quelques mouvements un peu saccadés des avant-bras trahissent même la volonté de convaincre ceux qui laisseraient entendre que la différence entre les McLaren-Honda et les Williams-Renault a parfois résulté du talent exceptionnel d'Ayrton Senna. *«Ce n'est pas exact,* répond-il. *Actuellement, nous avons pu, quatre fois sur les McLaren, mais plus souvent en course qu'en qualifications. Et ça n'a pas toujours été le cas. En début de saison, nous n'étions pas prêts. Notre boîte de vitesses n'était pas suffisamment fiable. Si Ayrton gagne le championnat, il l'aura fait dans les quatre premières courses. McLaren était prêt. Pas nous. Il n'y aurait rien à redire.»*

Belle preuve de fair-play ou parti-pris pour mieux défendre Nigel Mansell? Peu de directeurs d'écurie semblent aussi affectivement attachés à un pilote. *«Le jour où Nigel a raté le titre en éclatant un pneu lors du dernier Grand Prix de la saison 1986 à Adélaïde a été l'un des plus sombres de ma vie»,* dit-il. Huit mois plus tôt, le 8 mars, Franck Williams avait pourtant vécu un tout autre drame sur une route départementale du Var, à proximité du Castellet.

«Baiser de la mort»

Pressé de rallier l'aéroport de Nice au soir d'une journée d'essais, il avait perdu le contrôle de sa voiture de location. Sa voiture avait basculé dans un terrain en contrebas après plusieurs tonneaux. Il se souvient d'une douleur fulgurante à la base du cou (fracture de la colonne vertébrale à hauteur des sixième et septième vertèbres cervicales), suivie d'une perte de connaissance. A son réveil, il était devenu tétraplégique.

Pilote, Franck Williams avait stoppé sa carrière en formule 3 où il avait remporté une victoire. *«J'étais trop combatif, impulsif, brouillon,* se souvient-il. *Sans doute suis-je devenu directeur d'écurie pour rester dans les voitures par procuration à chaque Grand Prix.»* Définitivement privé du plaisir de conduire, peut-être s'est-il plus projeté encore dans ce compatriote qui lui rappelle plus que tout autre, avec ses qualités et ses défauts, le grand pilote qu'il aurait rêvé d'être.

Plus encore que Nigel Mansell, Franck Williams avait chèrement payé l'éclatement du pneu à Adélaïde. Ce jour-là, Soichiro Honda s'était, à titre exceptionnel, déplacé en Australie pour assister au premier couronnement de son moteur turbo en formule 1. *«Au lieu de la consécration qu'il était venu chercher, nous lui avons donné le baiser de la mort»,* raconte le manager anglais. Quelques mois plus tard, le motoriste japonais annonçait le transfert de son moteur sur les châssis des McLaren, et Franck Williams ne pouvait retenir guère plus longtemps Nigel Mansell, contacté par Ferrari.

L'ascendant manifesté par Alain Prost sur son coéquipier de la Scuderia, qui avait un peu prématurément annoncé sa retraite, n'ont pas modifié le jugement de Franck Williams sur son pilote préféré. *«Il attaquait encore comme un fou chez Ferrari. Il était libre et il voulait nous rejoindre plus que tout autre pilote»,* dit-il. La revanche à prendre sur McLaren et sur Honda ne pouvait sans doute pas être complète sans le retour de Nigel Mansell au sein d'une écurie revenue au premier plan avec le moteur Renault.

Ce retour ne s'est pas effectué sans quelques-unes de ces bourdes qui ont jalonné la carrière du moustachu. *«Mansell est un pilote extraordinairement rapide lorsque tout se passe bien dans son cockpit, mais il ne sait pas toujours réagir devant une difficulté technique inattendue»,* explique Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport. Ainsi, au Grand Prix du Canada, il avait course gagnée dans le dernier tour lorsqu'il a calé en lâchant son volant et le bouton de commande des vitesses pour saluer la foule. Nelson Piquet a ainsi hérité d'une victoire qu'il n'attendait pas.

Nouvelle gaffe

Ce faux pas n'a pas empêché Franck Williams de renouveler les contrats de Nigel Mansell et de Riccardo Patrese dès la mi-août. A la grande surprise d'Ayrton Senna, qui semblait plus intéressé que jamais par le potentiel manifesté par l'équipe franco-anglaise. *«Si nous avons pris cette décision aussi tôt, en plein accord avec Renault, c'était uniquement pour rassurer nos pilotes sur leur avenir et leur permettre de défendre sereinement nos chances au championnat du monde,* explique Franck Williams. *Mais, avant de l'annoncer officiellement, j'avais prévenu par téléphone Ayrton Senna et un autre pilote avec lequel nous avions eu des contacts.»*

Trois succès de Riccardo Patrese à Estoril et de Nigel Mansell à Monza et à Barcelone sont venus conforter Franck Williams dans ses choix. Même si le dernier a bien failli être irrémédiablement compromis par une nouvelle gaffe de l'enfant terrible du pilotage. Deux jours avant le Grand Prix d'Espagne, Nigel Mansell s'est, en effet, foulé la cheville gauche en jouant au... football avec des journalistes. *«Je sais que ça ne fait pas très sérieux pour un pilote qui conserve quelques chances de devenir champion du monde,* répond Franck Williams avec fatalisme. *Heureusement, c'était la cheville gauche, et Nigel n'avait à utiliser la pédale d'embrayage que pour le départ. Je ne peux tout de même pas demander à mes pilotes de ne plus rien faire en dehors de conduire...»*

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

Classement du Grand Prix. – 1. Nigel Mansell (G-B, Williams-Renault), les 308,555 km en 1 h 38 min 41,541 s, soit 187 586 km/h; 2. Alain Prost (Fra., Ferrari), à 11,331 s; 3. Riccardo Patrese (Ita., Williams-Renault), à 15,909 s; 4. Jean Alesi (Fra., Ferrari), à 22,772 s; 5. Ayrton Senna (Bré., McLaren-Honda), à 1 min 02; 6. Michael Schumacher, (All., Benetton-Ford), à 1 min 19...

Classement du championnat du monde des pilotes. – 1. Ayrton Senna (Bré.), 85 pts; 2. Nigel Mansell (G-B), 69; 3. Riccardo Patrese (Ita.), 48; 4. Gerhard Berger (Aut.) et Alain Prost (Fra.), 31...

Classement du championnat du monde des constructeurs. – 1. Williams-Renault, 117 pts; 2. Marlboro McLaren-Honda, 116; 3. Ferrari, 52; 4. Benetton-Ford, 37; 5. Jordan Ford, 13...

GOLF :
le match Etats-Unis-Europe

Les Américains récupèrent la Ryder Cup

Les Etats-Unis ont remporté la Ryder Cup de golf en battant l'Europe (14,5 à 13, 5), dimanche 29 septembre, à Kiawah Island (Caroline du Sud) après une égalité parfaite entre l'Américain Hale Irwin et l'Allemand Bernhard Langer dans le dernier match. Langer a eu une occasion de battre son adversaire et de permettre à l'Europe de conserver son trophée, mais son *putt* est passé à côté du trou. Les Etats-Unis, dont la dernière victoire dans l'épreuve remontait à 1983, ont signé ainsi leur vingt-deuxième succès en vingt-neuf éditions d'une épreuve qui oppose tous les deux ans les douze meilleurs golfeurs des deux continents.

TENNIS :
tournoi de Palerme

Premier Grand Prix pour Frédéric Fontang

Le Français Frédéric Fontang, centième au classement mondial des joueurs, a remporté le tournoi tennis de Palerme, comptant pour l'ATP Tour et doté de 300 000 dollars, en battant l'Espagnol Emilio Sanchez (1-6, 6-3, 6-3), douzième au classement mondial, dimanche 29 septembre, en Sicile. *«A présent, j'espère que Yannick Noah songera à moi pour la Coupe Davis»,* a déclaré Frédéric Fontang après sa première victoire dans un tournoi du Grand Prix.

Dans le même temps, le Suisse Jakob Hlasek remportait aisément le tournoi de Bâle, comptant également pour l'ATP Tour et doté de 750 000 dollars, en battant l'Américain John McEnroe, tête de série numéro 8 et tenant du titre, 7-6 (7/4), 6-0, 6-3.

SPORTS

ATHLÉTISME : les 100 kilomètres de Millau

Le grand voyage de Philemon

Quelque trois mille huit cents concurrents ont pris le départ, samedi 28 septembre, de la vingtième édition des 100 kilomètres de Millau, épreuve pédestre à allure libre, qui ont été gagnés par le vétéran savoyard (quarante-trois ans) Rolland Vuillemenot (7 h 26 s) devant le Stéphanois Maurice Mondon (7 h 8 min 32 s) et le Catalan Christian Roig (7 h 18 m 4 s). Huit fois vainqueur et détenteur du record de la course (6 h 28 m 31 s en 1990), Jean-Marc Bellocq, blessé, a assuré l'assistance du Sud-Africain Philemon Mogashane.

MILLAU (Aveyron)

de notre envoyé spécial

Philemon Mogashane n'a pas réussi son pari. Il n'a pas gagné la vingtième édition des 100 kilomètres de Millau. Pourtant, ce mineur noir de la banlieue de Johannesburg, âgé de trente-trois ans, qui n'avait jamais quitté son pays auparavant, est entré dans la légende de la course et de l'athlétisme : il a été le premier Sud-Africain inscrit dans une épreuve internationale depuis la suspension sportive en 1970 de l'Afrique du Sud en raison de la politique d'apartheid qui y était pratiquée.

Si un tel événement a eu lieu dans l'Aveyron (et non fin août à Tokyo lors des championnats du monde d'athlétisme), ce n'est pas tout à fait par hasard. Il s'inscrit dans la tradition d'une épreuve qui, tout en attribuant cette année le titre de champion de France, a toujours été, sinon en dissidence, du moins en marge de l'athlétisme officiel.

Son « fondateur-prophète », Serge Cottereau, a imposé la distance à une époque où le jogging était considéré de ce côté de l'Atlantique comme une névrose d'Américains adipeux. La distance maximale autorisée dans les stades aux femmes était de 3 000 mètres et, sur route, le marathon semblait encore la limite ultime de la résistance humaine.

Son « héros », Jean-Marc Bellocq, huit fois vainqueur et détenteur du record de la course (6 h 28 min 31 s en 1990), a été longtemps exclu de la Fédération française d'athlétisme pour avoir couru en Afrique du Sud les 90 km de Comrades (quinze mille participants chaque année le 31 mai, jour de la fête nationale), bravant ainsi les interdits pesant sur le pays de l'apartheid. Tout naturellement il s'est retrouvé sur le vélo d'assistance de Philemon Mogashane. Bref, beaucoup de polémiques ont entouré cette course depuis qu'en 1972 soixante-huit concurrents se sont élancés pour la première fois sur le tracé en « huit » Millau-Peyreleau, Millau-Saint-Affrique, Millau.

« Adorateurs » des crampes et des ampoules

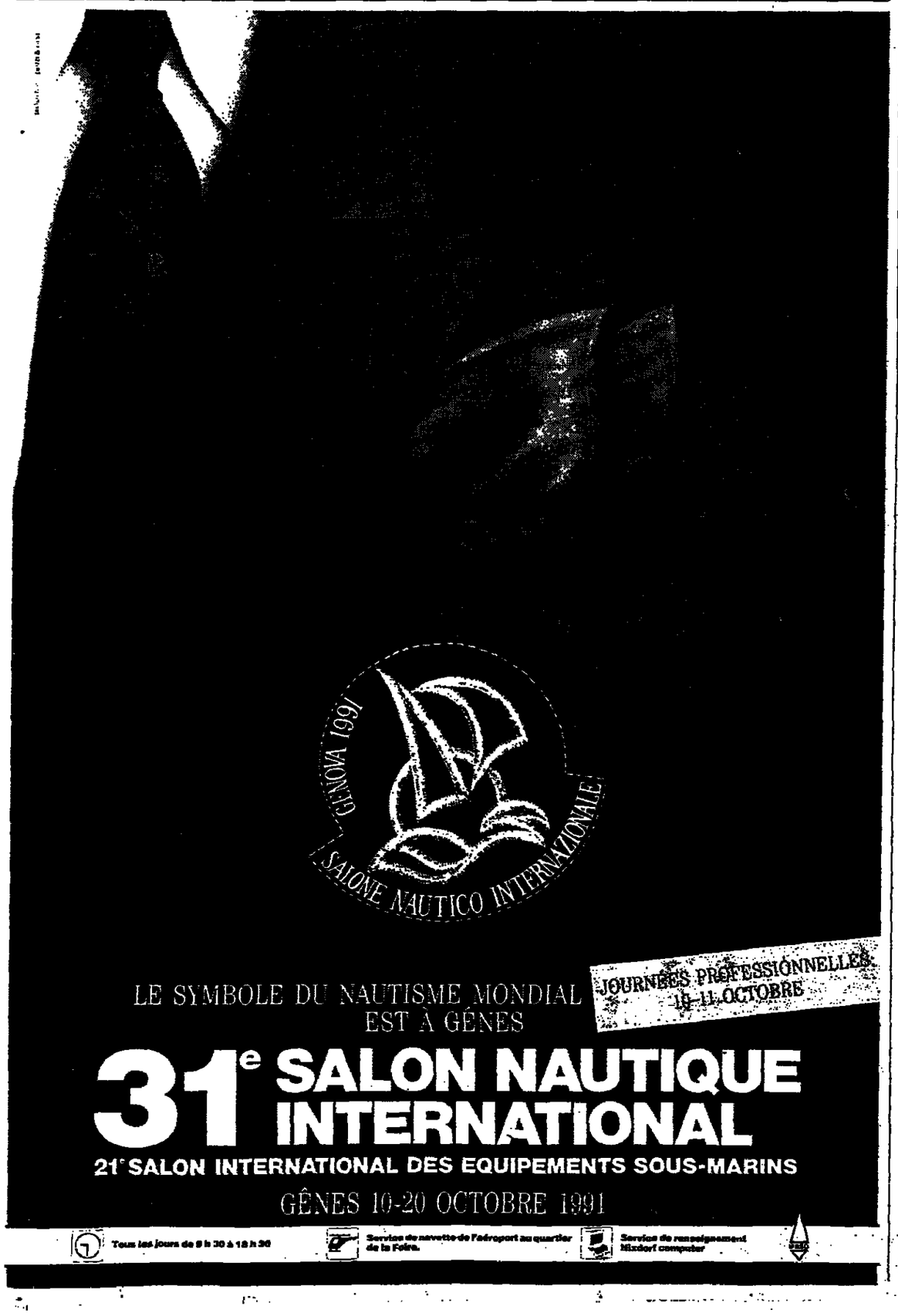
Les conditions de la venue de Philemon Mogashane ont été caractéristiques des chemins détournés qu'affectionne cette véritable secte des fanatiques de l'hyper-endurance, « adorateurs » des crampes et des ampoules. Au départ, il y a eu Gilles Bertrand, rédacteur en chef de *VO2 Max*, revue spécialisée dans le grand fond et éditée à... Millau. Sous un faux nom, il a lui aussi participé aux 90 kilomètres de Comrades. Il y a découvert quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux de « cent bornes », et il a formé le projet de faire venir l'un d'eux en France. Il a entamé de complexes négociations pour obtenir la présence à Millau de Bruce Fordyce, qui est crédité du meilleur temps mondial sur la distance. Gilles Bertrand allait aboutir lorsque Bruce Fordyce a été chargé de négocier la réintégration de son pays dans les instances olympiques mondiales. Il ne pouvait donc se rendre disponible. Il proposa que son compatriote Philemon Mogashane le remplace.

Le petit bonhomme comptait parmi les dix hommes les plus rapides (6 h 35 min 22 s) sur la distance en 1990. Beaucoup pensaient qu'en l'absence de Jean-Marc Bellocq, blessé, le Sud-Africain pourrait inscrire son nom au palmarès de la vingtième édition et devenir ainsi doublement célèbre.

Mais les bourrasques de vents autant que la rudesse du parcours ne lui ont pas permis de soutenir le rythme imposé par le vétéran savoyard Roland Vuillemenot, qui a couvert 6 kilomètres, entre le 80e et le 86e, à la moyenne impressionnante de 15 km/h pour faire définitivement le « trou » avec ses rivaux.

Philemon Mogashane a pourtant eu la même récompense que le vainqueur et que les deux mille personnes qui ont franchi la ligne d'arrivée avant dimanche à midi : un parchemin sur lequel a été inscrit son nom et sa performance, un médaillon souvenir en bronze et une « banane » pour y fourrer le tout.

ALAIN GIRAUDO



SPORTS ÉQUESTRES : le Masters de Paris

Une nouvelle génération de jumpings

Le Français Michel Robert, sur Nonix, a remporté, dimanche 29 septembre, le Grand Prix du Masters de Paris, devant le Suisse Willi Melliger, sur Quinta C, et le Belge Jean-Claude Vangeenberghe, sur Queen of Diamonds. Ce concours, qui réunissait les vingt-cinq meilleurs cavaliers mondiaux du moment, marquait les adieux de Jappeloup à la compétition, et les débuts de Pierre Durand comme organisateur. Son objectif : *« créer une nouvelle génération de jumpings »*.

Avec un flair tout paysan, Michel Robert sait repérer les bonnes affaires. Maquignon avant d'être cavalier, l'homme n'a pas son pareil pour dénicher des chevaux de talent. Qui aurait prédit qu'avec Nonix, un cheval dont les qualités sont mises en doute par beaucoup, il rafflerait, à la barbe des meilleurs, la plus grosse somme jamais offerte au vainqueur dans une épreuve européenne : 500 000 francs? Outre la perspective de ce pactole exceptionnel, il y avait, dans le sourire madré du vétéran des cavaliers français, la satisfaction d'attacher son nom à la première édition d'une épreuve, qui, dans un décor de carte postale, au pied de la Tour Eiffel, affiche la prétention d'inaugurer une ère nouvelle pour les jumpings.

La veille, le ciel de Paris avait versé une grosse larme pour les adieux de Jappeloup. Le petit cheval noir, champion olympique en titre, a tiré sa révérence à moins d'un an des Jeux de Barcelone, alors qu'il est revenu, de l'avis unanime, dans une forme éblouissante. Tout en avouant être *« troublé »* par cet état de fraîcheur, Pierre Durand maintient sa décision d'arrêter la carrière de son compagnon. *« Dans l'opinion, « Jap » a l'image d'un champion invulnérable : je ne veux pas prendre le risque de la casser. Je sais à quel point le public peut être cruel. »* A seize ans, « Crin noir » va donc rejoindre son pré de toujours, à Saint-Seurin-sur-l'Isle, en Gironde.

Tandis que son cheval fétiche recevait une ultime ovation sur le sable bleuté du Champ-de-Mars, Pierre Durand faisait ses premiers pas dans une autre carrière – à hauts risques, – celle d'organisateur. L'idée le taraude depuis longtemps : *« Je partage la frustration de tous les cavaliers qui trouvent que leur sport n'est pas médiatisé comme il devrait l'être. »* Sixième fédération par ses effectifs, grande pourvoyeuse de médailles, l'équitation ne manque ni de pratiquants (environ un demi-million), ni de champions (les champions olympiques, du monde et d'Europe sont français). *« Il nous manque des événements comparables à Roland-Garros ou au Trophée Lancôme »*, constate Pierre Durand.

Comme en formule 1

Longtemps seul à croire en Jappeloup, cheval mal né, mal fagotté et d'un caractère de cochon, Pierre Durand fait aujourd'hui le pari de sortir son sport de sa confidentialité un peu chic, grâce à *« un nouveau concept, dense et spectaculaire, qui comble l'attente du public et réponde aux exigences des médias »*. Fini le soporifique chapelet des concurrents : à Paris, le nombre des participants a été limité à vingt-cinq, triés sur le volet en fonction de leurs performances de la saison. Chaque épreuve n'a pas excédé une heure. *« Personne n'avait encore osé le faire*, précise Pierre Durand. *Cet élitisme est pourtant indispensable à des retransmissions télévisées intégrales. »* Pour l'occasion, on a fait appel au savoir-faire de Canal Plus afin de *« montrer des images valorisantes »*.

Pour assumer le risque d'un budget record de 10 millions de francs, le champion français a bénéficié de l'appui de IMG-McCormack, un groupe qui a déjà commercialisé des compétitions équestres à Rome, Stockholm et Genève, mais pour qui l'organisation du Masters était un test. *« Notre volonté est de créer une nouvelle génération de jumpings*, note Pierre Durand. *J'espère que le Masters aura un rôle incitatif auprès des organisateurs »*. IMG-McCormack et lui-même rêvent d'un circuit de grands prix comme en tennis ou en formule 1. *« Douze ou treize épreuves seulement, avec les vingt ou trente meilleurs cavaliers et un titre de champion du monde à la clé. »*

Les promoteurs de cette formule veulent *« simplifier »* l'accès aux sports équestres tout en respectant les réglementations internationales. Leur idée se heurtera sans doute au conservatisme des dirigeants du sport équestre, tout comme, par exemple, Bernie Ecclestone et Jean-Marie Balestre se sont affrontés avant de pactiser sur un tapis de dollars.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Les résultats

BASKET-BALL

Championnat de France

NATIONALE 1A
(Quatrième tour aller)

*CRO Lyon b. Mulhouse	82-72
*Saint-Quentin b. Racing Paris	71-62
*Pau-Orthez b. Villeurbanne	92-80
*Roanne b. Gravelines	81-73
Antibes b. *Dijon	88-81
Montpellier b. *Tours	90-84
*Limoges b. Le Mans	98-91
Cholet b. *Reims	85-69

Classement. – 1. Limoges et Cholet, 8 pts; 3. Pau-Orthez, Antibes, CRO Lyon et Roanne, 7...

FOOTBALL

Championnat de France

PREMIÈRE DIVISION
(Douzième journée)

*Caen b. Monaco	1-0
*Auxerre et Marseille	1-1
*Sochaux b. Nantes	3-1
*Nîmes b. Lyon	2-1
*Toulouse et Le Havre	0-0
*Saint-Etienne b. Nancy	3-0
*Lens et Montpellier	1-1
Cannes b. *Metz	2-1
*Rennes et Paris-SG	0-0
Lille b. *Toulon	2-1

Classement. – 1. Monaco, 19 pts; 2. Marseille, 18; 3. Paris-SG, 17; 4. Nantes, 15; 5. Lille, 14; 6. Metz, Caen, Le Havre et Nîmes, 13; 10. Auxerre, Lens et Montpellier, 12; 13. Cannes, 11; 14. Saint-Etienne et Toulouse, 10; 16. Lyon et Sochaux, 9; 18. Toulon, 8; 19. Rennes, 7; 20. Nancy, 5.

DEUXIÈME DIVISION
(Douzième journée)

Groupe A

*Angers b. La Roche-sur-Yon	2-0
*Rouen et Bourges	1-1
*Le Mans b. Guingamp	2-1
*Beauvais b. Tours	3-0
*Sedan b. Amiens	2-1
*Orléans et Valenciennes	0-0
Ancenis b. *Brest	2-0
Dunkerque b. *Louhans-Cuiseaux	1-0
*Red Star b. Laval	2-1

Classement. – 1. Brest et Valenciennes, 16 pts; 3. Angers et Rouen, 15; 5. Louhans-Cuiseaux, Ancenis et Le Mans, 14...

Groupe B

*Strasbourg b. Annecy	2-1
*Epinal b. Gueugnon	3-1
Istres b. *Rodez	1-0
*Nice et Saint-Quentin	0-0
*Ajaccio et Saint-Seurin	1-1
*Châteauroux b. Alès	2-1
Perpignan b. *Martigues	3-1
*Bordeaux b. Mulhouse	3-1
Bastia b. *Grenoble	2-0

Classement. – 1. Strasbourg, 21 pts; 2. Bordeaux, 20; 3. Istres, 19; 4. Perpignan, 18; 5. Bastia et Rodez, 14...

MOTOCYCLISME

Championnat du monde de vitesse

Grand Prix de Malaisie à Kuala Lumpur

L'Américain John Kocinski, vingt-trois ans, a remporté sur Yamaha sa première victoire en Grand Prix motocycliste (catégorie 500 centimètres cubes), dimanche 29 septembre, à Kuala-Lumpur (Malaisie), à l'occasion de la dernière épreuve du championnat du monde de vitesse. En l'absence de l'Américain Wayne Rainey, blessé quelques jours plus tôt mais assuré du titre mondial, Kocinski s'est imposé devant les Australiens Wayne Gardner et Michael Doohan (Honda). En 250 et 125 centimètres cubes, cet ultime Grand Prix n'a fait qu'officialiser des titres déjà acquis. En 250 centimètres cubes, l'Italien Luca Cadalora (Honda) a confirmé son titre en prenant la première place devant l'Espagnol Carlos Cardus (Honda), tandis qu'en 125 centimètres cubes, le Japonais Kazuto Sakata (Honda), sans souci pour son titre, prenait la deuxième place derrière l'Italien Loris Capirossi (Honda).

هكذا من الأصل

MUSIQUES

Miles Davis l'éternel retour

Suite de la première page.

D'aussi grands que lui, plus grands peut-être, Charlie Parker, Monk, Rollins, Coltrane, avec lesquels il a d'ailleurs joué, bien sûr on en connaît. Aucun qui ait tenu si longtemps et pour tant de monde à la fois le rôle impérial du musicien de jazz. Qu'il ait été l'un des créateurs les plus étendus de la musique noire, dans tous les ordres – légendaire, musical, innovateur, clownesque, mythologique, farceur, – et qu'il l'ait été à ce point, confond. Charlie Parker, qui l'avait engagé à dix-neuf ans, disait : *« Je lui ai tout appris, tout, même la folie. »*

Miles Davis était le fils d'un dentiste de Saint-Louis, Missouri. Il était né à Alton, dans l'Illinois, le 25 mai 1926. Le docteur Davis n'avait pu devenir musicien. Son propre père, né six ans après l'émancipation, n'y voyait qu'une carrière de peu de perspective pour un Noir. Dans la famille, on ne s'inclinait pas facilement. Miles en est resté marqué, avec une arrogance joyeuse, hargneuse, toute sa vie. A un douanier allemand qui lui demandait son passeport, il a désigné sa poche : *« Prenez-le vous-même, nous avons gagné la guerre. »* Il jouait de dos. Le public adorait cela. Mais c'était en fait pour mieux rester au contact de ses musiciens, les batteurs surtout, et pour maintenir intact le tempo. A l'occasion de son treizième anniversaire, le docteur Davis lui avait offert une trompette.

La rencontre de sa vie

Miles, qui venait plutôt d'un quartier convenable de Saint-Louis et d'un milieu aisé, a commencé illico de se saper, d'employer un argot très acrobatique et de lever les filles. Toutes les filles – enfin, le plus possible! En 1941, il a quinze ans, on le voit chez Eddie Randall, le meilleur orchestre de la ville. Son professeur, un ex-trompettiste d'Andy Kirk, Elwood Buchanan, le tirait vers la vélocité, la légèreté, mais pas le vibrato, surtout pas le vibrato : *« Joue droit, sans vibrato. De toute façon, tu vieilliras comme tout le monde et tu auras la tremblote. Alors le vibrato viendra bien assez vite. Et tout seul. »*

En 1944, lorsque Billy Eckstine passe par Saint-Louis, Miles fait la rencontre de sa vie : Charlie Parker. Son père l'envoie prudemment à New-York à l'académie Julliard. Miles s'y inscrit et suit en douce, mais avec assiduité, les cours de la 52e Rue. Au programme, trottoirs, clubs, bohème, excès en tous genres, génie de l'invention, science musicale à vif, rires et débauche. L'académie passe à l'as.

A l'automne 1945, Miles enregistre avec Parker, puis entre, en 1947, dans son célèbre quintette avec Max Roach. Le sommet de l'époque. Un tournant de la modernité!

Naissance du cool

Peu de temps après, Gil Evans, Gerry Mulligan et Johnny Carisi lui proposent un pacte étrange : constituer un nonette de cuivres (avec Lee Konitz). Le résultat est bouleversant, aujourd'hui encore, comme un rêve chaviré de l'époque, taillé à sa démesure. Personne n'aurait osé imaginer : l'effet, à peu près, qu'eussent produit les quatuors de Beethoven s'ils avaient été composés par un proche de Vercingétorix et de Jesse Owens. La musique la plus suave, la plus détendue, une paix retrouvée, détimbrée du désir, s'y répand comme dans un rêve. Capitol, une petite marque, produit trois séances (1949, 1950) et quatre 78 tours. C'est *Birth of the Cool!* Toute une éthique ! Toute une époque. Le groupe assure deux semaines au Royal Roost. Le succès, malgré l'affluence, est relatif. Gil Evans en est malade sans le savoir, hospitalisé. Miles disparaît.

Il fonde ensuite un big band avec Tadd Dameron. Nouvelle pléiade : Zoot Sims, Johnny Mandel, Kai Winding. Nouveau demi-échec. Nouveau trou. En 1954, Miles émerge pour une « séance » avec Milt Jackson, Thelonious Monk, Percy Heath et Kenny Clarke. Le trompettiste lunaire et le pianiste ombrageux manquent, une nuit de Noël, en venir aux mains. On l'entend dans le disque. Le désir de se tuer peut-être... *The Man I love* et *Bag's Groove* restent indépassables. Un élan sublime qui s'adresse aux étoiles. L'indifférence, elle, en dépit de la ferveur des proches et des partisans, est presque totale.

Un quintette de rêve

Et le public – sait-on pourquoi? – « redécouvre » Miles à Newport en 1955. *Come back*, glapit la presse. Miles en profite pour former un des monuments de l'histoire du jazz : son quintette avec John Coltrane, Red Garland, Paul Chambers et Philly Joe Jones. En quelques enregistrements expédiés en temps réel comme quand on s'aime – il faudrait aujourd'hui des centaines d'heures et des machines extraordinaires; à l'époque il suffisait d'avoir un peu de musique en soi, – le groupe touche à nouveau au sublime. En marchant comme on danse. Comme dit Miles : *« Vous savez, ce n'est pas la peine de faire des tas de notes. Il suffit de jouer les plus belles. »*

En 1957, à Paris qui lui fait fête (Sartre, Vian, Juliette Gréco, Jeanne Moreau...), en compagnie d'un autre dandy adolescent, Barney Wilen, de René Urtreger, de Pierre Michelot et de Kenny Clarke, Miles improvise rêveusement sur images la musique directe d'*Ascenseur pour l'échafaud*. Le reste est à l'avenant. Il lance tous les musiciens qui ont un nom aujourd'hui : Chick Corea, John McLaughlin, Herbie Hancock, Wayne Shorter... Il en change comme un séducteur de conquêtes. *« S'il y a une chose que je ne supporte pas, c'est que ma propre musique m'ennuie... »* Au moment du choix on le dit irrésistible. Il descend à l'improviste dans les clubs pour écouter un type dont on lui a parlé. Au Chat-qui-pêche, en plein Quartier latin, il met la main sur l'épaule d'un jeune pianiste qui joue là tous les soirs.

Nouvelle disparition

Ce n'est pas encore Keith Jarrett. C'est maintenant Keith Jarrett. Ses partenaires, il les recrute et il les transforme. Il les rend à eux-mêmes. A Montreux, quinze ans plus tard, il se moque de Keith avec des bourrades de boxeur. Il a toujours pratiqué la boxe, pour se défendre, pour attaquer ou pour frimer : *« Hi, Keith, quel effet ça fait d'être un génie? »*

Dans les années 70, il reste en marge du free jazz, mais tout le monde du free songe à lui et il le sait. Il se tourne vers le rêve du rock, des musiques indiennes, en tire des mélanges auxquels ils auraient dû, en bonne logique, être inaptes. Cela donne *Bitches Brew*. Et cela fait date . Ses notes se raréfient. Plus belles encore, plus tendues, poignantes, et brusquement cassées d'un accord de synthétiseur qu'il plaque tout en soufflant. En scène, il a une dégaine sans âge, sans style, sans scrupules, théâtrale, libre jusqu'à la désinvolture. Et il disparaît en 1975.

Poursuivi? Ce n'aurait pas été la première fois. Des truands l'avaient bien revolverisé en 1969 dans sa

GIUSEPPE PINO © « JAZZ ET PHOTOGRAPHIE » ARC/MANUFRANCE AUDIOVISUEL

Miles Davis, New-York, 1983.

Ferrari. Pourquoi? Lui seul (et eux sans doute) le savaient. « Un mari jaloux? On l'a dit. Mais ils étaient si nombreux! La Mafia? Le cancer? Personne n'a su. Les bruits couraient. Un après-midi d'été, Mick Jagger lui rend visite sans s'être annoncé. Miles lui claque la porte au nez en l'insultant pour le sans-gêne. Il revient en murmurant de sa voix de caverne : *« C'est dommage, j'aurais bien aimé jouer avec ce type. »* Il fait des maquettes de disques avec son neveu, le fils de sa sœur, un punk. Les journalistes cherchent désespérément à le rencontrer. Je n'échappe pas à la règle. Nous sommes en juillet 1978. Howard Johnson, qui m'héberge, éclate de rire : *« Qu'est-ce que vous avez tous à courir après Miles? Laisse tomber, Miles c'est le diable. »*

Il est revenu en 1981. Il a étonné le monde entier. La moyenne d'âge de son public en chute libre. Il multiplie les tournées, se plaît en Europe, se rapproche avec une sorte d'ironie affectueuse des musiciens, de plus en plus jeunes, qu'il choisit, et de ceux qui viennent le voir, l'entendre ou le rêver. La vieille garde des fidèles s'agace et puis cède. Pas un musicien à le trouver, quelles que soient ses faiblesses et ses ruses, hors de course ou de propos. Il continue de frapper comme un sorcier, comme un homme de mille ans, comme un enfant. Il invente une nouvelle pléiade de musiciens modernes : Marcus Miller, Mike Stern, John Scofield, Mino Cinelu, Bill Evans, Bob Berg, Kenny Garrett. Il enregistre avec Prince. Le seul fait d'avoir joué avec lui assure une carrière, comme s'il représentait à lui seul on ne sait quelle université vivante. On le voit à Paris, à Donostia Saint-Sébastien, à New-York, à Turin, à Berlin, à Montréal, à Vienne, à Montreux, à Nice, à Antibes, à Paris de nouveau, plusieurs fois par saison, autant qu'on peut, comme pour ne plus en manquer une note... Nulle déception, rien que des différences, des accidents et de subtiles splendeurs semblables au jeu des astres.

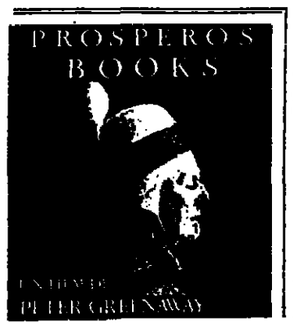
Chez lui, à New-York, le 5 juin dernier, au cour de son dernier long entretien publié (*le Monde* du 20 juin 1991), il dit qu'il n'a plus d'estomac, qu'il n'arrive plus à prendre du poids, qu'il aimerait mieux mourir en toussant à New-York que vivre bien en Californie, qu'il ne pense jamais à la mort. Il joue tout l'été. Il accepte l'impensable comme s'il pressentait : des reconstitutions historiques (*Halle that jazz* à la Villette), des réinterprétations (les arrangements de Gil Evans dirigés par Quincy Jones à Montreux), une tournée épuisante... Et il vient de disparaître à nouveau : mais, cette fois, il semble que ce soit pour de bon. Encore que...

FRANCIS MARMANDE

Discographie

Miles Davis est apparu sur plus de 200 enregistrements au cours d'une carrière entamée en 1945, selon son autobiographie, « Miles », rédigée en 1989.

- « Billie's Bounce », 1945
- « Birth of the Cool », 1949
- « Walkin' - Miles Davis All Stars », 1954
- « Miles Ahead », 1957
- « Ascenseur pour l'échafaud », (la musique du film de Louis Malle) 1957
- « Porgy and Bess », 1958
- « Kind of Blue », 1959
- « Sketches of Spain », 1959-1960
- « Sorcerer », 1962
- « Seven Steps to Heaven », 1963
- « My Funny Valentine », 1964
- « Miles Smiles », 1966
- « In a Silent Way », 1969.
- « Bitches Brew », 1969.
- « The Man With The Horn », 1980
- « Tutu », 1986
- « Amandla », 1988.



□ **Pierre Boulez annule ses concerts.** – Souffrant, Pierre Boulez est contraint d'annuler sa participation aux concerts qu'il devait diriger aux mois d'octobre et de novembre. Le jeune chef d'orchestre Esa-Pekka Salonen le remplacera à la tête de l'Ensemble InterContemporain et de l'Orchestre Philharmonia, les 14 et 15 octobre, au Théâtre du Châtelet, à Paris.

CINÉMA

Temps perdu

Un film pompier à la gloire des soldats du feu et un film-sachet en l'honneur d'un ancien rituel nippon

BACKDRAFT
de Ron Howard
LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ
de Kei Kumai

Lorsque, pendant le prologue, le papa pompier périt héroïquement sous les yeux de son fiston qui ramasse le casque paternel en pleurant, on est prévenu : ce sera simpliste, spectaculaire et sentimental, avec beaucoup de ralentis et de la musique « lyrique ». *Backdraft* tient à la lettre ces engagements.

Parvenu à l'état de fringant jeune homme légèrement écervelé, le garçon devient, bien sûr, pompier à son tour, sous les ordres de son grand frère auquel l'oppose une vieille rivalité. A grand renfort d'embrasements tonitruants, de murs de flammes – très jolis sur écran large – et d'explosions diverses, le film marchera à l'inépuisable combustible de la réconciliation familiale, avec Œdipe en grand brûlé de service.

Pourtant suffisamment de petits garçons (et de petites filles?) ont rêvé d'être pompier quand ils seront grands pour admettre qu'il y a une part mythique dans cette fonction, qui n'a guère eu les honneurs du cinéma. Le feu est d'évidence un personnage formidable. Et il y avait certainement beaucoup à montrer du vrai travail que représente l'extinction d'un incendie. Au lieu de quoi Ron Howard suppose nécessaire une intrigue policière sur laquelle Robert De Niro en pompier-détective promène ses mimiques désabusées. Il y a de quoi. Et, au lieu de prendre le feu pour ce qu'il est (matériellement et dans l'imaginaire), le réalisateur s'acharne à en faire une sorte *d'Alien* stéréotypé.

Un film idiot n'est pas nécessairement un film raté, du moins quant au but principal pour lequel il a été tourné, gagner de l'argent : en seize semaines d'exploitation aux Etats-Unis, il totalisait 75 millions de dollars de recettes.

Rien de commun, en apparence, avec le film japonais *la Mort d'un maître de thé*, sorti le même jour, son affiche austère et ses bien moindres ambitions commerciales. Il évoque la mémoire du plus grand praticien de cet art, Sennc Rikyu, qui se suicida en 1591 sur ordre de son suzerain jaloux de son prestige. Nul besoin d'être orientaliste averti pour constater, dès le générique, que la mise en scène sera en parfaite contradiction avec le mode de vie et de pensée qu'elle prétend honorer.

Dans les premières minutes, un sublime jardin zen est ainsi mis à mal à coups de montage saccadé et de panoramiques. Le récit, émietté entre les témoignages de plusieurs témoins de la vie du maître – autour de la figure de son fidèle disciple, – alterne les cartes postales jolies dignes des publicités de la JAL, des effets spéciaux insistants, des reconstitutions en costumes léchées comme des présentations de mode et des scènes d'action qu'on prendrait pour des chutes de *Kagemusha*.

Surtout, alors qu'il évoque un rituel où la maîtrise de soi et la contemplation sont essentiels, Kumaï multiplie les cadres (souvent maladroits) et semble fuir avec terreur cette durée sans laquelle les splendeurs qu'il filme (accessoires et demeures sont de toute beauté) n'ont aucun sens. Le hiératisme des poses, en particulier celles de Toshiro Mifune en dernier grand maître d'un art qui va perdre sa pureté originelle, est sans cesse contredit par le montage.

Par crainte ou mépris du temps (et bien loin de la prose d'Inoué, dont le film est adapté), cette fable sur la résistance des sages aux puissants semble ainsi parasitée par l'effet clip. Cette ode à la rébellion et à l'affirmation de soi contre un ordre totalitaire courbe la tête devant l'esthétique dominante. Cela donne à l'infusion un goût amer.

JEAN-MICHEL FRODON

EXPOSITIONS

Le royaume de Chypre au Quartier latin

Une exposition retrace l'histoire d'un Etat franc oublié

LA FRANCE AUX PORTES DE L'ORIENT
à la mairie du cinquième arrondissement

Qui se souvient encore que Chypre, « l'île au large » selon Homère, a été le plus durable et le plus prospère des Etats latins de la Méditerranée orientale? Pourtant, à la fin du onzième siècle, un royaume de Chypre va naître. Conséquence des Croisades, il se maintiendra pendant trois cents ans. A sa tête, une famille originaire du Poitou : les Lusignan. Ces princes d'origine française, rescapés de Jérusalem et de Saint-Jean-d'Acre ont fait de Nicosie, leur capitale, *« l'égale, par la richesse, d'Alexandrie et de Constantinople »*. Alimentés par un commerce prospère, le luxe et la richesse de la noblesse chypriote étonneront les cours d'Europe.

Amours, intrigues et combats tissent la saga de cette dynastie : lutte incessante contre l'islam, menaces de Gênes et de Venise qui convoitent l'île, passage commercial obligé entre l'Occident et l'Orient. Nos manuels scolaires sont muets sur cette chanson de geste dont les acteurs sont des chevaliers originaires de nos provinces et qui, chassés de la Terre Sainte par la reconquête arabe, trouvèrent refuge sur cette terre grecque. De 1191 à 1489, quatorze Lusignan se sont succédé sur le trône de Nicosie avant que l'ultime reine de Chypre, la Vénitienne Catherine Cornaro, veuve de Jacques II, n'abdique en faveur de la Sérénissime.

Le résultat de cette présence franque est toujours visible à Chypre. Deux cathédrales gothiques, coiffées aujourd'hui de minarets, et une abbaye se trouvent depuis 1974 en zone turque. Les monuments médiévaux les mieux conservés sont la tour-donjon des hospitaliers à Kolossi et la chapelle Saint-Catherine de Pyrga dont la reconstitution constitue le cœur de l'exposition au milieu de pierres tombales, bijoux, épées, livres précieux, coffres, vaisselles et bas-reliefs.

Le visiteur découvrira également des icônes rarement exposées hors de Chypre. Ces Vierges à l'Enfant, du douzième et du treizième siècle, rappelent que si les Lusignan imposèrent dans l'île l'Eglise catholique, la population d'origine grecque resta, dans son ensemble fidèle à l'orthodoxie et en contact étroit avec le monde byzantin.

JEAN PERRIN

► **Mairie du cinquième arrondissement, 21, place du Panthéon, 75005 Paris. Jusqu'au dimanche 3 novembre.**

DANSE

A côté de la plaque

Seule présence de la danse à Musica 91 la chorégraphie in situ de Mark Tompkins laisse insatisfait

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

La septième des *Plaques tournantes* de Mark Tompkins, intitulée *Mythologie VII, States of Mind* (Etats d'esprit), n'a pas mis dans le mille, il s'en faut. Dommage, car l'idée de cet Américain, à la fois costaud et raffiné, vivant en France depuis 1975, est très séduisante : il s'agit pour lui de réaliser des chorégraphies-rencontres, qu'il appelle « plaques tournantes ». Ces rencontres entre le noyau fixe et itinérant de sa compagnie, et des danseurs et des artistes qui travaillent dans des capitales européennes (symboles de mouvement) et que Tompkins a élus pour tenter son expérience d'échanges multimedias : danse, vidéo, arts plastiques, musique.

Après Groningue, Arles (en 1990), Marseille, Copenhague, Berlin, Strasbourg, dans le cadre de Musica 91, coproduisait *Mythologies VII, States of mind*, en collaboration avec Jacques Gourma (du théâtre du Maillon) et la compagnie elle-même. Coût de l'opération : 400 000 francs environ, dont 100 000 francs de Musica.

Le lieu à investir – le Palais des Fêtes, décor parfait pour un remake du *Bal* d'Ettoru Scola – le riche passé de Strasbourg, capitale provinciale de l'Europe, ont inspiré à Mark Tompkins une pièce qui s'ouvre sur une surprise-party, très joliment mise en scène en arrière-plan. Chaque participant va, peu à peu, quitter la fête pour venir exprimer devant le public ce qu'il est, au-delà des apparences du divertissement.

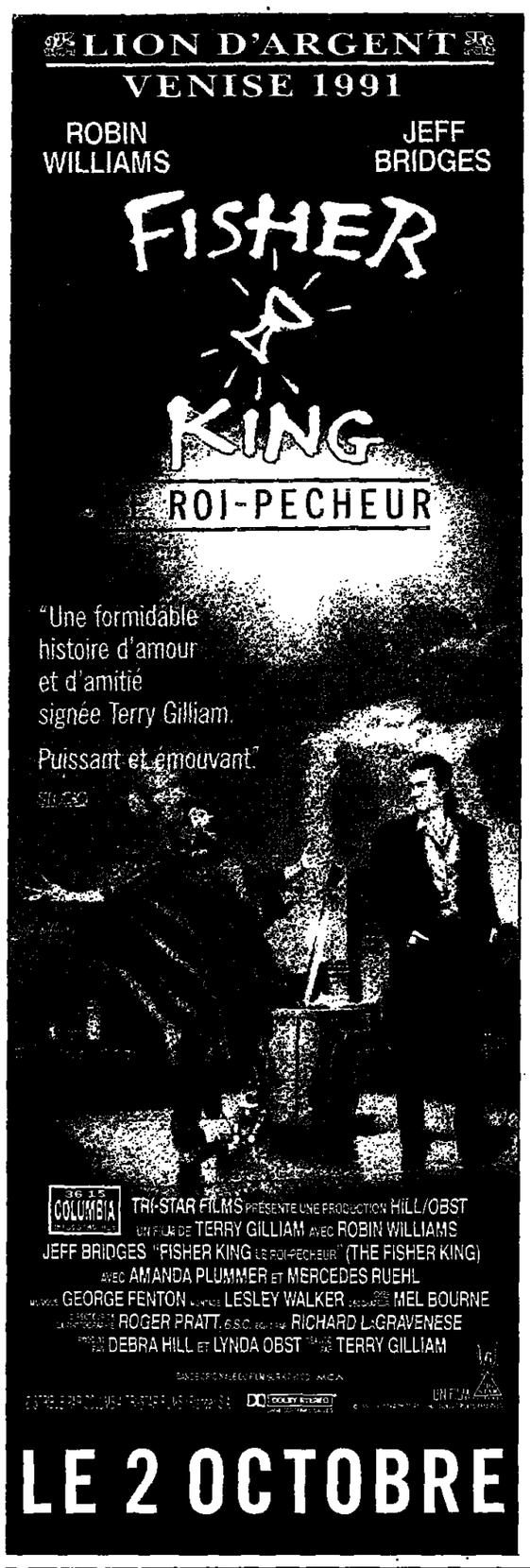
Cris, pleurs, solitude, violence, tous les clichés d'une vie d'homme, à la fin du vingtième siècle sont déclinés en des morceaux de danse très convenus dans la gestuelle et l'invention. Beaucoup de gesticulations, peu de chorégraphie, peu de sens. Plutôt qu'*Etats d'esprit* qui implique un niveau de conscience et d'inconscience, une disposition mentale, bonne ou mauvaise, envers le monde et les gens, il serait plus juste de parler, ici, d'états d'âme, avec la logorrhée qu'engendre, parfois, la dépression. Seule, Sasha Waltz, Berlinoise, ne fait rien d'approximatif : tout ce qu'elle entreprend est remarquable, qu'elle avance en se cognant la tête contre les murs, qu'elle minaude en star du muet. Les interventions du groupe rock Danois, Cyklon anti-Cyklon, ont, elles aussi, un tempo bien ajusté aux actions. Leur musique ne vampirise pas le spectacle, comme trop souvent le rock joué *live* avec la danse.

Il est clair que dans cette entreprise chaque chorégraphe invité est responsable de son propre rôle. La scénographie de Mark Tompkins, non dénuée d'humour et d'images visuelles, sauve le spectacle de sa vacuité et de son ambiance post-années 60 (les costumes surtout) dont on est déjà saturé.

DOMINIQUE FRÉTARD

► **Une exposition du Danois Per Morten Abrahamsen retrace l'itinéraire des *Plaques tournantes* depuis 1988, à la FNAC-Maison rouge, jusqu'au 5 octobre.**

هكذا من الأصل



Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

CULTURE

CINÉMA

Vendre pour vivre

Au treizième Festival de Biarritz, les films latino-américains posent la question de leur survie

BIARRITZ
de notre envoyée spéciale

Dédié aux cinémas ibériques et latino-américains, le 13e Festival de Biarritz, qui s'est tenu du 23 au 28 septembre, se devait de préparer en beauté 1992, l'année Christophe Colomb. L'état de l'économie en Amérique latine lui a rendu la tâche difficile : pas d'argent, moins de films, et un certain désarroi chez les cinéastes, qui semblent errer en quête d'un miracle. Des accords de coproduction entre les pays du continent sont en cours de négociation. Bien que, à l'exception du Brésil, tous parlent sensiblement la même langue, et même si, chez la plupart, le cinéma est considéré comme une industrie, chacun demeure jaloux de son identité culturelle.

Au Mexique, la situation matérielle s'est améliorée. Le festival a pu programmer trois titres, dont le *Danzon* de Maria Novaro, présenté à Cannes par la Quinzaine des réalisateurs et qui fait un succès dans son pays. L'histoire tendre d'une femme dont le seul plaisir est le moment où elle va retrouver son partenaire de « danzon », sorte de menuet grave et gracieux, qui évoque une « belle époque » d'élégance, de raffinement des mœurs, de galanterie. Une danse et une musique pour faire oublier la médiocrité quotidienne. Un jour, elle ne retrouve pas son partenaire, part à sa recherche, rencontre des gens bizarres, rencontre une autre vie. La Vénézuélienne Marilda Vera avec *Senora Bolero* tente, elle aussi, d'utiliser une musique populaire, qui chante la passion et le malheur. Mais une chanson dure trois minutes. Maîtriser le mélo sur cent une minutes représente un exercice autrement difficile.

Danzon est un film simple et sensible, tout le contraire des autres productions mexicaines, *Cabeza de Vaca* de Nicolas Echevaria, et *Retorno a Aztlan* de Juan Mora Catlett, qui tous deux explorent et exploitent l'histoire. Pour le premier, dans le genre grand opéra grandiloquent, c'est l'enfer des colonisateurs arrivant dans des paysages inconnus, dans des climats hostiles, à travers les aventures d'un trésorier du roi d'Espagne, devenu esclave d'un sorcier indien qui lui enseigne l'art de la guérison.

L'Histoire ou la petite histoire ?

Le second a pour ambition de reconstituer la vie des Aztèques au XVe siècle, juste avant l'invasion (des Blancs), y compris leur langue, leurs vêtements, leurs masques, leurs maquillages rituels et d'une façon générale leurs rites, leurs attitudes, minutieusement copiés sur les dessins retrouvés, ce qui fige les acteurs dans de nobles poses. Ils profèrent de grandes phrases sur un ton de peplum héroïque. De temps en temps, un homme nu se jette dans un bûcher. L'histoire est celle d'un voyage (initiatique) pour trouver la sorcière qui fera tomber la pluie.

Ciels laiteux, couchers de soleil, contre-jours, terres craquelées, un rocher par-ci par-là, le film est censé dire avec un minimum de moyens la grandeur d'une civilisation dans un vaste monde aride, et rassemble bon nombre de pièges qui attendent les candidats au marché de l'exportation. Les autres pièges, on les rencontre dans *les Mers du Sud*, du Catalan Manuel Esteban Marquilles, d'après un polar de Montalban. Mais le privé gourmet des romans – dont l'intérêt tient aux recettes de cuisine collectées au long des enquêtes – paraît ici bien fatigué, et le film ressemble à un pastiche raté de la série *Mike Hammer*. Quelques scènes érotico-soft ne parviendront sans doute pas à convaincre les acheteurs.

Pour vivre, le cinéma doit se vendre, mais vendre quoi ? Du grand spectacle et de la distraction, répondent les Hollywoodiens. Comme ils sont dans ces domaines imbattables, il faut bien trouver autre chose. Ses problèmes nationaux ? *La Ultima siembra*, film démonstratif argentino-espagnol de Miguel Pereira, parfait comme point de départ d'un débat télévisé, décrit la décadence du monde paternaliste des grands propriétaires, avec les gauchos machos, les domestiques dévoués, l'Indien encore à moitié esclave, mais habile et courageux, le fils qui a fait ses études aux Etats-Unis et se fait blouser par ses copains yankees – on est toujours le péon de quelqu'un.

Vendre de l'Histoire ou une petite histoire ? *Confession à Laura* de Jaime Osorio Gomez, version colombienne d'*Une journée particulière* sur fond d'émeute à Bogota, est charmant, un peu bref. Vendre du classique ou de l'insolite ? Les Portugais ont choisi la seconde solution, avec *le Sang* de Pedro Costa, histoire de deux adolescents et d'un père qui meurt. Les photos en noir et blanc sont magnifiques, en quelque sorte le film aussi, mais tellement elliptique, ésotérique qu'on ne peut s'accrocher à rien.

Avec *la Mort du prince* tourné et interprété par Maria de Medeiros, d'après la mise en scène théâtrale de Luis Miguel Cintra, qui reprend également son rôle, on peut s'accrocher aux images parce que, dans leur sophistication, elles collent à la poésie de Pessoa. Et Maria de Medeiros est décidément une grande comédienne. Mais naturellement, il ne s'agit pas d'un film de masse...

Alors pourquoi pas *El Rey Pasmado* (le Roi ébahi) d'Imanol Uribe, conte libertin espagnol qui mêle le protocole corseté de la cour, l'inquisition, le voyeurisme, un humour sacrilège plus pince-sans-rire que vraiment bunuelien et qui réunit une distribution époustouflante menée par Fernando Fernan-Gomez en grand inquisiteur épicurien ? Espérons avoir l'occasion d'en regarder. Ce serait pire que dommage si ce film drôle, beau et bien fait, juste espagnol ce qu'il faut, ne trouvait pas de distributeur.

COLETTE GODARD

THÉATRE

« Vienne pourra valser... »

Francis Huster a écrit, mis en scène et interprété une pièce bâtie sur la vie de Mahler

PUTZI
ou Théâtre Antoine

« Vaine musique de brasserie, à l'instrumentation pompeuse de petit bourgeois juif. Superficielle, sentimentale. La convulsion et l'impuissance d'un gigantisme faux qui se résout dans les arguments banals d'une sentimentalité de couturière. » C'est Gustav Mahler qui définit sa musique. Du moins sous la plume de Francis Huster.

Huster imagine un Mahler tenant un discours d'adieu à ses musiciens de l'orchestre de l'Opéra impérial de Vienne, le jour de sa dernière représentation. Mahler n'y est tendre pour personne. Et pas pour lui-même.

C'est par une cascade de croisements que Gustav Mahler entra dans la vie de Francis Huster. Une : Huster post-synchronise l'acteur Robert Powell dans le film de Ken Russel. *« J'ai été très surpris. Russel avait volontairement tenu dans l'ombre tout ce qui semblait le plus intéressant dans la vie du personnage. »* Deux : rencontre à nouveau de l'art de Mahler dans le film de Visconti, *Mort à Venise*.

Trois : Huster interprète *Ondine*, de Giraudoux, à la Comédie-Française, et le metteur en scène, Raymond Rouleau, diffuse, en baisser de rideau, l'adagio de la *Cinquième Symphonie* : *« Cette musique m'avait véritablement interpellé. »*

Pendant que se prolongent ses représentations de *la Peste*, de Camus, Huster prend la décision d'écrire et de jouer cinq pièces, dont chacune *« sera construite autour d'un personnage-clé »*. Le premier *« héros »* va être Gustav Mahler, et, par l'intervention de Théodor Herzl, Huster va aborder le fait de l'assimilation des juifs.

Cinq « mouvements »

La pièce, que Francis Huster nomme *Putzi* – surnom de la fille de Mahler, Maria, qui ne vécut que trois années et demie, – comprend cinq actes, ou, dit Huster, cinq *« mouvements »*.

Un : la répétition d'orchestre, à l'Opéra de Vienne. Très brillantes lamentations de Mahler sur sa musique, ses mérites, ses handicaps, le racisme des dirigeants.

Deux : pénible longue scène mélo-vaudevillesque. Mahler implore le célèbre architecte Walter Gropius, amant de Mme Mahler, Alma, pour qu'il se retire. Sans effet.

Trois : dans une salle d'attente de la gare de Leyde, en Hollande, où Mahler est allé rencontrer Freud (mais il a été déçu) ; Mahler retrouve Clémentine Wyszenbruck qu'il avait connue petite fille, (elle était l'enfant d'une amie). *« Comme juif et comme précurseur*, dit Mahler, *Freud a dû lui aussi souffrir atrocement de la jalousie de ses confrères viennois. »* Puis Mahler pique une petite rogne : *« Me faire traverser l'Europe pour découvrir que j'aimais ma mère ! »*

Quatre : intervention, dans cette même gare, d'un assistant de Herzl, qui essaie d'intéresser Mahler à l'achat d'un territoire *« pour ceux d'entre les juifs qui ne peuvent s'assimiler ailleurs »*. Mahler refuse net : *« Je ne peux pas empêcher les pogroms à moi tout seul ! (...) La terre promise ? Pas besoin de drapeau : elle est beaucoup plus près. Ici, en nous-mêmes »* ... Ainsi de suite : Mahler est assimilé, il a même quitté sa religion première afin d'obtenir sa direction à l'Opéra de Vienne, peu lui importe que l'envoyé de Herzl lui rappelle que son vrai prénom est « Shaltiel » ...

Cinq : c'est la fin. Mahler a tout de suite senti que cette charmante jeune femme, Clémentine, est un *pré-signe de la mort*. Il reprend le train. Il gagnera l'Amérique. Huster, faisant écho à la brusquerie de Thomas Bernhard, lui a fait dire : *« L'Opéra de Vienne est une porcherie ! »* Il évoque *« le cloaque viennois »*, et *« Vienne éructant son aigreur et sa haine »*. *« Vienne sans moi pourra valser tranquille. »* Toute l'emprise de cette soirée, *Putzi*, tient au jeu endiablé, déchaîné, de Francis Huster en Mahler.

Il a étudié de très près tous les signes apparents de son grand homme : le tic de la jambe droite, le rictus des lèvres, l'ambigu du regard à la fois perçant et myope, la démarche fiévreuse, les costumes aussi, d'une élégance crapuleuse mais élégamment négligés... Composition hallucinée, Huster ne se relaxe pas une seconde, la salle ne le quitte pas des yeux, et les heures enchantées passent, dit un proverbe juif-russe, *« comme l'eau sur les plumes d'un canard »*.

Très étrange choix du metteur en scène en ce qui regarde l'interprétation et les costumes, coiffures, maquillages : Alma Mahler, qui n'était pas n'importe qui, devient une bourgeoise, aburie de Labiche ; Clémentine Wyszenbruck, à qui Huster fait pourtant dire de belles choses, semble une gourde (ces deux actrices, Alexandra Mercouroff et Christiana Reali, sont simplement victimes du maquillage et du costume, grotesques). Walter Gropius devient un comique troupier. Tout à l'avenant. Et Francis Huster n'a pas volontairement fait le vide autour de lui, ce n'est pas du tout son caractère. Alors quoi ?

MICHEL COURNOT

► *Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-76-58. De 80 F à 250 F.*

NIKOLAUS HARNONCOURT :
Le pionnier récompensé

INCONTOURNABLE. Depuis près de quarante ans, Nikolaus Harnoncourt donne le *la* au nouveau monde de la musique baroque. Mais le pionnier refuse la paternité de tous les dogmatismes. Un entretien.

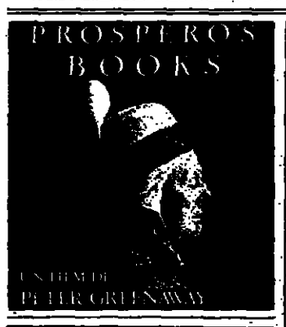
LÉGENDAIRE. Compositeur visionnaire et chef d'orchestre éclectique, Bruno Maderna, dix-huit ans après sa disparition, sort du purgatoire. Le Festival d'automne rend hommage à ce maître de l'avant-garde.

INESPÉRÉ. Cantatrice et tragédienne, digne héritière de Maria Callas, Renata Scotto nous offre une éblouissante leçon de musique. Au programme : l'opéra italien, de Gluck à Puccini.

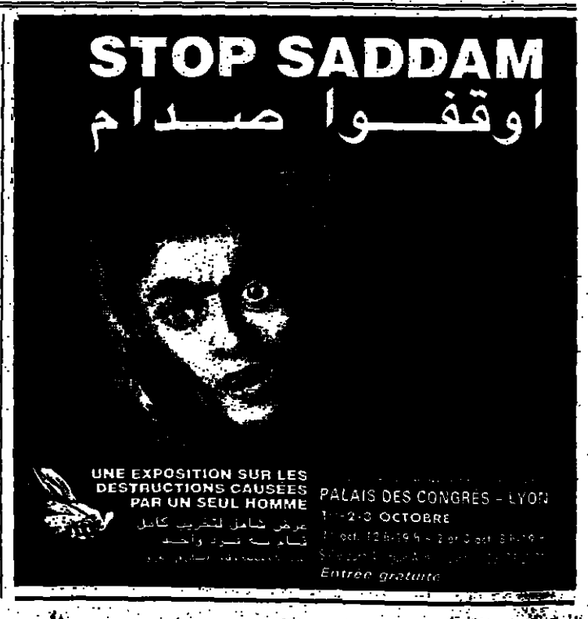
Et aussi : Georges Pludermacher enregistre Mozart ; le retour des *Misérables* ; les révoltes de Léo Ferré ; l'édition musicale ; les musts de la saison 1991-1992 ; les disques ; les livres ; les petites annonces, etc.

Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT



Galerie
Renée LAPORTE
(face au Musée Picasso)
IRAZAZABAL
Exposition du 20 septembre au 26 octobre 1991
6, rue du Bateau 06600 ANTIBES
Tél. : 93-34-08-15.



SPECTACLES

LUNDI 30 SEPTEMBRE

CINÉMAS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma australien : Celia (1989, v.o. s.t.f.), d'Ann Turner, 14 h 30 ; Night Cries (1989, v.o. s.t.f.), de Tracey Moffat ; In the wake of the Bounty (1933, v.o. s.t.f.), de Charles Chauvel, 17 h 30 ; High Tide (1987, v.o. s.t.f.), de Gillian Armstrong, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ATLANTIS (Fr.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

BOYZ'N THE HOOD (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA CHAIR (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

CHEB (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CITY SLICKERS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

DANS LA SOIRÉE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.f.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

HOMICIDE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LES FILMS NOUVEAUX

AY CARMELA ! Film espagnol de Carlos Saura, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5e (43-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

BACKDRAFT. Film américain de Ron Howard, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BARTON FINK. Film américain de Joel et Ethan Coen, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67).

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ. Film japonais de Kei Kumai, v.o. : Espace Saint-Michel, 5e (43-25-59-47).

TROUBLES. Film américain de Wolfgang Petersen, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

URGA. Film franco-soviétique de Nikita Mikhalkov, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

LE VOLEUR D'ENFANTS. Film franco-italo-espagnol de Christian de Chalonge : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES YEUX D'UN ANGE. Film américain de Robert Harmon, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LOS ANGELES STORY (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE ROI DES ROSES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

TWENTY ONE (A.-Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN TYPE BIEN (Fr.-Bel.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA VIE DES MORTS (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr., v.f.) : UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h 15.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h 10.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol.) : Reflet Médicis Logos, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol.) : Reflet Médicis Logos, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h.

DEUX TÊTES FOLLES (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) 14 h 10.

EASY RIDER (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 22 h.

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 15 h 30.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 14 h 45.

L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

FANTASIA (A.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 17 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LA FEMME FLAMBÉE (**) (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 30.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 50.

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 15 h 50.

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 14 h.

INDIA SONG (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 13 h 50.

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 40.

LE MÉPRIS (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 45.

MISSISSIPPI BLUES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 12 h.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

PASSION (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 20 h 30.

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 20.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h.

REVENGE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 12 h.

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h 15.

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 14 h.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) 22 h.

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

THE TEMPEST (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 21 h 50.

TU MI TURBI (It., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 21 h.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LA CHAMBRE DE VILHELM. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 15 h (25).

DES MOTS ET DELIRES. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, jeu.) 20 h 30 ; dim. 17 h (25).

LA FACE CACHÉE D'ORION. Théâtre Daniel-Sorano à Vincennes (48-08-60-83) mer., jeu., ven. 21 h ; dim. 18 h (25).

LE GRAND CAHIER. Théâtre Gérard-Philippe à Saint-Denis (42-43-00-59) (dim. soir., lun.) 20 h 45 ; dim. 17 h (25).

JEAN-JACQUES DEVAUX. Splendid Saint-Martin (42-08-21-93) (dim., lun.) 22 h (25).

MADEMOISELLE ELSE. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.) 20 h (25).

MORITURI OU LES MARINS DANS L'ARÈNE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (25).

PLEINS FEUX. Michodière (47-42-95-23) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; sam. 17 h, dim. 16 h (25).

RESONANCES. Cergy-Pontoise (Maison de Gérard Philipe) (30-38-11-99) (mer. à sam.) 21 h (25).

MADAME DE SADE. Conservatoire national supérieur d'art dramatique (42-46-12-91) (ven., lun.) 20 h 30 ; sam. 15 h, dim. 18 h (27).

LE DECAMERON DES FEMMES. Théâtre Boulogne-Billancourt (46-03-60-44) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; sam. 17 h, dim. 15 h 30 (28).

WAX MUSEUM ET HERE'S HERBIE. The Sweeny (48-87-66-37) (dim., lun.) 20 h (29).

BLAISE COMME CENDRARS. Déchargeurs (TLD) (42-36-00-02) (dim., lun.) 21 h (1).

LA DAME AUX CAMELIAS. Espace acteur (42-62-35-00) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (1).

DANIEL HERZOG AU DIX-HEURES. Théâtre de Dix-Heures (46-06-10-17) (dim., lun.) 20 h 30 (1).

LE FILS DU DESERT. Déjazet-TLP (42-74-20-50) (dim., lun.) 22 h (1).

JE M'PLAISANTE : PAUL ADAM. Sentier des Halles (42-36-37-27) (dim., lun.) 20 h 30 (1).

LES MAMELLES DE TIRESIAS. Cithéa-Théâtre en actes (43-57-35-13) (dim., lun.) 20 h 30 (1).

MOMENTS DE FAIBLESSE INSTITUTIONNELLE. Fondation Deutsch-de-la-Meurthe (42-45-01-59) (dim., lun.) 20 h 30 (1).

MOMO L'INDOMPTABLE. Théâtre de Ménilmontant (30-52-70-92) (dim., lun.) 20 h 30 (1).

MUA ROI NUOC (Marionnettes sur eau du Vietnam). Cirque d'hiver (42-74-22-77) 20 h 30 ; sam., dim. 15 h et 20 h 30 (1).

LE NEVEU DE RAMEAU. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-99) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (1).

ONCLE VANIA. Théâtre de l'Est Parisien (43-64-80-80) (dim. soir, lun., mer., ven., sam., mar.) 20 h 30 ; jeu. 19 h ; dim. 15 h (1).

SMAIN. Théâtre de Paris (48-78-22-00) (dim., lun.) 21 h (1).

ARCANE (43-38-19-70). Des mots et délires : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Barbier de Séville : 20 h 30.

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE (42-46-12-91). Madame de Sade : 20 h 30.

CONSERVATOIRE SUPÉRIEUR DE MUSIQUE ET DANSE (42-46-12-91). Dans la jungle des villes : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rahab : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Coucou le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Grand-père Schlomo : 20 h 15.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Remue-ménage : 19 h. Pedro et le Capitaine : 20 h 20. Sans titre : 22 h 15.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Lorca, poète à New-York : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Mademoiselle Else : 20 h. Petite salle. Poèmes voyous : 20 h 15. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Egarements du cœur et de l'esprit : 20 h 30. Huis clos : 21 h 45. Théâtre rouge. Une saison en enfer : 18 h 30. Joseph et Nadiejda ou Théâtre au Kremlin : 21 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). La Guerre au ciel (Action monologue de l'ange) : 18 h 30 et 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Chantal Ladessou : 20 h 30.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Valérie Lemercier au Palais-Royal : 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-18-50). L'Eloge de la Chose : 18 h 30. Ecrit sur l'eau : 21 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Quand on n'a que l'amour : 20 h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Albert Dupontel : 20 h 30.

THE SWEENEY (48-87-66-37). Wax Museum et Here's Herbie : 20 h.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Fou de Bassan : 20 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Cours de danse pour adultes et élèves avancés : 19 h. Les Gastronomades : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). Maman n'est pas contente : 20 h 45.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Films de théâtre : 10 h, 14 h 30 et 20 h.

THÉATRE TI-RORO ET TI-JOS (43-22-57-69). Sketches et gags de Roro Er Saoz : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Chanté bien ordonnée : 21 h.

LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Le Portrait de Dorian Gray : 20 h 30. Faux rêveur forever : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Cherer et Cherer : 21 h 30. J'dois pas être normal : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 21 h 30. Costa-Vagnon : 22 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Falila dans son premier fatman-show : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

LE GRENIER (43-80-68-01). Salade Sissoise : 22 h.

MOVIES (42-74-14-22). Gémeau dedans : 20 h 30.

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Si j'ose : 20 h 15. Gandelerie nationale : 21 h 15. Max de Bley : 22 h 15.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Manuel Pratt : 20 h. Des mots pour le rire : 21 h 15. Charmant mais fou : 22 h 30.

SUNSET (40-26-46-60). Le Lundi des copains : 19 h.

RÉGION PARISIENNE

SAINT-CLOUD (CHAPITEAU DES TRÉTEAUX DE FRANCE) (46-02-70-40). Seul en scène, XVIe Festival d'automne : 20 h 45.

PARIS EN VISITES

MARDI 1er OCTOBRE

« L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Haussmann », 10 h 30, 2, rue d'Arcole.

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Le cimetière des suppliciés de la place du Trône renversé : Picpus », 14 h 30, 35, rue de Picpus.

« Centenaire de la mort d'Haussmann : la Bibliothèque nationale, œuvre de Labrouste » (limité à vingt-cinq personnes), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, 1, boulevard Henri-IV (A nous deux Paris).

« Aménagements de Riccardo Bofill autour de Notre-Dame-du-Travail de Plaisance », 14 h 30, métro Gaîté (Approche de l'art).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Banassat).

« Les francs-maçons célèbres du Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« La crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, métro Cité (P.-Y. Jaslet).

CONFÉRENCES

MARDI 1er OCTOBRE

FIAP, 30, rue Cabanis, 20 h 30 : « Fin de l'Union soviétique ? Mort du « communisme » ? Quel futur pour la gauche », avec J. Brossat, B. Dreano, J. Elleinstein, B. Frédéric, J.-Y. Potel. Débat animé par B. Berger (Centre d'études critiques).

Le Forum, 102 *bis*, rue de Vaugirard, 20 heures : « La relation à l'autre dans la pratique professionnelle de santé et de relation d'aide : Le vécu des soignants. Le syndrome d'épuisement », par J. Barbin (CREHE).

12, rue Guy-de-La-Brosse, 20 h 30 : « L'exil de la langue », avec J. Hassoun (La Maison de toutes les couleurs).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

COMMUNICATION

Lancement d'un quotidien « décroché de l'actualité »

Les chercheurs d'angles de « la Truffe »

Le projet de quotidien que préparait M. Jean Schalit depuis un an et demi et auquel est associé depuis son départ du *Monde* M. Antoine Griset devient réalité : lundi 30 septembre, 280 000 exemplaires de *la Truffe* ont été mis en vente au prix de 5 F, pour huit pages couleurs. Sans publicité, soutenu par ses lecteurs-actionnaires et désireux de traiter différemment l'information, ce nouveau quotidien vise une diffusion de 50 000 exemplaires, selon le vœu de ses fondateurs.

L'huissier est arrivé sous la pluie, vendredi 27 septembre dans la soirée, avant même la naissance officielle du journal. Il venait signifier une convocation pour lundi 30 septembre devant le juge des référés : l'Association française des myopathes souhaite en effet interdire la publication dans *la Truffe* d'une enquête mettant en cause la gestion des fonds récoltés grâce au Téléthon, déjà publiée la semaine dernière dans un des « numéros zéro » non diffusés.

« *Une première !* ironise James Sarazin, directeur de la rédaction. *C'est la première fois qu'un journal est traîné en justice pour un article non encore publié !* ». Cette visite mise à part, pendant le week-end, quelques heures avant l'appareillage, le paquebot semblait paré. Une fausse manipulation informatique avait failli faire perdre les sept cents souscripteurs de la matinée de vendredi, mais on les avait retrouvés. M. Jean Schalit, le directeur de la publication, ne maîtrisait pas encore tout à fait l'accès aux dépêches de l'Agence France Presse disponibles sur son terminal, mais le quotidien, après tout, ne se veut-il pas résolument « décroché de l'actualité » ?

Certains journalistes n'avaient pas bien saisi la nécessité de respecter l'anonymat des informateurs qui le souhaitent, mais tout cela s'apprend. Et le scanner était enfin arrivé, qui permettait de suivre sur les fréquences policières le déroulement de la manifestation paysanne.

Résolument innovatrice dans son concept, *la Truffe* est d'abord un pari, imposé par des délais de fabrication liés à l'utilisation généreuse de la couleur et qui en feront le seul quotidien fabriqué quasiment comme un hebdomadaire. Les trois-quarts des articles devront être rendus l'avant-veille de leur publication. La conférence de rédaction du vendredi soir, par exemple, sera consacrée au menu du journal... du mardi suivant. Un handicap que le directeur-fondateur Jean Schalit assure pouvoir transformer en avantage. « *Les gens ont vu les événements du jour à la télévision. Ils en ont réentendu parler le matin à la radio. Ils n'ont pas envie de relire la même soupe dans leur journal.* »

Sus au consensus donc. « *Nous visons un public qui perçoit la presse nationale comme très parisianiste, prisonnière d'une certaine classe médiatico-politique* » confirme Jean-François Lacan, directeur adjoint de la rédaction.

Condamnée à l'originalité

Ainsi la manifestation des agriculteurs du dimanche 29 septembre, qui mobilisait neuf journalistes, ne devrait être traitée que mardi. Tout en s'affirmant confiants dans le concept, la plupart des membres de l'équipe n'en confessent pas moins une certaine appréhension devant la hardiesse de la démarche. La mésaventure rencontrée par le premier numéro – l'ouverture, samedi 28, d'une information judiciaire dans l'affaire des fausses factures marseillaises (*le Monde* daté 29-30 septembre) plaçant en porte-à-faux un des principaux articles du numéro inaugural – risquant en effet de se reproduire.

Pour gagner ce pari-là, *la Truffe* est donc condamnée à l'originalité. Et d'abord dans l'illustration, point fort souhaité du quotidien. A la veille du premier numéro, le directeur de la photo se voyait sommé de trouver, pendant le week-end, des images des notables médecinistes niçois qui rallient Jean-Marie Le Pen mais aussi des clichés de la villa présumée somptueuse d'un élu socialiste de l'Essonne, de greffons en plastique bio-dégradables, d'un donneur de sperme, etc.

Quant aux textes, ils doivent suivre. Ainsi, quand il propose un traitement, jugé banal, de la crise zaïroise, un rédacteur en chef se voit-il prié d'affiner son « *angle* ». Peu à peu, le sujet se précise : le maréchal Mobutu paierait de faux partis politiques pour mimer le jeu de la démocratie. « *Ah, ça c'est très Truffe !* » s'exclame M. Jean Schalit. Le « papier » sera donc consacré à cet aspect-là, et à lui seul. Mais la faiblesse des effectifs – quarante-trois rédacteurs – et la relative jeunesse de l'équipe permettront-elles à chaque fois de trouver cet angle « *très* Truffe » ?

Jusqu'où cette obligation de scoop quotidien entraînera-t-elle le journal ? Bien que M. Schalit se défende de vouloir faire « *un journal antiparlementariste* », il est évident que les fausses factures, magouilles et turpitudes en tous genres seront au bout de la baïonnette d'un quotidien dont les deux parrains spirituels pourraient être l'inspecteur Gaudino et le juge Jean-Pierre. Une liberté de ton facilitée par l'indépendance du journal, intégralement financé par souscription et qui, à l'instar de son grand aîné hebdomadaire, *le Canard enchaîné*, n'aura pas recours à la publicité.

L'envie d'en découdre semble le principal ciment d'une équipe rédactionnelle plutôt hétéroclite : *la Truffe* a débauché aussi bien à *l'Humanité* qu'au *Quotidien de Paris*, en passant par *le Monde*. La plupart des rédacteurs ne se connaissaient pas avant les vacances. « *Nous n'aurions pas cru, voici un an et demi, que le moment nous serait si favorable*, explique Philippe Simonnot, chef des reporters. *La décomposition politique, sociale et éthique actuelle est une conjoncture magnifique pour lancer un journal* ». Une fin de règne, un bon terrain pour les truffiers en tout genre...

DANIEL SCHNEIDERMANN

EN BREF

□ **Accord sur la constitution d'une banque de communiqués des sociétés cotées en Bourse.** – A l'initiative de la COB, un service télématique grand public destiné à assurer la diffusion des communiqués des sociétés cotées devrait être mis en place par l'intermédiaire de l'AFP. Les sociétés enverront les textes de leurs communiqués à l'opérateur technique, qui centralisera l'information et la mettra à disposition de tout éditeur télématique ayant signé un contrat de routage avec la COB. La banque de communiqués sera ainsi accessible sur Minitel, sans commentaires ni retraitements, et pour des tarifs peu onéreux (sur le 36-15 ou le 36-16).

□ **Lancement de la première chaîne de télévision internationale par satellite exclusivement en arabe.** – MBC, première télévision internationale par satellite entièrement en langue arabe, a été lancée sur l'Europe et l'Afrique du Nord. Financée par des capitaux saoudiens et en partie par la publicité, elle a commencé à diffuser en clair six heures par jour sur le système PAL *via* le satellite Eutelsat 2 F1 en Europe et en Afrique du Nord, et devrait être prochainement diffusée au Moyen-Orient *via* le satellite Arabsat 1B. Avec un potentiel d'audience de 5 millions de téléspectateurs en Europe et de 100 millions dans les pays arabes, cette nouvelle chaîne veut consacrer une large place à l'information.

□ **Rectificatif.** – Parmi les personnalités parrainant le mensuel *Sens magazine* (*le Monde* daté 29-30 septembre), nous avons cité M. Théo Klein, qui fut président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) de 1983 à 1989, et non pasteur, comme nous l'avons indiqué par erreur.

DÉTAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Première station pirate en Hongrie

Radio-Tilos « samizdat de la démocratie »

BUDAPEST

de notre correspondant

Hier, ils étaient à l'avant-scène de l'opposition politique. Aujourd'hui, ils font figure de dinosaures. Les anciens dissidents hongrois ont symboliquement passé le flambeau à une nouvelle génération de « clandestins », mercredi 25 septembre à Budapest. Dans une petite salle enfumée d'un café alternatif du centre-ville, le Glasnost Club, qui regroupe de nombreux opposants de l'époque communiste, a décerné le Prix du courage civique à des jeunes. Motif : ils animent Radio-Tilos (Radio interdite), la première station pirate dans la Hongrie post-socialiste.

Radio-Tilos est discrètement apparue sur 95.5 FM à Budapest le 21 août dernier, rompant ainsi le moratoire des fréquences en vigueur depuis l'été 1989. Après avoir timidement commencé avec une émission par semaine, ils émettent maintenant les lundi, mercredi et vendredi de 16 heures à 20 heures. Avec deux petits émetteurs d'une puissance totale de 100 MHz, ils arrivent tout juste à couvrir la capitale. Comme pour les premières radios libres en France, il y a dix ans, Radio-Tilos bricole. Autre parallèle : les pionniers hongrois de la libéralisation des ondes défendent, eux aussi, une radio résolument « *communautaire et non commerciale* ».

Leur créneau : la musique et les minorités. « *Mais pas les minorités ethniques, car tout le monde s'en occupe*, souligne le vétéran de la radio, âgé de trente ans. *Nous devons briser le silence autour des autres exclus : les drogués, les homosexuels, les sans-abri, etc.* » Faute de moyens, 80 % des programmes sont exclusivement musicaux, mais, là encore, Radio-Tilos se veut différente : l'accent est mis sur le jazz, le folk et les groupes traditionnels. Une seule règle : « *Ne jamais couper un morceau avant sa fin !* »

Ils sont une quinzaine à graviter autour de la radio et ont en moyenne vingt-cinq ans. La plupart se sont connus à l'université Eötvös-Lorand de Budapest pendant leurs études d'art ou de lettres. Pour tous, c'est leur première expérience radiophonique. Dans l'immédiat, ils improvisent et se débrouillent avec les moyens du bord. L'ensemble des programmes sont préenregistrés « *pour faciliter la fuite en cas d'arrivée de la police* ».

Même à partir d'une voiture

Pour l'instant, ils n'ont pas encore été saisis. Mais chaque émission relève presque d'une opération commando : trouver un local d'accueil, repérer les lieux et préparer les plans d'évacuation. Ultime précaution : seule l'équipe des trois ou quatre personnes chargées de la diffusion connaît l'emplacement de l'émetteur. Pendant les premières semaines, ils ont même émis à partir d'une voiture, interrompant l'émission tous les quarts d'heure pour changer de lieu.

Tant que le projet de loi du gouvernement sur le nouveau paysage audiovisuel ne reconnaîtra pas les radios communautaires, Radio-Tilos n'a pas l'intention de baisser les bras. En attendant, elle a déjà gagné ses lettres de noblesse. Un quotidien de Budapest lui a décerné le titre honorifique de « *premier samizdat de la démocratie* », en référence aux écrits clandestins de l'époque stalinienne.

YVES-MICHEL RIOLS

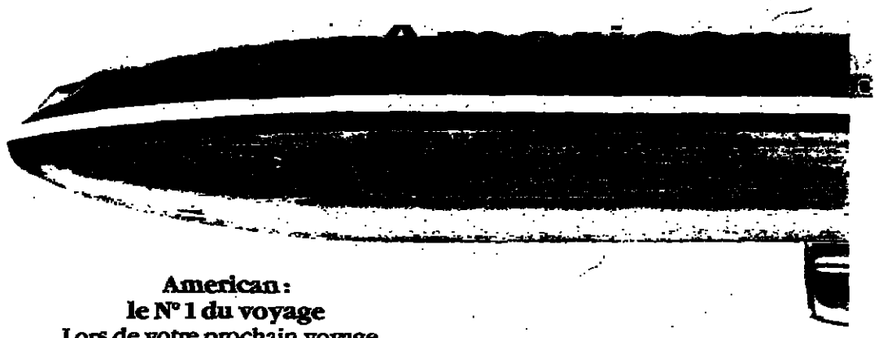
Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre.
Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier
Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé.
Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux.
Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficierez de nombreux avantages réservés aux V.I.P.
L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24
Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte American Express est une compagne inestimable lors de vos voyages.
En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil.
Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.

Un réseau de correspondances inégalé
American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis.
Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ?
Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique.
Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.



American : le N° 1 du voyage
Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro !
American Airlines et American Express.

AmericanAirlines Cards

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

SECTION B

Le Monde
20-21 La manifestation paysanne à Paris
23-26 Champs économiques
27 La reprise incertaine en Grande-Bretagne alimente les débats électoraux
30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

BILLET

Ne vois-tu rien venir ?

L'automne est là et les doutes sur la réalité de la reprise économique subsistent. La guerre du Golfe, qui a tant perturbé les achats des consommateurs et les projets des industriels, a pris fin il y a sept mois, mais l'horizon ne s'est pas franchement éclairci. Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? Aux Etats-Unis, l'administration ne cesse de réviser en baisse l'évolution de la production nationale au deuxième trimestre. La récession, qu'on avait d'abord jugée légère outre-Atlantique, prend maintenant des allures plus impressionnantes. Si un rebond d'activité s'est à peu près certainement produit cet été, les entreprises industrielles ayant reconstitué leurs stocks, rien ne dit que les résultats du dernier trimestre ne seront pas à nouveau décevants.

Pourquoi faudrait-il croire à une reprise durable, alors que le pouvoir d'achat ne progresse pas, que le chômage commence tout juste à se stabiliser, et que l'épargne des ménages a atteint des niveaux si bas qu'on ne voit pas comment elle pourrait encore diminuer pour « nourrir » plus de consommation ?

Le seul espoir d'une reprise durable outre-Atlantique – à côté des progrès des ventes à l'étranger facilités par des gains importants de compétitivité – vient finalement du ralentissement des hausses de prix. Après des résultats assez inquiétants en 1989 (+ 4,8 %) et en 1990 (+ 5,4 %), le taux d'inflation pourrait être cette année nettement inférieur à 4 %, certains experts avançant comme possible un taux de 3,5 %. Si la désinflation est aussi forte, elle engendre des gains de pouvoir d'achat et garantit la poursuite de la baisse des taux d'intérêt à long terme. Tout cela est important en même temps qu'un peu ténu. En France, les mois se succèdent et avec eux remonte le moral des chefs d'entreprise. L'amélioration est visible au fil des enquêtes qu'effectue chaque mois l'INSEE auprès des industriels. A y regarder de plus près cependant, on s'aperçoit que ce qui fonde ce regain d'optimisme est probablement l'amélioration de la demande en provenance de l'étranger. Alors la question se pose : le marasme mondial touche-t-il bien à sa fin, en Grande-Bretagne notamment ? Ou bien nos industriels surestiment-ils la durée du boom allemand qui est déjà en train de se ralentir ?

Une chose est sûre, en France comme aux Etats-Unis : l'offre recommence à augmenter mais la demande est toujours aussi faible, qu'elle provienne des ménages ou des entreprises. Il y a là une contradiction qui ne pourra longtemps se prolonger.

ALAIN VERNHOLES

Frappant 13,5 % de la population en 1990

La pauvreté progresse fortement aux Etats-Unis

L'administration américaine annonçait, le 27 septembre, un produit national brut (PNB) finalement en repli de 0,5 % au deuxième trimestre 1991, à l'issue d'une seconde révision en baisse, parallèlement à une augmentation de près de 9 % des demandeurs d'emploi – deux statistiques qui confirment une économie pour le moins en état de trouble. Le même jour, le Bureau fédéral du recensement communiquait une série d'informations confirmant l'aggravation de la pauvreté aux Etats-Unis (*le Monde* du 28 septembre).

NEW-YORK
de notre correspondant

Fin 1990, plus de deux millions d'Américains supplémentaires (2,1 millions, d'après le Bureau fédéral de recensement) sont venus grossir les rangs des pauvres (1), lesquels représentaient 33,6 millions de personnes ou 13,5 % d'une population totale évaluée de 253 millions à 255 millions d'habitants, selon les résultats du recensement effectué en décembre dernier et dont la publication continue à soulever un certain nombre de polémiques. Notamment du côté des grandes villes soumises à d'importants problèmes sociaux – telle New-York – qui se voient attribuer des chiffres qu'elles estiment inférieurs à la réalité et qui les privent d'une partie de l'aide que leur apporte l'Etat fédéral avec un peu plus de parcimonie chaque année.

D'après le Bureau du recensement qui effectue régulièrement au mois de mars une enquête distincte du recensement général mené tous les dix ans, l'accroissement de la pauvreté a été surtout sensible, en 1990, parmi les hispaniques et les Blancs (alors que les Noirs apparaissaient relativement épargnés) et ce sont les personnes âgées et surtout les enfants qui ont le plus souffert. Chez les enfants, le taux de pauvreté a atteint 20,6 % contre 19,6 % l'année précédente. D'une manière générale, ce sont l'est et l'ouest des Etats-Unis qui sont apparus les plus touchées (deux grandes régions fortement pénalisées par le ralentissement de l'activité, depuis 1988, puis par la récession, à partir de juillet 1990) alors que le centre du pays a bien résisté et c'est dans les zones métropolitaines que la pauvreté continue à faire le plus de ravages.

La classe moyenne blanche touchée à son tour

Ce chiffre reste toutefois inférieur au taux de 15,2 % de la population enregistré en 1983 lorsque les Etats-Unis étaient frappés à la fois par une très forte inflation et par une grave récession, mais de nombreux observateurs escomptent une nouvelle aggravation en 1991, ce qui semble préoccuper la Maison Blanche. *« Vous pouvez interpréter les statistiques du Bureau de recensement de différentes façons, en fonction de vos options politiques, mais il ne fait pas de doute que le taux de pauvreté a progressé dans le pays*, a confirmé M. Marlin Fitzwater, porte-parole du président Bush. *Mais nous voulons stopper ce processus. »*

Cette aggravation n'est pourtant pas spécifique à l'année 1990. Le mouvement est plus ancien et résulte d'une croissance ininterrompue pendant près de neuf ans mais qui n'a pas profité à tout le monde, il s'en faut. D'après le Centre des priorités et des politiques budgétaires, un organisme de Washington qui se base sur les statistiques fournies par l'administration, le revenu, après impôts, des 1 % de contribuables américains figurant en haut de l'échelle, a progressé de 122 % durant les années Reagan. Dans le même temps, les 5 % figurant au bas du classement, ont subi une baisse de 10 %. Le fait nouveau, dans les statistiques de 1990 est qu'après les minorités noires et hispaniques, c'est au tour de la classe moyenne blanche (laquelle n'a pas réussi à s'enrichir et n'est pas assez pauvre pour bénéficier des prestations réservées aux catégories défavorisées) de faire les frais d'une pauvreté qu'elle réservait à d'autres.

SERGE MARTI

(1) Le seuil de pauvreté, revu chaque année, était estimé à la fin de 1990 à 13 359 dollars par an (soit environ 76 500 francs) pour un ménage de quatre personnes.

L'évolution des structures de consommation

Les ménages consacrent 29 % de leur budget au logement

La hausse des prix de l'immobilier, les loyers élevés et le crédit cher commencent à faire sentir leurs effets sur la structure de consommation des Français : le poste « habitation » absorbait, en 1989, la plus grosse part du budget des ménages, soit 29 % de leurs dépenses, chiffre qui monte à 40 % pour ceux ayant acheté depuis moins de quatre ans.

Les Français sont contraints de dépenser de plus en plus d'argent pour se loger. Dans le dernier numéro d'*INSEE première*, l'institut de la statistique chiffre précisément les distorsions entraînées dans le budget des ménages par la lente dérive des différentes composantes du poste « logement » : les loyers, les charges, les traites, les travaux, les impôts et les assurances, mais aussi le téléphone ou l'équipement ménager (électroménager, linge de maison, meubles)...

En 1989, l'habitation au sens large a absorbé 29 % de leurs dépenses, soit beaucoup plus que l'alimentation (20,5 %), les transports (14,5 %) ou l'habillement (8,3 %). A titre de comparaison, dix ans plus tôt, l'alimentation pesait presque autant dans leur budget (25,3 %) que le logement au sens large (26,7 %), les transports pour 14,3 % et l'habillement pour 10,3 %. En francs constants, et en dix ans, les dépenses d'habitation par personne (1) ont progressé de 22,4 % pour atteindre environ 1 850 F par mois (à comparer avec 1 510 F en 1979 et 1 666 F en 1985).

Entre dix et treize ans pour récupérer

Derrière les chiffres globaux se cachent des distorsions et des nuances. Dans la totalité du poste habitation, c'est le sous-ensemble « occupation du logement » qui pèse de plus en plus : accaparant 17,7 % du budget des ménages en 1979, il monte à 20,5 % en 1989, tiré par le renchérissement des remboursements des prêts (de 3,9 % à 5,2 %). A l'inverse, les sommes consacrées à « l'équipement et l'entretien » ont été comprimées, illustrant les difficultés rencontrées par les Français au début des années 80. Dans les « autres dépenses liées au logement », en progression puisqu'en 1989 elles occupaient 3,1 % (2,5 % dix ans plus tôt), il faut noter au passage l'explosion des dépenses téléphoniques (+ 80 %).

Evidemment, les ménages en cours d'achat leur logement consentent le plus gros effort, surtout s'ils sont de nouveaux accédants : les dépenses d'habitation passent de 41,8 % lorsqu'ils ont emménagé depuis moins de deux ans à 26,6 % quinze ans après. Et, selon l'INSEE, *« il faut entre dix et treize ans pour que le poids de l'habitat dans le budget des ménages accédants retrouve un niveau équivalent à celui de la moyenne des ménages »*.

Le coût du bricolage

En 1989, chaque ménage endetté (un quart des Français) remboursait en moyenne près de 3 000 F par mois (15 % de son budget). Mais 18 % d'entre eux bénéficient d'une aide personnalisée au logement (APL) (12 000 F par an environ). Le poids de l'acquisition est d'autant plus lourd qu'elle s'accompagne de frais annexes : en moyenne, les nouveaux accédants dépensent plus de 10 000 F par an en moquettes, peintures, papiers peints ou plomberie (quitte à recourir à de nouveaux crédits). Et comme 70 % des nouveaux propriétaires sont des couples avec enfants, il n'est guère étonnant que 18 % des accédants avouent *« y arriver difficilement »*.

Entre autres enseignements à tirer de cette enquête : les maisons individuelles coûtent 15 % plus cher que les appartements, mais ceci est dû à leur superficie plus grande (36 mètres carrés en moyenne de plus) et au fait que les ménages les occupant (généralement des propriétaires) bricolent deux fois plus que ceux des appartements (souvent locataires). Mais, à surface identique, un appartement revient plus cher : 640 F au mètre carré contre 470 F.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) L'INSEE parle d'*« unité de consommation »*, un ménage pouvant abriter une personne, deux personnes, des enfants...

Les réformes en Algérie

Dévaluation de 22 % du dinar algérien

La Banque d'Algérie (banque centrale) a annoncé dimanche 29 septembre une dévaluation de 22 % du dinar algérien à compter du 30 septembre. Parallèlement, le taux de réescompte est augmenté d'un point, passant de 10,5 % à 11,5 % avec effet au 1er octobre. Le dollar cotait officiellement 17,3 dinars avant la dévaluation. La Banque d'Algérie n'a pas encore précisé les nouvelles cotations face aux devises étrangères, mais, en principe, le cours devrait être de 21,1 dinars pour un dollar.

Depuis 1990, la banque centrale algérienne a obtenu un renforcement de son rôle de régulation des changes. La dévaluation de 22 % découle de l'accord passé en avril dernier par le précédent gouvernement de M. Mouloud Hamrouche et le Fonds monétaire international, qui prévoit qu'à terme le dollar doit passer à 28 dinars. Récemment, le FMI a accepté que la baisse du dinar s'effectue par paliers.

La dette de l'Algérie s'élève à 25 milliards de dollars, dont les trois quarts viennent à échéance à la fin de 1993. Le premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, a qualifié cette situation de catastrophique. Les autorités ont mené des pourparlers avec le FMI au sujet d'un crédit de soutien de 400 millions de dollars, accordé le 3 juin mais non encore débloqué. Toutefois, un prêt pour dix mois a été accordé en juin à raison de 300 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). D'autre part, un prêt de 400 millions d'écus de la CEE, accordé en principe mais non encore débloqué, dépendait de l'accord global négocié actuellement avec le FMI.

Sur le marché parallèle, le dinar est échangé à environ 0,14 franc, alors qu'il était officiellement coté à 0,33 francs à la mi-septembre. Il avait auparavant perdu la moitié de sa valeur officielle en un an de juin 1990 à juin 1991.

Cette dévaluation ne devrait avoir aucune conséquence sur les exportations – constituées à 98 % d'hydrocarbures, vendus et libellés en dollars – mais devrait aggraver considérablement le coût des importations de matières premières et de semi-produits dont ont besoin les entreprises nationales. L'inflation pourrait être aggravée. Officiellement, celle-ci était estimée à 25 % durant le premier semestre de 1991. De sources indépendantes, on l'évaluait de 40 % à 60 % sur douze mois. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Le Danemark ne lèvera pas les sanctions contre l'Afrique du Sud.** – Le Parlement danois n'est pas encore disposé à lever les sanctions économiques même partielles contre l'Afrique du Sud, a déclaré dimanche à Copenhague Mme Helle Degn, député social-démocrate (opposition) à son retour d'un voyage d'étude dans ce pays. Le Danemark est le seul pays de la CEE à s'opposer à la levée des sanctions contre Pretoria, bloquant ainsi la décision communautaire qui ouvrait la voie aux investissements en Afrique du Sud. – *(AFP.)*

Le FMI prêt à travailler « immédiatement » avec l'URSS

L'Union soviétique devrait demander *« dans les prochains jours »* un statut de membre associé au Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un responsable du Fonds. Une fois cette demande déposée et le statut accordé, ce qui ne devrait faire aucune difficulté, le FMI est prêt à travailler *« immédiatement »*. Le statut, unique, de membre associé permettra de délivrer non pas des aides financières mais une assistance technique. Le FMI ouvrira très rapidement un bureau à Moscou et va inviter une délégation soviétique lors des réunions annuelles du Fonds et de la Banque mondiale qui se tiendront à la mi-octobre à Bangkok.

Concernant l'Europe de l'Est, le FMI va débourser cette année entre 4 et 5 milliards de dollars pour cette région, permettant ainsi de *« catalyser »* une aide totale d'environ 25 milliards de la part des pays industrialisés et des organisations internationales (Banque mondiale, BERD...). *« Cet effort devra être maintenu au cours des quatre ou cinq prochaines années »*, a affirmé le responsable du FMI. – *(AFP.)*

Selon un conseiller de M. Silaev

Les réserves d'or soviétiques seraient inférieures à 3 milliards de dollars

Selon M. Grigori Iavlinski, le principal conseiller économique du premier ministre M. Ivan Silaev, les réserves d'or de l'Union soviétique ont fondu et ne représentent plus que le huitième de ce qu'estiment les Occidentaux. Les autorités auraient puisé considérablement dans le stock pour financer les importations et limiter la dette étrangère. Ces réserves ne seraient plus que de 240 tonnes, soit moins de 3 milliards de dollars (17 milliards de francs), selon M. Iavlinski.

Les estimations faites à l'Ouest portaient sur 5 ou 8 milliards de dollars. Le chiffre de 3 milliards, s'il était avéré, renforce la nécessité pour les autorités d'obtenir de nouveaux crédits et des délais de paiements pour le service de la dette étrangère supérieure à 70 milliards de dollars. M. Abalkine, autre économiste, qui fut conseiller de M. Gorbatchev, estime que *« les paiements des intérêts de la dette rendent impossibles les achats de médicaments, de matières premières et de nourriture. Il faut reparler de rééchelonnement »*.

Après les menaces de suppression de trois cents emplois

Ouverture de négociations au Crédit agricole Pyrénées-Gascogne

TARBES
de notre correspondant

Des négociations devaient s'ouvrir lundi 30 septembre, entre la direction du Crédit agricole Pyrénées-Gascogne et plusieurs centaines de salariés de la banque, qui en occupent le siège depuis mercredi à Tarbes, a-t-on appris de source syndicale. La direction avait fait savoir samedi aux syndicats, par l'intermédiaire du préfet des Hautes-Pyrénées, qu'elle exigeait l'évacuation des locaux en préalable à toute ouverture de négociations. Selon l'intersyndicale FO-CFDT, un accord est intervenu dimanche, aux termes duquel l'évacuation du siège social et l'ouverture des négociations en *« terrain neutre »* auraient lieu simultanément, lundi à 13 heures.

Appliquant à la lettre le nouveau statut d'autonomie, les caisses départementales du Crédit agricole des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers avaient décidé de se fondre le 15 décembre 1990 en un seul et même organisme : la caisse régionale Pyrénées-Gascogne. Première conséquence de cette fusion des trois départements du Sud-Ouest, concrétisée le 1er juillet 1991 : 130 emplois sont, selon les syndicats, menacés de suppression et 150 concernés par des mouvements de mobilité imposés par les nouveaux objectifs de la banque verte.

Pour protester contre les effets de cette restructuration, à l'initiative de leurs syndicats CFDT et FO, les personnels de nombreuses agences se sont mis en grève le 25 septembre, 1 000 employés sur les 1 700 de la caisse régionale occupant les locaux de l'épicentre de cette nouvelle caisse Pyrénées-Gascogne, à Tarbes. Inévitables retombées de ce mouvement social : de nombreuses agences, parmi les 130 que compte le Crédit agricole dans les trois départements, ont été fermées et des milliers d'opérations bancaires perturbées, occasionnant des problèmes aux 400 000 clients du réseau, même si la direction de l'organisme bancaire a fait savoir que *« toutes les dispositions avaient été prises afin qu'ils ne soient pas pénalisés par les retards éventuels, notamment dans les virements de salaires »*.

La médiation entreprise par les responsables de la caisse régionale dont le directeur, M. Pauget, et les représentants syndicaux a donc finalement abouti après cinq jours de grève. Bénéficiant du soutien de nombreux élus des trois départements, les employés du Crédit agricole avaient pourtant envisagé de durcir l'action et de ne pas évacuer le siège de la banque, malgré une ordonnance du tribunal des référés de Tarbes prise dans ce sens. La poursuite de ce conflit aurait occasionné de multiples perturbations économiques, la nouvelle caisse régionale Pyrénées-Gascogne traitant annuellement 30 milliards de francs de capitaux.

JEAN-JACQUES ROLLAT

MBA
BILINGUE DE L'ISA
LE TREMPLIN
DES DECIDEURS
EUROPEENS.

Vous avez décidé de donner un coup d'accélérateur à votre carrière. L'ISA vous propose, au sein du Groupe HEC, un MBA européen bilingue, en 16 mois. Cette formation supérieure au management sera votre passeport pour entrer dans le cercle très fermé des vrais décideurs. Chaque année, 1 300 postes de haut niveau sont offerts aux 120 diplômés ISA.

Réunions d'information :
PARIS
Jeudi 10 Octobre 1991 et
Jeudi 28 Novembre 1991
à 18 H 30
Cercle France-Amérique,
1er étage
9, av. Franklin Roosevelt
Paris 8e. Métro : Franklin Roosevelt

Admission sur dossier, tests, entretien.
Conditions : diplôme d'enseignement supérieur et/ou expérience de cadre.

GROUPE ISA HEC SCHOOL OF MANAGEMENT

Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez : Groupe HEC
Institut Supérieur des Affaires. Service des Admissions
78351 Jouy-en-Josas cedex.
Tél. : (1) 39677379 ou (1) 39677382

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Le Monde de la Fonction Commerciale

LA MANIFESTATION

« Vive la campagne ! »

Deux cent mille agriculteurs ont participé au défilé organisé par la FNSEA et le CNJA

Le pas mal assuré, depuis des kilomètres, on le voyait pousser son Caddie, riche de tous ses biens : de vieilles bouteilles d'eau minérale, un *coupon de moquette bleue qui* devait lui servir de lit. Tout au long de la manifestation, il avait glané de *nouveaux déchets, autrement dit de* nouvelles richesses. Le vieux clochard en avait plein les jambes, et pesamment, avec un gros soupir, il s'était assis sur un banc. La nuit tombait. Au loin, on entendait les pétards de la fête finissante. Comme une bande d'écoliers sages revenant joyeux d'une excursion, une brochette d'agriculteurs se hâtait vers son car et son Poitou-Charentes : *« Eh, pépé ! Regarde-nous : si ça se trouve, dans quelques années, on sera comme toi ! »*

Ce n'était ni méchant, ni désespéré : juste un constat, en passant. Pas de quoi entamer la bonne humeur, le plaisir d'avoir tourné en rond, des heures durant, selon un parcours savamment mis au point pour éviter les incidents annoncés et qui ne se sont jamais produits : Nation-Bastille-Voltaire-Nation, un triangle de 6 kilomètres, précédé et suivi d'interminables attentes. *« Mais vous avez entendu, à la radio, ils disent qu'on est deux cent mille. Deux cent mille, vous vous rendez compte ! »* Et s'il ne restait, quand on est paysan, qu'une joie, celle de s'être ainsi serré les coudes, toute une journée durant, alors qu'on ne cesse de penser – et d'entendre – qu'on n'est plus qu'une race en voie de disparition ?

La matinée avait commencé par les « amuse-gueules » : jumelées avec les vingt arrondissements de Paris, les provinces avaient voulu faire du charme à la capitale. Dans le treizième, les Auvergnats avaient tourné l'aligot et distribué du roquefort. Dans la jolie cour pavée de la mairie du septième, la Normandie avait fait étalage de ses pommes et vendu son calva à 100 francs la bouteille. *« Mangez normand, mangez gourmand. »* Les petits enfants avaient touché une drôle de matière dorée qui piquait un peu, et découvert la paille. Ils avaient, ces citadins, caressé parfois pour la première fois un veau et regardé une poule les yeux dans les yeux.

Potiron et herbe synthétique

Les parents s'étaient émus de l'émotion du petit, et avaient décrété que ces paysans qu'on leur avait décrits armés de fourches pouvaient, quand ils s'en donnaient la peine, être bien sympathiques. On avait dansé place de la Bourse, autour d'un panier géant dégorgeant de carottes, de potirons, et de choux-fleurs posé sur un carré d'herbe synthétique.

Quelques hommes politiques rôdaient : Jean-Claude Martinez, député européen du Front national, *conseillait toujours à qui voulait* l'entendre de *« prendre la Bastille »*, et affirmait attendre de la belle et grande parade des terres de France *« un grondement plutôt qu'une manifestation folklorique »*. Dans le quatrième, Valéry Giscard d'Estaing ne résistait pas à un petit coup d'accordéon dûment enregistré par les caméras. Les Parisiens, peu nombreux, complétaient leur marché de produits du terroir. Sur les Champs-Elysées, devant le Virgin Mégastore, une touriste anglaise, à la recherche de *« marmelade »*, se laissait séduire par un pot de gelée de pétales de fleurs de pissenlits champenois à 20 francs. *« Les gens ne s'intéressent pas trop à la situation de l'agriculture »*, s'étonnait la dame aux confitures.

Mais, bien vite, il fallut remballer, et prendre la direction de la place de la Nation, pour passer aux choses sérieuses. D'abord, prendre des forces avant la longue marche. Car on s'était levé tôt, et souvent il avait fallu nourrir les bêtes avant de prendre la route de Paris, à moins que les épouses n'aient eu la bonté de rester pour s'en charger. Par dizaines de milliers, ils avaient saucissonné sur le cours de Vincennes, debout ou assis par terre, en un immense pique-nique, que l'on avait pour consigne de ne pas trop arroser.

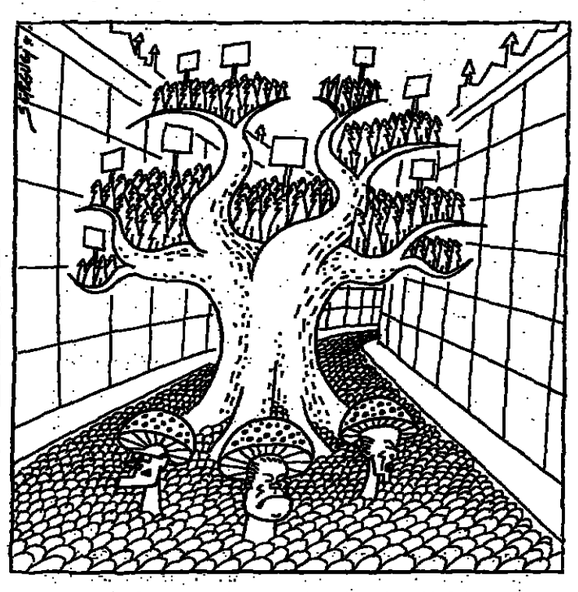
Sous un dais blanc, les *« personnalités politiques »* de l'opposition croquaient, elles, dans un petit *pain au saumon*, une coupe de champagne à la main, prenant bien soin de marquer leur distance physique avec Jean-Marie Le Pen *(voir d'autre part)*. M. Giscard d'Estaing quittait la tente, poursuivi par une escouade de jeunes lepénistes : *« Le Pen, président »*. Elu parisien, Jacques Toubon cherchait une banderole, comme Alain Juppé. *« Il faut que je défile avec quelqu'un. »* Et puis on se mit en marche pour offrir aux Parisiens une leçon de géographie en chair et en os.

Une à une, les régions se levèrent, jusqu'à la Guyane et la Corse qui avaient traversé la mer pour battre le pavé de Paris. Pour l'image, il y avait un Michel Charasse déguisé en épouvantail à moineaux, et le corbillard fleuri des horticulteurs, *« à la patrie reconnaissante »*. Pour le son, il y avait les clarines des Savoyards, la ronde vosgienne de Socourt avec accordéon et épinette, le raclement des bidons de lait, les pétards tirés en l'air au revolver. Et quelques chants, de ceux qui viennent à l'esprit les dimanches de fête : *Nini peau de chien*, réquisitionnée à la Bastille. Ou, quand arrivèrent les Bretons de l'Ille-et-Vilaine, *Ils ont des chapeaux ronds*...

C'était un défilé des provinces – Jean-Paul Goude revisité – une marche des cantons, *« canton de Talmont »*, *« canton de Brûlon »* ...

Et des slogans bien sûr, mais presque timides et peu repris, faute, semblait-il, d'habitude. *« Un agriculteur en moins, c'est un chômeur de plus »* ; *« Sans agriculteur, pas de blé, pas de bouffe »*. Slogans politiques aussi, plus agréables manifestement aux oreilles des passants : *« Mitterrand, fous le camp »* ; *« Mermaz, t'es nase »*, *« Edith parasite »*. On marchait donc, puisque l'on était venu pour cela, bon enfant. Pas plus la Bastille que son Opéra, défendus par des barrières anti-émeutes et des canons à eau, n'étaient à prendre, contrairement aux prétentions du Front national.

Noyés dans la masse, les hommes politiques évitaient les péroraisons. Philippe Séguin était pensif : *« Il y a un problème d'aménagement du territoire, qui dépasse le problème ville-campagne. Je me disais en marchant qu'il y a quinze ou vingt ans le nom du délégué à l'aménagement du territoire me serait venu immédiatement à l'esprit. Plus aujourd'hui. La décentralisation, c'est chacun pour soi. De toutes les crises, les banlieues, le monde rural, la plus importante est la crise morale. On ne sait plus où on va. On cherche des valeurs refuges. Le Front national, il travaille bien. Des terres de France à la terre de France, il n'y a pas loin. »*



Sans discrétion, à grand renfort de dépliants bleus *« Le Pen-la terre »*, les militants du Front national avaient balisé le parcours. Des Parisiens à l'enthousiasme un peu forcé applaudissaient bruyamment les paysans. Eux soulevaient leurs casquettes de toile pour remercier ces citadins qui leur faisaient *« chaud au cœur. »* On aurait dit une claque, à la spontanéité douteuse. Certains étaient venus pour participer *« à tout ce qui peut nuire à Mitterrand »*. Un autre conseillait de relire *« des livres sur la guerre de Vendée, puisque tout découle de là »*. Récupération, noyautage ? Les manifestants étaient nombreux à en sourire : *« C'est sûr, ils rôdent pour essayer de foutre la merde. Mais je ne pense pas que les paysans se fassent avoir. »* Le président de l'union laitière de la Meuse, M. Jean-Claude Lepage, l'affirmait : *« Le Front national y a mis tout son cœur. Mais l'extrémisme, dans le milieu agricole, ça ne marche pas. »*

Des trottoirs montaient aussi de vrais sourires, pour saluer les Bretons joyeux, presque tonitruants, le long du boulevard Voltaire. Les Lorrains trouvaient les Parisiens un peu coincés : *« Allez, bon dieu, applaudissez, c'est la Lorraine qui vous salue. »* Un juriste se laissait gagner par l'enthousiasme : *« Les paysans témoignent du malaise de notre société : c'est un combat moderne. »* Aux balcons, une vache en peluche, une banderole, encourageaient la ruralité en marche : *« Bravo »*, *« Vive la campagne »*. Des fenêtres, on organisait le ravitaillement en eau, échangeant bouteilles pleines contre bouteilles vides.

Que la fête aurait été jolie s'il ne s'était agi que d'une fête ! Mais il y avait aussi les angoisses de ceux qui se sentent disparaître dans l'indifférence, qui vivent avec 2 000 ou 3 000 francs par mois dans des villages qui se meurent. Comme Marthe Genèterre, maire depuis 1977 de Nonant-aux-Prés en Meurthe-et-Moselle, cinq grosses fermes du côté de Nancy, un bureau de poste défendu *« bec et ongles »* l'an dernier : *« Dans mon for intérieur, je pense que les hommes politiques ne sont pas vraiment intéressés par le monde rural. De cette manifestation, il ne sortira rien. »* Au milieu du groupe venu du Gers – mille deux cents casquettes vertes et blanches – Virgile Cirio, soixante-dix-neuf ans, l'un des doyens de la manifestation, ne se faisait pas plus d'illusions : *« On serait deux fois plus nombreux, c'est pareil. »* Il avait participé à la manifestation de 1982 : *« J'ai encore le texte intégral du discours de François Guillaume. Mais depuis, ça s'empire, ça s'empire. Mon père a acheté 62 hectares en 1932. Il a fallu dix-sept récoltes pour les payer. Maintenant, il en faudrait trente. »*

Peu à peu, le triangle avait été parcouru. Hormis les pétards, on n'entendait plus que les canettes qui roulaient à terre. Et les serments : *« Si rien ne vient, si le gouvernement ne comprend pas ce qu'on lui a dit aujourd'hui, dans le calme, si ce que l'on a fait n'a servi à rien, alors on remettra ça chez nous. Et on se rattrapera. »*

CORINE LESNES
et AGATHE LOGEART

NOUS AVONS LANCE LA CLASSE AFFAIRES BIEN AVANT QUE LES HOMMES D'AFFAIRES AIENT PU VOLER.

POTTERIE "IZNIK", 16e SIECLE

Imaginez, vous êtes un marchand du 13e siècle voyageant de Beijing à Rome sur la Route de la Soie. Votre meilleure partie du voyage serait certainement la Turquie. Seulement lorsque vous arrivez, au lieu de marches continues, il y aurait des visites de grands monuments. Au lieu des bandits, il y aurait des gardes à qui l'on peut se fier pour vous escorter tout au long de la route. Tous les soirs, vous vous arrêteriez à un caravansérail qui serait sûr. Vos animaux seraient bien nourris. Vous seriez vous-même nourri avec de la cuisine turque servie dans des merveilles de poteries turques. Vous y trouveriez même un bain turc, même un médecin si cela est nécessaire. Sans besoin de mentionner la bibliothèque pour les littéraires et un jeu d'échecs pour ceux qui ne le sont pas. Et tout cela gratuitement!

Maintenant, imaginez comment nous pourrions servir un homme ou une femme d'affaires voyageant avec nous aujourd'hui. Ou, peut-on vous suggérer que la prochaine fois que vous preniez l'avion pour la Turquie depuis un des centres d'affaires du monde ou que vous ayez besoin des meilleures correspondances aériennes possibles, vous réserviez votre billet et découvriez notre Classe Affaires pour vous-même. Alors vous pourrez voir que cela fait une grande différence de savoir ce qu'était "la classe affaires" bien avant que les hommes aient des ailes.

TURKISH BUSINESS CLASS

TURKISH AIRLINES

M. Mangin : « Le service n'est plus compris ! » M. Lacombe : « Les Etats-Unis veulent contrôler l'arme alimentaire »

La manifestation du *Dimanche des terres de France* s'est achevée, en fin d'après-midi, par les discours de M. Philippe Mangin et de M. Raymond Lacombe, respectivement présidents du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

« On nous reproche de produire, tandis qu'à l'Est, en Afrique, et en Asie se lèvent des peuples affamés », a déclaré M. Philippe Mangin, qui a ajouté : *« Demandons à ceux qui nous gouvernent ce que coûtent les paysages qu'ils contemplent ou les chemins qu'ils empruntent. Ils n'en savent rien. Ils n'ont rien compris. Ce sont nous, les paysans, qui le faisons gratuitement. Mais aujourd'hui, nous disons : « Le service n'est plus compris ». »* Il a conclu en s'adressant au président de la République en ces termes : *« Vous aimez les arbres et vous avez raison. Mais la contemplation de la nature n'a de sens que si l'on sait aussi écouter ceux qui la font vivre. »*

Pour sa part, M. Raymond Lacombe s'est défendu de mener un combat d'arrière-garde. *« Dans un monde qui semble avoir perdu ses repères, dans une urbanisation folle qui enferme les hommes dans leur individualisme et qui étale ses déchirures sociales, il est plus important que jamais de sauvegarder les valeurs de nos communautés rurales où les notions de solidarité et d'humanisme ont encore un sens. »*

Le président de la FNSEA a conclu par une violente charge contre les Etats-Unis : *« Leur objectif est simple : briser les reins des agricultures européennes pour mieux conquérir des débouchés nouveaux et assurer leur pouvoir planétaire en contrôlant l'arme alimentaire. Pour mener à bien cette triste besogne, les Américains ont, hélas, trouvé des alliés au sein de cette Europe hésitante et divisée... »*

PAYSANNE A PARIS

Le territoire des autres

Suite de la première page

Mais ce qui compte davantage en revanche – leurs dirigeants ont mis du temps à le comprendre – c'est la terre, parce qu'à travers elle transparaissent les racines, la tradition, la patrie. Joli, l'hymne du *Dimanche des terres de France* (que n'aurait pas renié un Maurice Barrès) n'en est donc pas moins ambigu et il n'en faudrait pas beaucoup – le Front national le subodore évidemment – pour qu'il fleure, à ses franges, une sorte de prépétainisme.

Il reste que, pour se sauver d'un marginalisme annoncé, la paysannerie a trouvé une excellente contre-offensive. Au lieu de s'arc-bouter aux seuls prix garantis, aux aides contre la sécheresse, aux clauses de sauvegarde, au fonds des calamités, il fallait lancer la croisade contre un monde rural qui se meurt au pays de Giono, les feux qui s'éteignent dans la Margeride, les ronces qui envahissent les chemins des monts d'Arrée, les villes qui grignotent les prés et les bois. Le rural a saisi le relais de l'agricole, la géographie et l'écologie celui de l'économie, l'espace celui du produit, le patrimoine celui des marchands. Pays, paysans, paysages n'ont-ils pas la même racine?

L'ennui vient de ce que ce territoire dont ils veulent faire leur moderne combat est devenu... le territoire des autres: Celui des citadins qui, civilisation des loisirs et de l'automobile aidant, ont une fringale de campagne; celui des ingénieurs qui tracent autoroutes et lignes de TGV là où il y a de la place; celui des experts qui, de Paris ou de Bruxelles, jugent de ce qu'il est bon de faire sur le plateau de Millevaches ou dans le bocage normand; et surtout celui des artisans, retraités, salariés, commerçants, dont la population, depuis dix ans, est devenue dans les communes rurales beaucoup plus nombreuse que la population strictement agricole. Un territoire et des tableaux de campagne qui forment l'univers quotidien des paysans et dont le destin leur échappe. *«Pas de pays sans paysans»*, clamaient-ils fourbus, dimanche, en levant la tête vers les mansardes des derniers étages des immeubles haussmanniens.

Solidarité et fermeté

Et maintenant? M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, prétend que la manifestation de dimanche l'aidera dans sa tâche, mais jusqu'où va sa marge de manœuvre? Fidèle compagnon du président de la République, il peut mieux que quiconque faire passer des messages de solidarité et de fermeté. Il présentera fin octobre des contre-propositions pour la réforme de la politique agricole commune. Mais on voudrait être sûr que dans les négociations du GATT qui s'éternisent, la France ne sera pas tentée de plier devant les exigences américaines et l'impatience de M. Bush pour aboutir.

Bête noire des agriculteurs, M. Michel Charasse est en première ligne. Même si les finances de l'Etat demandent rigueur et cohérence, le ministre du budget peut sur trois points au moins faire des ouvertures :

– Les modalités d'attribution par l'Etat de la dotation globale de fonctionnement (DGF), soit 92 milliards de francs en 1992, pourraient être revues. Est-il normal que l'habitant d'une commune rurale reçoive à ce titre deux fois et demie moins que celui des grandes agglomérations?

– La taxe sur le foncier non bâti rapporte 4,4 milliards de francs aux communes, 2,4 aux départements et 0,5 aux régions. Comment alléger les charges des agriculteurs sans mettre en péril les finances des collectivités locales?

– Le gouvernement a décidé de réduire la fiscalité sur les sociétés de capitaux. Les agriculteurs qui sont à la tête d'entreprises le plus souvent individuelles ou familiales peuvent-ils espérer les mêmes faveurs que les PME?

Puisqu'ils s'intéressent tant désormais aux zones rurales, les paysans feraient bien de noter qu'il existe au gouvernement un ministre spécialement en charge de cette question, qui plus est ministre d'Etat, en la personne de M. Michel Delebarre. Avec un secrétaire d'Etat, M. André Laignel par-dessus le marché, alors que M. Mermaz est seul à la tâche. Pourquoi ne pas interpeller en priorité ce ministre de l'aménagement du territoire qui doit livrer chaque jour un combat cornélien puisqu'il est aussi ministre des villes...

S'il existe un thème consensuel, c'est bien qu'il ne servirait à rien de dresser les villes contre les campagnes, les villages contre les mégalopoles. L'harmonie sociale et la mise en valeur intelligente du pays en dépendent. M. François Mitterrand le rappelait il y a peu à Chinon. Grâce aussi à la décentralisation, la France redécouvre sa configuration, sa géographie et son espace, un atout en Europe. Napoléon n'avait peut-être pas complètement tort de croire que la politique d'un Etat est inscrite dans sa géographie.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Récupération à deux vitesses

«On dirait que tous les autres leaders politiques sont saisis d'inhibition! C'est idiot, ça les prive d'un excellent buffet!». Sous le chapiteau réservé aux personnalités invitées, dressé au pied d'un des deux pavillons de Claude Nicolas Ledoux, Jean-Marie Le Pen attire caméras et journalistes autant qu'il dissuade les autres responsables politiques de pénétrer sous la tente. Les télévisions risqueraient de montrer le chef du Front national et un dirigeant du RPR ou de l'UDF côte à côte. Les partis de droite ne veulent pas afficher une telle compromission!

Ceint de son écharpe bleue à étoiles, veste claire et badge à la boutonnière, le député européen est arrivé le premier au rendez-vous des « VIP » à 12 h 05 et il ne quittera les lieux que vers 16 heures... Maniant tour à tour morgue et séduction souriante, il multiplie les interviews y compris à une télévision britannique dans un anglais laborieux. *«Je ne vais que dans les endroits où je suis invité et je trouve ici l'accueil très sympathique.»* Les grands mots fleurissent : capitulation, braderie, frontières passoires, colonisation puisque *«chaque année 8 500 hectares sont rachetés par des étrangers»*.

Voilà Alain Madelin et François Guillaume, épis de blé dépassant du veston, qui font leur entrée puis le Breton Pierre Méhaignerie. Valéry Giscard d'Estaing, qui arbore le badge discret de l'Auvergne, parle, dehors, doctement du nécessaire équilibre entre toutes les parties du territoire, et André Lajoinie, à la tête d'une délégation du PC de cinq personnes, s'apitoie sur la grande détresse des éleveurs.

On se demande si Jacques Chirac va se montrer car l'heure tourne. Mais le voilà enfin chaleureusement entouré de Nicole Cathala, Michèle Alliot-Marie et Gabriel Kaspereit. Il fallait qu'il passe d'abord au stand de la Corrèze, la province est prioritaire. Un maître d'hôtel zélé lui met dans une main trois sandwichs et dans l'autre un demi bien mousseux qu'il avale d'un coup. Le président de l'assemblée des chambres de métiers, Jean Paquet, boulanger et auvergnat, insiste pour se faire photographier avec le maire de Paris. Pas de problème! *«Arrêtons de parler de division entre la France des villes et des campagnes!»*, demande le président du RPR. *«L'harmonie de la nation, voilà nos valeurs! Moi qui suis un élu à la fois d'une ville riche et de la Corrèze, l'un des départements les plus pauvres, je comprends tout ça très bien.»*

Le président du Front national monopolise toujours l'intérieur de la tente, et les autres leaders doivent se contenter de la margelle. C'est une récupération politique à deux vitesses, au grand dam de plusieurs des organisateurs et des membres du CNJA, exaspérés, ont quitté la tente. Quant aux socialistes, aucun chef de file d'aucun des courants n'a montré le bout du nez.

F. Gr.

□ **Incidents mineurs entre des jeunes du Front national et des opposants à M. Le Pen.** – De brefs incidents se sont produits dans l'après-midi du dimanche 29 septembre entre une cinquantaine de jeunes skinheads et quelques dizaines de jeunes protestant contre la présence de M. Jean-Marie Le Pen à la manifestation des agriculteurs. Le président du Front national avait quitté le défilé rue Saint-Antoine, suivi par plusieurs dizaines de ses militants lorsque le cri de *«sales fascistes»* a fusé sur les trottoirs. Une cinquantaine de jeunes skinheads ont poursuivi sur la place de la Bastille une dizaine de jeunes qu'ils accusaient d'avoir proféré ces insultes. Des coups de poing ont été échangés jusqu'à l'intervention de policiers en civil, qui n'ont procédé à aucune interpellation.

Les réactions politiques

Le gouvernement se félicite du calme et du caractère « professionnel » du défilé

Mme Edith Cresson a fait publier, dans la soirée du dimanche 29 septembre, un communiqué dans lequel elle observe que, *«conformément à son attente, l'importante manifestation du monde rural s'est déroulée (...) dans l'ordre et le calme»* et que ses organisateurs *«ont su éviter les tentatives de récupération politique»*.

M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, avait indiqué dès la fin de la matinée, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, que la manifestation pourrait être *«un formidable soutien»* pour le gouvernement dans la suite des négociations GATT et des discussions sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). *«Si elle se passe bien, c'est une manifestation dont nous pouvons tirer le plus grand profit»* et *«qui peut politiquement nous aider»*, avait-il souligné. Le soir, invité du journal de FR 3, le ministre faisait écho à M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA. Celui-ci ayant demandé au gouvernement de *«revoir sur le fond la politique agricole française, faire des contre-propositions à la Commission européenne pour remettre à niveau la politique agricole commune et se battre très sérieusement dans les grandes négociations mondiales»*, M. Mermaz a annoncé qu'il va *«proposer des amendements très substantiels à la Commission européenne»*, afin d'y faire entendre le *«message très fort»* des agriculteurs français.

«Cette échéance de la réforme de la PAC, si l'on s'y prend bien, avec tout l'appui du monde paysan et du monde rural, doit permettre d'ouvrir une période nouvelle dans l'histoire de l'agriculture française», a expliqué le ministre. Il a souhaité une *«concertation très poussée avec les dirigeants du monde agricole»*.

M. Chirac : «une certaine idée de la France»

Sur Antenne 2, M. Mermaz avait expliqué que *«l'économie de marché»* n'est pas bonne pour l'agriculture. *«Si on laisse les seules lois du marché, la seule mondialisation fonctionnera»*, disait-il, en citant l'exemple de l'agressivité des Etats-Unis face aux Norvégiens, ces derniers *«n'auront bientôt plus le droit que de fabriquer de la neige, puisqu'on leur reproche de protéger leur agriculture»*. *«Si nous faisons une bonne politique agricole, il faut faire en sorte qu'il y ait sept cent mille agriculteurs en l'an 2000»*, a-t-il affirmé.

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, qui était l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », s'est félicité, lui aussi, que le *«service d'ordre très important et très efficace»* mis en place par les organisateurs de la manifestation ait *«découragé la récupération politique»*. *«Il y a eu expression professionnelle du monde rural»*, a jugé M. Joxe.

M. Jacques Chirac a déclaré, dimanche soir, sur la Cinq, que *«c'était une belle manifestation, calme, sereine, puissante»*, et que les socialistes avaient eu *«tort de ne pas venir»*. Pour le président du RPR, les agriculteurs ont défendu *«leurs droits légitimes et une certaine idée de la France»*.

Autre «récupérateur», le Front national s'est défendu d'avoir appelé les agriculteurs à la violence. M. Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite, a déclaré, au «Forum» de Radio-Monte-Carlo et de *l'Express*, que *«la présence de MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing»* lui paraissait *«plus étonnante dans cette manifestation»* que celle de sa formation, car, *«du temps où ils étaient aux affaires, les choses se sont également dégradées dans le monde rural»*. Pour M. Mégret, *«la situation catastrophique de l'agriculture française, qui est en quasi-faillite, résulte aujourd'hui, directement, de la politique qui a été menée par la classe politique française – RPR, UDF et PS compris – et par les technocrates de Bruxelles»*.

Canofile 250.
C'est aussi simple qu'une armoire,
avec le génie en plus.

Pour classer, pour gérer, on n'a jamais rien inventé de mieux qu'un document dans un dossier, des dossiers dans un tiroir et des tiroirs dans une armoire... Le génie de CANOFILE 250, vous permet de classer jusqu'à 13 000 documents A4, dans 200 tiroirs, réunis dans une armoire de 15 cm de diamètre : un disque laser amovible... et autant d'armoires que vous voulez ! Avec CANOFILE 250, d'un seul geste, le document est mis en mémoire, même recto verso. Tout petit, utilisable par tous, CANOFILE 250 ne change pas vos habitudes de classement et ne demande aucune connaissance informatique.

Vite classés, vite retrouvés, tous vos documents vont pouvoir être encore mieux exploités. Ça aussi, c'est du génie. Découvrez vite des possibilités de classement et d'organisation que vous ne pouvez même pas imaginer...

Canofile 250
– le classement électronique qui respecte vos habitudes.

Canon
Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image.
TEL. 49 39 25 25 - FAX 48 65 22 88

CLASSEMENT PERSONNALISÉ
Afin de vous informer sur les méthodes de classement spécifiques à votre profession, merci de compléter avec précision les informations ci-dessous.
Nom _____ Prénom _____ Ma fonction/service _____ Code APE _____
Raison Sociale _____ Notre activité principale _____ Téléphone _____
Adresse _____ Code postal _____ Ville _____
Merci de renvoyer à CANON, Division Systèmes de Gestion du Document et de l'Image. Centre d'affaires Paris-Nord 93154 LE BLANC-MESNIL CEDEX.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

Madame, Monsieur,

Nous n'aimons pas parler de nous, mais quand d'autres le font...

Paribas : Corbeille d'Or 1991 du meilleur gérant de SICAV

Ce prix a été décerné à la Banque Paribas par la revue "Mieux-Vivre". Il récompense l'ensemble des performances de ses Sicav, gérées par sa filiale Paribas Asset Management.

PARIBAS

Paribas Asset Management Group - 34, avenue de l'Opéra, 75002 Paris - Tél. : 42.98.08.04 - 42.98.13.77

CDME

COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

RÉSULTATS SEMESTRIELS :

Chiffre d'affaires consolidé : 6,6 milliards de francs (+ 16,3 %)
Bénéfice net (part CDME) : 85,9 MF (– 5,4 %)

Le Conseil d'Administration réuni le 24 septembre 1991, sous la Présidence de M. Serge WEINBERG, a arrêté les comptes du premier semestre 1991, dont les principaux éléments sont :

(en millions de francs)	30/06/91	30/06/90 (1) (retraité)	Variation
C.A. consolidé	6.631	5.701	+ 16,3 %
Résultat net (part CDME)	85,9	90,8	– 5,4 %
MBA	162,4	150,1	+ 8,2 %

(1) *Les comptes au 30 juin 1990 ont été retraités de façon à tenir compte des nouvelles règles comptables appliquées dans le Groupe* PINAULT. *Le retraitement a porté essentiellement sur le mode de comptabilisation de la provision pour congés payés.*

La progression des ventes à structure constante est de 4 %. L'activité internationale représente 28,0 % du C.A. contre 21,1 % en 1990.

Les résultats du premier semestre 1991 traduisent un ralentissement de la progression de l'activité sur la plupart des marchés, plus spécialement en Amérique du Nord et en Espagne alors que l'Allemagne a connu une croissance particulièrement forte.

Pour faire face à l'incidence négative de ce ralentissement sur les marges d'exploitation, un effort significatif de réduction des charges a été entrepris.

Les chiffres d'affaires réalisés durant les mois de juillet et d'août s'inscrivent dans la tendance observée les mois précédents.

GROUPE PINAULT

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent *le Monde*. *Le Monde* est leur premier quotidien d'informations générales.
(IPSOS 91)

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

Attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix anciennes

Sur proposition du Président Guy Dejouany, le Conseil d'Administration, dans sa séance du jeudi 26 septembre 1991, a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix actions anciennes.

Cette opération débutera à la fin du mois de novembre 1991. Les actions nouvelles étant créées porteront jouissance au 1er janvier 1991.

En conséquence, le Conseil d'Administration a décidé de suspendre, à partir du 18 octobre 1991, pour une durée de deux mois maximum, l'exercice des bons de souscription et celui du droit de conversion des obligations de juillet 1990.

A l'issue de l'opération, les bases de conversion des obligations et des bons de souscription d'actions seront ajustées selon les modalités prévues aux contrats d'émission.

Informations - Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

SOPHIA

le financement sage

SITUATION AU 30 JUIN 1991

Le Conseil d'Administration réuni le 19 septembre sous la présidence de Bernard Fraigneau a pris connaissance de l'activité de la Société depuis le début de l'année et examiné les comptes intermédiaires au 30 juin.

• Activité :

- Chiffre d'affaires ..... 832 MF
  - *loyers de location simple ..... 97 MF*
  - *redevances de crédit-bail ..... 735 MF*
- Production financière ..... 1.136 MF
  - *crédit-bail industriel et commercial ..... 700 MF*
  - *crédit-bail équipements de services publics... 436 MF*
- Investissements patrimoniaux ..... 124 MF
  - *3.000 m² rue du Louvre à Paris 1er*
  - *49% de Neuilly stationnement SA*

• Résultat :

Le bénéfice courant de la période est en hausse de 13,4% et le bénéfice net s'établit à 155 MF. Ce résultat, associé au faible impact sur 1991 de l'imposition du bénéfice liée à l'évolution du statut Sicomi, laisse augurer, sauf événement imprévisible, un prochain dividende en hausse par rapport à la dernière distribution (37,50 F). Il est rappelé que la Société a renoncé à son statut de Sicomi et reporté sur sa filiale à 100% - Sophia-Bail - l'activité correspondante.

• Vie du titre :

- Emission de 7.939 titres souscrits par les salariés et les détenteurs d'obligations convertibles portant le capital à 717.617.800 F.
- Cotation au Règlement Mensuel fixée au 25 octobre 1991 par les autorités boursières.

AGF Groupe des Assurances Générales de France

SOPHIA : 18, *rue de la Ville l'Evêque* Paris 75008 - Tél. : 47.42.52.53.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Les NOTES BLEUES, l'hebdomadaire du Ministère de l'économie, des finances et du budget, consacrent un numéro spécial au projet de loi de finances 1992.

DANS CE NUMÉRO VOUS TROUVEREZ :

- *LES CHIFFRES-CLÉS*
- *LES GRANDS AXES DU BUDGET*
- *LES DISPOSITIONS FISCALES*

☐ Je désire recevoir exemplaires du numéro spécial "Projet de loi de Finances" (Prix du numéro : 30 F)
☐ Je désire un abonnement d'un an aux NOTES BLEUES (54 N°s) (Tarif : 400 F - Tarif étudiants : 250 F)

Adressez le bulletin et votre règlement, libellé à l'ordre de : CEDEF-IN, à : "LES NOTES BLEUES" - TELEDOC 536 - 139, rue de Bercy - 75 572 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 40 24 88 56

NOM : _____ Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : _____

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Prague et la transition de velours

Le passage à l'économie de marché est finalement plus progressif que ne l'avait annoncé le très thatchérien ministre des finances Vaclav Klaus

«*APRÈS quarante-trois ans d'interruption involontaire, les propriétaires de la pâtisserie de l'avenue Narodni de Prague sont heureux de vous annoncer la réouverture prochaine de leur commerce.*» Affiché sur la porte du magasin, le panneau est signé Jan Paukert. Ayant récupéré, grâce aux lois sur la restitution, la boutique qu'avaient nationalisée les communistes en 1948, la famille Paukert va ainsi reprendre son activité, dans un cadre privé. Partout, Prague est en ébullition.

Deux ans après la « révolution de velours » qui avait écarté du pouvoir les communistes, la transition d'une économie centralement planifiée vers une économie de marché est amorcée. Petits commerces privés, capitalistes sans complexes et grands hôtels internationaux en sont les premiers signes. Sur la place Venceslas, les annonces immobilières proposant la vente de petits châteaux de Bohême ont remplacé les affiches politiques. Les prix y sont indiqués indifféremment en couronnes, en dollars ou en deutschemarks.

Une politique très prudente

Mais, malgré l'ultra-libéralisme de dirigeants comme le président du Forum civique Vaclav Klaus, président du Parti démocratique civique, la Tchécoslovaquie s'est engagée dans la voie des réformes avec une grande prudence. Dans un environnement extérieur très défavorable, elle est sans doute aujourd'hui moins avancée sur le chemin de la transition que ses deux voisines, la Pologne et la Hongrie. Et elle souffre d'un handicap supplémentaire : la libéralisation en cours affecte beaucoup plus durement la République slovaque – la partie est de la fédération (5,3 millions d'habitants) – que la République tchèque (10,3 millions de personnes), situation alimentant les velléités séparatistes de Bratislava.

Après une longue année 1990 de réflexion, les dirigeants de Prague ont donc lancé le 1er janvier 1991 leur propre révolution économique. Thérapie de choc radicale donnant immédiatement aux mécanismes de marché tous leurs droits? C'était l'ambition de Vaclav Klaus, un thatchériste affiché. La réalité est plus modeste. Menant une politique conjoncturelle très prudente – trop restrictive selon certains.

Le pouvoir central a certes bien engagé quelques réformes de structure (les prix, la monnaie, la limitation des subventions...). Mais du retard a été pris dans de nombreux domaines (le droit des sociétés, les faillites, les privatisations, les institutions financières...), au point que certains se demandent si le véritable choc n'est pas encore à venir.

Premier aspect de la stratégie de transition adoptée par Prague, les mesures de libéralisation entrées en vigueur au 1er janvier 1991 ont, pour l'instant, été bien absorbées par l'économie du pays. Premier succès : l'inflation semble maîtrisée. «*La libéralisation – brutale – des prix en début d'année a certes provoqué un relèvement général de leur niveau*, explique Karel Dyba, ministre tchèque pour la politique économique et le développement. *Mais elle n'a pas pas enclenché de spirale inflationniste.*»

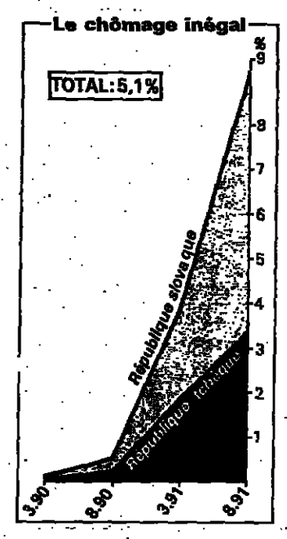
«*Depuis trois mois, les prix sont pratiquement stables*», ajoute le ministre. «*Sur ce plan, nous sommes désormais dans la même situation que les autres pays européens*», déclarait fin août Vaclav Klaus lors du séminaire organisé à Prague par le groupe britannique d'information de Michael Lafferty sur les réformes financières à l'Est.

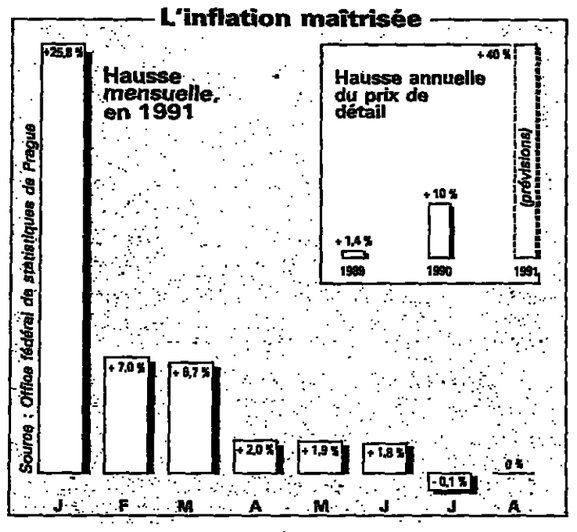
Ce succès a été obtenu malgré l'existence de nombreuses situations de monopole permettant à des entreprises d'Etat de maintenir des prix élevés, et malgré la suppression de nombreuses subventions à la consommation. Une politique des revenus limitant très strictement les hausses de salaires autorisées y a largement contribué. En clair, la population a connu une forte contraction de son pouvoir d'achat, de près de 30 % selon certaines estimations. La Favorite familiale reste plus qu'à l'ordinaire au garage, le prix de l'essence ayant fortement augmenté.

Second succès dont se prévalent les dirigeants du pays : la stabilisation du taux de change, avec l'instauration, comme l'on dit désormais à l'Est, d'une convertibilité «interne» de la couronne. Fortement dévaluée en 1990 – de 100 % par rapport aux devises occidentales, – la monnaie tchèque a désormais un taux de change relativement stable, déterminé par rapport à un panier de cinq devises occidentales et «*très proche des cours du marché noir*» selon Josef Tosovsky, le président de la Banque centrale.

Difficile d'ailleurs aujourd'hui de trouver, même autour de l'hôtel Europa, sur la Venceslas, quelques opérateurs actifs. Les petits commerçants du pont Charles acceptent indifféremment du dollar ou de la couronne. Autre signe de confiance, les Tchèques reconstituent leur épargne en monnaie nationale.

La libéralisation du commerce extérieur n'a pas provoqué, non plus, de catastrophe. Prague souffre pourtant d'un environnement extérieur très défavorable, avec la disparition des marchés soviétique, est-allemand et irakien, le renchérissement brutal de l'énergie importée (payée depuis le 1er janvier intégralement en devises) et le ralentissement économique occidental. Grâce à une forte diminution de ses achats à l'étranger, le pays connaît finalement aujourd'hui une situation externe meilleure que prévu. Le gouvernement avait envisagé, dans le cadre de ses accords avec le Fonds monétaire international (FMI), un déficit des comptes courants de 2,5 milliards de dollars pour 1991. Il a été limité à 350 millions au premier semestre, amenant à escompter un déficit limité à 1,3 milliard pour l'année. La dette reste donc modeste (8,7 milliards de dollars). Si Prague désespère de pouvoir récupérer les 4,7 milliards de dollars que lui doit Moscou, elle peut afficher des réserves extérieures reconstituées, dépassant trois mois d'importations – mieux qu'au début de 1991.





«*Du côté de l'économie réelle, la situation est bien sûr moins favorable*», reconnaît Karel Dyba. Comme dans les autres pays de l'Est, cette stratégie s'est naturellement traduite par une forte chute du PIB (10 % au premier semestre), et plus encore de la production industrielle (17 %). Chercheur devenu ministre, Karel Dyba se méfie de ces chiffres. «*La chute de l'économie est surestimée*, explique-t-il. *En période de changement, les statistiques ne traduisent pas très fidèlement la réalité.*»

Le danger du chômage

Le chômage? Il commence à se développer : fin août plus de 400 000 personnes étaient sans emploi, 5,1 % de la population active. «*Un tiers des chômeurs ont des revenus dans des activités parallèles*», estime-t-il, reconnaissant cependant que le chômage devrait s'amplifier dans les mois à venir...

En cette période de transition difficile, les autorités fédérales ne mènent-elles pas une politique trop restrictive? L'interrogation, soulevée notamment par l'ancien vice-premier ministre Valtr Komarek, s'appuie sur plusieurs éléments : le pays dispose d'un budget excédentaire, de réserves en devises non négligeables, d'un endettement extérieur qui reste faible et d'une capacité d'emprunt forte. Cet été, le gouvernement a d'ailleurs déjà un peu lâché la bride.

La Banque centrale a réduit les taux d'intérêt «*pour donner le signal de la fin de la récession*». Le gouvernement a diminué certains impôts, notamment les taxes sur les importations. Il a augmenté les dépenses publiques, notamment en matière d'éducation, de logement et d'infrastructures. Pas question de forcer l'allure et de provoquer des déséquilibres insupportables. Le FMI doit approuver cette prudence.

La contraction actuelle est-elle alors l'occasion d'une restructuration de l'offre? Pour l'instant, le pari n'est pas encore gagné. Tout un pan des réformes structurelles annoncées tardent à être mises en œuvre. Le droit de propriété a été redéfini, mais les débats sur la restitution des actifs nationalisés entre 1948 et 1990 a freiné les changements. Les citoyens avaient jusqu'au 30 septembre pour réclamer leurs biens. Le code du commerce n'a pas été renouvelé.

Dans l'industrie, l'ajustement n'a pas encore eu lieu. Adoptée cet été, la loi sur les faillites ne doit entrer en vigueur qu'au 1er octobre. Peu de firmes d'Etat ont, jusqu'à présent, fermé leurs portes ou licencié du personnel. Nombreuses sont celles qui continuent à vivre en se faisant mutuellement crédit.

«*Il y a actuellement un phénomène d'hyperendettement généralisé des entreprises qui pose un grave problème aux dirigeants du pays*», expliquait le professeur Marie Lavigne, directeur de l'Institute for East-West Security Studies à l'occasion d'un colloque organisé, à la mi-septembre, par cet institut, à Stirin, près de Prague. «*Il y a dix possibilités différentes pour les grandes privatisations (vente directe, offre publique...)*», nous explique Mme Klvacova, conseiller du ministre tchèque des privatisations, avant de préciser : «*Et puis, il y a notre méthode des coupons*», un véritable rébus tchécoslovaque conçu par les grosses têtes du pays.

Informé dans les rues par des prosélytes du mécanisme, les Tchécoslovaques apprennent ainsi qu'ils pourront acheter, à faible prix (1 000 couronnes), un carnet de coupons leur donnant droit à des actions. Ils devraient pouvoir acquérir ainsi entre 20 % et 25 % de l'ensemble des actifs qui seront privatisés, le reste étant destiné aux grands capitalistes locaux et étrangers. Le processus devrait démarrer réellement l'an prochain.

Des risques financiers

Autre domaine où Prague connaît un certain retard par rapport à ses voisines : les réformes financières et fiscales. En 1990, une première loi bancaire a certes conduit à l'éclatement de la banque unique en un institut d'émission et une série de banques commerciales. Mais les services bancaires restent de qualité médiocre. Et il n'y a pas encore de véritable marché des capitaux.

La réforme fiscale globale, qui devrait se traduire par l'introduction de la TVA, n'est prévue que pour le 1er janvier 1993. Conséquence de ces retards, les investisseurs étrangers restent jusqu'à présent hésitants. La Banque centrale affirme que la Tchécoslovaquie aura finalement accueilli 600 millions de dollars en 1991, l'équivalent tout de même de 3 % ou 4 % du PIB national.

Dans sa mutation, la Tchécoslovaquie a un handicap supplémentaire. Le choc libéral divise le pays. La Slovaquie, où sont concentrées les usines d'armement, l'industrie lourde et une agriculture moins efficace, souffre beaucoup plus que la Bohême et la Moravie. Le taux de chômage y est déjà deux fois plus fort.

«*Le prix de la séparation en termes économiques serait très élevé*», s'inquiète Karel Dyba. «*Un éclatement du pays provoquerait une fuite des investisseurs occidentaux et retarderait nos discussions pour l'association avec la CEE*», ajoute Miroslav Zamecnik, jeune conseiller économique du président Vaclav Havel.

Après la «révolution de velours», la Tchécoslovaquie vit en définitive une «*transition soft*». La rupture avec l'ancien système n'est pas encore totalement consommée. Malgré une direction économique ultra-libérale, Prague n'a pas encore véritablement franchi le point de retournement décisif. Il devrait l'être, l'an prochain, avec les privatisations. Le choc, notamment social, pourrait alors être difficile à supporter. «*Après quarante-trois ans d'interruption involontaire*», le capitalisme n'est pas encore assuré d'un retour facile sur les rives de la Vltava.

de Prague
ERIK IZRAELEWICZ

Vente aux enchères à l'Eden...

L'Eden, la maison de la culture du 10e arrondissement de Prague, n'a assurément rien à voir avec l'hôtel Drouot, à Paris. Et pourtant. Dans l'une des salles de l'austère bâtiment, l'ambiance rappelle, en ce samedi d'automne, celle des ventes de la salle parisienne. Ici, dans cette triste banlieue pragoise, l'Etat met aux enchères son patrimoine : six commerces sont à vendre aujourd'hui. Comme à Paris, tout le monde veut donner l'impression d'avoir une longue habitude de ce jeu.

A la tribune, le commissaire-priseur amateur, un grand gaillard barbu et très élégant, Jiri Franc, employé de banque dans le civil, fait, au micro, l'article en faveur d'un débit de boissons-pâtisserie de 785 mètres carrés du quartier. Dans la salle, la tension monte. Le niveau des prix aussi. La bataille psychologique bat son plein.

Les regards se croisent. Trois copains, au look très rocker, sont en concurrence avec un ex-apparatchik à l'opulente chevelure blanche («*employé dans une société d'Etat*») et son fils («*vendeur*» de profession). Ces derniers l'emportent. Adjugé, vendu : 13,1 millions de couronnes (2,7 millions de francs)! Affaire suivante : une échoppe de réparation de cuirs et peaux.

Depuis le début de l'année et dans le cadre de la petite privatisation, l'Etat tchécoslovaque organise ainsi tous les week-ends des enchères publiques où sont mis en vente boutiques, restaurants et petites entreprises industrielles. Pour l'ensemble de la Fédération, plus de 10 000 entreprises auraient déjà été vendues. L'objectif est de rendre au secteur privé 100 000 unités économiques. Cette vaste braderie, qui vise à améliorer rapidement la qualité des services et la vie quotidienne dans le pays, se heurte à de nombreuses difficultés.

Le processus souffre d'abord de «*l'opposition des gestionnaires du secteur d'Etat aux petites privatisations*», explique Mme Klvacova. Les dirigeants des grandes firmes publiques – des chaînes de magasins, de restaurants ou de brasseries – se comportent en fait comme «les» propriétaires et veulent éviter d'abandonner, dans le cadre des petites privatisations, certains maillons de leur société. «*Ils refusent de remplir les formulaires, ils les remplissent mal, ils vident les stocks...*» Les managers des sociétés d'Etat cherchent aussi à profiter d'une frontière qui reste floue entre la petite privatisation et la grande.

Faiblesse de l'épargne

La vente des petites boutiques – soit du fonds de commerce pour une période limitée de deux ans, soit des murs et du fonds – se heurte ensuite à la faiblesse de l'épargne locale. Pour éviter que les commerces et la petite industrie ne passent tout entiers dans des mains étrangères, la loi réserve le premier tour des enchères aux citoyens tchécoslovaques. Les étrangers ne peuvent se porter acquéreurs qu'à l'occasion d'un second tour, pour les affaires n'ayant pas trouvé preneur. Cette discrimination, à laquelle les experts ultra-libéraux du ministère de la privatisation s'étaient opposés, fait naturellement l'objet d'un détournement généralisé.

Les Tchèques fortunés sont peu nombreux. Ils peuvent, certes, emprunter auprès des banques, mais celles-ci leur demandent des garanties. Conséquence : ce sont en fait des étrangers – bien souvent des émigrés tchèques de retour au pays – qui achètent avec l'aide de citoyens locaux, des prête-noms. L'acquéreur récent d'une petite brasserie pour 71 millions de couronnes a expliqué à la presse et en toute impunité qu'il avait été aidé par une firme américaine.

Plus de 65 % des achats seraient effectués pour le compte d'étrangers, illégalement donc – l'estimation est donnée... au ministère tchèque de la privatisation, par le porte-parole du ministre. «*Si on a la preuve que l'acheteur n'est que le prête-nom d'un étranger, on peut annuler la vente*», explique le «commissaire-priseur», Jiri Franc. Il avoue qu'en fait personne ne cherche jamais d'où proviennent les fonds.

Interrogé sur l'origine des 13,1 millions de couronnes qu'il va devoir verser à l'Etat dans les trente jours, l'acquéreur du débit de boissons-pâtisserie du 10e arrondissement de Prague – qui gagne, officiellement, autour de 4 000 couronnes dans l'entreprise d'Etat où il travaille – nous déclare «*n'être pas autorisé à répondre*»! Il aura glissé, incidemment, que c'est la seconde boutique qu'il achète.

Au fond de la salle, des hommes habillés à l'occidentale – les véritables acheteurs? – veillent, la mallette à la main. «*Vous savez, après plus de quarante ans de communisme*, expliquent l'un d'entre eux, *les acquéreurs possibles sont soit les anciens apparatchiks, soit les hommes de la mafia locale... soit les étrangers.*» Une belle base pour le petit capitalisme tchécoslovaque local!

E. I.

Évolution et révolution en URSS

Le retour de la société

La population subissait un monde politique qu'elle ignorait, mais elle se développait indépendamment

par Alain Blum

L'EVOLUTION actuelle de l'URSS *marque le retour* de la société sur les devants de la scène. Le politique en redevient l'expression. Pendant plus de cinquante ans, depuis la fin des années 20, la sphère politique soviétique avait perdu tout contact avec une société qui continuait à se développer de façon autonome. Le monde politique vivait comme un microcosme, l'on ne voyait le pays qu'à travers ce monde, son langage, ses stratégies, ses changements ou son inertie.

Lorsque les mesures sociales répressives (sur le divorce, l'avortement, etc.) sont prises en 1936, par exemple, elles sont justifiées par un langage idéologique qui n'a plus aucun rapport avec la réalité ; elles ont perdu toute trace d'une analyse du social qui, prenant ses racines dans la fin du dix-neuvième siècle, s'était prolongée, voire étendue, au début des années 20. A la place des textes mettant en avant les facteurs sociaux du recours à l'avortement, comme ceux de Gernet, les ouvrages parus en 1936 parlent d'*« une loi entrant dans l'histoire comme un monument à la gloire du pouvoir soviétique et son souci de la santé des femmes et des enfants »*, etc.

Cette dissociation, qui apparaît au début des années 1930, atteint son point extrême quand le chiffre même de la population totale de l'URSS sera décidé par Staline. Alors que le *recensement de 1937 aboutissait à* 162 millions d'habitants, Staline parle de 170 millions d'habitants, annule le recensement, et lorsque le directeur de la statistique vient le voir pour lui demander l'origine de ce chiffre, il lui répond qu'*« il sait parfaitement quel chiffre lui indiquer »*. Le chiffre était devenu enjeu de comparaison entre socialisme et capitalisme ; la croissance démographique devenait argument idéologique.

Une inversion de sens

Le discours devient dorénavant si éloigné de la réalité sociale du pays qu'il n'a plus prise sur ce qu'il voulait modifier. La société avait renoncé à s'inscrire dans un monde qu'elle ignorait. Elle le subissait, mais elle se développait indépendamment. Cette dissociation entre les deux mondes vient de prendre fin avec éclat.

Le futur de l'Union ne peut alors s'entrevoir qu'en cherchant à comprendre si la société soviétique, ou plutôt les sociétés de ce que fut l'URSS, sont capables, ou non, de fonctionner et de guider les changements actuels, de les orienter et non de les subir. Faut-il reconstruire complètement un tissu social qui puisse servir de base à l'économie de marché, ou les structures existantes sont-elles au contraire suffisantes ?

Question fondamentale à laquelle on aurait tendance, à première vue, à répondre négativement. Le pouvoir soviétique aurait profondément bouleversé les rapports sociaux, ne laissant subsister qu'une société atomisée et passive. Mais, en développant de *telles conclusions*, on tombe dans le piège des catégories qu'a construites l'idéologie soviétique, sans que ces catégories reflètent des changements réels. A partir de la fin des années 30, cette société est, en général, décrite, dans les ouvrages statistiques, comme simplement composée d'ouvriers, de paysans et d'employés.

L'Humanité en 1936 écrira : *« Ce rencensement* [le recensement de 1937] *doit donner un tableau statistique exact des changements inouïs qui se sont produits dans les rapports entre les dizaines de millions d'habitants de l'URSS.* (...) *La catégorie sociale des « patrons occupant des ouvriers salariés » a disparu, et. dans les questionnaires nouveaux du recensement, l'expression même de « classe » a disparu, car ce rencensement a lieu au seuil de la société sans classes. »* Remarquable inversion de sens, qui fait d'un changement de catégories d'analyse produites par l'appareil *administratif un changement* de société ! Cette description va se conserver dans les recensements de l'après-guerre et va conduire à faire croire à l'homogénéisation de la société soviétique.

Derrière ce cadre descriptif étroit et homogène se cache une société tout autre, variée et, surtout, qui a continué à évoluer indépendamment du pouvoir politique. On a voulu croire que le politique s'était confondu avec le social. Il n'en a jamais été si éloigné. Loin de tendre vers le *Nous autres* de Zamiatine ou vers *1984* d'Orwell, on peut montrer, à travers de nombreux indicateurs, que les réseaux sociaux de base sont restés là qui permettent sans doute de se dégager de l'*économie centralisée, planifiée* à l'extrême, d'Etat.

Le piège des mots

L'analyse sociale et démographique montre avec clarté cette autonomie du social. Les disparités géographiques des comportements, expression des différences culturelles, se sont conservées. La législation était la même dans toute l'URSS ; la Lituanie catholique ne connut pourtant jamais un développement important du divorce et de l'avortement. L'Estonie protestante se saisit, au contraire, de la législation libérale qui suivit la mort de Staline pour continuer une tradition qu'elle n'avait pas abandonnée dans sa période d'indépendance.

Coupée en théorie du monde scandinave, l'Estonie est malgré tout un des pays connaissant la natalité hors mariage la plus élevée : la proportion de naissances illégitimes dépasse les 30 % en zone rurale dans ce pays. Loin de s'être éloignée de la Scandinavie, ou même de s'être figée dans une situation qu'elle aurait conservée de l'avant-guerre, la société estonienne a donc continué à suivre la voie de la société scandinave.

Même constatation dans les pays d'Asie centrale ou dans le Caucase, où la fécondité se compare à celle de l'Iran pour l'Ouzbékistan, de la Turquie pour l'Azerbaïdjan, et non à celle de la Russie. Elle commence à baisser fortement en Azerbaïdjan à la fin des années 60, comme en Turquie. Elle ne diminue qu'à partir de 1975 en Ouzbékistan, comme dans plusieurs pays à tradition islamique.

La juxtaposition de deux mondes se retrouve quand on observe la similitude des comportements des Russes en Ouzbékistan et en Russie. Loin de se fondre dans les régions d'immigration, les Russes conservent la même mortalité, la même fécondité, les *mêmes pratiques de mariage, qu'ils* vivent en Russie ou en Asie centrale. Preuve extrême d'une société de type colonial, dans laquelle la fusion n'existe guère.

Même géographie pour les structures sociales, *bien que les preuves* manquent encore. Pourquoi découvre-t-on, derrière ce qu'était le Parti communiste soviétique (PCUS), une variété de groupes économiques ou politiques ? N'imaginons pas que ces groupes sont apparus brusquement, à la suite d'un coup de baguette magique de l'enchanteur Mikhaïl Gorbatchev. Il est clair qu'ils existaient auparavant, même s'ils se sont solidifiés. Ils ne pouvaient simplement s'exprimer qu'à travers le filtre destructeur du langage et de la pratique officielle. Le PCUS n'était qu'une coquille sémantique, la variété de la société s'y fondait sans être détruite. Sa disparition ne devrait que concrétiser cette variété, la montrer au grand jour.

On doit alors nuancer le discours soviétique, mais aussi occidental, qui montre un pays en décomposition. Décomposition d'un empire d'abord, avec les revendications nationales ; décomposition d'une économie ensuite, avec ces queues devant des magasins vides. Or on ne doit pas tomber à nouveau dans le piège des mots, on ne doit pas prendre une situation transitoire effectivement difficile pour une tendance à la décomposition. Les difficultés présentes peuvent être vues comme la douloureuse mais nécessaire adaptation d'une société en voie de solidification.

Dans cette logique, il faut se méfier de conclusions trop vites tirées de la libération de la parole. On nous parle de cette *montée* irrésistible de la criminalité, par exemple. Les articles sont nombreux dans *les Nouvelles de Moscou, Arguments et Faits*, d'autres journaux encore, traitant de ce sujet. On se sert de cela pour tenir un discours catastrophiste sur le devenir des composantes de l'Union. Mais on ne peut pas oublier que le fait divers qui avait un sens tout autre dans le passé, qui devait être l'expression d'un phénomène alarmant, est redevenu fait divers.

On ne peut nier une montée de la criminalité : 2,1 millions de délits ont été enregistrés en 1985, 2,5 millions en 1989. Mais le fait qu'on en parle et qu'elle existe ne signifie pas qu'elle est devenue un des phénomènes majeurs de la société ; son ampleur est multipliée par le fait que l'on n'en parlait pas du tout auparavant. Il y a surtout transformation de sa structure, il y a montée d'une petite délinquance, touchant l'individu : de 27 % de délits concernant *des biens individuels en 1985, on est* passé à 41 %. Cette montée est donc d'autant plus perçue par tous.

De la même manière l'impression d'une décomposition du pouvoir en Asie centrale et d'un retour aux pouvoirs familiaux et patriarcaux est en grande partie illusion. La description homogène de la société communiste avait fait croire à un changement complet de ces pouvoirs. Or il est clair que le langage s'était le plus souvent adapté aux structures existantes, que la structure du pouvoir communiste dans ces régions était souvent un masque appliqué aux structures patriarcales : les structures locales du Parti reproduisaient en fait les structures traditionnelles du pouvoir des clans. On a plutôt l'expression d'une décolonisation lente, qui revoit s'exprimer un pouvoir qui, bien que toujours présent, s'était fondu dans une description qui ne lui appartenait pas.

Un dernier exemple de cette toute-puissance du social, et de la nécessité d'une analyse qui rende à une partie des régions que *comptait* l'URSS une dimension européenne, peut être tiré de l'examen des tendances migratoires que l'on peut attendre dans le futur. L'URSS est de toujours un pays de migrations. Malgré le système des *propiski*, ces autorisations de séjour intérieur qui limitaient les possibilités de mobilité, les flux inter et intra-Républiques ont toujours été importants.

Apparentes migrations intérieures, *ces flux ont plus* le profil de migrations internationales, au sein d'un pays aussi divers que l'était l'Union, et permettent d'imaginer le devenir des migrations en Europe autrement qu'on ne l'a couramment entendu ces derniers temps. On aurait tort de ne percevoir les changements futurs que comme un déversement d'une population d'Europe de l'Est et de l'URSS vers l'Europe occidentale. Cette réapparition de la société, fait au contraire penser l'Europe comme « régénérant » des flux migratoires divers rappelant peut-être ceux qui se dessinaient dans l'entre-deux-guerres.

Deux aspects essentiels vont dans ce sens. D'une part, le processus de décolonisation en cours en Asie centrale et moyenne, déjà bien engagé, devrait conduire au développement important de migrations de ces régions vers la Russie. Comme la France, qui a vu se renforcer les mouvements migratoires en provenance du Maghreb dès après la décolonisation, la Russie a déjà vu les flux s'inverser, et ce, dès le début des années 70.

Entre 1961 et 1970, la Russie a perdu plus de 1 million d'habitants au profit des Républiques voisines ; entre 1979 et 1988, elle en a gagné près de 1,8 million au détriment de ces mêmes Républiques. A l'inverse, l'Ouzbékistan, qui avait gagné 250 000 habitants au détriment des autres Républiques, essentiellement de la Russie, entre 1961 et 1970, en a perdu 507 000 entre 1979 et 1988, avant même les premiers conflits ethniques, le retour de peuples déportés ou l'émigration de certaines nationalités ; pour l'Asie centrale dans son ensemble, les chiffres sont respectivement de 460 000 et 1,1 million.

De longues racines

Expression remarquable de l'*antériorité de l'évolution sociale* par rapport à son expression politique, la décolonisation, qui a vu, depuis deux ans, un remplacement rapide des cadres politiques dirigeants, se concrétise maintenant dans une revendication d'indépendance. Les flux migratoires préfigurent déjà un devenir qui fera de la Russie un pays receveur de main-d'œuvre. La jeunesse des populations d'Asie centrale devrait contribuer à renforcer ces flux.

Si l'on peut certainement s'attendre à des migrations vers l'Europe occidentale, celles-ci seront aussi amplifiées au sein même de la Russie, et dans ses bordures élargies aux Républiques occidentales comme l'Ukraine ou les pays baltes, *ainsi que vers certains* pays de l'Est. On peut s'attendre à une renaissance de flux anciens, tels ceux connus dans l'entre-deux-guerre, qui ont permis l'implantation d'une population d'origine russe, ukrainienne ou balte, restée attachée à sa terre d'origine, ou, en tout cas, servant de point d'ancrage à des migrations futures.

On observera non pas un « déversement », terme qui joue trop sur une analogie avec deux réservoirs dont on ouvrirait les vannes, mais le développement de flux orientés dans diverses directions et pouvant conduire, plus qu'à un déséquilibre, à la reconstruction d'une Europe équilibrée. Ces flux ne seront d'ailleurs pas seulement migratoires, mais sans doute beaucoup *plus caractérisés par* une croissance rapide des échanges économiques et par une mobilité temporaire.

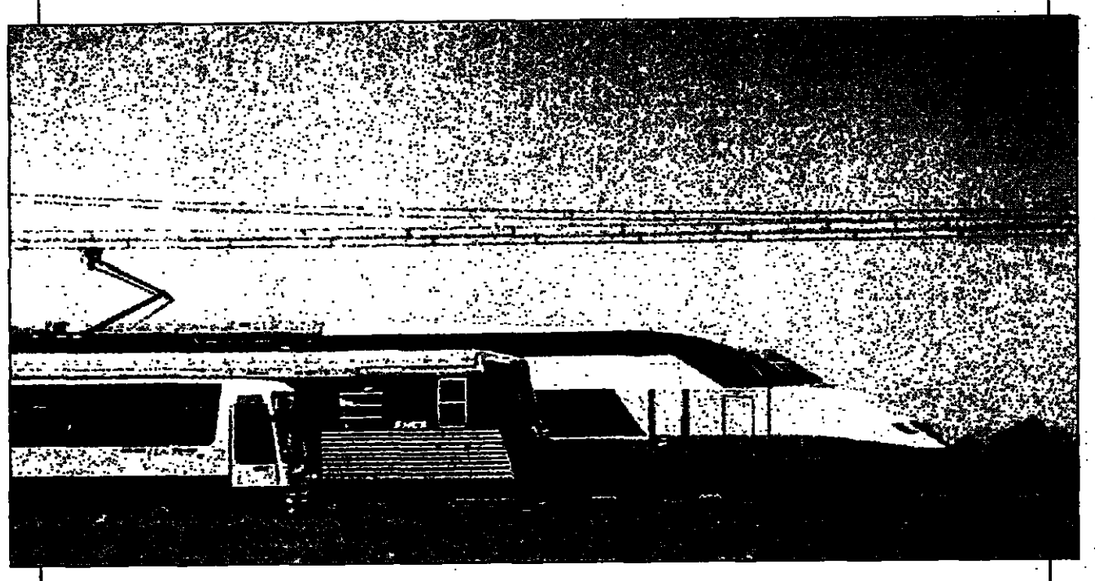
Il est donc à la fois intrigant et fascinant, dans une perspective historique, d'observer que, malgré les ruptures dramatiques qui ont vu dans les années 30 des générations entières sacrifiées (la famine de 1933 qui fit doubler le nombre de décès, la « dékoulakisation », les années de répression et de déportation) et ont conduit à 26 millions de décès supplémentaires pendant la seconde guerre mondiale, la société semble avoir continué à évoluer, à exister, à garder ses racines dans l'histoire longue. Elle ne s'est pas non plus figée, elle s'est construite et modernisée. Nous ne devons comprendre les enjeux actuels qu'en comprenant cette continuité et cette mobilité, qu'en nous dégageant d'une vision par trop marquée par des événements dramatiques.

► Chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEPTEMBRE 1991

La SNCF émet un nouvel emprunt d'un montant minimum de 2,8 milliards de francs



Emprunt 9 % mars 1991-2003

Pour le financement de son programme d'investissement, la SNCF lance un nouvel emprunt assimilable à sa ligne 9% mars 1991-2003.
Cette ligne est notée respectivement AAA et Aaa par les agences Standard and Poor's et Moody's.

Accroissement de la liquidité de l'emprunt

Le montant de l'émission pourra être porté de 2,8 à 3,36 milliards de francs en fonction de la demande.
L'encours de la ligne atteindra après assimilation de cette nouvelle tranche un volume de l'ordre de 12 milliards de francs.

Internationalisation du placement

Pour la première fois, une partie de l'émission est réservée aux investisseurs non résidents.
Pour obtenir toutes précisions complémentaires et pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel.

FINANÇONS LE PROGRÈS

DIRECTION FINANCIÈRE: 17 RUE DE LONDRES, 75009 PARIS

Une fiche d'information (visa COB n° 91-365 en date du 25 septembre 1991) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. BALO du 30 septembre 1991.

SNCF

CPM/BROAD STREET - Photo M. Vigoni

Evolution et révolution en URSS

Un système à séculariser

Rendre à la population le patrimoine confisqué ; opérer une décolonisation comme dans le reste du monde

par Gérard Duchêne

L'OCCIDENT a du mal à se passer de l'URSS. A peine éteints les lampions des déclarations d'indépendance des *Républiques* que l'on multiplie les encouragements à maintenir l'Union sacrée. L'URSS est morte, vive l'URSS ! Pour des raisons de sécurité d'abord. Qui gérera l'arsenal nucléaire ? Qui appliquera les traités de désarmement ? Plus tard, qui maîtrisera les Iran, les Irak et les Koweït d'Asie centrale et du Caucase ? Qui paiera la dette ? Mais l'Occident a en plus un pieux souci de démocratie : oublié, le totalitarisme impérial ! Disparaisse l'Union, et ce serait la porte ouverte à la dictature coloniale de la *Grande Russie*, la prolifération des mini-totalitarismes, avec en prime l'abandon des perspectives de transition ordonnée au marché. Défense intégrée, marché commun, monnaie unique ! Tel est le slogan crié à l'unisson de Mikhaïl Gorbatchev par l'Occident (à défaut de le réaliser dans l'Europe des Douze, appliquons-le là-bas). Est-ce réalisable et qu'est-ce que cela implique ?

Monnaie commune ? On oublie trop souvent que la monnaie n'a de sens que pour échanger des biens ou des services entre propriétaires légitimes. *On en est plus loin aujourd'hui* que jamais, car si la propriété privée est reconnue dans son principe, la légitimité des propriétaires concrets (Etat fédéral, Républiques, coopératives *mafieuses*, apparatchicks responsables ou irresponsables) est de plus en plus contestée. Prétendre faire jouer au rouble le rôle de monnaie commune relèverait donc de la plaisanterie, si cette expression ne cachait bien autre chose que des préoccupations monétaires.

Un ensemble très intégré

Force est de reconnaître que les réformateurs russes qui parlent dans le contexte actuel de « marché commun » *entre* Républiques, *abusent* consciemment ou inconsciemment d'un terme connoté positivement pour signifier en fait « accord entre nouveaux pouvoirs autonomes sur les livraisons mutuelles des principaux produits, si possible en maintenant ces livraisons à leur niveau *antérieur* ». Mieux vaudrait donc parler de « planification commune ».

Quelle peut être l'attitude de chaque République par rapport à un tel accord ? *L'appréciation des relations* économiques entre les Républiques – comme d'ailleurs toute mesure de *l'activité économique* en URSS – est rendue très difficile par l'absence de signification des prix. Il est donc nécessaire d'utiliser les prix mondiaux comme étalon de mesure (en *utilisant le coût réel des facteurs* pour les services non échangeables) ; on peut alors présenter de la structure de l'économie soviétique le bilan suivant (1).

L'URSS tout entière a un PIB à peu près égal à celui de la France (pour une population cinq fois supérieure). *Mais ce PIB est consacré* à la consommation des ménages pour 40 % (France : 60 %), ce qui implique que le niveau de vie moyen des Soviétiques équivaut à 14 % de celui des Français ; les *gains moyens* d'une personne active représentent un panier de biens et services marchands et non marchands de 1 400 F par mois environ.

La majeure partie du produit soviétique va donc à l'investissement (38 %) et aux dépenses militaires (16 %). *Ces données* contrastent avec celles qui sont comptabilisées officiellement, au moyen du système de prix intérieur à l'URSS : la consommation des ménages *représente alors 60 %* du PIB, l'investissement, 33 %, et les dépenses militaires, 9 %.

L'URSS a un degré *d'ouverture* extérieure relativement faible : les exportations et les importations *représentaient chacune, jusqu'au* krach du COMECON, 10 % du PIB, contre 22 % en France ; depuis, ce *taux* s'est encore réduit, autour de 7 %. En revanche, les relations entre Républiques au sein de l'*URSS* sont *nettement* plus intenses.

En moyenne, le taux d'ouverture des Républiques hors Russie est de 55 % ; il est *plus* faible pour la Russie (35 %), à cause de sa dimension (le PIB russe représente 61 % du *total* de l'*Union* pour une population de 51 %). Tous ces taux indiquent une forte dépendance mutuelle des Républiques, même de la Russie.

La cause paraît donc entendue : l'URSS est un ensemble fortement intégré à l'intérieur et relativement *isolé de l'extérieur* ; *une telle configuration* dicte le maintien de liens politiques, et éventuellement l'instauration d'une monnaie commune. Pourtant, une analyse plus appro*fondie du dossier montre que* le problème est beaucoup plus complexe.

Il y a tout d'abord des différences importantes, outre la taille, entre la Russie et les autres Républiques. La « *grande sœur* » est nettement *plus* productive : en termes de PIB par tête, toujours mesuré aux prix internationaux, la Russie fait presque 50 % de mieux que n'importe quelle autre (y compris *les pays baltes*). Elle est également la seule à être excédentaire commercialement, et de beaucoup (9 % de son PIB, un record mondial).

La Russie concentre sur son territoire des secteurs qui rendent une forte valeur ajoutée aux prix mondiaux (*pétrole et gaz*, *minerais et* métaux, armement, qui sont en même temps les secteurs exportateurs, encore que le dernier cité soit maintenant bien menacé). Elle est plus faiblement implantée dans les secteurs à faible valeur ajoutée (industries légère et alimentaire, *agriculture*).

Le paradoxe est que, aux prix intérieurs, la Russie « vend » son *pétrole* et ses matières premières bon marché aux Républiques, et leur « achète » relativement cher leurs produits. Aussi les Républiques croient-elles être excédentaires *par rapport* à la Russie, alors qu'elles sont en fait – en devises – subventionnées par cette dernière. En brandissant la menace de l'indépendance de la Russie, Boris Eltsine contraint les nouveaux pouvoirs républicains, tentés par l'indépendance sur le plan politique, à revendiquer un accord économique, le mal-nommé « marché commun ».

Cette situation paradoxale trouve ses racines dans l'histoire commune de la Russie et des autres Républiques. *Le caractère très autocentré de* l'URSS, sa volonté de produire de tout au mépris du coût, et surtout son *incurie* séculaire à l'égard des activités jugées non prioritaires, laissent en héritage de très nombreux secteurs économiques non rentables aux prix internationaux, et cela dans *toutes les Républiques*.

Ces secteurs sont donc de fait subventionnés par les autres, l'ensemble étant (si l'on peut dire) à peu près équilibré. Impossible dans ces conditions de recourir au *marché*, sauf à un marché limité aux frontières de l'URSS par un tarif extérieur *commun* très élevé (à l'importation comme à l'exportation) et très différencié selon les produits, une solution qui a fait la preuve de son inefficacité, comme d'ailleurs la planification centralisée qui n'en est qu'un substitut musclé.

La situation est si grave que certaines activités – dans l'industrie alimentaire ou la chimie entre autres – ont une valeur ajoutée *négative*, c'est-à-dire que leur production a un coût matériel (hors salaires et amortissements) *plus* élevé que la valeur de ce qui est produit : leur contribution au *PIB* est en *fait une ponction*. Fermer des entreprises – même en continuant à payer les personnels congédiés – ferait paradoxalement remonter immédiatement la production totale. *Une solution tentante*, mais qui implique d'importer les produits en question, ou de cesser de les utiliser.

Tout cela pose le problème de la finalité de la production de la nouvelle URSS. La structure et le volume des « échanges » inter-*Républiques*, la *forte interdépendance* des Républiques, sont la conséquence d'une politique de développement – l'industrialisation stalino-brejnévienne, prolongée par *quelques années supplémentaires* d'« accélération » gorbatchévienne – qui a fait son temps.

L'URSS se trouve en quelque sorte devant le problème inverse de la France socialiste en 1982 : celui de la « logique de rupture avec le capitalisme », qui devient « rupture avec le communisme ». Faut-il, au nom de la solidarité nationale, préserver ou renforcer les droits acquis par *certaines régions ou certaines* catégories sociales et renoncer aux avantages du commerce international en instituant des barrières protectionnistes et une réglementation plus contraignante de la vie économique ?

La solidarité nationale ne recouvre jamais que des intérêts spécifiques, encore faut-il savoir lesquels. En URSS, ce sont ceux d'une entité fort discrète mais omniprésente dans les relations inter-Républiques : le fameux « centre », le « un » du projet de traité « neuf plus un », le pré carré du Parti-Etat déchu. On assimile trop souvent le centre à une bureaucratie dirigeante abstraite ou policière (le Kremlin, l'appareil, le Gosplan, le KGB, etc.), qui est actuellement en déroute. Mais le centre est, en outre, une *véritable République* supplémentaire – la plus importante – sans territoire officiel.

Le cœur du centre

Sur le plan économique, il est officiellement constitué des ministères *fédéraux, qui regroupent sous* l'égide du premier ministre de l'URSS – dont les fonctions sont assurées par Ivan Silaev, l'ancien premier ministre de Russie – l'industrie lourde et *de défense, mais aussi l'administra*tion centrale, la recherche-développement, les forces armées, le commerce extérieur, etc. ; au total une quarantaine de millions de salariés.

Le « cœur du centre », sa raison d'être, c'est le complexe militaro-*industriel* (CMI), *qui regroupe plus* de 8 millions de salariés de l'industrie, produisant la quasi-totalité de l'armement, de l'aéronautique, du spatial et de l'électronique, mais *aussi bon nombre de matériels purement* civils. La fonction stratégique du CMI n'a été entamée ni par la reconversion limitée engagée depuis 1989 ni par la participation de son ex-patron au putsch ; et sa reconversion, qu'envisagent certains responsables, en secteur civil de pointe *ouvert sur l'Occident* risque de prendre un temps considérable.

L'économie soviétique, toutes *Républiques confondues*, a *été pendant* des décennies au service du centre, le centre au service du CMI, et le CMI au service des ambitions de puissance de l'URSS. Chacune de ces poupées gigognes versait sa contribution – en nature, sous forme de production de biens de consommation – à la population, mais l'ensemble fonctionnait au bénéfice du Parti-Etat.

Cette orientation de tout un système social vers une finalité qui ne correspond pas aux intérêts individuels – *quelle que soit l'appréciation* que l'on peut porter sur le degré d'adhésion collective de la population aux objectifs nationaux de l'URSS – ne pouvait qu'engendrer *des forces centrifuges plus ou moins* maîtrisées. La corruption, les mafias, l'économie parallèle, couvées par Leonid Brejnev et écloses sous Mikhaïl Gorbatchev, doivent être considérées comme des réactions inévitables à un système qui ne pouvait accepter aucune forme de *contre-pouvoir* légal, sous peine de disparaître.

Mais les forces centrifuges ont pris leur véritable essor avec l'émergence de la question nationale. La réaction spontanée des Républiques (ou de collectivités plus petites), *une* fois acquis le minimum d'autonomie politique dans le chaos grandissant, est *double* (et *apparemment* contradictoire, comme bien souvent dans les problèmes de décolonisation) : revendication d'un accroissement de l'assistance centrale, d'une part ; refus de la dépendance imposée par le centre, d'autre part.

La réponse du centre – dont Mikhaïl Gorbatchev fut l'infatigable défenseur – *aux revendications* contradictoires des Républiques fut, jusqu'au putsch, le projet de traité « neuf plus un » : établir des relations acceptables entre les Républiques « *dépendantistes* » et un *centre* légèrement réduit (rationalisation des dépenses militaires), assurant la *défense* de l'*Union*, la *sécurité* des Républiques et leur représentation internationale. Le centre aurait disposé pour se faire des ressources assurées par les profits des secteurs « stratégiques » (métaux précieux, pétrole et gaz, CMI, nucléaire) dont *il aurait conservé le contrôle*, et *par* les contributions des Républiques (à négocier).

Il est clair qu'un tel projet renforçait encore la dépendance des Républiques (y compris de la Russie) par rapport au centre puisqu'il ne laissait à celles-ci que les activités non *rentables. Il aurait donc tôt ou tard*, malgré les appréhensions des putschistes, conduit à la restauration du système traditionnel (y compris dans sa dimension de puissance *internationale*), et *aurait enfermé* Boris Eltsine dans le rôle d'un président de région.

Des idéaux révolus

L'après-putsch *inverse* les statuts des deux dirigeants de l'URSS, mais ne change guère au fond les données du problème. Le centre et le CMI sont installés partout, mais principalement en *Russie* (celle-ci abrite 66 % des effectifs industriels du centre et 71 % de ceux du CMI, l'Ukraine en *ayant pour* sa part respectivement 19 % et 17 %) ; près de 60 % du PIB russe est produit par le centre.

Il est de l'intérêt politique de Boris Eltsine de l'annexer, sous une forme ou une autre, quitte à recommander aux autres Républiques un *comportement identique. Le pouvoir* fédéral pourrait se réduire alors à la défense et aux affaires étrangères – mais dans une dépendance financière complète à l'égard de la Russie.

Mais que faire de ce lourd héritage ? La même chose qu'avant, la Russie succédant à *l'URSS* avec un traité qui pourrait s'appeler « neuf dont un » ? Ce serait paradoxale*ment la solution de facilité*, et, malgré les protestations des Républiques, la Russie aurait les moyens de les faire passer par ses fourches Caudines. On retrouverait alors la traditionnelle économie de subventions, relativement fermée à l'Occident et *imperméable au marché intérieur*, une économie orientée vers la puissance d'un Etat et non vers les besoins de sa population.

La voie difficile passe au contraire par l'ouverture au monde extérieur : elle suppose pratiquement une restructuration considérable du tissu *industriel, l'abandon à la fois du* centre et des ambitions de l'URSS (ou de la Russie) en tant que puissance militaire mondiale. Cette voie semble plus accessible par des Etats *réellement indépendants* (ce qui ne les empêcherait nullement de commercer les uns avec les autres) que par le maintien de l'ancienne Union (allégée de quelques membres).

Comme à la veille de 1917, la Russie se trouve « *grosse de deux révolutions* » (selon le mot de *Lénine*). La *révolution* « *bourgeoise* », qui avait été faite en février 1917, mais annulée en octobre, reste à faire aujourd'hui ; elle consisterait essentiellement à rendre en toute propriété à *la population* soviétique le patrimoine qui a été accumulé et géré en son nom, mais en fait *confisqué*, par le Parti-Etat.

L'autre révolution à faire est celle de la décolonisation, opérée par le *reste du monde entre* 1945 *et* 1960, et de l'exploration de nouvelles formes de coopération entre Etats de divers niveaux de développement. Ce n'est qu'au prix de ces deux renoncements à des *idéaux* révolus que la Sainte Russie pourra se séculariser et entrer enfin dans l'ère de la *modernité*.

(1) Les données présentées ici sont le résultat d'une expertise réalisée par l'au*teur sur* Claudia Senik-Leygonie, et seront en partie publiées dans le recueil *la Grande Transition, Economie de l'après-communisme*, à paraître aux éditions Cujas.

▶ Professeur à l'université Paris-XII, chercheur au CREST-Ecole polytechnique.

SICAV.
UNE FOIS ENCORE,
AXA ASSURANCES
CONFIRME
SA PREMIERE PLACE.

Aujourd'hui plus que jamais, avant de placer son argent, il faut savoir où placer sa confiance.
Grande compagnie d'assurances et important groupe financier, AXA Assurances se voit remettre cette année encore, le prix du magazine Mieux Vivre: prix de la compagnie d'assurances ayant obtenu les meilleures performances en matière de Sicav.

Les meilleures performances, 4000 Agents Généraux à votre écoute, un solide groupe financier... Avec AXA Assurances, votre épargne est bien placée.

AXA
ASSURANCES
L'ENGAGEMENT D'ETRE DIFFÉRENT

SYNERGIE-EQUATEUR

PAUL FABRA

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Les métiers de l'économiste

IL y a quelques années, on ne pouvait assister à un colloque d'économistes sans que l'un au moins des exposés fût consacré à « la crise de la pensée économique » ou à quelque thème approchant. Ce stade paraît dépassé aujourd'hui. Non pas qu'aux graves questions qui avaient suscité le sentiment qu'on butait sur d'inextricables contradictions dès qu'on essayait de passer à une représentation dynamique du marché – correspondant d'évidence à la réalité – en partant du modèle théorique, et statique, connu sous le nom d'« équilibre général » (fondé sur l'hypothèse d'une concurrence réputée « pure et parfaite ») ; non pas, dis-je, qu'à ces difficultés de véritables solutions aient été apportées.

A l'occasion du quinzième congrès de l'Association française de science économique (AFSE), on pouvait entendre l'écho de ces sévères interrogations de naguère, lesquelles sont encore celles d'aujourd'hui pour les plus exigeants ou les moins blasés. A en croire Vivien Lévy-Garboua (travaillant pour la BNP), *« ... un nombre croissant d'économistes ressentent un malaise dans les techniques et les modèles de prévision. Beaucoup parmi les meilleurs esprits se détournent de l'analyse macroéconométrique, pour explorer de nouvelles pistes théoriques, et l'un des leaders de la nouvelle génération des économistes a même invité à une « révolution copernicienne » dans ce domaine. Le paradigme* (1) *de la synthèse néoclassique serait dépassé, sans qu'un substitut ait pu encore lui être trouvé... »* Pour qui n'en ignore, précisons ici que cette « synthèse », faite par le célèbre professeur du MIT (2), Paul Samuelson (prix Nobel), prétend marier la construction néoclassique de l'équilibre général de plein-emploi avec la théorie de Keynes fondée sur l'idée qu'il peut exister, et qu'il existe généralement, des équilibres de sous-emploi. On peut imaginer l'acrobatie pour combiner les deux approches.

Ce n'est pas en reprenant ce débat que les nombreux participants du congrès réunis à Paris la semaine dernière ont apaisé leur inquiétude. Ils ont prouvé, d'une manière plus simple, qu'on pouvait retrouver une certaine sérénité sans avoir résolu tous les grands problèmes. Bref, ils sont revenus sur terre, où, comme le disait Bergson qui voyait là un motif d'*« optimisme empirique »*, l'humanité juge la vie bonne dans son ensemble, sans avoir pour autant trouvé une réponse au scandale de la souffrance. Le retour parmi les mortels ordinaires des économistes « dans leur ensemble » mérite qu'on s'y arrête. L'important est que, pour faire bonne mesure, ils recommencent aussi à poser des questions qui sont susceptibles d'intéresser tout le monde.

La raison de cet heureux événement, elle tient certainement pour beaucoup au choix qu'avait fait le président sortant de l'AFSE, Jean-Claude Milleron, pour le sujet du colloque : « Les métiers de l'économiste au service de la décision ». Ecoutons le directeur général de l'INSEE, dans le discours qu'il prononça à la clôture, justifier ce thème et la formulation qu'il lui avait donnée : *« Les métiers... Peut-être, il y a vingt ans, aurait-on parlé des « techniques » plutôt que des « métiers » de l'économiste ; on aurait ainsi visé la recherche opérationnelle, les techniques de la prévision, la comptabilité nationale, l'économétrie, etc. Si nous avons délibérément retenu le mot « métier », c'est pour faire référence à un certain savoir-faire, en complément du savoir tout court ou de la technique pure. »*

Serait-ce forcer la note que de voir dans cette désignation comme un vaste mais, d'une certaine façon, plus modeste programme, empreint tout à la fois de pragmatisme et d'ambition contenue pour le travail théorique, sommé de ne pas perdre pied avec la réalité ambiante ? Oserait-on ajouter qu'un tel programme sonne un peu comme une invite faite à la science économique de se rappeler qu'elle avait pu être grande et respectée quand elle se prenait autant pour un art que pour une construction intellectuelle, se contentant du nom d'« économie politique » ? C'est un fait que, sur le terrain – je veux dire dans les différents ateliers où, deux jours durant, eurent lieu des sessions de travail sur des thèmes en prise avec les problèmes posés aux « décideurs » de ce pays et d'ailleurs, privés et publics, – l'exercice se révéla probant.

On eut l'impression que, une fois redevenus artisans, les économistes retrouvaient sans peine non seulement la main, mais aussi la pleine faculté de leur jugement et des moyens d'expression donnés par la langue française (sans oublier pour cela les mathématiques !) pour éclairer l'action. Une telle démonstration de professionnalisme – le mot fut prononcé à bon escient – pourrait, avec un peu de chance et beaucoup d'application, marquer une nouvelle étape dans l'évolution de la société française vers une meilleure appréciation du caractère spécifique des questions économiques. Il serait bon, il serait urgent, comme cela se fait couramment aux Etats-Unis, que les théoriciens français s'expriment pour le public, dans un langage accessible, sur les enjeux cachés derrière la conduite des affaires tant publiques que privées : le comportement des grandes entreprises intéresse le citoyen. *« La vision suivant laquelle il y aurait les « savants » et les « vulgarisateurs » appartient au passé »*, devait encore dire Jean-Claude Milleron.

Entendre parler Patrick Messerlin (professeur à l'Institut d'études politiques de Paris) sur « les réglements anti-dumping » et le parti que les lobbies savent, en connaissant les autorités communautaires à Bruxelles, en tirer pour mettre en échec les lois sur la concurrence, est de nature à alimenter opportunément un débat politique. Neuf fois sur dix, Bruxelles tranche à l'insu de tout contrôle de l'opinion. Il n'est, en tout cas, pas mauvais *a priori* de connaître la liste des vingt-trois grosses sociétés *« devenues des utilisatrices régulières des procédures anti-dumping »*, et d'où émanent la plupart des plaintes formulées contre la concurrence des firmes situées hors du territoire de la Communauté (surtout, mais pas seulement, en Asie). Cinq sont françaises (toutes nationalisées), sept allemandes, trois italiennes, trois néerlandaises, deux britanniques, etc.

PAREILLEMENT utile est l'analyse qu'ont présentée Hervé Dumez et Alain Jeunemaître (enseignant à l'Ecole polytechnique et à la London School of Economics) de la politique de concurrence appliquée en France depuis la réforme introduite par Edouard Balladur. Des progrès importants ont été accomplis, même si nos deux économistes déplorent à juste titre que les concentrations échappent à la compétence du Conseil de la concurrence ; le ministre reste seul compétent pour les décider et les contrôler, ses pouvoirs ayant été en fait renforcés en la matière. Le pouvoir politique peut ainsi continuer, pour favoriser les fusions d'entreprises (toutes n'ont pas été heureuses dans le passé, il s'en faut de beaucoup), à *« s'inspirer d'une théorie qu'il s'est bricolée lui-même et qui s'éloigne fort de l'analyse économique des situations concurrentielles »*. Il y aura toujours des secteurs trop *« essentiels »* à l'économie nationale pour qu'on y laisse le marché jouer son rôle régulateur. Un peu naïve est en revanche la réaction de nos auteurs quand ils paraissent s'étonner du fait que la jurisprudence, s'appuyant sur des arguments tirés du seul droit, en arrive le plus souvent à prendre des arrêts conformes à la logique économique. La rigueur des raisonnements juridiques vaut bien celle de maintes théories économiques modernes.

Fidèle au souci exprimé tout au long du colloque de répondre aux interrogations et aux préoccupations des utilisateurs, Pierre Malgrange, du CNRS, pose la question : le modélisation pour quoi faire ? Il plaide non coupable pour cette dernière, mais en reconnaît les limites. Tel est aussi le point de vue de Fabrice Hatem, chargé de mission au Commissariat du Plan. Bernard Bobe applique au management de la recherche et du développement (R&D) les résultats des plus récentes analyses économiques sur la la « compétition technologique », un domaine où, contrairement à ce que le profane pourrait croire (et espérer), la réflexion des théoriciens modernes de l'économie est particulièrement pauvre ou vague. Le facteur technologique n'est envisagé que sous son aspect d'innovation de procédés (de fabrication) et traité comme un « résidu » expliquant la partie de la croissance qu'on n'a pas pu éclairer autrement.

Des travaux plus récents, d'origine américaine, montrent que la R&D, pour rendre le meilleure d'elle-même, ne doit pas rester enfermée sur l'entreprise. Il convient qu'une partie de ses résultats soient livrés à la circulation. Si la firme se les approprie tous, on peut arriver à une situation paradoxale. La recherche et le développement risquent alors de *« devenir des obstacles au changement »*. Pour qu'il en soit autrement, la firme doit pouvoir résister *« au syndrome du not invented here »* (« pas inventé ici », et, pour cela même, rejeté sans autre forme de procès). D'où l'idée que la R&D doit être conçue comme remplissant non seulement une fonction d'innovation, mais aussi une mission d'absorption (d'« apprentissage ») de toutes les connaissances disponibles à l'extérieur sur le sujet. Cela implique l'acceptation d'une certaine appropriation collective des travaux de chacun.

L'auteur conclut : *« ... Les ponts s'établissent mieux entre l'économiste et le manager, dans ce domaine des investissements en R&D, dès lors que l'on abandonne les hypothèses de la concurrence pure et parfaite et que l'on raisonne dans un cadre de concurrence imparfaite. »* Cela tient à la finalité des dépenses encourues. Des découvertes de ses chercheurs, la firme attend de tirer ce qu'on appelle un avantage concurrentiel. L'objectif est de se tailler, au moins pour un certain temps, une position monopolistique en étant seule à offrir un produit présentant telle ou telle caractéristique.

LES marchés financiers occupent une place prépondérante dans la réflexion des économistes contemporains : pour notre malheur, les théoriciens, depuis Walras (le plus célèbre des économistes français de l'ère moderne, mort en 1910), volent dans la Bourse le modèle le plus parfait d'un marché concurrentiel (3). Le colloque se devait de consacrer une de ses sessions aux « dimensions financières de la décision ». Le professeur André Orléan (Ecole polytechnique, CNRS) se livra, s'appuyant sur de récentes études – dont les siennes, – à une critique en règle de la théorie dite des marchés efficients, selon laquelle, à chaque moment, le cours d'une action représente la meilleure évaluation possible de la valeur intrinsèque d'une société cotée. Avec un peu de chance, je veux dire grâce à un tel enseignement, et à la faveur du dégonflement commencé – un processus de longue haleine – de la « bulle financière, les futurs polytechniciens ne chercheront pas, au nom de la rationalité supposée des marchés de l'argent, à se convertir en « golden boys ».

Beaucoup d'autres sujets furent abordés dans d'autres « communications » de qualité (ressources humaines, « attraction territoriale des pays européens » pour les investissements japonais, par un professeur de Tokyo, *etc.*), épisodiquement gâtées par des expressions jargonnesques, telle celle-ci : *« Une décision irréversible correspond à une perte de flexibilité décisionnelle. »* Comparée à l'importance du thème traité par les auteurs, la défense de l'environnement, on a scrupule à relever cette négligence.

(1) Paradigme : pris dans le sens d'ensemble conceptuel que forme la vision scientifique dominante d'une époque.

(2) Massachusetts Institute of Technology, université Harvard.

(3) Les économistes classiques (Adam Smith, David Ricardo) réservaient la qualité de « concurrentiel » aux marchés où l'offre n'était pas une quantité limitée (hypothèse correspondant à la notion moderne de marché avec « *free entry* »). Dans le très court terme, l'offre est toujours limitée (sauf, toutefois, si existent des stocks abondants). C'est particulièrement vrai sur les marchés de titres (où, au contraire, la demande est susceptible, dans certaines circonstances, de se multiplier quasi instantanément par deux, trois ou davantage...).

Observateur
ENTREPRISES & TELECOMMUNICATIONS

MESSAGERIE VOCALE

C'est l'indispensable complément de tout système de communication, mais attention aux pièges !
Nos conseils pour vous équiper efficacement.

SPECIAL JAPON

Les nouveaux outils de conquête des marchés, méga réseau, TVHD, télébureau, téléphone miniaturisé.

L'avenir selon NEC, NTT, CANON et FUJITSU.

EN VENTE DANS LES GARES, LES AEROPORTS ET PRINCIPAUX POINTS DE VENTE.

Le Monde
Voyage avec Colomb
NUMÉRO HORS SÉRIE
Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

insee
la référence au bout des pages...
ECONOMIE & STATISTIQUE
• Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.
• Abonnement 1 an (11 nos) 390 F
INSEE - CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

(Publicité)

CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE

MARCHÉ NÉGOCIÉ D'ÉTUDE

AVIS DE RECENSEMENT DE BUREAUX D'ÉTUDES

APPEL DE CANDIDATURES

PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHÉ
Conseil régional de Bourgogne
Renseignements : 80-44-34-09

OBJET DU MARCHÉ
Marché d'étude de définition en application de l'article 313 *bis* du Code des marchés publics. Sur la base d'un même cahier des charges, 3 à 5 concurrents choisis selon la procédure de sélection décrite ci-dessous se verront confier un marché d'étude de définition. Ce marché a pour objet la détermination des modalités de réalisation de la réactualisation du schéma prévisionnel des formations, adopté en 1988, des lycées, des collèges et établissements assimilés afin de l'adapter aux évolutions démographiques, pédagogiques, économiques et régionales.
Chacun des candidats retenus percevra une rémunération de 15 000 F.

PROCÉDURE DE SÉLECTION
Le conseil régional de Bourgogne procédera à l'examen des dossiers de candidature reçu, 3 à 5 équipes seront admises à présenter une offre.

SUITE POUVANT ÊTRE DONNÉE A LA CONSULTATION
Conformément à l'article 314 du Code des marchés publics, l'auteur de la solution retenue se verra confier sous forme d'un marché négocié, la réactualisation du schéma prévisionnel des formations des lycées, collèges et établissements assimilés bourguignons.

DOSSIER DE CANDIDATURE A REMETTRE
– Note de 3 pages recto maximum présentant le mode de fonctionnement et l'organisation du bureau d'études, ainsi que ses moyens humains et matériels ;
– liste des références et expériences ;
– exemple d'étude de ce type dont la conception a été réalisée par le candidat.

DATE LIMITE DE DÉPOT DES CANDIDATURES
JEUDI 17 OCTOBRE 1991.

ADRESSES OÙ ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES
– Par lettre recommandée :
Conseil régional de Bourgogne
17, boulevard de la Trémouille - BP 1602 - 21035 Dijon Cedex
– Par dépôt : Conseil régional de Bourgogne
Service des marchés et de la maîtrise d'ouvrage
16, boulevard de la Trémouille – Rez-de-chaussée – Bureau 412

L'enveloppe devra obligatoirement porter la mention de l'opération concernée ainsi que le cachet de l'entreprise.
Date d'envoi à la presse : 20 SEPTEMBRE 1991

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Signes contradictoires outre-Manche

La reprise incertaine alimente les débats électoraux en Grande-Bretagne

Plusieurs indices donnent à penser que la reprise de l'économie britannique commence à se manifester. Mais les communiqués de victoire officiels doivent être relativisés : avant les élections, l'annonce de cette reprise constitue le cheval de bataille électoral du Parti conservateur. D'autant qu'il y a une ombre de taille : la courbe du chômage continue à être préoccupante.

LONDRES

de notre correspondant

Tout le monde en parle, certains dressent la liste des signes annonciateurs mais, en réalité, la reprise de l'économie britannique se fait encore désirer. Certes, à écouter les communiqués de victoire du premier ministre, M. John Major, et du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, la récession est terrassée, et la croissance reprend le dessus. Il y a du vrai, mais aussi une large part d'auto-persuasion, comme si, avant de convaincre les électeurs, il fallait se convaincre soi-même...

Le gouvernement conservateur est d'ailleurs tellement persuadé de la fragilité de cette période de convalescence qu'il vient de renvoyer au lendemain des élections (prévues en novembre ou au printemps prochain) l'application d'une décision tout autant inflationniste que peu populaire, du moins pour la majorité des Britanniques : il s'agit d'augmenter très fortement les salaires d'environ 2 000 « privilégiés » de la fonction publique (juges, hauts fonctionnaires, officiers), afin de les aligner sur ceux du secteur privé.

Plusieurs indices semblent pourtant justifier l'optimisme officiel, notamment une assez forte croissance des exportations (+2,5 % au cours des trois derniers mois), ainsi qu'une augmentation du volume des importations (+4,5 % en août), la première depuis le début de la récession, qui s'explique par une reprise de la demande intérieure.

La victoire sur l'inflation

Au cours de la même période, les gains de productivité de l'industrie ont été de 2,3 %, ce qui, selon M. Lamont, « *tend à montrer que l'économie britannique est maintenant beaucoup plus flexible et adaptable, et donc capable de répondre à des conditions économiques difficiles, de façon plus rapide et efficace* ». D'autre part, un surplus commercial des produits manufacturés de plus de 128 millions de livres (1,2 milliard de francs) a été dégagé, ce qui constitue une première depuis 1982. La bonne tenue des exportations est cependant due à une forte progression des ventes d'automobiles, qui, en augmentant de près de 47 % l'année dernière, ont probablement été l'élément déterminant de ce début de reprise économique. Ces ventes devraient cependant connaître une baisse sensible dans les prochains mois, notamment les exportations.

L'Office central des statistiques note enfin un ralentissement dans la baisse du PNB (produit national brut) : le déclin a été limité à 0,6 % au cours du deuxième trimestre de cette année, contre 1,1 % lors du premier trimestre. L'amélioration est d'autant plus significative que l'année budgétaire 1990-1991 a été marquée par la seconde plus grave récession (en 1979-1980, le PNB avait chuté de 4,9 %) que la Grande-Bretagne ait connue depuis l'après-guerre. Mais le vrai signe encourageant est la victoire remportée sur l'inflation : d'un taux de plus de 10,5 % il y a un an, celle-ci se stabilise à 4,7 % en moyenne annuelle, soit son plus bas niveau depuis trois ans, et devrait probablement ne pas dépasser 4 % avant la fin de l'année. Si c'est le cas, ce sera la première fois depuis vingt ans que le taux d'inflation de la Grande-Bretagne passera au-dessous de celui de l'Allemagne, mais il est vrai que celle-ci paie le prix de la réunification.

L'ampleur du chômage

Conséquence directe de cette détente sur le rythme d'inflation, la Banque d'Angleterre a baissé les taux d'intérêt de 11 % à 10,5 % (la septième baisse depuis le début de l'année), une nouvelle baisse n'étant d'ailleurs pas exclue avant les élections. S'agissant des agents économiques, un climat de relative confiance semble se manifester, notamment dans les milieux industriels, bien que le sentiment général soit que la véritable reprise ne se fera sentir qu'au début de l'année prochaine. Des indications contradictoires sont d'ailleurs perceptibles : ainsi, les ventes de détail ont enregistré une baisse sensible (1,4 %) en août, par rapport au mois précédent, alors que les analystes de la City prévoyaient une baisse très faible.

Les financiers restent cependant préoccupés par l'ampleur du chômage. Le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 59 200 en août, ce qui porte leur nombre total à plus de 2,4 millions (8,5 % de la main-d'œuvre), soit le chiffre le plus important depuis trois ans. Le gouvernement estime cependant que dans ce domaine aussi la tendance est à la baisse : l'augmentation mensuelle du nombre des chômeurs s'établirait en moyenne à 60 000 depuis quatre mois, en baisse de 30 % par rapport aux quatre mois précédents.

Mais, outre que cette amélioration est niée par l'opposition, il est peu probable qu'elle se renouvelle à moyen terme, si l'on en juge par le nombre d'entreprises qui ont d'ores et déjà annoncé leur intention de faire des économies sur leur masse salariale.

Le tableau de l'économie britannique reste donc très contrasté et il est probable que les bons – et les mauvais – résultats de l'économie seront utilisés comme argument électoral tout autant par le gouvernement conservateur que par l'opposition travailliste.

LAURENT ZECCHINI

Moins de Rolls Royce...

LONDRES

de notre correspondant

Le marché des voitures de luxe résiste mal à la crise économique : Rolls Royce doit prendre des mesures drastiques pour faire face à la chute continue de ses ventes. Le constructeur britannique avait supprimé 800 emplois (soit un quart de sa main-d'œuvre), au début de l'année, et doit aujourd'hui réduire davantage sa production. Les ouvriers de son usine de Crewe, qui travaillent actuellement trois jours par semaine, devront s'arrêter deux semaines supplémentaires en décembre. Les ventes, qui avaient atteint 3 300 unités (Rolls et Bentley) en 1990, plafonneront à moins de la moitié en 1991.

Au Royaume-Uni, 432 véhicules ont été vendus au cours des huit premiers mois de l'année, ce qui représente une baisse de 48,4 % sur l'année dernière. Aux Etats-Unis, il est probable que moins de 600 Rolls et Bentley seront vendues, soit moitié moins qu'en 1990. Dans les deux cas, la récession économique est responsable, ainsi que l'augmentation des taxes sur les marchandises de luxe aux Etats-Unis. Au Japon, en revanche, qui est le troisième marché pour le constructeur britannique, il faut surtout incriminer le climat de scandales financiers : les hommes d'affaires japonais hésitent désormais à acquérir des biens de consommation luxueux et voyants. Les ventes au Japon ont ainsi baissé de 64 % en août.

Les mauvais résultats de Rolls Royce ont une incidence directe sur le groupe Vickers, dont elle est une filiale. Vickers enregistre des pertes de 4,3 millions de livres avant impôt (soit 43 millions de francs) au premier semestre contre 39,8 millions de livres de profits l'an dernier.

L. Z.

orientations SERVICE

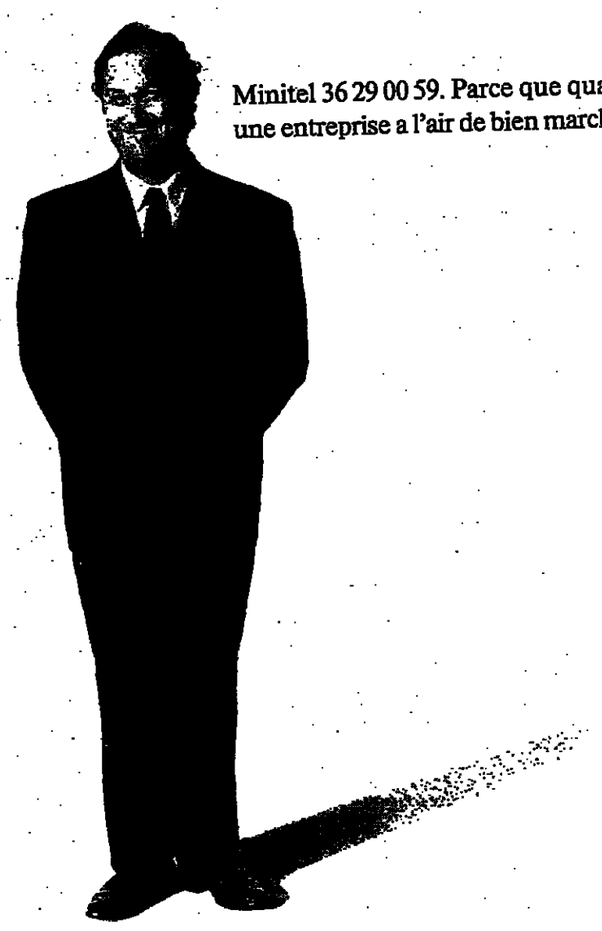
Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal : Ville
Age
Niveau d'études 90-91
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- ☐ Classes Préparatoires
- ☐ Grandes Ecoles Scientifiques
- ☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
- ☐ Préparer un MBA
- ☐ 3e Cycles de Gestion
- ☐ Ecoles à Vocation Internationale
- ☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion
- ☐ Architecture
- ☐ Architecture d'intérieur
- ☐ Arts Graphiques
- ☐ Arts et Techniques du Spectacle
- ☐ Assistante de Direction/Bureautique
- ☐ Assurances
- ☐ Biologie, Biochimie
- ☐ Communication et Culture
- ☐ Communication dans l'Entreprise
- ☐ Communication, Publicité
- ☐ Comptabilité
- ☐ Cours par Correspondance BTS
- ☐ Cours par Correspondance Sciences Po
- ☐ Danse
- ☐ Design, Design Industriel
- ☐ Electronique
- ☐ Expertise Comptable
- ☐ Formation en Alternance
- ☐ Formation Continue
- ☐ Gestion Financière
- ☐ Gestion du Personnel
- ☐ Hôtellerie, Restauration
- ☐ Informatique
- ☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile
- ☐ Ingénieur Chimiste
- ☐ Journalisme
- ☐ Logistique Production
- ☐ Paramédical
- ☐ Prothésiste Dentaire
- ☐ Recherche Scientifique
- ☐ Relations Internationales
- ☐ Réussir le Baccalauréat
- ☐ Sciences Politiques
- ☐ Sténotypie/Communication
- ☐ Tourisme, Accueil

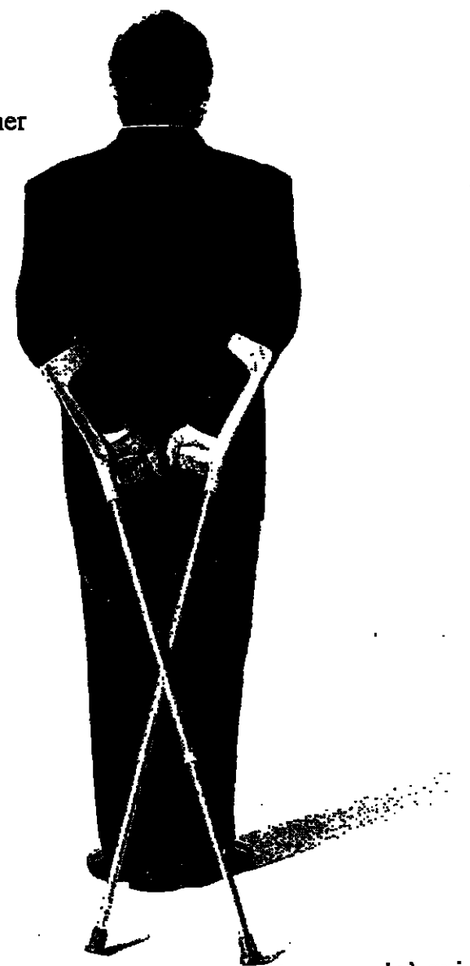
M 9121

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

... il est parfois utile d'examiner son bilan.



CALLEGARI BERVILLE

Pour accéder à la totalité des 1 950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36 29 00 59. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.

INPI

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Dirigeants

POSTES A PLUS DE 400 KF

STRUCTURER, GERER, OPTIMISER

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Avec près d'1 Md de CA, nous sommes un important réseau français de vente spécialisé. Notre implantation est nationale et nous appartenons à un groupe leader de son marché.

Collaborateur privilégié de notre Directeur Général, vous assurerez votre fonction. Vous gérez et coordonnez l'ensemble des fonctions suivantes : comptabilité, gestion, trésorerie, juridique. Bien sûr, vous êtes notre interlocuteur auprès des banques et assurances. Vous saurez mettre en œuvre les outils indispensables à la réussite de votre mission (procédures et normes, reporting mensuel...) et vous animerez, auprès de vos Contrôleurs Financiers régionaux.

A 40 ans environ, de formation grande école de commerce, vous avez une expérience complète de la fonction au sein d'une société à croissance rapide type négoce / commerce / PME à forte expansion... Vous avez décidé de valoriser votre sens de l'organisation et de vous engager dans une mission polyvalente et stratégique.

Nous attachons beaucoup d'importance à votre tempérament opérationnel, à votre sens du dialogue et de l'animation. Ce poste basé à Lyon nécessite de nombreux déplacements.

Merci, après nous avoir lu, d'adresser votre dossier (C.V. photo, salaire actuel) sous la référence ce 91092 1M à notre conseil : Hay Managers : 26-28, rue Marius Aufan - 92309 Levallois.

HayManagers

HAYGROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

DIRECTEUR GENERAL
Agro-alimentaire

Strasbourg - Cette société, à taille humaine (110 personnes, 120 millions de francs) filiale d'un groupe industriel diversifié de tout premier plan, s'est spécialisée dans la production et la commercialisation de produits alimentaires de luxe. Présente sur les circuits traditionnels et en grande surface, elle développe par ailleurs une forte activité exportatrice. Poursuivant une croissance soutenue sur un marché en plein essor, elle recherche son nouveau directeur général. Homme de terrain, communicant et rigoureux, il sera le principal instigateur de la politique commerciale, industrielle, humaine et financière de l'entreprise. Il s'investira personnellement dans certains domaines stratégiques comme les achats. Cette opportunité de tout premier plan, évolutive et bien rétribuée, saura convaincre un professionnel de l'entreprise, diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou commercial), disposant d'une expérience convaincante en milieu agro-alimentaire à des niveaux de direction. Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6914M - **PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67080 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

LABORATOIRES SARBEC

FUTUR DIRECTEUR INDUSTRIEL

Avec nos 180 MF de CA, nous sommes le premier fabricant indépendant de produits de parfumerie et de toilette de grande consommation sous nos marques CORINE DE FARME et INSTITUT PROTO. Nous sommes une équipe jeune, déterminée, créative et efficace, basée en métropole lilloise. Notre marché est celui de la grande distribution et notre progression est de 25 % par an. Nous visons encore plus haut pour 1992 et c'est dans ce sens que nous souhaitons intégrer notre futur Directeur Industriel.

Votre mission : la poursuite de la mise en place de la G.P.A.O. et la certification qualité, le contrôle budgétaire, l'optimisation des achats et du process. Vous faites partie du Comité de Direction. Vous serez également le maître d'ouvrage et de la construction de notre nouveau site industriel.

A 35 ans environ, vous avez une formation Ingénieur Grande Ecole (ECP, ENSAM, ICN ou CHIMIE PARIS) et nécessairement une expérience réussie d'environ 10 ans vous ayant amené à diriger une unité regroupant technique, fabrication, recherche et développement. Bien entendu, ce sont vos qualités d'implication, de persuasion, d'ouverture et de dialogue qui feront la différence.

Merci d'envoyer votre dossier (CV, salaire actuel et photo) sous la référence 91092M à notre conseil : Hay Managers : 26-28, rue Marius Aufan - 92309 LEVALLOIS.

HayManagers

HAYGROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

Directeur Europe des Opérations Techniques
Réseau Tymnet

BRITISH TELECOM est un des plus grands OPERATEURS DE TELECOMMUNICATIONS dans le monde, N°1 mondial du réseau de transmissions de données par paquets. Nous offrons des solutions globales de télécommunications à l'international.

B.T. TYMNET est un fournisseur international de valeur ajoutée dans le monde du réseau.

B.T. TYMNET, par l'étendue de ses prestations, coordonne l'activité de communication des entreprises à travers le monde.

UNE MISSION D'ENVERGURE : Garant de la qualité du développement de nos opérations en Europe : • vous managez à Paris un staff de 50 personnes : architecture de réseaux et logistique, évolution des normes et des installations, centre de contrôle permanent, support technique, nouveaux projets • vous améliorez sans cesse l'efficacité de ce staff dans son rôle de support auprès des équipes locales de chaque pays d'Europe.

VOUS : • vous avez au moins 35 ans, une formation d'ingénieur et de management • vous êtes bien intégré dans l'univers des réseaux de télécommunications avec une expérience d'au moins 5 ans dans des postes d'encadrement en 1ère ligne • vous parlez couramment l'anglais • vous êtes reconnu comme ayant un fort charisme personnel • dans un contexte en perpétuelle mutation, vous savez vous adapter en maintenant le cap sur les objectifs de fond • vous savez écouter, négocier, convaincre.

NOUS : • nous sommes un groupe international de très grande envergure sur un marché d'avenir, très évolutif • nous avons de très fortes capacités d'investissement à la hauteur de nos ambitions • nous vous confions un très haut niveau de responsabilités et nous attendons que vous en ayez une très grande maîtrise.

Pour un entretien individuel avec la société le 22/10/91. Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 ter, rue de la Porte de Buc 78000 VERSAILLES. Fax : (1) 39 49 51 94 en indiquant la référence 4566 sur la lettre et sur l'enveloppe.

La Défense

BT

GROUPE D'INGENIERIE DE DIMENSION INTERNATIONALE, nous recherchons pour Paris le

Responsable

de nos activités chimie et environnement

Sous l'autorité immédiate de la Direction Générale du Groupe, vous aurez pour mission d'assurer le développement de nos activités CHIMIE et ENVIRONNEMENT.

Ajouté à votre formation d'ingénieur, votre passé professionnel sera le meilleur gage de votre réussite.

Vous avez :

- **dirigé un centre de profit important**
- **assuré le management de grands projets**
- **pratiqué des relations commerciales de haut niveau**

Vous avez également une solide expérience internationale.

ORHUS, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la référence JMP/31, au 25, rue Michel Salles 92210 SAINT-CLOUD.

ORHUS INTERSEARCH EN FRANCE

36 15 LM

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

FINANCE DIRECTOR
INTERNATIONAL FASHION PLC

LONDON/PARIS **EXCEPTIONAL BENEFITS PACKAGE**

This International PLC is well known for its branded range of fashion and casual wear. The company has its own manufacturing base and markets and distributes its products worldwide, either directly or through licensing arrangements. Sales in 1990 were over £100 million.

As a member of the main board you will be responsible for all aspects of financial management and, with the Chairman, for the group's relationships with bankers, financial institutions and other professional advisers. The post will be London based but in the early months you will need to spend a large part of your time in Paris where the finance function is currently located.

Probably in your mid 30's to 40's, you will be a graduate chartered accountant, or equivalent, with excellent financial experience gained at a senior level in an international corporation renowned for the excellence of its management controls. Previous experience of the textiles or clothing industries is of no particular significance. Whatever your country of origin, you must be a European at heart and be able to conduct business in English and French. Further language skills would be a considerable asset.

This is an outstanding opportunity for an exceptional individual, and remuneration is unlikely to be an obstacle.

Please send a comprehensive résumé, salary details and day time telephone number, quoting reference 3106, to Neil Cameron, Touche Ross Executive Selection, 1st Floor, Hill House, 1 Little New Street, London EC4A 3TR. Telephone: + 44 71 936 3000.

Touche Ross MANAGEMENT CONSULTANTS

Formation Supérieure Scientifique plus Formation Economique

Jeunes Diplômés Européens,

Votre Carrière Dans La Finance Débute à Paris.

La COMPAGNIE BANCAIRE, premier groupe européen spécialisé dans les services financiers, étoffe son équipe multinationale de jeunes cadres pour accompagner son expansion dans différents pays européens. Afin de bien appréhender notre culture, vous travaillerez en France pendant 2 ans environ. Durant cette période, vous affirmerez votre sens de l'initiative et prendrez en charge des missions à haut niveau de responsabilité.

- ***Planification*** *: Elaborer des prévisions pour préparer les décisions stratégiques de la Direction Générale, notamment financières, en tenant compte des taux d'intérêt, des contraintes du marché...*
- ***Développement international*** *: suivre et développer l'activité de nos filiales européennes ; mener des études marketing, financières, économiques et apprécier la faisabilité de nouveaux projets.*
- ***Informatique avancée*** *: gérer des projets dans un environnement matériel de pointe (réseau de stations de travail, UNIX, X11, SAS, LISP, Smalltalk ...) ; intégrer une équipe réputée pour la qualité de ses travaux (systèmes experts opérationnels en Europe,...).*

Jeunes Diplômés de formation scientifique supérieure, vous avez complété vos connaissances par une formation économique et souhaitez valoriser vos compétences. Vous bénéficierez d'opportunités d'évolution au sein de nos filiales européennes. Bien entendu la maîtrise de la langue française est indispensable pour réussir dans ces fonctions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 954 à Béatrice PLANTUREUX - Service Recrutement - Compagnie Bancaire - 5 avenue Kléber, 75116 PARIS. FRANCE.

CURRICULUM

COMPAGNIE BANCAIRE

1ER GROUPE EUROPÉEN SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES FINANCIERS

36 15 LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

5e arrdt

MOUFFETARD-TOURNEFORT
Studio 30 m², 5e ét. Calme (entrée, cuis., s. de bains). Ravalement récent. Pierre de taille.
Tél. 43-25-43-49 avant 9 h 30 et après 19 h. Agence s'abstenir.

11e arrdt

11e ARRONDISSEMENT
Rue Pelée, proche 3 métros. 2/3 P., 54 m², immeuble 1979, 3e ét., sur rue calme et jardin, double living et chambre, dressing, chauffage individuel. Cave. Parking.
Prix : 1 800 000 F.
Tél. le soir : 43-55-31-53. Tél. le week-end 30-59-66-02

15e arrdt

CROIX-NIVERT
Limite 7e. Petit immeuble. 10 appts. Fac. plei./hauteur. Fenêtres du studio au 3 P. duplex + terrasse. Livraison novembre 1991 Réalisation CID/CEL Commercial.
AVCO : 45-66-99-09

91 - Essonne

A VENDRE LONGJUMEAU F4
Centre ville. Proximité commodités. Entrée, séjour, 3 chb., cuis. et s.d.bns équipées. Cave. Parking couvert. + ext. Parfait état.
Tél. 64-48-44-71

92 Hauts-de-Seine

PART. VEND APPT. 75 m² ASNIÈRES (pr. gare Colombes) 3e ét., dble exp. S/O s. vis-à-vis Tt cond. Dble liv. 2 gr. ch. Dress. Cuis. équip. et s.-d.-b. neufs(s) Pte bld. appt.-cav. sec. park. int. 830 000 F Tél. 40-86-08-89

Province

ANNECY
A vendre, appt type F3, 83 m² + terrasse + 10 m² de balcon, séj. et cuis. ouvrant s/terrasse, 2 chb., we, s.d.b. + cave. Parfait état dans petite copropriété. Quartier calme et résidentiel. Vue dégagée sur la ville.
PX 760 000 F (Faible charges) T. ap. 21 h au (16) 50-66-38-12

locations non meublees demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine 75008 Paris recherche APPTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HÔTEL PARTIC. PARIS ET VILLAS PARIS-OUEST
TÉL. : (1) 45-62-30-00

locations meublees demandes

Paris

Cie FONCIÈRE DE SEINE rech. studio et 2 PCES même VIDE. GARANTIE ASSURÉE
Tél. : 42-56-29-15

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLÉS DURÉE 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
TÉL. : (1) 45-27-12-19

villas

ANTONY
NEUF - PROXIMITÉ RER Résidence Frédéric-Chopin
Quartier calme et vert. 4 villas découpées en 8 appartements standing du 3 au 5 P. duplex
Parkings. Terrasses. Jardins.
Pour tous renseignements :
ELIA IMMOBILIER
Tél. : 48-87-41-83

pavillons

PARTICULIER vend PAVILLON OZOIR-LA-FERRIÈRE (77) F-4. Cuisine aménagée, séjour, salle à manger. 2 chamb. W.-C., salle de bains. CHEMINÉE, GARAGE, JARDIN
Prix : 720 000 F.
Tél. : 60-02-82-46.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS. RÉSIDENTIEL
TÉL. : (1) 45-62-16-40

Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 9e. PAIE COMPTANT. 48-73-48-07.

CÔTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT
Votre propriété de grand standing avec piscine et jardin paysagé, dans un domaine classé, privé, gardienné toute l'année, face aux Iles d'Or et à 30mn de Saint-Tropez.
PRIX : 7 947 000 F TTC
Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à : PADINIA-Espace-Mandelieu 154, av. de Cannes - 06210 MANDELIEU - Tél. 92 97 03 00 - Fax. 92 97 17 76

proprietes

RECHERCHONS
Pour notre clientèle européenne, propriétés, domaines, châteaux. Expertises gratuites, discrétion assurée.
Demander personnellement EMILE GARCIN.
Tél. : (16) 90-92-01-58. FAX (16) 90-92-39-57. TELEX 432 482 F.

bureaux bureaux

Ventes

NATION 1 056 m²
Imm. neuf. Parking.
DENIAU CONSEILS
45-23-20-20

Locations

SIÈGE SOCIAL
Bureaux équipés ts services Démarches R.C.-P.I.M. SODEC SERVICES CHPS-ÉLYSÉES 47-23-55-47 NATION 43-41-61-61

AUGUSTE-THOUARD
ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES
191 m² rénovés. Prestige.
RUE ROYALE
725 m² divisibles.
PROXIMITÉ TROCADÉRO
500 m² en rez-de-chaussée.
RUE ROQUÉPINE
2 423 m² + parkings div. à partir de 372 m².
FRANKLIN-ROOSEVELT
61 m² rénovés.
BIR-HAKEIM
2 500 m² divisibles à partir de 200 m².
PORTE D'ITALIE
2 950 m² divisibles à partir de 400 m².
AVENUE DE SUFFREN
4 500 m² divisibles à partir de 1 500 m².
47-59-23-30

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Bur., secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 190 à 395 F/M. CIDES 47-23-84-21.
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et ts services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50
BOURSE 500 m²
Imm. rénové. Parking.
GARE DU NORD
Imm. rénové. Parking.
DENIAU CONSEILS
45-23-20-20

fonds de commerce

Ventes

MARTINIQUE FWI
A vendre Projet hôtelier en cours d'achèvement, ouvert fin 10/91
DÉFISCALISABLE
Loi de financ. rectif. pour 88 Art. 22 dite loi Pons Px 18 000 000 F TVA incl. 3*** 49 chbres, rest., piscine. Park. priv. 3 092 m² terrain, plage 300 m. Vue panor. sur mer, situé pleine zone touristique.
Renseig. doc. Fax 19-536-83-44-75

PART. VEND DROIT AU BAIL Tous comm. : 380 000 F. AIX-EN-PROVENCE (haut de ville) : 60 m² : Loyer : 2 500 F/mois. Tél. : (16) 90-42-48-09 ; (16) 90-42-48-47 (le soir après 20 heures).

boutiques

Ventes

A SAISIR FC BOUTIQUE C.C. CHARRAS COURBEVOIE TÉL. 47-88-37-85

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
VOS RENDEZ-VOUS
IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par **1 609 000** Français dont **808 000** Parisiens. **642 000** d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont **375 000**, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 – 46-62-72-02

MARCHÉS FINANCIERS

L'avenir du Loto

Le ministère de l'économie ne souhaite pas introduire de nouveaux actionnaires privés dans la Française des jeux

Récemment, M. Gérard Collé, l'ancien conseiller en communication du président de la République, avait créé une certaine sensation en annonçant son intention d'ouvrir le capital de la Société française des jeux (Loto), dont il est le président, à l'actionnariat populaire. Ainsi cet homme proche du pouvoir s'engouffrait-il dans une brèche ouverte par M. Mitterrand, la privatisation partielle d'entreprises nationales. Et surtout il désirait, semble-t-il, prospecter par ce biais des fonds nouveaux et accroître l'assise de ses supporters davantage enclins à jouer dans une entreprise dont ils deviendraient actionnaires. L'occasion était judicieuse également pour orchestrer le lancement de plusieurs nouveaux jeux et alors que le chiffre d'affaires du Loto stagne comme celui du PMU, l'un et l'autre en vive concurrence actuellement, surtout sur les jeux à petite mise et à gros rapport.

L'initiative de M. Collé ne pourra très probablement pas se concrétiser faute de l'aval des ministères concernés. En effet, interrogées à ce sujet, les directions du budget et du Trésor ont répondu sans aucune ambiguïté : *« L'entrée de capitaux privés dans la société France Loto ne peut absolument pas être envisagée. »* Elle semble incompatible avec ses statuts et la finalité qui régit les jeux en France dans leur notion et dans leur nature. Ceux-ci ont été autorisés par la loi du 2 juin 1891 à la condition expresse de servir l'intérêt général sans but lucratif et de ne pas dégager de bénéfices. A l'époque, il s'agissait, dans un souci de moralisation et de défense de l'ordre public, d'une parade vis-à-vis des bookmakers, un souci qui revient d'actualité à la veille de l'ouverture du marché européen en 1993. Les pouvoirs publics peuvent d'autant moins transiger sur les principes que plusieurs procès opposent actuellement la société de bookmaking anglaise Ladbrokes au PMU pour concurrence déloyale. Ils sont actuellement en instance devant la Cour européenne de Bruxelles. L'aide de l'Etat aux sociétés de courses est mise en cause.

Enfin, il faut souligner que la Française des jeux est une société d'économie mixte dont la majorité des capitaux appartient à l'Etat mais dont les associations d'anciens combattants (par l'ex-Loterie nationale), des courtiers et certains salariés possèdent des parts. Depuis deux ans, elle a dégagé un solde positif de l'ordre de six milliards de francs par exercice environ qui, conformément à ses statuts, est affecté directement au budget de l'Etat. Les joueurs récupèrent environ 52 % de leurs mises. Les frais de courtage et de gestion (un gros budget de publicité) sont de l'ordre de 13 %.

GUY DE LA BROSSE

Olivetti est dans le rouge pour la première fois depuis treize ans

L'année 1991 est décidément un mauvais cru pour l'informatique européenne. Olivetti, le constructeur italien d'ordinateurs et d'équipements bureautiques a enregistré, sur les six premiers mois de l'année, des pertes avant impôt de 73,7 milliards de lires (366 millions de francs)... Les premières en treize ans. Durant cette période, le chiffre d'affaires du groupe a diminué de 5,4 % tombant à 3 943 milliards de lires (19 milliards de francs) par rapport au premier semestre 1990. Le groupe attribue ces mauvais résultats à la guerre des prix qui fait rage dans le secteur informatique ainsi qu'au ralentissement général de l'économie.

Dans la lettre adressée aux actionnaires, le 27 septembre, M. Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, invoque également *« la perte de compétitivité du système italien »*. Au début de cette année, le groupe transalpin, se disant victime de la « lire forte » et d'une hausse annuelle de 10 % de ses coûts globaux, avait menacé de délocaliser une partie importante de ses activités de production dans le Sud-Est asiatique.

Dépôt de bilan évité pour la mine d'or de Salsigne (Aude)

Les actionnaires des Mines et Produits Chimiques de Salsigne (MPCS) ont débloqué, samedi 28 septembre, 41 millions de francs, permettant ainsi à la plus grande mine d'or d'Europe occidentale, située dans l'Aude, de surseoir au dépôt de bilan, a-t-on appris de source syndicale.

Cette décision, en discussion depuis plusieurs semaines (*le Monde* du 13 septembre), a été prise à Paris au cours d'une réunion du conseil d'administration de l'entreprise. Le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM), principal actionnaire, a débloqué 12 millions, Coframines, filiale du BRGM, 10 millions de francs, la société minière sud-africaine GENMIN, qui fait son entrée dans le capital à cette occasion, 10 millions, et M. Marc Rich, négociant en matières premières, 9 millions, a précisé un délégué syndical.

Un audit réalisé récemment à la demande de la chambre de commerce de Carcassonne avait fixé le passif des MPCS à 270 millions de francs, la perte nette cumulée sur les 5 dernières années à 140 millions et les impayés aux fournisseurs et organismes sociaux à 38 millions de francs. – (AFP.)

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	19 septembre 1991
Total actif	661 477
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 215
Ecus	59 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 456
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 988
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	50 860
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	838
Effets privés	95 668
Effets en cours de recouvrement	20 171
Total passif	661 477
dont	
Billets en circulation	261 235
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	54 541
Compte courant du Trésor public	27 543
Reprises de liquidités	9 233
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	59 470
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
– Taux des avances sur titres	12 %

WASHINGTON

Fin de la conférence annuelle de l'OICV

La seizième conférence annuelle de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV) qui se tenait cette année à Washington, à l'invitation de M. Richard Breeden, président de la Security and Exchange Commission (SEC), s'est achevée jeudi 26 septembre. La Commission des opérations de Bourse (COB) y était représentée par M. Jean Saint-Geours, son président. La conférence a fait le point sur les travaux engagés cette année, notamment sur les dix principes qui doivent présider aux accords administratifs conclus en vue d'échanger des informations utiles à la surveillance des règles de transparence et d'équité des marchés financiers. Par ailleurs, en matière de ratio de capital des intermédiaires de marché, l'OICV est convenue de proposer des règles minimales applicables à tous les intervenants, banques et non-banques. Enfin, la conférence a examiné les questions que posent les émissions réalisées simultanément sur plusieurs places financières en termes d'information donnée aux investisseurs et de modalité de détermination de prix d'émission.

PARIS, 30 septembre ⬇

Manque de tonus

Décidément, la Bourse de Paris manque de tonus. Après la petite reprise enregistrée vendredi en dernière minute, elle rechute lundi dans un marché apathique qui cherche en vain l'élément susceptible de lui donner un nouvel élan.

Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 s'effritait, de 0,06 %. Une baisse qui devait s'accentuer au fil des cotations pour atteindre vers 14 heures 0,26 %.

Une fois de plus, lors de l'appel d'offres de lundi, la Banque de France a maintenu ses taux d'intérêt aux niveaux actuels. Il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là, soupirait un investisseur, gagné peu à peu par la lassitude.

Des Etats-Unis les encouragements tardent également à venir. Avant la réunion de Singapour, le FMI vient de dresser un bilan de la situation. L'Amérique devrait éviter une rechute dans la récession, estime un membre de cette organisation. Toutefois, ajoute-t-il, la reprise restera la plus faible jamais observée après une récession depuis la seconde guerre mondiale. Et, selon les experts, le PNB américain devrait reculer de 0,5 % pour l'ensemble de l'année.

« Dans le contexte de « reprise molle », la France aura du mal à faire des exploits », estime un analyste parisien qui s'attend néanmoins pour 1992 à une reprise significative des bénéfices de grands groupes industriels. Les résultats pourraient progresser de 15 % en moyenne, notamment pour les entreprises qui ont lancé cette année des programmes de réduction des coûts.

Dans ce cas, et si ces hypothèses sont vérifiées, le marché parisien n'est pas très cher comparé à Londres, Francfort ou New-York. Mais il lui manque la petite étincelle prête à déclencher une nouvelle étape de hausse.

Les investisseurs étaient satisfaits, lundi, qu'il n'y ait pas eu de débordements lors de la manifestation paysanne de dimanche.

TOKYO, 30 septembre ⬇

Légère baisse

Tendance hésitante lundi 30 septembre à la Bourse de Tokyo qui, après une ouverture placée sous le signe de la hausse, a subi des prises de bénéfice entraînant un repli de 0,2 % de l'indice Nikkei, qui a terminé à 23 916,44 yens soit 53,03 yens.

Dans la matinée, le Nikkei augmentant-avait progressé de 32,12 yens, soit + 0,13 % à 24 001,59 yens. De son côté, le Topix gagnait 1,89 point pour terminer la séance de la matinée à 1 830,99. Selon les opérateurs, les investisseurs étaient encouragés par l'avance du marché des obligations. Le montant des transactions a atteint 130 millions d'actions dans la matinée, contre 250 millions vendredi matin et 500 millions pour toute la journée de vendredi.

VALEURS	Cours du 27 sept.	Cours du 30 sept.
Akai	1 080	–
Bridgestone	1 190	1 180
Canon	1 520	1 500
Fuji Bank	2 610	2 650
Honda Motors	1 600	1 590
Matsushita Electric	1 660	1 670
Mitsubishi Heavy	756	753
Sony Corp.	5 460	5 420
Toyota Motors	1 680	1 590

FAITS ET RÉSULTATS

□ **RVI : recul de 95 % du bénéfice semestriel.** – Renault Véhicules Industriels (RVI), filiale du constructeur automobile Renault, continue à subir de plein fouet la chute du marché mondial du poids-lourd : son bénéfice imposable (part du groupe) affiche une chute de 95 % au premier semestre, à 28 millions de francs. Avant impôts, RVI avait été bénéficiaire de 517 millions de francs au premier semestre 1990, mais avait perdu 9 millions sur l'ensemble de l'exercice, rappelle la société dans un avis au *Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO)* publié lundi 30 septembre.

□ **Marceau : hausse du bénéfice et nouvel actionnariat.** – Marceau Investissements a annoncé vendredi 27 septembre avoir enregistré un bénéfice net de 111,4 millions de francs pour l'exercice clos le 30 juin dernier, en progression de 18,8 % par rapport au précédent (93,8 millions de francs) et « pris acte » des modifications de l'actionnariat de Marceau préparées par M. Georges Pébereau, selon un communiqué publié à l'issue du conseil d'administration. Un nouveau holding, Indra Finance, va devenir actionnaire à 97 % de Marceau. Six grands actionnaires, déjà présents dans le capital de Marceau, posséderont chacun un peu moins de 10 % d'Indra : le groupe américain ITT, la Long Term Credit Bank japonaise, l'assureur britannique Eagle Star (filiale du groupe BAT), la Bayerische Hypotheken und Wechselbank et, pour la France, Elf Aquitaine et le Crédit Lyonnais. Marceau a aussi décidé de céder ses participations dans Actinvest, holding de contrôle d'Acto (au bénéfice de Novalliance) et dans Sofitour.

□ **Poliet : résultat net semestriel en baisse de 36,3 %.** – Le groupe cimentier Poliet, dont le chiffre d'affaires a été en hausse de 3,4 % au premier semestre 1991 avec 17,69 milliards de francs, a annoncé un résultat net part du groupe en baisse de 36,3 % pour le premier semestre 1991 avec 337 millions de francs contre 530 millions de francs au premier semestre 1990. Pour sa part, le résultat courant est en baisse de 40,2 % avec 639 millions de francs contre 1,06 milliard l'an dernier. Cette baisse, selon Poliet, provient de l'augmentation de 38 % des frais financiers essentiellement due à la rémunération de la dette financière et des quasi-fonds propres émis principalement fin 1990 par Ciments français. Les perspectives au deuxième semestre devraient être « *nettement meilleures* » dans les matériaux de gros œuvre et connaître une évolution plus favorable sur les marchés de la construction neuve et des matériaux de second œuvre et de la distribution.

□ **Générale des eaux : une action gratuite pour dix anciennes.** – La Générale des eaux a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix actions anciennes. C'est la première fois depuis 1986 que le groupe de M. Guy Dejouany décide de procéder à une telle distribution. Le nombre des actions de la Générale des eaux passera ainsi de 20 à 22 millions de titres. La distribution débutera à la fin du mois de novembre 1991. Comme l'exige la législation, le conseil d'administration du groupe a aussi décidé de suspendre à partir du 18 octobre, pour une durée de deux mois minimum, l'exercice des bons de souscription et celui du droit de conversion des obligations de juillet 1990. A l'issue de l'opération, les bases de conversion des bons et des obligations seront ajustées. Le capital de la Générale des eaux est notamment détenu à 10,77 % par le groupe Saint-Gobain, 4,8 % par l'UAP, 3,8 % par le groupe Schlumberger et 3,2 % par Alcatel-Alsthom, 45 % des titres sont en Bourse.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3730	3730	Immob. Hôtelière	825	840
Amault Associés	288	288	Interm. Computer	157 50	157 50
B.A.C.	130	....	I.P.B.M.	82	....
Bque Vernes	823	823	Loca Investis.	245	252 30
Boiron (Ly)	360	380	Locamic	74	74
Boisset (Lyon)	212	218	Marie Comm.	109 20	110
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	919	901	Molex	143 10	....
Calberson	400	400	Publ.Filipacchi	405	403
Cardif	691	695	Razel	800	....
C.E.G.E.P.	137	138	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	321	321
C.F.P.I.	289	280 40	S.H.M.	187	187
C.N.I.M.	950	942	Select Invest (Ly)	102 90	98 50
Codetour	280	273 50	Serbo	395	387
Conforama	863	....	S.M.T. Goupil	130	....
Crealis	180	178	Sopra	289	280 20
Dauphin	426	416 50	TF1	376	373 50
Delmas	1230	1214	Thermador H. (Ly)	287	300
Demachy Worms Cie	390	....	Unilog	204	205
Devanlay	901	898	Viel et Cie	90	90
Deville	300	288	Y. St-Laurent Groupe	876	888
Dollfus	152	150			
Editions Belfond	248	254			
Europ. Propulsion	278	275			
Finacor	138 90	....			
Frankoparis	125	125 60			
GFF (group.fon.f.)	166	167			
Grand Livre	440	439			
Gravograph	196	195 50			
Groupe Origny	740	....			
Guintoli	980	....			
I.C.C.	228	227			
Idianova	119	117 10			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 27 septembre 1991
Nombre de contrats : 46 850

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 91	Mars 92	Juin 92
Dernier	106,82	106,82	107,04
Précédent	106,78	106,70	106,86

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 91	Mars 92	OPTIONS DE VENTE Déc. 91	Mars 92
106	1,13	–	0,82	–

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 10 346

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 884,50	1 898,50	1 899,50
Précédent	1 876,50	1 892	1 905

CHANGES

Dollar : 5,6665 F ⬇

Le dollar a entamé la semaine en net repli sur l'ensemble des places. Il s'échangeait lundi 30 septembre à 5,6665 francs au fixing, contre 5,7392 vendredi. Les opérateurs tablent sur une nouvelle baisse des taux américains malgré les déclarations de la Réserve fédérale indiquant que l'économie marche bien.

FRANCFORT	30 sept.	27 sept.
Dollar (en DM)	1,6631	1,6853
TOKYO	30 sept.	27 sept.
Dollar (en yens)	132,95	133,82

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 sept.)	9 1/4 - 3/8 %
New-York	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	26 sept.	27 sept.
Valeurs françaises	122,20	122,80
Valeurs étrangères	115,10	114,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	494,21	–
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 876,49	1 883,80

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	26 sept.	27 sept.
Industrielles	3 017,22	3 006,04

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	26 sept.	27 sept.
100 valeurs	2 595,60	2 599
30 valeurs	2 025,20	2 018,90
Mines d'or	163,10	158,10
Fonds d'Etat	87,32	87,20

FRANCFORT

	26 sept.	27 sept.
Dax	1 619,99	1 608,14

TOKYO

	27 sept.	30 sept.
Nikkei Dow Jones	23 969,47	23 916,44
Indice général	1 829,10	1 832,20

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. +	ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,6550	5,6570	+ 198	+ 208	+ 374	+ 394	+ 1075	+ 1135
$ can.	5,9934	5,9973	+ 46	+ 58	+ 79	+ 103	+ 306	+ 380
Yen (100)	4,2628	4,2659	+ 93	+ 102	+ 193	+ 211	+ 662	+ 710
DM	3,4031	3,4064	– 2	+ 14	– 2	+ 20	– 14	+ 41
Florin	3,0208	3,0227	– 1	+ 8	+ 1	+ 17	– 11	+ 32
FB (100)	16,5250	16,5360	– 20	+ 30	0	+ 100	0	+ 320
FS	3,9075	3,9116	+ 37	+ 52	+ 72	+ 96	+ 238	+ 300
L (1 000)	4,5513	4,5557	– 82	– 67	– 152	– 122	– 474	– 415
£	9,9138	9,9201	– 107	– 78	– 153	– 107	– 276	– 145

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 1/2	5 5/8	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16	5 1/2	5 5/8
Yen	7 1/8	7 3/16	6 3/4	6 13/16	6 9/16	6 5/8	6 1/4	6 9/16
DM	9	9 1/4	9	9 1/8	9	9 1/8	9 1/4	9 3/8
Florin	9	9 1/4	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8
FB (100)	9	9 3/8	9 1/16	9 5/16	9 1/8	9 3/8	9 1/4	9 1/2
FS	8 3/16	8 5/16	8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 3/16
L (1 000)	10 7/8	11 1/8	11	11 3/8	11	11 3/8	11 3/8	11 3/4
£	10 13/16	10 15/16	10 9/16	10 11/16	10 5/16	10 7/16	10 1/8	10 1/4
Franc	9 1/4	9 3/8	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8	9 7/16	9 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Lundi 30 septembre
Pierre Bleyau,
PDG de Pont-à-Mousson SA.

Mardi 1er octobre
Olivier Lecerf,
président d'honneur
de Lafarge Coppée.
« Le Monde Initiatives » du 2 octobre publie une enquête sur les retraites de patrons.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4051	C.N.E 3%	4080	4080	4080	....
850	B.N.P. T.P.	864	860	860	- 0 46
860	Cr.Lyon. T.P.	865	861	875	+ 1 16
1380	Renault T.P.	1392	1400	1395	+ 0 22
1580	Rhone Poul. T.P.	1600	1610	1610	+ 0 63
1070	Saint Gobain T.P.	1061	1060	1060	- 0 09
845	Thomson T.P.	900	868	868	- 3 56
830	ACCOR	804	802	795	- 1 00
695	Air Liquide	690	687	687	- 0 43
605	Alcatel-Alsthom	604	602	603	- 0 17
1680	Als.Superm.	1678	1680	1680	+ 0 12
375	A L S P I	370	370	370	....
2320	Arjom. Prioux	2400	2400	2355	- 1 88
505	AGF Sté Centrale	509	509	511	+ 1 59
1000	Aux. Entrepr.	996	998	996	- 1 00
235	Avenir H. Média	229	229 50	230	+ 0 44
960	Axa (ex Cie Midi)	981	977	970	- 1 12
235	Axa Midi Ass.	266	265	264 30	- 0 64
187	Bafip	185 10	186 10	185	- 0 06
120	Bail-Equipem.	120	120 50	120 10	+ 0 08
775	Bail Investiss.	786	776	772	- 1 78
520	Bancaire	542	546	542	....
760	Bazar H.-V.	760	733	733	- 3 55
625	Beghin-Say	640	635	635	- 0 83
1020	Berger (M.)	1021	1020	1050	+ 2 84
340	Bertrand Faure	344	340	344	....
750	Bic	735	730	730	- 0 68
990	B.I.P.	1015	980	980	- 3 45
365	BIS	343	348 50	346	+ 0 87
305	B N P (CI)	312 50	313	313	+ 0 16
800	Bolloré Tech.	825	845	825	....
2360	Bongrain	2305	2311	2310	+ 0 22
790	Bon-Marché	796	800	803	+ 0 88
615	Bouygues	608	605	595	- 2 14
127	BP France	135 10	136	137	+ 1 41
955	B S N	954	953	953	- 0 10
1070	Canal Plus	1037	1035	1024	- 1 25
300	Cap Gem.S.	306	309 50	306 80	+ 0 20
2040	Carrefour	2099	2100	2110	+ 0 52
155	Casino	151 50	150 50	149	- 1 65
99	Casino ADP	98 20	99	98 50	+ 0 31
1350	Castorama D.I.	1400	1400	1407	+ 0 50
176	C.C.F.	173 80	172 40	173 80	+ 0 06
57	CCMC Ly	57 55	....	....	....
340	C.D.M.E.	336 80	336	335	- 0 53
230	C.E.G.I.D.	230	229	229	- 0 43
210	Centrest (Ny)	218	215	215	- 1 38
470	C.E.P. Comm.	464	455	455	- 1 94
134	Cerus	134 10	135	134	- 0 07
720	Cetelem	825	821	817	- 0 97
320	CF Int.	330	329	325	- 1 52
300	CGI Info.	287 10	295	299 80	+ 4 48
1090	C G I P	1070	1070	1050	- 1 87
630	CSP	646	643	643	- 0 46
895	Chargeurs S A	915	913	906	- 0 98
500	C I C A (M)	500	....	....	....
335	Ciments franç.	287 50	286 10	290	+ 0 87
890	Clarins	803	802	802	- 0 12
455	Club Méditer.	468	480	470 50	+ 0 53
148	CMB Packa.	149 50	149 90	148 10	- 0 94
840	Coles	624	620	618	- 0 96
245	Cpt. Entrep.	245	242	242	- 1 22
1100	Compt Mod.	1118	1118	1110	- 0 72
129	Concept S.A.	126	124 20	124 20	- 1 43
290	CPR (Paris Réa.)	280	283	284	+ 1 43
1110	Créd. Foncier	1100	1095	1092	- 0 73
500	Cr.Lyon (CI)	503	504	497	- 1 19
1190	Crédit Nat.	1182	1182	1183	+ 0 08
200	CSEE	187	188 90	189	+ 1 07
2170	Damart	2149	2149	2148	....
385	Dassault Aviation	395	396	395	....
182	Dassault Electr.	175	175	177	+ 1 14
1390	De Dietrich	1370	1375	1381	+ 0 80
123	Dév.P.d.C.(LI)	127	128	128	+ 0 79
240	Dév.R.Sud-Est	229	231	228	- 0 44
330	D M C	335	330	333	- 0 60
385	Docks France	365	367	373 90	+ 2 44
535	Dynaction	540	540	534	- 1 11
2500	Eaux (Gle)	2485	2500	2494	+ 0 36
750	E.B.F.	730	730	725	- 0 68
400	Ecco	398	385	393	- 1 26
400	Elf Aquitaine	408	409	408	....
270	Eap-Elf (Certif.)	268	268	266	- 0 37
335	Essilor	329	335	334	+ 1 52
185	Essil.Int.(DP)	182	180	182	....
845	Esso	620	624	619	- 0 16
1580	Eurafrance	1530	1525	1530	....
815	Eurocom	790	789	780	- 1 27
139	Eurodisneyland	136 10	136	136	- 0 07
4240	Euromarché	4210	4444	4444	+ 5 56
1020	Europe 1	1037	1030	1037	....
50	Eurotunnel	53	53 05	53	....
1280	Exor	1245	1250	1250	+ 0 40
1330	Facom	1275	1278	1280	+ 0 39
122	Fimalac	133	131	130 10	- 2 18
310	Fives Lille	326	326 90	335	+ 2 76
2480	Fromager. Bel	2400	2400	2401	+ 0 04
1680	Gal.Lafayette	1675	1640	1640	- 2 09
1990	G.A.N.	1915	1910	1907	- 0 42
470	Gascogne (B)	471	471	471	....
1390	Gaz et Eaux	1350	1358	1345	- 0 37
810	Géophysique	780	785	770	- 1 28
590	Gerland Ly	588	581	594	+ 1 02
545	Groupe Cité	545	537	545	....
415	GTM-Entrep.	419 80	418	419	- 0 19
1340	Guyenne-Gas.	1365	1367	1370	+ 0 37
189	Hachette	185	187 30	183 70	- 0 70
510	Havas	498 20	499 50	496 60	- 0 32
1460	Hutchinson	1454	....	....	....
315	Idia	320	312 10	321	+ 0 31
275	Imétal	284	281	282	- 0 70
180	Immob. Phénix	180	180 50	181 90	+ 1 06
75	Ingénico	73 90	73	72 60	- 1 76
4150	Inst. Mérieux	4300	4300	4261	- 0 91
480	Intabail	480	456	480	....
365	Intertechnique	890	880	925	+ 3 93
325	J. Lefebvre	883	830	826	- 0 94
660	Klépierre	664	668	664	....
720	Labinal	728	719	725	- 0 41
385	Lafarge	361 30	361	360	- 0 36
320	Lebon	328	317	320	- 2 44
3870	Legrand	3980	3951	3982	+ 0 05
1970	Legrand (DP)	2081	2150	2140	+ 2 84
520	Legris Industries	527	523	523	- 0 76
760	Locindus	780	755	780	....
4110	L.V.M.H.	4215	4220	4216	+ 0 02
555	Lyon.Eaux/Dumez	540	542	540	....
145	Majorette Ly	157	152	155	- 1 27
315	Mar. Wendel	301	301	308	+ 2 33
177	Matra	192 20	190	187 10	- 2 65
535	Merlin-Gerin	538	531	526	- 2 41
88	Metaleurop	78 80	79 90	80	+ 1 52
72	Métrologie In.	67 90	67 50	66 60	- 1 91
124	Michelin	125 80	126 50	124 50	- 1 03
73	Mid. Bk Sa *	73 50	74	74	+ 0 68
175	Min. Saleig (Ny)	183	182 10	182 10	- 0 55
92	MMB	93	91 50	91 50	- 1 61
157	Moulinex	159	158	159 70	+ 0 44
1270	Navig. Mixte	1275	1274	1270	- 0 39
114	Nord-Est	102 30	102	103 90	+ 1 56
290	Nordon (Ny)	310	307	314	+ 1 29
540	Nouv Galeries	510	533	515	+ 0 98
215	Olipar	211	208 30	211	....
650	Oréal	689	667	685	- 0 60
445	Paribas	440	437 20	436 50	- 0 80
178	Pechiney Int.	167 10	167 50	169 80	+ 1 62
315	Pechiney (CIP)	313	313 10	310 10	- 0 93
446	Penhoet	431	431	432	+ 0 23
1260	Pernod Ricard	1257	1251	1253	- 0 32
635	Peugeot	620	620	618	- 0 32
275	Pinault	284	281	281	- 1 06
475	Plastic-Omn.	471	472	469	- 0 42
465	Poliet	462 60	465	460	- 0 58
515	Primagaz	515	519	512	- 0 58
895	Printemps	881	880	878	- 0 34
2470	Promodès	2564	2510	2518	- 1 79
515	Radiotechn.	516	506	506	- 1 94
4480	Redoute (La)	4700	4745	4701	+ 0 02
260	Rémy et Associés	259	258	260 50	+ 0 58
420	R. Poulenc CIP	424 90	420 50	426	+ 0 26
355	Robur Financ.	357	358	360	+ 0 84
70	Rochette(La)	67 90	65 80	67 30	- 0 88
1930	Roussel Uclaf	1920	1950	1920	....
3150	R. Impér.Ly *	3155	3151	3150	- 0 16
181	Sade (Ny)	183	184	182 50	- 0 27
1550	Sagem	1640	1680	1674	+ 2 07
475	Saint Gobain	477	475 50	474 10	- 0 61
1440	Saint Louis	1448	1445	1437	- 0 76
1780	Salomon Ly	1719	1719	1700	- 1 11
370	Salvepar (Ny)	385	355 50	352	+ 0 43
980	Sanofi	986	982	982	- 0 41
1660	S A T	1650	1630	1630	- 1 21
240	Saul. Chât.	237	233 70	236	- 0 84
1260	Saupiquet (Ns)	1240	1210	1210	- 2 42
750	Schneider	742	743	739	- 0 54
29	SCOA	29 25	29	28 90	- 1 20
600	Scor s.a.	610	610	610	....
1690	S.E.B.	1695	1699	1694	- 0 06
425	Sefimeg	489 50	470	465	- 0 98
111	Selectibanque	117 90	119	118	+ 0 08
420	Servant A.	392	395	390	+ 2 09
1010	S F I M	950	960	940	- 1 05
255	S.G.E.	260	267	258	- 0 77
465	Simco	489	488	488 50	- 0 10
780	St. Rossignol	785	784	790	+ 0 64
495	Sligos	483	480	480	- 0 62
460	Société Génl.	458	458 50	458 50	+ 0 11
114	Sodexco(B)	112 90	....	....	....
148	Sodero(Ny)	151	151	151	....
770	Sodexho	771	772	773	+ 0 26
70	Sogenal(Ny)	70	70	69 80	- 0 29
365	Sogerap	375	375	376	+ 0 27
1570	Som-Alib	1545	1498	1500	- 2 91
1390	Source Perrier	1350	1361	1355	+ 0 37
780	Sovac	780	772	770	- 1 28
415	SPEP	414 90	414	414	- 0 22
495	Spie-Batignol.	486	489	488	+ 0 41
870	Strafor	875	870	862	- 1 49
340	Suez	319	313 10	317 20	- 0 56
940	Synthélabo	914	915	910	- 0 44
146	Thomson CSF	154 50	156	155 80	+ 0 84
880	Total	878	878	880	+ 0 23
148	- (certif.)	154 50	154	154 50	....
280	Trouffaut Fin.	265	265	263 50	- 0 57
515	U.A.P.	524	528	525	+ 0 19
380	U F B Locab.	370	368	368	- 0 54
830	U I C	850	841	842	- 0 94
520	U I F	535	535	545	+ 1 87
665	U I S	796	792	792	- 0 50
670	Unibail	660	669	678	+ 2 73
585	Valéo	534	535	531	- 0 56
330	Vallourec	328	330 20	325 50	- 0 76
350	Via Banque	353	355	356	+ 0 57
345	Worms et Cie	350	350	344 90	- 1 46
1200	Zodiac	1174	1170	1165	- 0 77
1240	Elf Gabon	1196	1196	1190	- 0 50
117	Amax	118	117 80	115	- 2 54
125	Amer. Barrick	123 80	122 40	122	- 1 45
150	Amer. Express	150	147 60	146 70	- 2 20
220	A.T.T.	221 40	216	216	- 2 44
215	Anglo Amer.C.	212	208 50	206	- 2 83
370	Amgold	386 50	371 60	371 60	- 3 88
280	Banco Santander	273	273	270	- 1 10
845	B.A.S.F.	840	848	848	+ 0 95
975	Bayer	981	978	984	+ 0 31
65	Buffelsfont.	63 20	63	63 70	+ 0 79
107	Chase Manh.	107	105 20	105 10	- 1 78
157	De Beers	158 50	154 50	156	- 1 58
2180	Deutsche Bank	2188	2193	2184	- 0 18
1160	Dresdner Bank	1170	1161	1160	- 0 85
67	Driefontein	65 10	65	65 95	+ 1 31
265	Du Pont-Nem.	258 40	254 70	254 70	- 1 43
260	Eastman Kodak	247	244 40	240 60	- 2 59
17	East Rand	17 25	17 65	17 20	- 0 29
45	Echo Bay	45	44 10	43 75	- 2 78
265	Electrolux	285 50	....	....	....
183	Ericsson	150	153	150	....
340	Exxon Corp.	340	335	331 50	- 2 50
174	Ford Motor	174 80	170 20	170	- 2 75
43	Freegold	42	41 50	41 30	- 1 67
24	Gencor	23	21 95	22 55	- 1 96
400	Gén. Elect.	400	395	395 90	- 1 03
210	Gén. Motors	220	215	212 30	- 3 50
375	Gén. Belgique	358 80	337	345	- 3 85
80	Gd. Métropol.	80 10	81 70	81	+ 1 12
102	Guinness	102 60	103 30	103 30	+ 0 68
22	Hanson PLC	22 75	22 95	22 90	+ 0 66
30	Harmony Gold	30	30 10	29 85	- 0 50
275	Hewlett Packard	290 70	280 90	277	- 4 71
45	Hitachi	45 40	45 75	45 30	- 0 22
835	Hoechst	828	816	830	+ 0 24
86	Homestake	84 50	86 80	86 80	+ 2 72
128	I.C.I.	131 30	130 30	133 50	+ 1 68
605	I.B.M.	601	583	582	- 3 16
330	I.T.T.	322	317 50	317 90	- 1 27
200	Ito Yokado	198	198 20	196 10	- 0 96
68	Matsushita	67 70	68 35	68 20	+ 0 74
17 50	Maxwell	17 30	17 50	17 50	+ 1 16
189	Mc Donald's	204	201 30	200	- 1 96
765	Merck	760	737	735	- 3 29
515	Minnesota M.	509	....	....	....
58	Mitsubishi	58	58 50	59 90	+ 3 28
395	Mobil corp.	394	388 10	388 10	- 1 50
330	Morgan J.P.	337 50	336 70	336 70	- 0 24
32120	Nestlé	32140	31750	32000	- 0 44
157	Norsk Hydro	159 10	157 20	158	- 0 69
98	OFSI	94 50	95	96 60	+ 2 22
1810	Pétrofina	1795	1790	1791	- 0 22
425	Philip Morris	422	413	412 10	- 2 35
109	Philips	103 50	103 70	102 40	- 1 06
64	Placer Dome	62 25	61 30	61 10	- 1 85
490	Procter Gamble	488 70	478 70	478 70	- 2 05
192	Quilmès	192	193	197	+ 2 60
23	Randfontein	21 85	21 55	21 90	+ 0 23
275	Rhone Poul. Rorer	269 50	268 20	269 50	....
460	Royal Dutch	460 30	458	459	- 0 28
54	R T Z	56 45	57 10	56 80	+ 0 62
1 55	Saat.& Saatch.	1 54	1 55	1 56	+ 1 30
41	St Helena	40 50	40 10	40 10	- 0 99
380	Schlumberger	387 40	387 50	388 30	+ 0 23
49	Shell transp.	50 90	50 30	51	+ 0 20
2170	Siemens	2195	2180	2179	- 0 73
760	Siemens Nixdorf	749	735	735	- 1 87
250	Sony	258	258 80	260 40	+ 0 93
92	Sumitomo Bank	94 10	94 60	95	+ 0 96
245	T.D.K.	243 50	241	241	- 1 03
64	Telefonica	60	59 50	59 40	- 1 00
30	Toshiba	29 85	30 45	30 60	+ 2 51
480	Unilever	482	482	480 30	- 0 35
265	Unit. Techn.	255	251	250 20	- 1 88
365	Vaal Reefs	358	355 70	358 30	+ 0 08
1260	Volkswagen	1230	1210	1210	- 1 63
335	Volvo	332	325	325	- 2 11
1060	Wagons lits	1075	....	....	....
199	West. Deep.	193	188	191 60	- 0 78
340	Xerox Corp.	352 50	350	350	- 0 71
119	Yamanouchi	122 70	124	124	+ 1 06
1 66	Zambia Cop.	1 65	1 67	1 63	- 1 21

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	121 10	3 12
Emp.Etat 9,8%78	101	2 14
10,80% 79/94	102 45	0 76
Emp.Etat 13,4%83	108 22	10 39
Emp.Etat 12,2% 84	102 77	11 53
Emp.Etat 11% 85	110 79	6 66
10,26% mars 86	104 40	5 66
OAT 10% 5/2000	106 85	3 44
OAT 9,9% 12/1997	104 80	7 89
OAT 9,8% 1/1996	103 10	6 52
ORT 10,30% 1985	1802	....
PTT 11,2% 85	106 20	8 53
CFF 10,30% 86	101 25	8 42
CFF 10,25% nov 90	105 70	5 57
CNA 10 % 1979	101	5 49
CNB Bques 5000F	99 50	2 26
CNB Paribas 5000F	99 10	2 26
CNB Suez 5000F	99 10	2 26
CNE 11,5% 85	101 30	5 38
CNI 1/82 5000F	98 90	2 26
CNT 9 % 86	97 20	3 89
CRH 10,90% déc.85	107 78	7 38
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	981	....
Cerus	2150	....
Alcatel 6 % janv. 89	601	....
Ly. Eaux cv 6,5%	771	....
Thoms. cv 9,2% 86	873	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1145	1122
Applications Hydr.	1530	1540
Arbel	474	468
Bains C.Monaco	1260	1230
B.Hypoth.Europ.	353 70	....
B.N.P. Intercont.	272 50	273 50
Beghin-Say (C I)	470	475
Bénédictine	3200	3090
Bidermann Internat.	500	....
Blanzy Ouest	2400	....
B T P	73 60	74
Cambodge	880	880
Carbone Lorraine	650	630
Case Pociale	12 35	12 30
C.E.G.F (Frigor.)	421	....
Centenaire Blanzy	480	470
Centest	90	....
Champex (Ny)	122	122
CIC (CIP)	222 10	228

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1042	1069
C.I.T.R.A.M. (B)	2800	....
Codetel	99 10	99 50
Cofimeg	258	....
Cogifi	335	345
Comipros	511	530
Cie Industrielle	4730	5000
Cpt Lyon Alemand	398	404
Concorde	820	820
Constr.Méc.Prov.	35 90	35 85
Crédit Gén.Ind.	235	....
Cr Universel (Cie)	480	476
Créditel	112 10	....
Darblay	660	....
Degremont	1728	1730
Delalande	1700	1720
Delmas Vieljeux	3700	3805
Didot Bottin	1326	1318
Eaux Bassin Vichy	2304	2328
Eaux Vittel	904	890
Ecia	262	262
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	317	317
Ent.Mag. Paris	4200	4200
Eurex (ex Eternit)	1865	1860
Finalens	247	247
F.I.P.P.	135	....
F.N.A.C.	1653	1665
Foncière (Cie)	506	505
Fonc.Lyonnaise	597	596
Foncina	525	526
Fougerolle	800	800
France I.A.R.D.	734	725
France SA (Ls)	1650	1652
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	689	680
Gerelin	305	295 90
Gévelot	510	510
G.F.C.	360	366
G.F.I.I.	257 50	....
Gds Moulins Paris	1480	....
Groupe Victoire	1050	1070
G.T.I (Transport)	401 10	385 o
Immobail	340	340
Immobanque	891	....
Im.Marseillaise	5350	5300
Imm. Plaine-Monceau	311	311
Immofice	460	465
Invest.(Ste Cle.)	3270	....
Lambert Frères	281	....
Lille Bonnières	1385	1382
Loca-Expansion	385	382
Localinancière	470	....
Locatel	203	....
Louis Vuitton	732	748
Lorese	2870	2950
Lucia	1410	1409
Machines Bull	34	34 05

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mag.Uniprix	182	190 10
Magnant	710	731
Métal Déployé	596	....
Mors	99	98
Navigation (Nle)	210	204
Optorg	320 10	327
Oréal (CI)	384	381
Origny-Desvroise	901	915
Palais Nouveauté	1230	1230
Paluel Marmont	609	610
Parfinance	188	184
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	259 80	263
Paris Orléans	245 10	245 10
Parthena Invest.	387	385
Pathé Cinéma	776	780
Piper Heidsieck	1551	1555
Porcher	450	445
Promodès (CI)	1050	1058
Publicis	810	800
Rochefortaise	112	111 80
Rosario	268	268
Rougier	400	400
S.A.C.E.R.	384	385
S.A.F.A.A.	155	....
S.A.F.I.C Alcan	263 30	....
SAFT	1330	1300
Saga	370	380 70
Saint Dominique (F.)	117 50	119
Salins du Midi	836	840
Savoisienne M.	170	....
S.C.A.C.	759	780
Senelle Maubeuge	439 90	430
S.Eaud.Part. (M)	180	180
Silic	585	586
Sinvim	210	209 90
S.I.P.H.	232	222 70o
S.M.C.I.	175	164 80o
Sofal	539	539
Soffo	404 60	392 50
Soficot	1235	1235
Sofiram (ex Seram)	83	81
Sofragi	1820	....
Sophia	389	394
Sopagel	136	140
Soudure Autogène	870	867
Sovabail	350	350
Stemi	605	....
Taittinger	3314	3280
Testut-Aequitas	720	....
Tour Eiffel	223	220
Ufiner	1250	1250
U.T.A.	2114	....
Vicat	382	382
Viniprix	1860	....
Virax	135	....
Maroc Sté Brasserie.	213 80	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	620	620
Akzo Nv Sico	370	....
Alcan Aluminium	110 70	112
American Barrick	135 80	135 10
American Brands	255	....
Arbed	700	....
Asturienne Mines	148	....
Banco Popular Espa.	602	....
B.Reglements Int.	23000	....
Can.Pacifique	83 20	....
Chrysler Corp.	59 80	....
C I R	11 50	....
Commerzbank	805	785
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	297	....
Fiat	21 10	....
GBL (Brux Lamb.)	489	489
Gevaert	890	....
Glaxo Holdings Ltd	143	....
Goodyear Tire	240	....
Grace and Co (WR)	213	....
Honeywell Inc	283	....
Johannesburg	82 60	....
Koninklijke Pakhoed	130	130
Kubota	28	....
Latonia	310	310
Midland Bank	25	....
Noranda Mines	81	....
Olivetti priv.	10 10	....
Pfizer Inc	370	....
Procter Gamble	472	489 90
Ricoh	28 20	....
Robeco	299	297 50
Rodamco NV	159 60	160
Rolinco	299	298
Saipem	5 80	....
Sears Group	26 55	....
SKF Aktiebolaget	99 50	....
Tenneco Inc	236	....
Thorn Electrical	78 10	....
Toray Ind.	28 25	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1065	1120
West Rand Cons.	10 95	10 65

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	310	....
Calciphos	114	118
C G H Cogephor	43	....
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	590	590
Drouot Assurances	345	....
Elf Antargaz	1400	....
Europ. Accum.	85	....
Europ Soudure Ind.	20	....
Gachot S.A.	63	....
Groupe Expansion	85	....
Guy Degrenne	475	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
IM2	300	....
Jaeger	125	....
Lecteurs du Monde	238	....
Nicolas	781	....
Paternelle RD	1410	....
Particip. Perrier	384	....
Quadrant	240	....
Rorento N.V.	206 20	....
St-Gobain-Emballage	2000	....
Sama Métro	205	....
S.E.P.R.	1110	....
S.P.R. act. B	353	....
Télémécanique Elect.	3350	....
[illegible]	380	....
Waterman	1300	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 739	5 666	....	....
Ecu	6 972	6 973	....	....
Allemagne (100 dm)	340 890	340 810	....	....
Belgique (100 F)	16 530	16 540	....	....
Pays-Bas (100 fl)	302 230	302 360	....	....
Italie (1000 lires)	4 556	4 555	....	....
Danemark (100 krd)	88 290	88 320	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	9 933	9 924	....	....
Grèce (100 drachmes)	3 065	....	....	....
Suisse (100 f)	391 150	....	....	....
Suède (100 krs)	93 400	....	....	....
Norvège (100 k)	87 070	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 420	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 381	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 937	....	....	....
Canada (1 $ can)	5 056	....	....	....
Japon (100 yens)	4 292	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/9
Or fin (kilo en barre)	64500	64000
Or fin (en lingot)	64800	64350
Napoléon (20f)	370	365
Pièce Fr (10 f)	380	....
Pièce Suisse (20 f)	384	374
Pièce Latine (20 f)	368	366
Souverain	480	469
Pièce 20 dollars	2065	2055
Pièce 10 dollars	1025	1050
Pièce 5 dollars	585	....
Pièce 50 pesos	2425	2425
Pièce 10 florins	387	383

SICAV (sélection) 27/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1055 48	1029 74
Action	221 85	215 91
Agepargne	812 79	777 79
Améri-gan	7723 73	7426 66
Amplitude	644 31	625 54
Arbitrages Court.T.	6762 33	6762 33
Associc	1133 94	1133 94
Atout Futur	389 12	379 53
Aurecic	1257 93	1221 29
Avenir Alizes	1723 61	1689 81
Axa Capital	160 96	154 02
Axa Court Terme	7432 67	7432 67
Axa Europe	126 64	121 19
Axa Investissements	122 95	117 66
Axa NPI	117 72	112 65
Axa Première	112 27	111 93
Axa Sélection	143 36	137 19
Axa Valeurs PER	125 86	120 43
BSD Avenir	111 30	109 06
Capimonétaire	5932 96	5927 03
Capiobli	6084 32	5974 70
Capitacic	1234 65	1216 40
Cardan Pierre	28 75	28 05
Coasis	1249 89	1219 40
Comptanalor	3298 31	3293 37
Convertimmo	361 60	347 69
Credinter	489 33	475 08
Crédit Mutuel Capital	1216 33	1192 48
Dieze	1252 16	1221 62
Drouot France	869 10	831 67
Drouot Investiss.	1040 77	995 95
Drouot Sécurité	254 90	243 92
Ecucic	1052 42	1036 87 ♦
Ecupar	130 99	125 35
Ecureuil Capitalisation	2425 76	2401 74
Ecureuil Géovaleurs	2226 92	2162 06
Ecureuil Investissements	423 58	411 24
Ecureuil Monepremière	62863 56	62863 56
Ecureuil Monétaire	37064 44	37064 44
Ecureuil Trésorerie	2291 19	2291 19
Ecureuil Trimestr.	2021 02	2001 01
Elicash	2 619279	2 619279 ♦
Energie	278 50	265 87
Eparcic	3377 16	3377 16
Eparcourt-Sicav	4393 80	4382 84
Epargne Associat.	25635 91	25419 84
Epargne Capital	10124 83	10024 59
Epargne Court Terme	633 58	633 58
Epargne Croissance	1775 76	1728 23
Epargne Industrie	95 24	92 69
Epargne J.	65463 33	65463 33
Epargne Long Terme	198 56	193 34
Epargne Monde	1295 20	1260 54
Epargne Obligat.	197 02	191 75
Epargne Première	13657 69	13556 02
Epargne Quatre	1087 12	1058 02
Epargne-Unie	1307 04	1275 16
Epargne Valeurs	453 77	441 63
Epsilon	1230 80	1218 42 ♦
Esfi Cash capi	7927 80	7927 80 ♦
Estinvest capi	669 55	650 05 ♦
Eurocic Leaders	1080 16	1048 70
Eurodyn	1214 09	1184 48
Euro Gan	8813 26	8551 21
Fonsicav	13502 18	13502 18
France-gan	9932 42	9650 40
France Garantie	287 08	286 55
France Index Sicav	111 63	108 36
France Investiss.	343 31	334 94 ♦
France Obligations	472 06	467 39
Francic	460 28	446 87
Francic Pierre	110 80	107 57
Francic-Regions	1226 95	1191 21
Fructi-Associations	33 33	33 33
Fructi-Capi	39 51	38 93
Fructi Court	133622 01	133622 01
Fructidor	237 81	234 30
Fructi-Epargne	32 86	31 86

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructifrance	881 13	858 64
Fructimmo	28 66	27 96
Fructi-Première	10914 20	10752 91
Fructivar	5087 27	5074 58
Futuroblig	1348 36	1313 52
Gestilion	13905 69	13836 51
Gest.Associations	170 39	166 64
Horizon	1229 68	1193 86
HLM Monétaire	13065 95	13065 95
Interépargne	111838 84	108581 40
Interoblig	13719 42	13191 75
Intersélection Fce	542 40	526 60
Japacic	171 38	166 39
Jeunepargne	272 97	269 94
Laffitte Amérique	240 35	230 56
Laffitte Europe	245 45	235 44
Laffitte Expan.	253 40	243 07
Laffitte France	312 21	299 48
Laffitte Immobil.	229 62	220 26
Laffitte Japon	418 23	401 18
Laffitte Oblig.	137 79	132 17
Laffitte Rendement	198 17	190 09
Laffitte Tokyo	352 08	337 73
Latitude	2122 82	2119 64
Laumi C.T.	11831 25	11831 25
Laumi L.T.	6672 34	6478
Lion Association	11636	11536
Lion Institution	27763 34	27694 10
Lionplus	919 30	901 27
Lion Trésor	2157 33	2135 97
Lion 20 000	24761 10	24761 10
Livret Bourse Inv.	554 69	538 53
Livret Portefeuil.	715 47	694 63
Méditerranée	188 54	180 42
Mensuel CIC	10108 59	10005 52
Monecic	5417 77	5417 77
Monedon	63695 86	63695 86
Mone.J.	69431 48	69431 48 ♦
Monévalor	76997 93	76997 93
Mutualité dépôts	12753 30	12727 84
Mutuelle Unie Sél.	155 17	149 49
Natio Court Terme	286533 00	286533
Natio-Epargne	16726 47	16560 86
Natio-Ep. Ret.	122 42	119 14
Natio Eparg.Trésor	7401 57	7386 80
Natio-Imm.	1188 29	1168 22
Natio-Inter	1372 84	1336 10
Natio-Monétaire	23878 54	23878 54
Natio Obligations	544 04	529 48
Natio-Patrimoine	1438 61	1400 11
Natio-Placements	65988 67	65988 67
Natio-Revenus	1031 63	1021 42
Natio Sécurité	12270 20	12270 20
Natio-Valeurs	861 86	838 78
Nippon-Gan	6186 82	5947 90
Nord Sud Dévelop.	1480 68	1477 70
Obli-Associations	144 01	142 68
Oblicic-Mondial	2538 53	2501 01
Oblicic-Régions	1037 99	1022 65
Oblig. très cat.	168 38	165 89
Oblilion	1310 57	1287 58
Oblisécurité Sicav	12104 21	12104 21
Optimor	34001 88	33011 53
Oraction	1023 10	988 15
Orvalor	8472 68	8238 73
Paribas Capitalisation	1408 39	1385 81
Paribas Epargne	19832 20	19476 38
Paribas Opportunités	132 15	125 78
Paribas Patrimoine	587 88	563 91
Paribas Revenus	95 34	94 40
Patrimoine Retraite	211 09	206 95
Pensalor	648 08	629 20
Placement A.	1335 48	1309 29
Placement J.	6798 29	6784 71
Placement M.	62731 38	62608 17
Placement Nord	997 63	979 07
Plénidor	1165 03	1136 61
Pléiade	131 31	127 80

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Poste Gestion	61677 46	61677 46
Première Oblig.	10890 84	10879 96
Prévoy. Ecureuil	112 63	111 51
Prior'Associations	27697 17	27697 17
Proficius	1105 58	1078 61
Quartz	131 35	128 15
Réalvalor	880 72	855 07
Rentacic	161 56	159 16
Revenus Trimestr.	5341 09	5288 21
Revenu-Vert	1147 84	1130 88
St Honoré Bio-Alim.	940 97	898 30
St Honoré Bons du Tr.	10572 88	10520 28
St Honoré Global	232 74	222 19
St Honoré Invest.	757 67	723 31
St Honoré Mat Plac.	200 18	191 10
St Honoré Pacifique	588 62	561 93
St Honoré PME	530 08	506 04
St Honoré Real	14063 41	14007 38
St Honoré Services	498 29	477 20
Sécuricic	1644 18	1644 18
Sécuri-Gan	13182 50	12924 02
Sécuritaux	1310 96	1310 96
Sicarden	712 37	701 84
Sicav Associations	1742 29	1739 68
SFI-CNP Assur.	670 55	651 02
S.G. Fr. opportunités	1072 96	1051 92
Sicav 5.000	427 40	415 96
S.I. Est	1478 69	1413 10
Silvafrance	685 15	665 81
Sivam	420 45	409 20
Slivarente	212 55	208 38
Slivinter	453 19	441 05
S.N.I.	1227 12	1191 38
Sogefrance	1035 59	1015 28
Sogéparge	337 32	325 13
Sogevar	1096 93	1046 23
Sogintar	1385 75	1303 82
Soleil Investissements	802 96	579 77
Solstice	2155 80	2150 42
Stratégie Action	812 38	781 13
Stratégie Rendement	1329 88	1288 02
Technocic	1067 87	1036 77
Techno-Gan	5962 98	5724 02
Theora	621 82	615 66
Transplus	144 26	138 05
Trésor Plus	1217 91	1205 85
Trésor Réal	13504 38	13504 38
Trésoricic	121606 73	121606 73
Trilion	5120 98	5070 28
U.A.P.Investiss.	456 31	439 82
U.A.P. Act. F.	587 98	566 73
U.A.P. Act. Sél.	641	617 83
U.A.P. Aedif.	588 34	567 07
U.A.P. Altaf.	207 12	199 63
U.A.P Alto	162 13	156 27
UAP Moyen Terme	131 08	126 34
UAP Prem. Catég.	10907 02	10512 79
Uni-Associations	128 28	126 28 ♦
Uni-Foncier	1293 91	1262 35
Unifrance	579 61	565 47
Uni-Garantie	1367 73	1343 55
Uni Régions	1408	1373 68
Unirente	2693 01	2627 33
Univar	223 83	223 83 ♦
Univers Actions	1253 03	1222 47
Univers-Obligation	1837 99	1793 15
Valorg	1943 50	1941 56
Valréal	50132 86	50107 81
Vauban	27148 27	27121 12

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

SCIENCES

Malgré les difficultés du pouvoir en URSS

La coopération spatiale franco-soviétique se poursuit

Avec les bouleversements qui viennent de secouer l'Union *soviétique, beaucoup pensaient* que la plupart des projets en coopération lancés avant le putsch seraient menacés. Les vingt-huitièmes Rencontres spa*tiales franco-soviétiques, qui se* tenaient du 25 au 27 septembre à Tours, étaient donc attendues par les reponsables du Centre national d'études spatiales (CNES) *avec une inquiétude qui,* semble-t-il, ne s'est pas justifiée.

TOURS

de notre envoyé spécial

La mission Antarès, qui doit donner lieu à l'envoi, en juillet 1992, *d'un cosmonaute français* à bord de la station Mir pour un séjour de douze jours, n'allait-elle pas prendre du retard? L'ambitieux programmme d'exploration de la planète rouge « Mars-94 » par des sondes franco-soviétiques ne risquait-il pas de tomber, victime des coupes budgétaires et de l'absence actuelle de pouvoir de décision en Union soviétique?

S'il est vrai que les représentants à Tours de la délégation soviétique ne savaient pas de quoi demain serait fait, ils firent preuve malgré tout, selon leurs interlocuteurs, *« d'un étonnant dynamisme et d'une détermination à aller de l'avant »*. Pourtant, il est clair qu'ils s'interrogent sur l'avenir de Glavkosmos, chargé de la promotion de l'espace soviétique; sur celui, plus souriant, de l'Iki, organisme à l'origine de toutes les grandes missions spatiales à caractère scientifique; sur le rôle et la nature, aussi, de la prochaine structure gouvernementale qui aura la charge des activités spatiales soviétiques.

Va-t-on créer, comme en Occident, une sorte d'agence spatiale dans laquelle s'intégreront les différents organismes existants ou avec laquelle ils travailleront? Il n'est que d'écouter l'académicien Alexandrovitch Kotelnikov, président du conseil Interkosmos de l'Académie des sciences de l'URSS : *« Pour l'an prochain,* dit-il, l'œil plein de malice, *je ne sais pas. »* Dans ses propos transparaissent tous les enjeux de la pièce qui se joue actuellement. Une pièce où se mêlent l'avenir des organismes existants, le devenir de certains de leurs dirigeants dont le rôle pendant le putsch est étudié à la loupe, la lutte pour la conquête du pouvoir entre Républiques et autorités centrales.

Composer avec les Républiques

A cet égard, les déclarations du bouillant président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, assez enclin à puiser largement dans le budget spatial pour résoudre quelques problèmes économiques particulièrement urgents, en font trembler plus d'un. De même, les responsables actuels du programme spatial soviétique savent qu'il faudra aussi composer avec d'autres Républiques. L'Ukraine partage avec la Russie une partie des installations et des industries aérospatiales; le Kazakhstan, sur le territoire duquel se trouve la base de lancement de Baïkonour, vient de déclarer que toutes les installations qui étaient sur son sol étaient désormais sous sa responsabilité. Et comme le rappelait, à Tours, M. Evgueni Bogomolov, membre de la direction de Glavkosmos, *« la position des Kazakhs pourrait être un exemple pour les autres Républiques »*.

Dans cet imbroglio, chaque geste compte. Ainsi, le lancement *dans les prochains jours d'un cosmonaute* kazakh en direction de la station orbitale Mir, comme celui, *au même moment*, d'un Autrichien. Le premier pour des raisons de politique intérieure et le second *pour des raisons plus stratégiques* encore. Dans la tempête qui secoue le pays, il est bon pour *l'Union soviétique de démontrer* qu'elle reste un bon partenaire pour les pays étrangers soucieux de poursuivre un programme spatial, et qu'elle tient les engagements pris avec des tiers.

« Un partenaire majeur »

Une bonne volonté que *reconnaît le CNES, dont le directeur* général adjoint, M. Daniel Sacotte, souhaite que *« la coopération spatiale avec l'Union soviétique se poursuive »*. Durant les Rencontres de Tours, Français et Soviétiques ont déjà évoqué le prochain vol habité franco-soviétique prévu pour 1995-1996, et discuté de ce qu'ils pourraient faire dans le domaine des télécommunications spatiales.

La porte sur l'Europe n'est d'ailleurs pas fermée, si l'on en juge par la teneur du message que le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, *M. Paul Quilès, a fait porter à* M. Kotelnikov. *« La France,* a-t-il écrit, *considère que l'Europe spatiale que nous construisons doit être ouverte au monde. Votre pays est, dans le domaine spatial, un partenaire majeur pour la France; il pourrait le devenir pour l'Europe. »* En d'autres termes, il faut laisser à la France et à l'Europe le temps de mettre en place, lors de la conférence interministérielle qui se tiendra en novembre à Munich, un programme spatial cohérent, pour que s'ouvre la porte à une coopération plus large avec l'URSS.

En attendant, il ne reste plus qu'à préparer les programmes phares de cette coopération soviétique : *le vol habité Antarès,* dont le coût pour les Français s'élève à quelque 12 millions de dollars, et la mission « Mars-94 ». Sans être remise en question, celle-ci est désormais éclatée en deux sous-ensembles : la mise en orbite en 1994 d'un vaisseau d'observation porteur de sondes et de pénétrateurs, destinés à étudier le sol de la planète; le lancement, en 1996, d'un deuxième vaisseau porteur de ballons à larguer dans l'atmosphère martienne et d'un petit véhicule d'exploration automatique analogue aux fameux Lunokhod.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

ÉCHECS

Premier tournoi de la Coupe du monde

Karpov en forme

Le premier des cinq tournois composant la Coupe du monde d'échecs 1991-1993 a commencé à Reykjavik, en Islande. Vingt-six des meilleurs joueurs mondiaux sont qualifiés. Chaque tournoi comporte seize joueurs et chaque participant choisit trois tournois sur les cinq. Kasparov, vainqueur de l'édition 1988-1990, ne jouera qu'une seule fois dans le même tournoi que Karpov, à Bruxelles, en juillet 1993. Le gagnant final, une fois les cinq tournois joués, empochera 100 000 dollars (570 000 francs environ).

A Reykjavik, Karpov a démarré en fanfare : gains contre Speelman, Salov et Hjartarson, nulle devant Portisch et ajournée avec Beliavsky. Après cinq rondes, il est en tête devant Ljubojevic.

Classement après cinq rondes : 1. Karpov, 3,5 plus une ajour*née ; 2. Ljubojevic, 3,5 ; 3-5.* Ivantchouk, Seirawan, Khalifman, 3; 6-9. Salov, Portisch, Ehlvest, *Nikolic, 2,5; 10-11.* Andersson, Chandler, 2 plus une ajournée ; 12-13. Speelman, *Goulko, 2 ; 14-15. Hjartarson,* Timman, 1,5; 16. Beliavsky, 1 plus une ajournée. Il reste dix rondes.

EN BREF

□ **Cours d'histoire de l'art.** – Quatre nouveaux cours publics et gratuits d'histoire de l'art soutenus par la donation Lannelongue sont organisés à Paris à partir du 1er octobre. Ils auront lieu : le lundi, à 18 h 45, à la salle ACISJF, 63, rue Monsieur-le-Prince (6e); le mardi, à 18 h 15, au lycée Carnot 145, boulevard Malesherbes (17e); le mercredi, à 18 h 45, au lycée Maria-Deraismes, 19, rue Maria-Deraismes (17e) et le jeudi, à 18 h 45, au collège Françoise-Couperin, 2, rue du Grenier-sur-l'Eau (4e). Les autres cours sont donnés dans les lieux suivants : lycées Arago et Edgar-Quinet, collège Pierre-Alviset, salle Saint-Denis, FJT Didot et FJT Charonne.

□ **Conférence-débat de l'Institut Pierre-Mendès-France.** – L'Institut Pierre-Mendès-France organise, le samedi 5 octobre, à 14 h 30, 52, rue du Cardinal-Lemoine, à Paris-(5e) une conférence-débat sur « la paix en Indochine en 1954 », avec MM. Claude Cheysson, Jean Lacouture, Georges Buis et Jean Daniel.

□ **Vente annuelle.** – Une vente annuelle de livres d'occasion est organisée, à partir de 14 heures, jusqu'au vendredi 4 octobre, à la bibliothèque de l'Institut d'histoire sociale.

► **Institut d'histoire sociale, 15, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris, tél. : 47-04-24-02.**

□ **Garderie.** – La halte-garderie du Musée d'Orsay est ouverte aux enfants des visiteurs tous les dimanches, jusqu'à la fin du mois de décembre. De 10 heures à 17 heures, elle accueille les petits de un à six ans.

► **Renseignements : Musée d'Orsay, tél. : 40-49-49-79.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5618

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV				#					#
V			#					#	
VI		#			#				
VII						#			
VIII		#						#	
IX							#		
X						#			
XI	#		#						

HORIZONTALEMENT

I. Pour l'exercer, il faut apprendre à taper. – II. Rester à côté. – III. La première est impérieuse. – IV. Sur la Drôme. S'élève en Grèce. – V. Pronom. Fonçai. – VI. Evoque une très bonne affaire. Coule en Afrique. – VII. Observé quand il est établi. Créateur pour les gnostiques. – VIII. Pas de très bon goût. – IX. Font des observations. Un animal très mou. – X. Quelqu'un qui s'est payé notre tête. Ne doit pas servir de nourriture à l'herbivore. – XI. Laisser en partant.

VERTICALEMENT

1. Jouent quand on se met à manger. – 2. Peut être favorisé par la discipline. Toto, c'est le nom qu'on lui donne familièrement. – 3. Sorte de foire. Un endroit où l'on trouve enfin de l'essence. – 4. Saint, dans les Vosges. Une grande hauteur. 5. Une victoire d'Alexandre. Dans la Mayenne. – 6. Prise sur le ring. Conjonction. – 7. Mises dans le secret. Participe. – 8. Se nourrit comme un petit mammifère. Saint normand. Pale, à Londres. – 9. Période. Appareil servant à broyer.

Solution du problème n° 5617

Horizontalement

I. Herboriste. Pavé. – II. Onéreuse. Soupir. – III. Punit. Oratoires. – IV. Irisa. Lèse. Se. – V. Tête. Pan. Rossés. – VI. Ase. Matin. Ra. Tu. – VII. Lingot. Sienne. – VIII. Etriers. Vêtues. – IX. Eire. PS. – X. Unanimement. Mie. – XI. Rimes. Reptiles. – XII. Evitée. Urnes. – XIII. Têtières. Sûrs. XIV. Tais. Opiniâtres. – XV. Eue. Isis. Tuée.

Verticalement

1. Hôpital. Lurette. – 2. Enurésie. Niveau. – 3. Rénitent. Amitié. – 4. Brisé. Grènetis. – 5. Oeta. Moi. Isée. – 6. Ru. Pâte. Eros. – 7. Isolat. Réer. Epi. – 8. Sérénissime. Sis. – 9. As. Ni. Repu. – 10. Ester. Eventrait. – 11. Oô. Omé. Tin. Au. – 12. Puissants. Leste. – 13. Après. Eu. Mesure. – 14. Vie. Et. Epis. Ré. – 15. Era. Suisse. Ossu.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– *Marine LINGUACROSSA* et Pascal BRETON,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Louis,

le 25 septembre 1991.

Adoptions

– Pierre

est né le 30 septembre 1990 à Lima, au Pérou.

Il est arrivé le 26 mai 1991 chez ses parents adoptifs,

Valérie et Christian.

Depuis il fait la joie de sa maman, de son papa et de ses grands-parents,

SEYTRE et SIMON-BROSSARD.

Mariages

– *Jocelyne DAKHLIA* et Jean-Loup AMSELLE

sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité, le 27 septembre 1991, à Paris.

26, rue de Navarin,
75009 Paris.

Décès

– Lorry-lès-Metz.

Nous avons la douleur de faire part *de la mort de*

M. Michel BAUDE,
professeur
à la faculté des lettres de Metz,
directeur du centre
de recherche Littérature et spiritualité,

décédé le 24 septembre 1991.

La messe d'enterrement a été célébrée en l'église de la Sainte-Famille, à Metz.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de *Lorry-lès-Metz.*

De la part de
Mme Jeanne-Marie Baude,
son épouse,
Jean-Pierre et Cécile,
ses enfants,
Des familles Baude, Legrand et Langard.

– M. et Mme Patrick Debray
ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 20 septembre 1991, de

Mme Claude COSSET,
ancien chef du service social
de l'Action sociale pharmaceutique,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

L'inhumation a eu lieu à Paris dans la plus stricte intimité.

– Neuilly-sur-Seine. Houston (Texas).

Mme Jean-Louis Guglielmi,
son épouse,
Jean-Marc Guglielmi,
Claire et Mauricio Alvarado,
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis GUGLIELMI,
professeur émérite
à l'université Panthéon-Sorbonne,
membre correspondant de l'Académie
des sciences morales et politiques,

rappelé à Dieu le 23 septembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le professeur Michel Carcassonne,
président de la Réunion des théâtres lyriques de France,
Les membres du bureau du conseil d'administration,
Les directeurs et administrateurs de la RTLF,
ont le regret de faire part de la mort de

M. Jacques KARPO,
directeur artistique
de l'Opéra de Marseille.

(Le Monde du 26 septembre.)

– Mme Louis Leprêtre,
M. et Mme André Letourneur,
M. et Mme Patrick Guesnon
et leurs enfants,
M. et Mme Didier Letourneur
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Louis LEPRÊTRE,
ancien membre du personnel navigant
d'Air France,

survenu le 22 septembre 1991, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 25 septembre, en l'église Saint-Etienne, suivie de l'inhumation dans l'intimité, au cimetière de Vouneuil-sur-Vienne (Vienne).

M. et Mme Letourneur,
11, avenue *Beauséjour,*
92140 Clamart.

– Mme Hervé de Kerguiziau de Kervasdoué,
Ses enfants, Paul, Jean, Marie-Yvonne et Michel,
Et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Hervé de KERGUIZIAU de KERVASDOUÉ,

survenu à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Paris, le 27 septembre 1991.

– *On nous prie d'annoncer le décès,* survenu le 20 septembre 1991, de

Mme Gaston POMIER LAYRARGUES,
née Judith Blitz,

De la part de
Son mari,
Clarita Lewis,
sa fille,
Charles Guérin Lewis,
son petit-fils,
Egalement de sa famille
Et de tous ses amis de Corfou et de Kythira.

Selon son vœu, la cérémonie d'incinération s'est déroulée dans l'intimité de ses proches, le 23 septembre, à Bordeaux.

Verbois,
33350 Sainte-Radegonde.

– Ses intimes,
Ses collègues de travail,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Anna SEIDEL,
sinologue,

à San-Francisco, le 29 septembre 1991.

[Anna K. Seidel, née à Berlin, le 31 juillet 1938, avait été formée aux Etats-Unis, en Allemagne et à Paris. Depuis la publication de sa thèse de doctorat : « La divinisation de Lao-Tseu dans le taoïsme des Han » (1969), elle avait poursuivi, sur le taoïsme et les religions de la Chine et du Japon, des recherches qui avaient obtenu une audience internationale. *Fidèle à la tradition française* d'études sinologiques, après *Kokuhô, trésor national en Chine et au Japon*, paru en 1981, elle avait publié *Imperial Treasures and Taoist Sacraments* (Mélanges chinois et bouddhiques, Bruxelles, 1983) et une monumentale *Chronicle of Taoist Sudies in the West 1950-1990 (Cahiers d'Extrême-Asie*, Kyôto, 1989-1990). Membre de l'Ecole française d'Extrême-Orient depuis 1969, elle travaillait à Kyôto, au centre de rédaction de l'encyclopédie bouddhique Hôbôgirin. En 1985, elle y avait lancé un périodique orientaliste, *les Cahiers d'Extrême-Asie*. Anna Seidel, qui appartenait à une famille qui avait courageusement résisté aux mesures antijuives du nazisme, laissera le souvenir d'une intelligence rayonnante et d'une indomptable ténacité face aux épreuves.]

– M. Robert-Y. Strasunski,
M. et Mme Didier Dutertre
et Alexis,
Les familles Jarlegan, Strasunski-Ganez, Lescouëzec, Vasseur, Dréano, Anglade, Ben-Abdou,
font part du rappel à Dieu de

Mme Robert-Y. STRASUNSKI,
née Jeanne Jarlegan,

leur épouse, mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante, grand-tante et parente,

survenu le 28 septembre 1991, en son domicile, à Paris-16e.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 1er octobre, à 15 heures, en l'église Sainte-Thérèse de Muzillac (Morbihan), sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Muzillac, dans le caveau de famille.

83, avenue Henri-Martin,
75116 Paris,
8, rue Saint-Pol,
56190 Muzillac.

LOTO — SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1991

19H55

4 14 16 20 46 49 — 42

6 bons numéros	0	–
5 + complémentaire	11	108 570 F
5	495	8 300 F
4	20 266	175 F
3	596 477	17 F

20H35

4 6 13 24 27 39 — 48

6 bons numéros	4	6 104 325 F
5 + complémentaire	15	87 020 F
5	1 097	3 800 F
4	49 984	101 F
3	784 455	12 F

LOTO SPORTIF

RESULTATS OFFICIELS

7

Avis de messe

– *Le cycle supérieur d'études politiques de l'IEP*
vous invite à assister ou à vous associer, en prière ou en pensée, à la messe qui sera célébrée le lundi 14 octobre 1991, à 17 heures, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres (métro *Sèvres-Babylone*), à la mémoire de

Françoise KEMPF,

décédée le 5 septembre.

– *A la mémoire du*

Père André VERNY,

décédé le 13 juillet 1991.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, sa paroisse, 91, boulevard du Montparnasse, à Paris-6e, le samedi 12 octobre, à 17 heures.

Services religieux

– Il y a un an

Elisabeth (Lisa) BRASSEUR

quittait les siens.

Un service à sa mémoire et pour le repos de son âme est célébré en l'église orthodoxe russe Saint-Serge de Paris.

– Un hommage sera rendu au

docteur William Gardner DAVIES,

décédé à Paris le 1er août 1991, vendredi 4 octobre, à 12 heures, en l'église d'Ecosse, 17, rue Bayard, Paris-8e.

Mme Frasch-Davies,
1 E, boulevard Franklin-Roosevelt,
92500 Rueil-Malmaison.
Tél. : 47-51-37-86.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, mardi 8 octo*bre, à 14 heures, salle 113, galerie Jean-*Baptiste-Dumas (Sorbonne), 1, rue Victor-Cousin, Michel Zylberberg : « Les milieux d'affaires français et l'Espagne (vers 1780-1808) ».

Décès du peintre Edouard Mac Avoy

Le peintre Edouard Mac Avoy *est mort, le jeudi 26 septembre* à l'hôpital de Saint-Tropez. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Né à Bordeaux le 25 janvier 1905, Edouard Mac Avoy est d'abord l'élève de P. A. Laurens à l'académie Julian et expose dès 1927 au Salon d'automne. Dès l'entre-deux-guerres, il doit l'essentiel de sa célébrité à ses portraits de grands hommes. Alors que l'art du portrait n'est plus guère pratiqué par ses contemporains, il apparaît ainsi comme l'un des derniers praticiens susceptibles d'exécuter une effigie officielle et publique dans un style très figuratif, mais convenablement « modernisé ». Sa technique se fonde sur un dessin appuyé, généralement anguleux et dur, qui enserre les volumes et contient fermement les couleurs – d'ordinaire peu éclatantes. Au nombre de ses modèles figurent la plupart des écrivains français de ce siècle : Gide, Montherlant, Jouhandeau, Mauriac, Cocteau et Ionesco; mais aussi, ce qui est moins attendu, Pablo Picasso et Salvador Dali. Edouard Mac Avoy avait publié en 1988, sous le titre *Le plus clair de mon temps*, un volume de souvenirs.

Ph. D.

Ancien président du conseil général du Jura

Lucien Guichard est mort

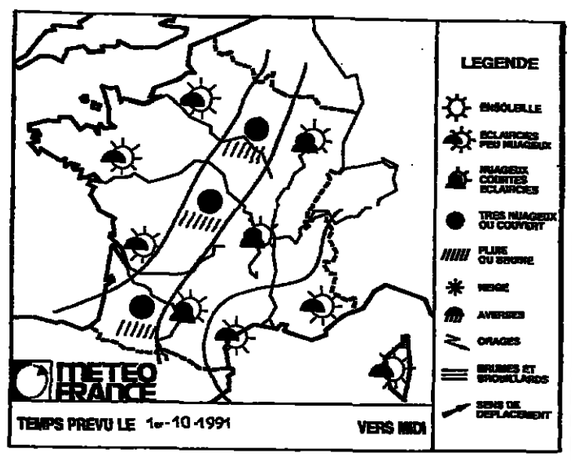
M. Lucien Guichard (UDF-CDS) qui s'était démis, lundi 23 septembre, de ses fonctions de président du conseil général du Jura (*Le Monde* du 24 septembre) pour raisons de santé, est décédé, samedi 28 septembre.

L'intérim de Lucien Guichard à la présidence de l'assemblée départementale est *assuré par* M. André Jourdain, RPR, sénateur. Le nouveau président sera élu après l'élection cantonale partielle qui sera organisée dans un délai maximum de trois mois pour pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Lucien Guichard.

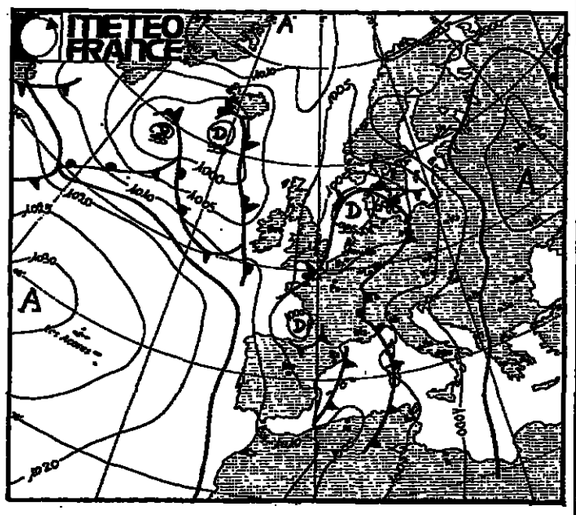
[Né le 1er *mars*, 1922 à Champlitte (Haute-Saône), Lucien Guichard, diplômé de l'école de notariat de Dijon (Côte-d'or), avait exercé la profession de notaire, dans le Jura, de 1951 à 1959 à Saint-Laurent-en-Grandvaux, puis jusqu'en 1984 à Saint-Amour. C'est dans cette dernière *commune qu'il* avait été élu conseiller municipal en 1965 avant d'en devenir le maire en 1983. Lucien Guichard, qui avait occupé des responsabilités *départementales* et régionales professionnelles, avait été élu conseiller général de Saint-Amour en 1986. Il avait succédé à la tête de l'assemblée départementale, le 30 octobre 1989, à Pierre Brantus (UDF-CDS), décédé le 17 septembre précédent.]

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 1er octobre 1991
Courts passages pluvieux, puis belles éclaircies



SITUATION LE 30 SEPTEMBRE 1991 A 0 HEURE TU



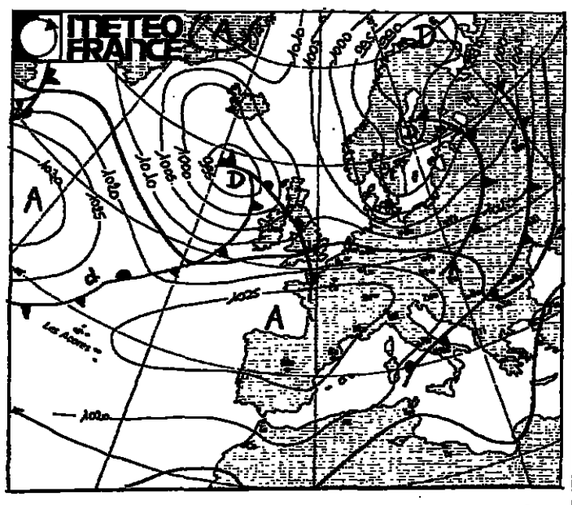
Mercredi 2 octobre : du soleil en général. – *Sur la majeure partie de la* Franco, une fois dissipés les brumes, brouillards et nuages bas du matin, la journée sera largement ensoleillée, malgré des passages nuageux qui pourront occasionner une petite averse. Le vent sera faible.

En Corse et sur le Sud-Est, le temps tournera à l'orage. Les précipitations pourraient être abondantes sur les *Cévennes*.

Près de la Manche, au nord de la *Seine et jusqu'à l'Alsace, les nuages* seront fréquents, apportant de petites pluies éparses. Au fil des heures, des éclaircies se développeront par le sud.

Les températures minimales s'étageront entre 9 degrés au nord-ouest et 15 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales seront proches de 20 degrés près de la Manche. Elles atteindront 26 degrés *dans le Sud-Est*.

PRÉVISIONS POUR LE 2 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-9-1991 à 18 heures TU et le 30-9-1991 à 6 heures TU — le 30-9-91

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	26	16	D	TOULOUSE	22	9	N	LOS ANGELES	22	17	D
BIARRITZ	20	13	N	TOURS	26	10	B	LUXEMBOURG	13	10	C
BORDEAUX	19	11	D	POINTE-A-PITRE	33	25	A	MADRID	16	7	D
BOURGES	19	10	C					MARRAKECH	26	14	C
BREST	17	9	D					MEXICO	15	11	C
CAEN	20	12	C					MILAN	17	17	P
CHERBOURG	17	12	C					MONTRÉAL	10	2	D
CLERMONT-FER	14	6	B					MOSCOU	14	5	D
DIJON	13	8	B					NAIROBI		14	D
GRENOBLE	15	13	P					NEW-YORK	24	10	N
LILLE	15	11	P					OSLO	11	4	D
LIMOGES	15	10	C					PALMA-DE-MAJ	21	14	C
LYON	14	12	N					PÉKIN	23	16	B
MARSEILLE	21	17	C					RIO-DE-JANEIRO		26	N
NANCY	14	11	N					ROME	28	18	N
NANTES	18	11	C					SINGAPOUR		34	C
NICE	15	17	P					STOCKHOLM	14	9	C
PARIS-MONTS	20	11	D					SYDNEY		30	D
PAU	21	12	P					TOKYO	24	19	N
PERPIGNAN	23	14	D					TUNIS	31	22	D
RENNES	18	12	C					VARSOVIE	28	13	D
ST-ETIENNE	13	10	C					VENISE	24	19	C
STRASBOURG	15	12	C					VIENNE	23	19	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	bruine	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — PIERRE GEORGES

La morale d'une femme d'action

UNE petite heure de télévision, et voilà qui est fait. Martine Aubry, ministre du travail, a si bien et bellement occupé l'écran qu'il n'en faut plus douter : une étoile de la politique est née. Une vraie personnalité s'est affirmée devant des millions de personnes, avec une telle présence, une si évidente capacité à diffuser de l'intelligence et de la volonté que cela faisait comme une rupture avec un ordinaire plutôt nauséeux.

En ces temps où les petites phrases, les petits abandons, les *petits calculs tiennent trop* souvent lieu de discours et de programme, cette jeune femme a réussi, à « 7 sur 7 », à prendre tout son monde à contre-pied sur le poujadisme ou la molle désespérance ambiants. Le message est passé, clair, en permanence réaffirmé : un seul but, l'action; un seul credo, la morale de l'action; un seul et noble moyen, la politique.

Encore faut-il être capable de faire passer un tel message. C'est-à-dire le fonder sur de réelles convictions et non sur l'artifice des mots et des discours. Martine Aubry, peut-être au bénéfice de son appartenance à une nouvelle génération, n'a pas un seul instant, face à Anne Sinclair, donné le sentiment que son propos était calcul ou simulacre. Il était celui d'une battante, d'une femme d'action, faisant irruption sur le scène télévisuelle, pour dire clairement des choses simples. Que la morosité est caprice d'inactif. Que l'action seule compte. Qu'une société d'assistance est une erreur et une société d'intolérance et d'exclusion une folie. Qu'il faudrait tellement peu de chose pour que les Français se mobilisent sur l'essentiel – le chômage, l'éducation, la démocratie. Que si l'on est à gauche, et elle l'est, on est à gauche. Que si l'on est à droite ou au centre, on y est aussi et que, heureusement, *« dans tous les camps il reste des démocrates »*. Le reste est affaire de projet commun, ou non.

Martine Aubry, tailleur abricot et œil noisette, n'était pas venue pour séduire, ou faire un numéro médiatique, mais pour dire les choses et prôner les actes. Et cela s'est parfaitement vu.

Mieux en tout cas que la grande manifestation paysanne. Certes l'ensemble des chaînes ont, fort justement, consacré beaucoup de temps et d'interviews à cet événement. Mais il y a eu, semble-t-il, un vrai déficit d'images sur le rassemblement proprement dit. 200 000 à 300 000 personnes à Paris dans les rues et sur les places, cela valait pourtant bien un *vrai grand reportage* avec de vraies et belles images. Sinon à quoi servent les caméras?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 30 septembre

TF 1

20.50 Cinéma : Le Mur de l'Atlantique. □
Film français de Marcel Camus (1970). Avec Bourvil, Peter McEnery, Sophie Desmarets.

AMERICAN GRAFFITI
CE SOIR A 22 h 15 SUR CANAL JIMMY
Un film culte de Georges Lucas : l'âge d'or des sixties
Canal Jimmy
SUR LE CABLE

22.40 Magazine : Médiations.
De François de Closets et Richard Michel. La peur dans nos villes.
0.05 Magazine : Va y avoir du sport.
F 1 : résumé du Grand Prix de Barcelone.
1.15 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Cinéma : Charlot's Connection. □
Film français de Jean Couturier (1983). *Avec Jean Sarrus, Gérard Rinaldi, Gérard* Filipelli.
22.15 Documentaire : Les Années algériennes.
De Philippe Alfonsi, Bernard Favre, Patrick Pesnot et Benjamin Stora. 2. Les Tricheurs.
23.30 Journal et Météo.
0.00 Magazine : Caractères.
Diffusé sur FR3 le 27 septembre .

FR 3

20.45 Cinéma : Le Chat. ■■
Film français de Pierre Granier-Defarre (1970). Avec Jean Gabin, Simone Signoret, Annie Cordy.
22.10 Journal et Météo.

Le CCF a apporté son soutien à la réalisation de HISTOIRE DE VOIR
CCF

22.35 Magazine : Océaniques.
Les œufs à la coque de Richard Leacock.
0.00 Magazine : Minuit en France.
Georges Palante, un philosophe à Saint-Brieuc, de Frédérique Mathieu.
0.25 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Appelez-moi Johnny 5. □
Film américain de Kenneth Johnson (1988).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : L'Amour. ■■
Film français de Philippe Faucon (1990).
23.40 Cinéma : La Cité de la violence. □
Film italo-français de Sergio Sollima (1970).
1.25 Cinéma : Le Comédien. ■
Film français de Sacha Guitry (1947).

LA 5

20.50 Magazine : Les absents ont toujours tort. ▶
Présenté par Guillaume Durand. Châmeurs pointez-vous!
23.00 Cinéma : Brigade mondaine. □
Film français de Jacques Scandelari (1978). Avec Patrice Valota, Odile Michel, Florence Cayrol.
1.05 Journal de la nuit.
1.15 Demain se décide aujourd'hui.
Invité : Dominique Perrin, PDG de Cartier.

M 6

20.35 Cinéma : Torpilles sous l'Atlantique. ■■
Film américain de Dick Powell (1957). Avec Robert Mitchum, Curd Jurgens, Al Hedison.
22.20 Série : L'Heure du crime.
23.15 Magazine : Vénus.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Magazine : Dazibao.
23.55 Magazine : Jazz 6.
Présenté par Philippe Adler. Le duo Carla Bley et Steve Swallow filmé en concert.

LA SEPT

20.00 Documentaire : A. K. De Chris Marker.
21.15 Cinéma : Et la lumière fut. ■■
Film franco-germano-italien d'Otar Iosseliani (1989).
22.55 Court métrage : Bilakoro. De Trakoutra.
23.15 Magazine : Cinéma de poche. D'Hélène Mochiri. Court métrage : L'affaire est dans le sac, de Pierre Prévert; Le Journal.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. La République, l'Europe, l'universel. Avec Alexandre Adler, Maurice Aghulon, Régis Debray, Jean-Pierre Chevènement, Claude Julien, Dominique Lecourt, Ricardo Petrella, Michel Vovelle.
21.30 Avignon 91. Quelqu'un, de Robert Pinget.
22.40 La Radio dans les yeux. Avec Paul Nizon (Marcher à l'écriture ; Canto ; Goya).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Claude David (les Carnets de Malte Laurids Brigge, de Rainer Maria Rilke).
0.50 Musique : Coda. Around Midnight dans tous ses états.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Opéra (en direct du Châtelet) : Lulu, opéra en trois actes, de Berg, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate ; sol. : Patricia Wise, Brigitte Fassbaender, Cynthia Clarey, Graham Clark, Wolfgang Schoene, Peter Straka, Hans Hotter, Ernst Gutstein, John Del Carlo, Stuart Kale, Boris Bakov, Joern Cambreleng, Catherine Estourelle, Laura Zanini, Maria Kobayashi, Francis Dudziak, Hervé Hennequin.
23.37 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon. Istar, de V. Indy ; Concerto pour piano et orchestre op. 12, de Castillan, Symphonie n° 2, de V. Indy ; Symphonie n° 4, de Magnard ; Paysages franciscains, de Pierné.

Mardi 1er octobre

TF 1

20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.40 Spécial sports : Football.
Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe : Monaco-Swansea (Pays de Galles).
22.40 Magazine : Ciel, mon mardi!
De Christophe Dechavanne.
0.35 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.00 Journal et Météo.
20.45 Mardi soir : Cocoon. ■■
Film américain de Ron Howard (1985).
22.50 Débat : L'amour, toujours.
Animé par Daniel Bilalian.
0.05 Magazine : Cinéma, cinémas.
D'Anne Andreu, Michel Boujut et Claude Ventura.
1.10 Journal et Météo.

FR 3

19.00 Le 19-20 de l'information.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Téléfilm : Johnny Monroe.
De Renaud Saint-Pierre, avec Jean-Luc Orofino, Philippe Caroit.
22.10 Journal et Météo.
22.35 Mardi en France.
Programme des télévisions régionales.
23.30 Magazine : Océaniques.
Eugène Delacroix, l'ange et le barbare, d'Yves de Peretti ; Jean Tinguely.
0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

16.15 Cinéma : La Brigade anti-monstres. ■
Film américain de Fred Dekker (1987).
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Un prince à New-York. ■
Film américain de John Landis (1987).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Un cri dans la nuit. ■
Film américain de Fred Schepisi (1989).
0.25 Cinéma : Les Frissons de l'angoisse. ■
Film italien de Dario Argento (1975).
2.10 Téléfilm : Les Camassiers.
D'Yves Boisset, avec Wadeck Stanczak, Jean Carmet.
3.40 Sport : Boxe.
Championnat du monde des super-welters WBA : Gilbert Dele-Vinnie Pazienza.

LA 5

16.50 Sport : Football.
Coupe d'Europe : Torpedo de Moscou-Halle (match retour).
20.00 Journal et Météo.
20.50 Cinéma : Scout toujours. □
Film français de Gérard Jugnot (1985). Avec Gérard Jugnot, Jean-Claude Leguay, Jean Rougerie.
22.30 Magazine : Ciné Cinq.
Présenté par Michel Cardoze.
22.45 Cinéma : Erotica □.
Film français, érotique, de Paul Raymond. Avec Brigitte Lahaie, Paul Raymond.
0.10 Journal de la nuit.
0.20 Demain se décide aujourd'hui.
Invitée : Catherine Charbonneaux.

M 6

19.54 Six minutes d'informations.
20.35 Téléfilm : Toujours plus vite.
De Don Taylor, avec Jean-Marc Barr, Anthony Edwards.

fnac présente la sixième dimension le mardi à 23 h.

22.15 Documentaire : 60 Minutes.
Cet enfant est le mien, de Jonathan Gili.
23.05 Magazine : La 6e Dimension.
Proposé par Lionel Rotcage et Pascale Bestide.
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Magazine : Dazibao.

LA SEPT

16.20 Documentaire : Christian Zacharias.
D'Edgardo Cozarinsky.
17.20 Documentaire : Sartre contre Sartre.
De Michel Favart.
19.00 Documentaire : La Matière.
3. La Matière et la Vie.
20.00 Documentaire : Cinémémo.
▶ 1. Vers la guerre.
20.45 Série : Portraits d'Alain Cavalier.
1. La Marchande de journaux.
21.00 Théâtre : Le Soulier de satin.
Pièce de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez.
23.00 Documentaire : Histoires d'opéra. De Michel Sarazin, Robin Lough, Cathie Lévy.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science.
L'avenir des accélérateurs de particules.
21.30 Les réfugiés de l'Est, la nouvelle vague (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques.
Expulsés/Expulsions. 1. Paris sans toit.
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Françoise Bouillot (travesti).
0.50 Musique : Coda.
Around Midnight dans tous ses états.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Théâtre de Reims) : Quatuor à cordes n° 1 en ré majeur op. 11, de Tchaïkovski ; Quatuor à cordes n° 1 en la majeur, de Borodine, par le Quatuor Anton.
23.07 Poussières d'étoiles. Plein ciel-Studio 116. La Messe aux oiseaux, de Lejeune.

هكذا من الأصل

Le Monde

Confrontée à de nouvelles et graves tensions au Nicaragua

Mme Chamorro vient demander l'aide de Paris

La première visite officielle en France de Mme Violeta Chamorro, *présidente du Nicaragua*, au pouvoir depuis avril 1990, devait commencer mardi 1er octobre par un entretien avec M. Roland Dumas, puis un déjeuner avec M. François Mitterrand. M. Antonio Lacayo, *ministre de la présidence* (équivalent de premier ministre), qui devait accompagner Mme Chamorro à Paris puis à Rome, a décidé de renoncer à ce voyage, en raison d'*« importants problèmes économiques »* et de la menace que font peser les *anciens de la Contra qui ont* repris les armes.

Avec un chômage qui touche plus de 40 % de la population active, un revenu par habitant qui a considérablement diminué depuis 1980 et une dette extérieure de 9 milliards de dollars, le Nicaragua, en convalescence après dix années de guerre civile, n'est pas sorti de l'ornière. Pourtant, dans l'entretien téléphonique qu'il nous a accordé, M. Lacayo, homme fort du pays, ne s'est guère étendu sur ces *« problèmes économiques »*. Le plan de redressement qu'il a mis sur pied continue, selon lui, de donner des *résultats encourageants* – dans la lutte contre l'inflation surtout, – et le Nicaragua a pu, le 13 septembre, rembourser la totalité de ses arriérés (360 millions de dollars) à l'égard des institutions internationales, grâce aux prêts consentis en mai dernier par le Venezuela, le Mexique et l'Espagne notamment.

Le ministre de la présidence s'est dit *« très préoccupé par le problème de la Recontra »* (nom donné aux anciens membres de la Contra qui ont repris les armes depuis l'assassinat, en février dernier, de leur principal dirigeant, Enrique Bermudez). M. Lacayo estime que leur nombre ne dépasse pas quatre cents personnes (ils seraient plus du double, selon d'autres sources), soit 2 % des contras démobilisés.

« Le problème de la Recontra n'est pas militaire mais social : la guerre nous a divisés, et nous sommes seulement une minorité qui luttons contre cette polarisation, dit M. Lacayo. *Nous avons entamé en juillet dernier des conversations avec* [leurs] *représentants. D'autres y ont vu un excès de laxisme de notre part. Du coup, sont apparus des bandits de grand chemin, persuadés de leur impunité, qui ont organisé des vols de bétail, parmi d'autres actes de délinquance. Sans rompre le dialogue avec la Recontra, nous avons décidé de faire preuve de plus de fermeté. »*

D'après les évaluations de ses services, entre 30 000 et 80 000 armes seraient encore entre les mains de civils, et Mme Chamorro demandera à la France, de même qu'aux Etats-Unis, au Canada et à l'Espagne, une aide de 5 millions de dollars pour le rachat de ces armes... Ne s'agit-il pas là d'un échec pour le général Humberto Ortega (frère de l'ancien président Daniel Ortega), qui avait précisément été maintenu dans ses fonctions de chef de l'armée par Mme Chamorro pour récupérer les armes détenues par les civils? *« Ce n'est pas un échec car nous avons évité les affrontements*, répond M. Lacayo. *Il meurt aujourd'hui moins de personnes au Nicaragua qu'au Guatemala ou que durant les années qui ont suivi les guerres civiles aux Etats-Unis et en Europe à d'autres époques. L'armée a fait un travail méritoire. Ses effectifs sont passés de 80 000 en avril 1990 à 21 000 actuellement, et cela, grâce au général Ortega et à son état-major. Malgré tout, l'armée doit continuer à changer, pour être non plus au service d'un parti, mais à celui de la nation, et ce processus est engagé. »*

Outre le limogeage du général Ortega et celui de plusieurs responsables sandinistes de la police à l'esprit par trop « revanchard », la Recontra réclame l'abolition des lois adoptées entre les élections de février 1990 et l'investiture de Mme Chamorro en avril de cette même année, qui légalisaient les transferts de biens aux amis du régime sortant. Le Parlement, contrôlé par la formation de la présidente, l'Union nationale d'opposition (UNO), a adopté en août un texte expropriant quelque 6 000 sandinistes. Invoquant le caractère anticonstitutionnel de cette loi, Mme Chamorro a mis son veto sur la plupart de ses articles. *« Il faut trouver*, estime M. Lacayo, *une solution qui respecte la Constitution et fasse consensus. Nous venons de nous entendre avec les syndicats, les chefs d'entreprise et les partis, en vue de la création d'une commission administrative chargée de réviser les attributions de propriétés effectuées durant la période de transition. »*

M. Lacayo – qui est le gendre de la présidente – est au moins convaincu que son gouvernement continue d'avoir *« l'appui ferme de la France »*. Mme Chamorro parlera notamment à Paris d'un projet hydroélectrique, celui de Montegrande, évalué à 100 millions de dollars. Il sera aussi question d'un projet plus ambitieux de dérivation des eaux du lac Nicaragua pour alimenter Managua en eau potable et irriguer de vastes étendues de terres agricoles.

BERTRAND DE LA GRANGE et MARTINE JACOT

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

On n'est pas des bœufs

UN petit blanc et un fromage de tête, un! Devant la *mairie de mon quartier*, merci l'Auvergne, on saucissonnait gratis hier sur le coup de midi. Un peu pompette, je m'approche d'un groupe d'agriculteurs pas colère pour deux sous, tout sourire au contraire. C'est quoi, votre slogan?

– Sous les pavés, la terre!

– Et ça veut dire?

– Qu'on en est réduit à les bouffer, leurs racines, aux Parisiens. Silos humains, désert rural, halte à l'extermination!

– Et vous voulez le rétablir comment, l'équilibre? En transportant les villes à la campagne?

– Oui, enfin, non... En y implantant des usines, en développant le tourisme, en permettant aux jeunes de rester aux champs.

– Quels jeunes? Je croyais que, sortis des Mauriciennes, vous ne trouviez pas de femmes pour accepter d'en produire, des veaux à votre image. Et à la nôtre. Citadins ou paysans, on fait tous partie du même troupeau, là, aujourd'hui.

– Peut-être bien. Sauf que nous, à défaut de nanas, on a des vaches. Et nos vaches, si on doublait leur prime à l'allaitement, elles se feraient moins prier pour aller au taureau. Au lieu de quoi, on laisse entrer des clandestines, des immigrées venues de l'Est. C'est pas qu'on soit racistes, mais elles sont moches, malades, accros à la drogue, et...

– Oui, on sait, c'est des passoires, nos frontières. N'empêche, vous pourriez en profiter. C'est le moment ou jamais de vous vendre à l'étranger. Au lieu d'importer du blé, ils veulent acheter du fermier français et allemand, là maintenant, les Russes. Il l'a dit l'autre jour à Francfort, le maire de Saint Pétersbourg. Pareil que la tsarine Catherine dans le temps.

– Et on nous transporterait comment? En bétaillères?

– Probablement, oui. Vous verrez, *ce sera super*. On va vous engraisser sur des terres en jachère, des pâtures bien herbeuses et bien grasses. Histoire de permettre aux Russkoffs de rafler enfin toutes les médailles dans les comices agricoles.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Un entretien avec M. André Glucksmann 2

Les élections régionales en Allemagne
Percée de l'extrême droite à Brême 3

Les mesures de désarmement nucléaire aux Etats-Unis ..... 4 et 6

M. Mitterrand répond à M. Giscard d'Estaing
Les « combattants pour l'égalité » invités à se montrer « vigilants » 10

La lutte contre le racisme
Réunion de plusieurs maires de grandes villes, de droite et de gauche 10

Un entretien avec M. Laurent Cathala
Le secrétaire d'Etat à la famille plaide pour une politique « globale » 11

Sports
Grand Prix d'Espagne de formule 1 ; 100 kilomètres de Millau ; Masters de Paris .. 13-14

Théâtre : « Putzi » de Francis Huster
Une vision de Gustav Mahler, écrite, mise en scène et interprétée par Francis Huster 16

Cinéma : le Festival de Biarritz
Le cinéma ibérique et latino-américain à la veille de l'année Colomb 16

Coopération spatiale franco-soviétique
Poursuite des projets, malgré les bouleversements en URSS 32

SECTION B

La pauvreté aux Etats-Unis
Une forte progression 19

Conjoncture américaine
« Ne vois-tu rien venir ? » 19

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● Prague et la transition de velours ● Evolution et révolution en URSS : un système à séculariser ● Le retour de la société ; La chronique de Paul Fabra 23 à 26

Services

Abonnements 2
Annonces classées 28-29
Carnet 32
Loto et Loto sportif 32
Marchés financiers 30-31
Météorologie 33
Mots croisés 32
Radio-Télévision 33
Spectacles 17

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29-30 septembre 1991 a été tiré à *520 911* exemplaires.

La France lève sa réserve sur les importations de viande des pays de l'Est

La France a décidé de ne plus faire obstacle à l'ouverture des marchés européens à la viande bovine et ovine en provenance de trois pays d'Europe de l'Est, a annoncé lundi 30 septembre à Bruxelles le ministre français des affaires étrangères M. Roland Dumas. Cette réserve de la France constituait depuis plusieurs semaines le principal obstacle aux négociations menées par la CEE en vue d'associer au Marché commun la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne.

« Nous avons pu donner notre accord sur un texte global qui répond à nos préoccupations », a notamment déclaré M. Dumas.

HAITI : quinze morts et une centaine de blessés

Une révolte de militaires menace le gouvernement du Père Aristide

La France *« condamne par avance toute aventure »* qui mettrait en péril la démocratie en Haïti, a déclaré lundi 30 septembre en milieu de journée, un porte-parole du Quai d'Orsay qui n'a pu ni confirmer ni démentir les informations selon lesquelles un coup d'Etat était en cours.

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Les fusillades continuaient lundi 30 septembre en fin de matinée à Port-au-Prince, où une unité de l'armée est entrée en rébellion contre le gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide. Selon la direction de l'hôpital général de Port-au-Prince, qui a lancé un appel à tous les médecins, quinze *personnes ont été tuées et plus* d'une centaine blessées depuis le début de la tentative de coup d'Etat, dimanche soir.

Le ministre de l'information, Mme Marie-Laurence Lassègues, a annoncé sur les ondes de la radio nationale qu'un groupe d'hommes armés avait attaqué la modeste résidence du président Aristide à Tabar, à une dizaine de kilomètres au nord de la capitale.

Dès l'annonce de rumeurs de coup d'Etat, des *milliers de jeunes* ont commencé à ériger des barricades de pneus enflammés dans tous les quartiers de la capitale. Selon plusieurs témoins, des civils armés circulant en voiture ont tiré sur les partisans du président Aristide.

JEAN-MICHEL CAROIT

□ **Palmarès des Festivals de Biarritz et de Saint-Sebastien.** – Voici le palmarès du 13e festival du cinéma ibérique et latino-américain de Biarritz : premier prix (makila d'or) : *Cabeza de Vaca* du Mexicain Nicolas Echevarria. Prix spécial du jury : *le Roi ébahi*, d'Imanol Uribe, également prix du public. Prix d'art et d'essai : *Confession à Laura* du Colombien Jaime Osorio Gomez (*lire nos informations page 16*). Voici, d'autre part, le palmarès du Festival international de Saint-Sébastien : grand prix : *les Ailes du papillon*, premier long métrage de l'Espagnol Junama Bajo Ullos. Prix spécial du jury : *Nie Vozvrachenets* du Soviétique Serguei Shnezkin, histoire du coup d'Etat. Prix du meilleur réalisateur : *Highway 61*, du Canadien Bruce Mac Donald.

Hostiles au compromis sur les exportations d'armes

Les nationalistes flamands se retirent du gouvernement belge

En désaccord avec les autres partis de la majorité sur un compromis permettant de sauver l'industrie wallone de l'armement, la Volksunie, formation nationaliste flamande, s'est retirée du gouvernement, dimanche 29 septembre.

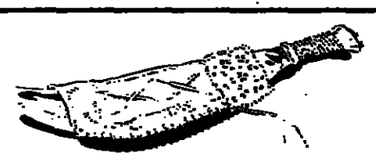
BRUXELLES
de notre correspondant

Depuis plusieurs jours, les ministres du Parti socialiste flamand et de la Volksunie, invoquant une récente loi sur le commerce des armes, refusaient l'octroi de licences d'exportation à deux entreprises wallones, notamment la Fabrique nationale d'Herstal, contrôlée par le groupe français GIAT-Industries (*le Monde* daté 29-30 septembre). Reprenant une idée lancée par M. Guy Spitaels, président du Parti socialiste francophone, le premier ministre, M. Wilfried Martens, a sorti alors de son chapeau un compromis typiquement belge : puisque deux *composantes de la majorité* avaient des *« problèmes de conscience »*, le gouvernement se déchargeait de sa compétence en la matière et la déléguait à des *« comités ministériels régionaux »* créés pour la circonstance. Sans plus attendre, dimanche soir, le ministre du commerce extérieur, M. Robert Urbain, et deux autres ministres wallons signaient les licences en litige.

La Volksunie n'a pas accepté ce tour de passe-passe qui la privait de certains moyens de pression pour obtenir ultérieurement ce qui était un des buts de son obstruction : une accélération et un élargissement du processus de régionalisation permettant à la Flandre de se détacher encore plus de la Wallonie.

Ses deux représentants dans la coalition gouvernementale, MM. Hugo Schiltz, vice-premier ministre chargé du budget, et André Geens, ministre de la coopération, n'avaient plus qu'à donner leur démission. Ils ont été remplacés respectivement par Mme Wivina Demeester, du Parti social-chrétien flamand (comme M. Martens), qui était secrétaire d'Etat aux finances, et M. Erik Derycke, un socialiste flamand, secrétaire d'Etat à la politique scientifique.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE



DÉFRICHEUR DE BROUSSE ÉCONOMIQUE

SCIENCE & VIE ECONOMIE

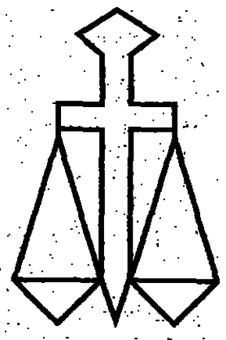
PEUT-ON ENCORE PRÉVOIR ?

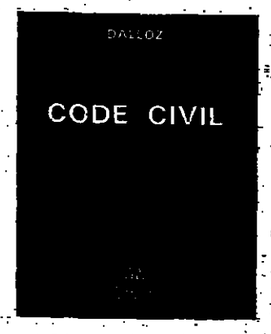
- Dossier : Le capital des 200 premières entreprises françaises
- Faire du business en Afrique du Sud
- Interview posthume : Lénine vous dit tout

Science & Vie Economie Nouvelle Formule
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ECONOMIE

C'est vous qui avez raison,
EXIGEZ "LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE" !
▶ La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horripilent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitent assez votre "budget-plaisirs".
▶ Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.
▶ Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La mode qui laisse votre budget intact ou presque...
A partir de 30 F le mètre.
RODIN
36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes





Dalloz - Les indispensables